

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°487

OCTOBRE 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **TURQUIE : LE PKK RETIRE SES FORCES**
- **SYRIE : DÉSIGNATION D'UN « PARLEMENT » TRANSITOIRE**
- **IRAK : LA GUERRE DE L'EAU**
- **IRAN : QUAND UNE ROBE DE MARIÉE SÈME LE TROUBLE DANS LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE**
- **PARIS-ERBIL : HOMMAGES À JOYCE BLAU ET À NAJMALDIN KARIM**

TURQUIE : LE PKK RETIRE SES FORCES

Dans le cadre du « processus de paix » en cours, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a, le 26 octobre, annoncé le retrait de toutes ses unités militaires de Turquie.

Celles-ci ont été redéployées vers ses bases situées au Kurdistan irakien en attendant l'adoption par la Turquie de « mesures juridiques » autorisant le retour des combattants ayant déposé leurs armes.

Dans le communiqué annonçant ce retrait, le PKK souligne que « le processus traverse une phase extrêmement importante et critique. (...) Nous procédons au retrait de toutes nos forces en Turquie, qui présentent un risque de conflit à l'intérieur des frontières turques et sont vulnérables

à d'éventuelles provocations ».

Aucune précision n'a été apportée sur le nombre de combattants faisant l'objet du retrait. Selon les observateurs, il pourrait s'agir de 200 à 300 guérilleros qui, depuis le cessez-le-feu annoncé le 1er mars dernier, étaient restés discrets.

Le PKK appelle Ankara à prendre « sans délai » les mesures juridiques nécessaires pour sauver le processus de paix. Lancé il y a un an, il exige l'accélération des négociations et la mise en place des lois garantissant « les libertés et l'intégration démocratique » des membres du PKK dans la société.

Le gouvernement turc a réagi à cette annonce par la voix du vice-président Cevdet Yilmaz, qui a salué « un pas important dans la

bonne direction », soulignant que l'objectif principal restait « l'élimination de tous les éléments de l'organisation terroriste ».

De son côté, le porte-parole du parti présidentiel, Ömer Celik, voit dans l'annonce du retrait des « résultats concrets » des efforts visant à mettre fin au conflit.

À Bagdad, la Commission des relations étrangères du Parlement a averti, le 26 octobre, que le déplacement des combattants du PKK de Turquie vers l'Irak constituait une menace pour la sécurité nationale et risquait d'entraîner le pays dans des conflits régionaux.

Pendant ce temps, la Commission parlementaire ad hoc a poursuivi ses auditions. Son président, Numan Kurtulmus, qui est aussi

président de la Grande Assemblée nationale turque, s'est rendu, le 17 octobre, à Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie.

Accompagné de 30 députés membres du bureau de l'Assemblée et de la Commission de dialogue, il a assisté à l'ouverture de l'année académique de l'université Dicle.

S'adressant à un auditoire en grande majorité kurde, il a affirmé que « la langue maternelle est un droit aussi légitime que le lait maternel » et terminé son discours par quelques mots en kurde sur la paix et la fraternité, une première dans les annales de la République turque, de la part d'un haut dirigeant turc.

Il a estimé que l'objectif du processus en cours est de mettre fin à l'effusion de sang, que cette fois nous réussirons, la paix triomphera, la fraternité triomphera. Il a également évoqué l'esprit de tolérance et de fraternité du prince kurde Saladin, qui doit nous inspirer et nous guider.

En bons musulmans, le président du Parlement et les députés qui l'accompagnaient se sont rendus ensuite à la prière du vendredi à la Grande Mosquée (Mizgefta Mezin) de Diyarbakir, datant du 9^e siècle et considérée comme la plus ancienne de Turquie.

En un geste d'ouverture, il s'est également rendu à la mairie de Diyarbakir où sa délégation a été reçue par les deux co-maires de la capitale kurde. C'est la première fois depuis 26 ans qu'un président du Parlement rend visite à cette mairie, dont plusieurs maires élus précédemment ont été destitués et embastillés, remplacés par des administrateurs nommés par l'État (kayyum).

Certains partis turcs continuent de s'opposer à ces « négociations

avec les terroristes ». Il s'agit notamment du bien mal nommé Iyi Parti (le Bon Parti), une formation ultra-nationaliste turque issue d'une scission du Parti de l'action nationaliste (MHP), extrême-droite de Devlet Bahçeli associé à la coalition gouvernementale.

Le 15 octobre, le vice-président d'Iyi Parti Turhan Çömez s'en est violemment pris, de la tribune du Parlement, à la députée kurde Pervin Buldan, vice-présidente du Parlement et membre de la délégation du parti DEM qui fait la navette entre l'île-prison d'Imrali, où elle rend visite au chef du PKK, et les officiels turcs.

Sa mission de médiation avec « le chef des terroristes », salirait la réputation du Parlement et serait une infamie, selon Çömez.

Le député kurde d'Ağrı, Sirri Sakık, lui a répondu de la même tribune du Parlement en ces termes :

« Savez-vous ce qu'est la véritable infamie ? Sont infâmes ceux qui, après avoir créé la Turquie avec les Kurdes, les ont reniés comme inexistants.

Sont infâmes ceux qui ont interdit la langue d'un peuple.

Sont infâmes ceux qui confisquent les droits d'un peuple.

Savez-vous qui est infâme ? Ce sont ceux qui ont massacré, assassiné des dizaines de milliers de Kurdes par des assassinats dont les auteurs n'ont pas été identifiés et qui n'ont pas élevé la voix.

Sont infâmes ceux qui ont brûlé trois mille cinq cents villages kurdes.

Ceux qui veulent que les tueries continuent sont infâmes. Ceux qui disent que la guerre doit se poursuivre sont des tâches. »

Les échanges vifs au sein même du Parlement turc ont suscité la colère du président du Parti de la Victoire, une autre formation ultra-nationaliste turque, Ümit Özdağ, qui a publié sur son compte X que s'il était au Parlement il aurait « roué des coups » le député Sakık qui « insulte Atatürk, notre guerre d'indépendance et la République turque » (Rudaw, 16 octobre).

Pendant ces échanges d'amabilités au Parlement turc, la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), poursuit son chemin de calvaire. Les arrestations de ses maires et élus sous des prétextes variés et souvent fallacieux continuent.

Les poursuites judiciaires se multiplient.

Se faisant l'écho de ce climat dépressif, Le Monde titre :

« Même après deux décennies d'Erdogan, personne ne s'attendait à une telle escalade dans l'arbitraire » (Le Monde, 16 octobre).

Une justice instrumentalisée, politique, prompt à instruire les procès des opposants politiques mais d'une extrême inertie pour tirer au clair les épisodes les plus sombres de l'histoire récente du pays.

Les assassinats de milliers de civils kurdes, avocats, médecins, étudiants, écrivains, syndicalistes, défenseurs des droits de l'homme abattus dans les années 1990, courent toujours tout comme leurs commanditaires.

L'attentat de la gare d'Ankara qui, le 10 octobre 2015, a fait 104 morts dans une foule de manifestants réclamant la fin de la guerre avec le PKK et un règlement pacifique de la question kurde n'est toujours pas élucidé.

Les victimes, en grande majorité kurdes, et leurs familles estiment que la justice n'a pas été rendue et que leur statut de victimes n'a même pas été reconnu (RFI, 9 octobre).

La crise économique et sociale frappe durement les classes populaires.

Le quotidien Le Monde publie dans son édition du 29 octobre un reportage de son correspondant, dont le titre résume à lui seul la gravité de la situation :

« La Turquie risque de perdre

toute une partie de sa jeunesse, ni employée, ni scolarisée, ni en formation ».

Selon cet article bien documenté : « plusieurs rapports ont mis en lumière le décrochage vertigineux de l'enseignement supérieur turc, et en corollaire celui de toute une génération, près de 30% des 18-24 ans n'étant ni employés, ni scolarisés, ni en formation, 42% des femmes sont hors de tout circuit et plus d'un million d'enfants sont sur le marché du travail ».

Pendant ce temps, la Turquie

d'Erdogan, qui se veut une « puissance globale », investit massivement dans les industries de l'armement, construit un porte-avions plus grand que le Charles-de-Gaulle français et vient de signer un contrat de 9 milliards d'euros avec Londres pour l'achat de 20 avions Eurofighter.

Elle renforce sa coopération militaire avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui préfèrent désormais garder le silence sur la dérive autoritaire du régime turc. (Le Monde, 31 octobre).

SYRIE : DÉSIGNATION D'UN « PARLEMENT » TRANSITOIRE

Le nouveau régime syrien cherche à se donner un minimum de légitimité démocratique. À cette fin, à défaut de tenir des élections parlementaires au suffrage universel direct, il a organisé une consultation auprès d'environ 6000 grands électeurs. Ceux-ci étaient désignés par des comités électoraux locaux mis en place par une commission électorale nommée par le président intérimaire al-Charaa, lequel s'est arrogé le pouvoir de nommer personnellement un tiers des membres de ce « Parlement ».

La plupart des gens formant le collège électoral sont des islamistes ou proches du gouvernement et pour l'essentiel des Arabes sunnites. Les provinces sous contrôle des Forces démocratiques kurdes, comme Hassaké et Raqqa, ainsi que la province à majorité druze de Soueïda étaient exclues de cette singulière consultation en raison des défis sécuritaires. 32 sièges sur 210 resteront de ce fait vacants. Selon la Commission électorale, 1578 candidats, dont seulement 14 % de femmes, ont été autorisés à se présenter au

scrutin. Selon les règles électorales, les candidats ne doivent pas être « des partisans de l'ancien régime ni promouvoir la sécession ou la partition ». (Le Monde, 5 octobre).

Ce sont les Kurdes et les Druzes réclamant la décentralisation du régime qui sont considérés comme « sécessionnistes » et donc disqualifiés d'office.

Les quelque 6000 grands électeurs étaient donc appelés à choisir dans leurs rangs, parmi les 1578 candidats, 140 députés. À l'issue de cette singulière consultation dont les résultats ont été annoncés le 6 octobre par Nawar Najmeh, le porte-parole de la commission électorale, on constate que les femmes ne représentent que 4 % des parlementaires ainsi désignés et les chrétiens obtiennent 2 sièges. Aucun représentant d'un parti kurde ou alévi ou druze.

Répondant aux critiques, M. Najmeh a reconnu un « déséquilibre ». « La composante chrétienne ne dispose que de deux sièges, une représentation faible en regard de sa proportion dans la population syrienne », a-t-il

acquiescé. « La place des femmes dans le Parlement ne reflète pas leur rôle dans la société syrienne ni dans la vie politique et sociale », a-t-il ajouté. Il a toutefois affirmé que les nominations à venir par le président, des 70 députés restants, « pourraient compenser » la sous-représentation de « certaines composantes de la société ». (Le Monde, 6 octobre).

Les autorités kurdes ainsi qu'une quinzaine d'ONG syriennes ont dénoncé cette « farce électorale » et souligné qu'il s'agissait plutôt d'une nomination sans précédent dans l'histoire du pays. Même le dictateur déchu Bachar al-Assad tenait au moins à respecter les formes d'un scrutin électoral à suffrage direct et universel, quitte à en exclure des opposants et à manipuler les résultats.

Ce « Parlement » de transition a un mandat de deux ans et demi, renouvelable. Il sera chargé de proposer et d'amender les lois, d'approuver les traités internationaux et d'adopter le budget de l'État.

L'essentiel de ce budget, notamment les salaires des fonction-

naires et les soldes des militaires, sont depuis le début de l'année payés par le Qatar, le co-parrain avec la Turquie, frère musulman du nouveau pouvoir. De son côté, l'Arabie saoudite a commencé à livrer du pétrole à Damas. Les investisseurs des pétromonarchies attendent la levée officielle et totale des sanctions internationales frappant la Syrie pour participer au gigantesque chantier de sa reconstruction, dont le coût est évalué à 216 milliards de dollars par la Banque mondiale dans un rapport publié le 21 octobre. Les infrastructures comme les voies de communication représentent près de la moitié du total des dépenses à engager, suivies par les bâtiments résidentiels. Le président syrien de transition chiffre, lui, à 1000 milliards d'euros le budget nécessaire pour reconstruire le pays, un chiffre rond qui ne se repose sur aucune étude connue. (RFI, 21 octobre).

Pour asseoir sa légitimité et créer un climat de stabilité favorisant les investissements étrangers, il poursuit sa diplomatie d'ouverture tous azimuts. Après ses visites dans les pays du Proche-Orient, en France, aux Nations unies, et avant une visite attendue à Washington en novembre, il s'est rendu à Moscou où il a, le 15 octobre, été reçu avec égards par le président russe Poutine, son pire ennemi durant la guerre civile syrienne.

Dans son discours préliminaire de bienvenue, le président Poutine a mis l'accent sur « des décennies de relations amicales entre Moscou et Damas depuis l'accession de la Syrie à l'indépendance en 1944 » et émis le vœu d'un nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays. Moscou a fait part de son souhait de garder sa base aérienne de Hmeimim et de continuer à utiliser le port de Tartous sur la côte méditerranéenne. La base aérienne et le port de Tartous sont les seules escales en

Méditerranée orientale pour les avions et les bateaux allant ou venant d'Afrique. En contrepartie, la Russie continuerait de fournir à la Syrie du blé, du pétrole, de l'acier et sans doute également des armements, notamment des systèmes de défense anti-aérienne, indispensables contre les incursions régulières de l'aviation israélienne. Le président syrien a visiblement voulu s'assurer également du soutien diplomatique russe au Conseil de sécurité de l'ONU pour la levée des sanctions le visant personnellement, ainsi que son mouvement HTC, ex-branché de l'organisation terroriste al-Qaïda.

Lors de cet entretien, il aurait aussi demandé l'extradition vers la Syrie de l'ex-dictateur Bachar al-Assad afin qu'il y soit traduit en justice, demande qui restera sans doute sans suite. Plutôt que d'extrader cet exilé encombrant, Moscou saura, le moment venu, s'en débarrasser discrètement.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), l'ex-président syrien, après une « tentative d'emprisonnement », a été admis le 20 septembre dans un hôpital près de Moscou dans un « état critique en soins intensifs ». Seul son frère Maher al-Assad avait été autorisé à lui rendre visite pendant son hospitalisation, avec l'ancien secrétaire aux affaires présidentielles Mansour Azzam, affirme l'OSDH dans un rapport publié le 2 octobre. (Le Figaro, 6 octobre).

Selon le New York Times du 15 octobre, la visite à Moscou d'al-Charaa aurait été conseillée par le président turc afin d'équilibrer les risques de ses relations avec les Occidentaux. En septembre, pour préparer cette visite, Moscou avait dépêché à Damas une importante délégation conduite par le Vice-Premier ministre Alexandre Novak, principal stratège en énergie de M. Poutine. M. Novak avait notam-

ment été reçu par le frère d'al-Charaa, Maher al-Charaa, en charge de l'économie, qui parle russe et qui est marié à une Russe. Après cette visite, une délégation du ministère syrien de la Défense s'était rendue en Russie où elle a notamment visité un centre de formation aux systèmes de défense anti-aérienne. Les deux parties semblent disposées à tourner la page des hostilités et griefs d'hier pour engager sur de nouvelles bases une coopération militaire et économique. (New York Times, 15 octobre).

Sur le plan intérieur, la tension reste toujours palpable entre les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, et les diverses milices islamiques « intégrées » à la va-vite dans la nouvelle armée syrienne en formation, mais qui obéissent toujours à leurs chefs de bande et qui continuent de se livrer à de nombreuses exactions dans les territoires kurdes syriens sous occupation turque, comme le canton d'Afrin.

Pour contrer leurs exactions, les FDS ont maintenu une force de protection dans les quartiers à forte majorité kurde de Cheikh Maqsoud et d'Ashrafiéh à Alep, où vivent plus de 400 000 Kurdes. Les FDS ont, le 6 octobre, résisté à une tentative d'intrusion de l'une de ces milices portant l'uniforme syrien. L'accrochage a fait deux morts, dont un milicien et un civil.

Pour éviter un dérapage, le gouvernement syrien et l'administration autonome kurde ont conclu un cessez-le-feu. Selon l'OSDH, les forces gouvernementales avaient utilisé des drones explosifs dans ces quartiers à majorité kurde encerclés, dont les communications avaient été coupées. Le ministre de la Défense de transition a, le 7 octobre, annoncé sur X « un cessez-le-feu immédiat entre les forces du gouvernement et les forces kurdes. Tous les axes et

positions militaires dans le nord et le nord-est de la Syrie sont concernés par ce cessez-le-feu qui doit être appliqué immédiatement ».

Le ministre a annoncé s'être réuni avec Mazlum Abdi, le commandant en chef des FDS, et avoir convenu d'un « cessez-le-feu global sur l'ensemble des axes et points de déploiement militaires dans le nord et le nord-est de la Syrie ».

Le général Mazlum Abdi a rencontré le même jour à Damas le président de transition sous l'égide d'une délégation américaine. Les discussions auraient abordé des questions fondamentales pour les autorités kurdes : le retour des populations kurdes déplacées, la lutte contre le terrorisme et la modification de la constitution provisoire syrienne afin de mieux assurer la protection des minorités du pays, selon le communiqué publié par la partie kurde à l'issue de cette rencontre au sommet.

La question de l'intégration des FDS au sein de la nouvelle armée syrienne a aussi été discutée en détail au cours de ce sommet.

Des discussions techniques se sont poursuivies entre les deux délégations et ont abouti à un « accord de principe » annoncé le 13 octobre par le général Abdi à l'AFP. Il n'a pas précisé les mécanismes d'intégration des FDS et des forces de sécurité (Asayish kurdes) au sein des ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Le 17 octobre, dans une interview accordée à l'agence Associated Press, il affirme :

« Nous disposons de dizaines de milliers de soldats et de forces de sécurité intérieure. Les forces rejoindront l'armée nationale non pas individuellement, en petits groupes, mais en unités militaires constituées selon les règles fixées par le ministère de la Défense ».

De son côté, Abou Omar al-Idlibi, haut commandant des Forces

démocratiques du Nord, une composante des FDS, déclare dans un entretien accordé à la chaîne d'info kurde Rûdaw que les FDS seront intégrées en trois unités militaires et plusieurs brigades indépendantes, dont une brigade des unités de protection des femmes (YPJ). Certaines de ces brigades, aguerries dans la lutte contre le terrorisme djihadiste, pourraient être déployées dans d'autres régions de Syrie pour aider le gouvernement intérimaire à combattre l'État islamique, le Daech.

La mise en place de cet « accord de principe » pourrait encore prendre de longues négociations. Aucun calendrier n'est prévu pour la modification de la constitution provisoire, pour garantir les droits du peuple kurde et d'autres composantes de la mosaïque syrienne, ni pour la reconnaissance de Newroz, le Nouvel An kurde, comme une fête nationale et un jour férié en Syrie.

IRAK : LA GUERRE DE L'EAU

L'Irak est devenu l'un des pays souffrant le plus de la pénurie de l'eau, de la sécheresse et de la désertification qui progresse année après année, notamment dans le Sud où les marais sont désormais à sec. Ce pays qui pendant des millénaires était connu sous le nom de Mésopotamie, est actuellement en grande partie privé des ressources hydrauliques de ses deux fleuves nourriciers : le Tigre et l'Euphrate, qui prennent leurs sources dans les montagnes du Kurdistan du Nord. La Turquie a construit depuis les années 1970 un vaste système de barrages, appelé le Projet d'Anatolie du Sud-Est (GAP), pour maîtriser, contrôler et utiliser à son profit les eaux de ces deux fleuves et de

leurs affluents. Elle prive ainsi ses voisins l'Irak et la Syrie de leur part de cette ressource vitale. Dans les années 1980-1990, le régime de Damas a accueilli et soutenu le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans sa lutte armée contre la Turquie, afin de disposer, le moment opportun, d'une carte de négociation avec Ankara pour un partage plus équitable des eaux de l'Euphrate. Tout comme dans les années 1960-1970, le Chah d'Iran avait soutenu le mouvement de guérilla du général Barzani contre le régime de Bagdad pour obtenir des concessions sur le contrôle de Chatt-al-Arab, le delta où se rejoignent le Tigre et l'Euphrate avant de se verser dans le golfe arabo-persique et qui forme la frontière entre l'Iran et l'Irak.

Face à la Turquie, l'Irak d'aujourd'hui ne peut faire valoir que ses relations commerciales et son marché. Les exportations turques vers l'Irak s'élèvent à plus de 30 milliards de dollars par an dont près d'un tiers (environ 10 milliards de dollars) vers le Kurdistan irakien. La capitale kurde, Erbil, abrite le plus grand consulat général de Turquie dans le monde, à en croire l'entretien accordé le 29 octobre par le consul général turc à la chaîne d'infos kurde Rûdaw. Le projet très ambitieux de construction d'une ligne de chemin de fer reliant Bassorah, Bagdad et Mossoul au port turc de Mersin nécessite pour sa réalisation une bonne entente avec Bagdad. La fin de l'irrédentisme arabe sunnite via les insurrections d'al-

Qaïda et de Daech et celle annoncée de la guérilla du PKK dont les bases arrière se trouvent dans la zone frontalière irako-turque réduisent considérablement les risques d'insécurité sur les grands axes du commerce entre la Turquie et l'Irak qui traversent tous le Kurdistan.

C'est dans ce contexte relativement apaisé que le ministre des Affaires étrangères irakien, Dr. Fuad Hussein, a, lors de sa visite à Ankara le 10 octobre, engagé des pourparlers sur un partage plus équitable des eaux du Tigre et de l'Euphrate entre les deux pays. Selon le Memorandum of Understanding (protocole d'accord) convenu au terme de cette visite, la Turquie va relâcher une certaine quantité d'eau du Tigre et de l'Euphrate à destination de l'Irak pendant 50 jours, c'est-à-dire jusqu'au début de l'hiver et les chutes espérées des pluies et de la neige. Un accord sur le long terme porte sur la gestion des ressources hydrauliques avec l'aide des compagnies turques qui ont une certaine expertise dans ce domaine. L'accord couvre des domaines allant de la construction des barrages en Irak, au recyclage des eaux usées, à la collecte des eaux de pluie et à la désalinisation de l'eau de mer. Cet accord « stratégique » devrait être signé début novembre lors de la visite à Bagdad du ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

Grâce à une meilleure gestion de ses ressources, le Kurdistan irakien n'a jusqu'ici pas trop souffert de la pénurie d'eau, cela mal-

gré la baisse importante du niveau d'eau dans ses barrages (Rudaw, 22 octobre).

L'avenir de ces projets dépendra en grande partie des élections parlementaires du 18 novembre qui, à en croire le président du Kurdistan Nechirvan Barzani, seront les plus importantes depuis celles de 2005. La campagne électorale se déroule dans le calme. Le Premier ministre al-Sudani distribue généreusement prébendes et subsides afin d'assurer à sa coalition chiite la première place au sein de l'électorat chiite. Les Arabes sunnites semblent cette fois-ci plus mobilisés que lors des précédents scrutins pour envoyer un maximum d'élus au Parlement fédéral. Leurs deux principaux partis, soutenus par la puissance financière des pays du Golfe, dépendent sans compter pour séduire les électeurs.

Au Kurdistan, outre les deux partis historiques, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), deux formations islamiques (Yekgirtû et Komal), Nouvelle Génération, Halwast, issu du Parti Goran (Changement), Bereyi Gel (Front du peuple) et Parti social-démocrate sont en lice.

Le PDK se fixe comme objectif d'obtenir plus d'un million de voix, contre environ 781.670 aux élections précédentes. La campagne électorale mobilise sans passionner les électeurs – échaudés par les promesses non tenues

par les gouvernements fédéraux successifs ne respectant ni la Constitution ni les accords de coalition.

La « fatigue démocratique » est plus grande encore dans l'Irak arabe où la population critique l'état médiocre des infrastructures, la pénurie d'électricité et d'eau, la corruption endémique et le népotisme, le manque de renouvellement de la classe politique et sa dépendance du régime iranien. Le pays paie 6 milliards de dollars par mois de salaires des fonctionnaires et de soldes à des milliers de membres de milices pro-iraniennes Hashd al-Chaabi dont les Américains exigent le désarmement et la dissolution, et la formation d'une armée de métier, bien entraînée, bien équipée, capable de défendre les frontières du pays.

Le régime iranien, qui a perdu ses relais régionaux et son allié stratégique en Syrie, déploie tous ses moyens pour garder sa tutelle sur Bagdad, et finance abondamment les partis chiites qui lui sont proches.

En Irak, il n'existe pas encore de loi sur le financement des partis politiques, ni sur celui des campagnes électorales ni sur celui des financements des médias. Dans cette compétition, malgré la liberté de parole et d'opinion, les candidats indépendants et des partis dépourvus de moyens n'ont guère de chances de se faire connaître et encore moins de se faire élire.

IRAN : QUAND UNE ROBE DE MARIÉE SÈME LE TROUBLE DANS LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

L'actualité iranienne du mois d'octobre a été dominée par la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo de mariage à l'occidentale d'un haut

dignitaire de la République islamique.

La mariée, Fatima Shamkani, y apparaît en robe décolletée, au bras de son père, Ali Shamkani,

ancien secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale et officiant toujours comme haut conseiller du Guide Suprême l'ayatollah Ali Khamenei. Une séquence a été diffusée le 17 octo-

bre montrant Fatima Shamkani vêtue d'une robe blanche de mariée, sans bretelles, décolletée, avec un voile transparent au bras de son père ainsi que sa mère portant une robe bleue décolletée.

De nombreuses invitées assistant à ce mariage se déroulant dans un hôtel de luxe de Téhéran, visibles à l'écran, ne portent pas de hijab, cela dans une République islamique rigoriste où la jeune étudiante kurde Jina Mahsa Amini est morte dans un commissariat de police pour un hijab ne couvrant pas suffisamment ses cheveux. Le mariage aurait eu lieu en avril 2024 mais sa fuite sur les réseaux sociaux est intervenue au lendemain de l'annonce par le secrétaire de la promotion de la vertu et de la répression du vice, Ronhollah Momen-Nasab, de la mobilisation prochaine de 80.000 nouveaux agents de la police des mœurs pour faire respecter le code vestimentaire islamique !

La fuite de la vidéo largement relayée par la chaîne anglo-iranienne Iran International et les milieux de l'opposition est attribuée aux services de renseignement israéliens. Le principal intéressé, Ali Shamkani, a d'ailleurs réagi en postant sur X un message en hébreu : « Bande de salauds, je suis toujours en vie ».

Il avait échappé de justesse à une frappe israélienne lors de la guerre de 12 jours et le voilà empêtré et discrédité dans ce qui en Iran est considéré comme une affaire de mœurs ! Pour la population iranienne il s'agit d'un double scandale : scandale politique pour un régime qui impose à ses citoyens un code vestimentaire moyenâgeux tandis que ses hauts dirigeants prennent leurs libertés et vivent à l'occidentale dans leurs villas et que leurs enfants étudient dans les universités occidentales.

Scandale social aussi où, en raison d'une inflation galopante et

de la dévaluation dramatique de la monnaie locale, la grande majorité de la population est condamnée à la pauvreté ; les dirigeants dépensent sans compter pour marier leurs progénitures, dans des hôtels de luxe. La République islamique qui se targuait d'avoir pris la revanche des déshérités sur les élites occidentalisées et corrompues de la monarchie se révèle à son tour hypocrite, corrompue et de plus en plus détachée des préoccupations et des aspirations de sa population. Le régime a réagi par la du président du Conseil d'information du gouvernement, Elias Hazrati : « Il faut être vigilant car l'objectif principal de cette guerre médiatique est de créer de la méfiance et du désespoir dans la société et non de critiquer le comportement des individus ». (Le Figaro, 23 octobre – The New York Times, 20 octobre)

Sur le front nucléaire, après le rétablissement, le 28 septembre, des sanctions internationales par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Iran affirme, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Abbas Aragchi, que la coopération avec l'Agence Internationale à l'énergie atomique (AIEA) « n'est plus pertinente » (Le Figaro, 5 octobre). Le même ministre a, le 12 octobre, déclaré que « l'Iran ne voit aucune raison » de reprendre les négociations avec les Européens sur son programme nucléaire alors que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont affirmé le 10 octobre leur « détermination » à les relancer (Le Figaro, 12 octobre). Le 18 octobre l'Iran a fait savoir qu'il n'était plus tenu par « les restrictions » liées à son programme nucléaire, après l'expiration de l'accord signé en 2015 pour dix ans (Le Monde, 18 octobre). L'Iran, qui n'avait déjà pas respecté les clauses de cet accord sur l'enrichissement de l'uranium, va désormais avoir les mains libres pour accélérer davantage son programme

nucléaire visant à fabriquer une ou plusieurs bombes atomiques. L'Iran annonçait d'ailleurs par la voix de son Guide suprême que ses sites nucléaires sont encore opérationnels. L'ayatollah Khamenei a déclaré le 20 octobre que le président américain Donald Trump « rêve » s'il pense avoir détruit les sites nucléaires iraniens.

Adoptant un ton volontairement bravache sur le dossier nucléaire, l'Iran cherche néanmoins en coulisse à améliorer ses relations avec certains pays européens dont la France en réactivant sa « diplomatie des otages ». Le 6 octobre, le cycliste globe-trotter franco-allemand Lennart Monterlos, 19 ans, a été libéré après près de quatre mois de détention. (Le Monde, 6 octobre).

Le 16 octobre, les otages français Cécile Kohler et Jacques Paris ont été condamnés pour « espionnage » à respectivement 20 ans et 17 ans de prison. Ils pourraient cependant être libérés en échange de la libération de la militante iranienne Mahdiah Esfandiari, détenue en France depuis sept mois pour « apologie de terrorisme ». Elle a été libérée le 22 octobre et placée sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire français jusqu'à son procès prévu en janvier 2026 (Le Monde, 22 octobre). Ce geste de la justice française devrait déclencher le processus de libération conditionnelle des otages français dans les semaines à venir.

Pendant ce temps, la répression contre les opposants et dissidents supposés se poursuit de manière devenue routinière.

L'ONG kurde des droits de l'homme Hengaw a recensé, en octobre, 8 exécutions de femmes et deux condamnations à mort. Il s'agit de Zeinab Khodabandeh, exécutée à Ispahan, Nahid Hemmati, exécutée à Nahavand, Kafieh Ghobadzadeh, exécutée à

Shiraz, Saleheh Khodabadi, exécutée à Ispahan, Narges Ahmadi, exécutée à Qom, Mahbubeh Jalali, exécutée à Rasht, Mitra Zamani, exécutée à Khorramabad et Katayoun Shamsi, exécutée à Mashhad.

Les deux femmes condamnées à mort en octobre sont : Nassim Eslanzchi, militante baloutche, et Zahra Shahbazi Taberi, militante gilaki de Rasht.

Deux militantes kurdes de Turquie, Rojda Saadoun et Safiye Dursun (Curso), ont été condamnées chacune à 5 ans de prison et trois femmes iraniennes Forough Khosravi, Nahid Behrouzi (Karaj) et Elham Salehi (Shiraz) ont été respectivement condamnées à des peines de 15 ans, 5 ans et 1 an de prison.

19 femmes ont été arrêtées sans motif connu. Toujours selon

Hengaw, neuf femmes ont été assassinées en octobre par leurs proches pour des « crimes d'honneur », demandes de divorce, refus de mariage ou autres violences domestiques.

L'ONG qualifie la République islamique de « régime d'apartheid de genre » où la violence systématique contre les femmes est institutionnalisée et protégée par la loi.

PARIS-ERBIL : HOMMAGES À JOYCE BLAU ET À NAJMALDIN KARIM



L'occasion du premier anniversaire de la disparition de Joyce Blau, l'Institut kurde lui a rendu hommage par une exposition de photographies intitulée Les voyages de Joyce Blau au Kurdistan. Cette exposition, inaugurée le 25 octobre dans les salons de l'Institut devant un public nombreux, présente une sélection de photographies prises par Joyce Blau au cours de ses voyages dans toutes les régions du Kurdistan de 1967 jusqu'au milieu des années 1990.

Le 30 octobre, c'est à Erbil, capitale du Kurdistan, que la première pierre d'un complexe éducatif portant le nom de Joyce Blau a été posée au cours d'une céré-

monie émouvante réunissant, outre le président de l'Institut kurde, le gouverneur d'Erbil, le ministre des municipalités et de nombreuses personnalités kurdes. Le complexe éducatif Joyce Blau est situé au cœur du Quartier Français en cours de construction dans la banlieue d'Erbil, pas loin du Lycée Danielle Mitterrand. Le Kurdistan veut ainsi honorer la mémoire de cette universitaire qui, par ses publications et par son activité au sein de l'Institut kurde, a apporté une contribution importante à la cause kurde et aux études kurdes.

Dans l'après-midi du même jour, un hommage a été rendu au Dr Najmaldin Karim, neurochirur-

gien, vice-président de l'Institut kurde et ancien gouverneur de Kirkouk, à l'occasion du 5e anniversaire de sa mort. La réunion s'est tenue au Palais des Congrès d'Erbil, en présence de la famille et de plusieurs centaines d'amis et proches. Outre Kendal Nezan, le ministre irakien des Affaires étrangères Dr Fuad Hussein, le vice-Premier ministre du Kurdistan Qubad Talabani, le secrétaire du Bureau politique du PDK Fazil Mirani et l'ex-ambassadeur américain Peter Galbraith ont pris la parole pour évoquer la mémoire de ce grand patriote kurde mort en 2020 à l'âge de 70 ans. Des extraits de cette cérémonie d'hommage ont été diffusés sur les chaînes de télévision locales.

La réalisatrice franco-kurde Kudret Günes condamnée au silence en Turquie

L'autrice de la bande dessinée « La Liberté dans le sang », a été condamnée, en juillet à Ankara, à vingt mois de prison avec sursis pour « apologie du terrorisme ». De retour à Paris, où elle vit depuis quarante ans, elle a accepté de raconter pour la première fois son procès, révélateur de la vague répressive décidée par Erdoğan.

La lecture du jugement a traîné en longueur, une bonne vingtaine de minutes, une éternité d'angoisse, un gouffre sans fond dans lequel Kudret Günes s'est perdue au point qu'il lui faudra du temps, beaucoup de temps, pour retrouver les mots et l'envie de les prononcer. Artiste franco-turque d'origine kurde, âgée de 69 ans, cette documentariste à la voix grave et douce, installée depuis quarante ans en France, est sortie du tribunal d'Ankara, ce mardi 8 juillet, comme percutée par un jugement auquel elle ne s'attendait pas.

Vingt mois de prison avec sursis pour « *apologie du terrorisme* », assortis d'une mise en garde de la cour contre toute parole intempestive. Comprendre, selon son avocate, « *cinq ans de silence* ». Une peine qui porte directement atteinte à sa liberté d'expression et illustre, à sa manière, le contexte de plus en plus répressif du pouvoir turc à l'égard des voix discordantes.

Mais reprenons. « *Dans l'ordre* », comme l'intima le juge après l'arrestation de la réalisatrice à sa descente d'avion, le 27 mai, dans l'aéroport de la capitale turque, sa ville d'enfance. Partie vivre à Paris après le coup d'État militaire de 1980, avec une bourse accordée par le gouvernement français, Kudret Günes obtient la citoyenneté française durant le second septennat de François Mitterrand. Plus tard, elle



Kudret Günes, le 27 septembre, à Paris. LIVIA SAAVEDRA POUR LE MAGAZINE DU MONDE

croisera le chemin de Danielle Mitterrand, très engagée dans la cause kurde. Devenue documentariste, écrivaine et scénariste, elle est, comme elle dit, une militante, une féministe surtout, et une défenseuse du peuple kurde, mais sans affiliation aucune : « *Neutre, c'est ma devise.* »

Habituée des sujets sensibles

En 2002, elle réalise son deuxième documentaire, celui qui aura le plus d'écho, *Leyla Zana, le cri au-delà de la voix étouffée*. Il porte sur les combats de cette députée kurde, alors emprisonnée, notamment pour s'être exprimée dans sa langue à la tribune parlementaire turque. Elle sera

libérée deux ans plus tard, après une décennie passée derrière les barreaux. Réélue peu après, Leyla Zana sera de nouveau poursuivie pour appartenance à un mouvement terroriste, le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Kudret Günes sort en 2010 un autre documentaire, *Sur les traces de Bedia*, qui raconte comment des femmes militantes kurdes reconstruisent leur vie en France après avoir fui la répression politique en Turquie. Son dernier opus, *La Mariée de la pluie*, obtient en 2018 le grand prix du meilleur court-métrage au festival du film kurde, à Londres. Autant de films portant sur des sujets sensibles dans son

pays d'origine, mais qui, jusque-là, ne l'avaient jamais mise en difficulté. La réalisatrice se rend au moins une fois par an à Ankara pour voir sa famille. Parfois, elle y fait des repérages pour son travail. Les passages à la douane se passent de la façon la plus banale qui soit.

Et puis, ce 27 mai, tout bascule. La période est particulièrement tendue. L'arrestation, le 19 mars, du principal opposant au président Recep Tayyip Erdoğan, le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, a provoqué une vague inédite de contestation dans tout le pays, entraînant une multiplication des arrestations et des procédures judiciaires.

A chaque semaine, ses manifestations et ses procès. Kudret Günes vient, comme à son habitude, visiter ses proches. Mais, ce jour-là, un policier des douanes lui demande de se mettre à l'écart. Pourquoi ? « Vous avez un procès contre vous », lui répond-il sans plus d'explication. S'ensuivent six heures d'attente dans un bureau de l'aéroport.

Ils sont trois à la conduire ensuite en voiture au palais de justice de la capitale. « L'un d'eux sera très gentil avec moi pendant le trajet, glisse-t-elle. Du moins au début. Il me parle de l'histoire de la claqué que Brigitte Macron aurait donnée à son mari, cela l'a fait rire. Il a ensuite évoqué des cas de torture en France, précisant qu'en Turquie, on ne torturait pas les gens. J'ai réagi, j'ai même répondu très spontanément, sans me méfier. La discussion s'est envenimée. J'ai compris alors qu'il faisait un lien entre mes films et le mouvement kurde. »

Face-à-face avec le procureur

Arrivée au tribunal, Kudret Günes est installée dans le bureau d'un procureur. Une avocate commise d'office est assise à ses côtés. L'interrogatoire va durer près de quatre heures. Sur la table, un dossier avec sa photo tirée de sa page Facebook. A l'intérieur, des copies d'écran et d'autres photos. « Selon le magistrat, quelqu'un m'avait dénoncée. C'est pourquoi, m'a-t-il dit, ils ont fait une recherche à partir de ma page Facebook. »

Le procureur pose devant elle plusieurs clichés. Certains ont plus de dix ans, et la réalisatrice a du mal à se rappeler les avoir même publiés. La présentation des portraits de sa fille et de sa mère, décédée, la trouble profondément.

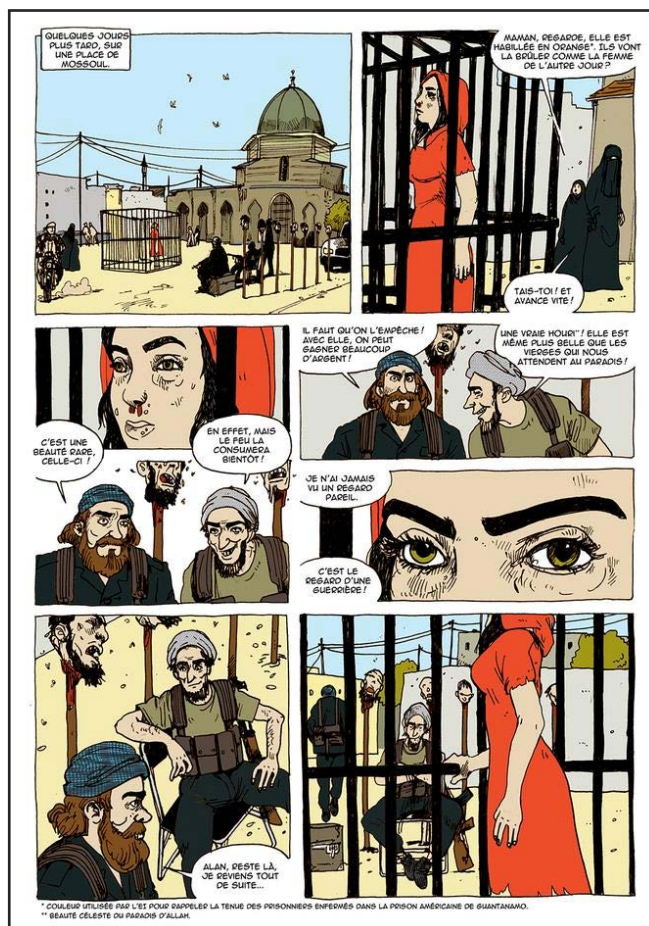
D'autres images défilent : un

groupe de jeunes femmes kurdes combattant l'Etat islamique à Kobané (Syrie), un texte sur les enfants kurdes écrasés par des chars turcs dans le sud-est de la Turquie, un hommage à Uğur Kaymaz, un enfant kurde de 12 ans, et à son père Ahmet, tués par la police, respectivement de 13 et 8 balles en 2004, devant leur domicile, près de Mardin, dans la même région. Certains de ses posts sont également reproduits.

Au moment de la défaite de l'Etat islamique au Kurdistan syrien, Kudret Günes a écrit : « Les femmes les plus belles du monde ont réussi à sauver le monde des hommes les plus sanguinaires de notre époque. » Le procureur répètera quatre fois la phrase. « Moi je parlais évidemment de Daesh, je ne parlais pas des Turcs, mais il était visiblement très dérangé par mon propos. »

Deux planches d'une BD, *La Liberté dans le sang* (Marabulles), sortie en 2024, signée Christophe Girard et dont Kudret a écrit le scénario, sont posées sur la table. L'une d'elles représente l'héroïne, Rojîn, une Franco-Kurde réduite en esclavage en Syrie par l'Etat islamique, en train de sortir de la tristement célèbre prison n° 5 de Diyarbakir. L'autre la montre seule, armée de son fusil.

Arrive le moment où le procureur abat une photo de manifestants portant une affiche avec le portrait de Sakine Cansiz, une des membres fondatrices du PKK assassinée en 2013 à Paris, dans le 10^e arrondissement, avec deux autres militantes kurdes. Kudret Günes nie catégoriquement tout lien avec l'organisation. « Je lui ai répété qu'il s'agissait pour moi de la mort d'une femme, d'une femme kurde, tuée en France, cela n'avait rien à voir avec le fait qu'elle ait été au PKK ou pas. »



Une planche extraite de la BD « La Liberté dans le sang » (Marabulles), de Christophe Girard et Kudret Günes. FRANCIS SELIER

Un difficile retour au quotidien

L'interrogatoire prend fin. Le procureur lui signifie qu'elle est libre de partir. A peine sortie du bureau, elle croise le policier de la voiture qui lui intime l'ordre d'attendre. « Vous connaissez Sakine Cansiz, vous savez ce qu'elle a fait. Vous allez voir, vous allez prendre deux à cinq ans », hurle-t-il en entrant chez le procureur.

Dix minutes plus tard, on l'accompagne devant un juge qui lui repose les mêmes questions, avec les mêmes photos sorties du même dossier. Elle réfute tout lien avec une quelconque organisation, répète qu'elle ne connaît ni Uğur Kaymaz, ni la militante du PKK.

Il est tard. Le juge la laisse

partir, avec l'obligation de se présenter deux fois par semaine au commissariat avant le jugement. Ce qu'elle fera pendant un mois et demi, installée chez sa sœur, chaque jour un peu plus pétée d'inquiétude. Après le jugement, elle restera encore quelque temps à Ankara. « Pour me reposer, réfléchir à tout ça, essayer de me remettre à travailler. »

En venant en Turquie, elle envisageait de faire des repérages pour un projet sur les crimes d'honneur dans les familles kurdes du sud-est du pays. Elle ne s'y est pas rendue. De retour à Paris, elle dit seulement qu'elle a encore besoin de se reposer. Du moins, encore un certain temps.



02 octobre 2025

Turquie: la justice des mineurs au cœur d'un intense débat de société

En Turquie, la justice des mineurs fait l'objet d'un intense débat, entretenu par le procès d'un fait divers qui a beaucoup ému l'opinion. Le ministère de la Justice réfléchit à une réforme pour rendre la loi plus sévère, malgré les mises en garde des défenseurs des droits de l'enfant.

En janvier, Mattia Ahmet Minguzzi, 14 ans, a été poignardé en pleine rue à **Istanbul**, puis roué de coups de pied alors qu'il gisait à terre. Mattia ne connaissait pas ses agresseurs. Mais comme lui, ils étaient mineurs, âgés de 15 à 17 ans. Ce meurtre gratuit, commis par des enfants contre un autre enfant a beaucoup ému en Turquie.

Une nouvelle audience du **procès** a lieu ce jeudi 2 octobre. La famille du garçon réclame un changement législatif pour que les auteurs de ce genre de crime ne reçoivent plus une peine réduite au motif qu'ils sont mineurs. « *Un monstre est un monstre* », a notamment affirmé la mère de Mattia, une phrase qui a marqué les esprits.

Comme dans beaucoup de pays, les peines encourues par les mineurs sont réduites par rapport à celles prévues pour les majeurs. Actuellement, les mineurs âgés de 12 ans révolus,

mais n'ayant pas encore atteint l'âge de 15 ans au moment des faits ne peuvent être tenus pénalement responsables s'ils ne sont pas en mesure de comprendre les conséquences juridiques de leur acte ou si leur capacité à contrôler leur comportement n'est pas suffisamment développée.

Un réquisitoire qui relance le débat sur la justice des mineurs en Turquie

S'ils sont tenus responsables et dans le cas des crimes les plus graves, ils sont punis de 12 à 15 ans de prison pour les actes normalement passibles de la perpétuité aggravée, qui implique des conditions d'emprisonnement plus strictes. Et de 9 à 11 ans pour les crimes passibles chez les majeurs d'une peine de perpétuité simple. Quant aux mineurs de 15 ans et plus, pour des actes normalement passibles de perpétuité aggravée comme le meurtre de Mat-

tia Ahmet Minguzzi, la peine maximale est limitée à 24 ans.

Le parquet a donc requis des peines de 24 ans pour les deux agresseurs principaux de Mattia et de 20 ans pour deux autres.

Certains responsables politiques et certains juristes réclament une modification de la loi, estimant que les auteurs de crime âgés de 15 à 18 ans devraient être condamnés comme s'il s'agissait d'adultes. Ou du moins que les réductions de peine ne devraient pas être automatiques. Mais des ONG et des avocats spécialisés dans les **droits de l'enfant** s'opposent à ces demandes, estimant que les mineurs doivent avant tout être considérés comme des victimes et que « *toucher* » à la justice des mineurs, c'est aussi toucher au statut de l'enfant, ce qui aurait des conséquences aussi pour les mineurs victimes de crime.

Redéfinir la responsabi-

lité pénale des mineurs

Au cœur de ce débat, il y a le concept juridique « *d'enfant poussé au crime* ». Depuis 2005, c'est ainsi que la loi turque désigne les mineurs reconnus coupables de crimes, quels qu'ils soient avec l'idée sous-jacente que les enfants ne commettent pas forcément des crimes de leur plein gré et qu'ils peuvent y avoir été poussés sous l'influence de conditions économiques, sociales, culturelles ou familiales. C'est ce concept qui est remis en cause.

Le gouvernement prépare une réforme dont le contenu n'est pas encore clair, mais qui vise à redéfinir la responsabilité pénale des mineurs, en particulier pour les crimes les plus graves. Selon des médias proches du pouvoir, l'idée serait de diminuer les réductions de peine accordées aux mineurs à mesure qu'ils avancent en âge. Le projet de loi pourrait arriver dans les prochaines semaines au Parlement.



Marc Semo
02 octobre 2025

La Turquie d'Erdogan a l'art de se rendre indispensable

Le président turc, qui vient d'être conforté par Donald Trump, a réussi à imposer son pays comme une puissance incontournable dans les conflits régionaux. Malgré un régime très répressif qui irrite les Européens.

Recep Tayyip Erdogan est au mieux avec Donald Trump. Boudé par Joe Biden, le président turc est retourné le 25 septembre à la Maison-Blanche, une première depuis 2019, lors du précédent mandat de Trump. « Nous sommes amis depuis longtemps, y compris quand j'étais en exil », a déclaré le président américain évoquant les quatre dernières années loin du pouvoir. Au nom « d'une commune vision de la paix mondiale », le Reis, comme l'appellent ses partisans, espère notamment finaliser un vaste accord pour des avions de combat F-16 mais surtout obtenir le retour de la Turquie dans le programme du très sophistiqué F-35. Elle en avait été exclue en 2017 après l'achat de missiles anti-aériens russes S-400. Donald Trump s'est dit prêt à lever « presque immédiatement ces sanctions » tout en demandant à son homologue de cesser les achats de pétrole russe.

F-35 sur la base de Nellis (Nevada), en janvier 2024. Le président turc espère rejoindre le programme du très sophistiqué avion de combat américain après en avoir été exclu en 2017. U.S. Air Force Photo by William R. Lewis/Public Domain

Rente de situation

En vingt-trois ans d'un pou-

voir toujours davantage sans partage, d'abord comme Premier ministre puis comme chef de l'Etat, Erdogan sait utiliser au mieux la rente de situation géopolitique de son pays. Pilier du flanc sud-est de l'Otan au carrefour des trois principales zones de crise que sont l'espace post-soviétique, le Moyen-Orient et les Balkans, la Turquie n'a jamais été aussi essentielle stratégiquement depuis la fin de la guerre froide. Avec un discours nationaliste et religieux fort, mais se posant aussi en médiateur dans diverses crises régionales, Erdogan a fait de la Turquie « une puissance opportuniste » selon le mot de Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie-Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales, à la fois toujours plus indispensable et toujours plus irritante, notamment aux yeux des capitales européennes.

« Coalition des volontaires »

Jamais en effet depuis l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne à l'automne 2005, après des réformes démocratiques impliquées par sa candidature, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan n'a paru aussi loin de satisfaire aux critères des Vingt-Sept. Son président renforce toujours plus le caractère répressif du régime sur fond de crise sociale et économique avec une inflation à 40 %. Il s'attaque ouvertement à la principale force de l'opposition, le CHP, le parti républicain du peuple, fondé il y a cent deux ans par Mustafa Kemal en même temps que la République

laïque. Maire CHP du Grand Istanbul, et favori pour une future présidentielle, Ibrahim Imamoglu est depuis des mois derrière les barreaux pour des accusations de corruption pour le moins sujettes à caution.

Il en faudrait beaucoup plus pour choquer le président américain. Mais bien qu'embarrassés, les Européens considèrent à nouveau Recep Tayyip Erdogan comme un partenaire obligé. Fini, les échanges de noms d'oiseau avec Emmanuel Macron. Les deux présidents se parlent souvent, des enjeux ukrainiens mais aussi du Moyen-Orient. Il est en effet impossible d'imaginer une autonomie stratégique du Vieux Continent sans les 800 000 hommes de l'armée turque d'autant que le pays développe une industrie de défense des plus performantes. Ankara joue depuis le début un rôle actif dans la « coalition des volontaires » et le projet d'une force militaire de réassurance qui serait déployée en Ukraine après un arrêt des combats. La flotte turque est essentielle dans une mer Noire en passe de devenir un lac otanien. La Turquie contrôle les détroits – le Bosphore et les Dardanelles – et applique à la lettre la convention de Montreux de 1936, bloquant le passage à tous les navires des forces belligérantes.

Héraut des Palestiniens

Au Moyen-Orient aussi, Erdogan se veut un acteur majeur. Il a des liens profonds avec le Hamas, comme lui issu de la mouvance des Frères musul-

mans, et il se revendique depuis des années en héraut de la cause palestinienne. Mais ses relations avec les autorités israéliennes, et en premier lieu avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, sont exécrables, ce qui le met en porte-à-faux pour jouer un rôle à Gaza après un cessez-le-feu dans une force de stabilisation. Les militaires turcs cochent néanmoins la double case d'être à la fois membres de l'Otan et de venir d'un pays musulman.

Traiter avec cette Turquie toujours plus imprévisible et bien décidée à interpréter sa propre partition n'est pas simple. « Recep Tayyip Erdogan veut fermer une parenthèse de deux siècles d'histoire turque tournée vers l'Occident », souligne Ahmet Insel, universitaire et auteur notamment de La Nouvelle Turquie d'Erdogan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire (Ed. La Découverte). Au risque de réveiller de vieux démons de l'histoire, il se complait à évoquer les « frontières du cœur » de la Turquie qui vont bien au-delà de ses limites actuelles fixées par le traité de Lausanne de 1923. En parole tout au moins, le leader turc continue à affirmer sa volonté d'adhérer à l'Union européenne alors même que le processus de négociation est depuis des années plongé dans un coma profond, voire irréversible. Nul n'y croit plus vraiment parmi les Vingt-Sept, du moins tant qu'Erdogan restera au pouvoir. Pourtant malgré les désillusions, le rêve européen d'une grande partie de la société civile turque demeure bien vivant.

Une délégation de 42 entreprises françaises accueillie en Syrie

Des groupes comme CMA-CGM, Thalès, ou Accor ont discuté de futures investissements avec les autorités du pays.

Trois ministres syriens et deux fois plus d'entrepreneurs français sortent de la plus ancienne cathédrale de Damas, ce mercredi soir, après y avoir allumé un cierge « à l'intention de la Syrie », avant de filer vers la mosquée des Omeyyades. L'ambiance est détendue. Certains parleraient d'opération séduction. D'autres, de franche réussite de la journée organisée par le Medef International. « C'est dingue, ce qu'on voit là. Franchement, ils sont compétents, et en plus ils sont géniaux », souffle l'un des investisseurs présents, en regardant les ministres syriens des Finances, des Transports et des Télécommunications prendre la pose entre deux éclats de rire.

Cette soirée était l'aboutissement de la visite de 42 entreprises françaises à Damas en présence du chargé d'affaires Jean-Baptiste Faivre. Des poids lourds tels qu'Airbus, Thales, Suez et CMA-CGM ont pu échanger avec les autorités syriennes sur des sujets allant du financement du projet de métro de Damas et des bénéfices du lancement de la fibre au nouveau système de taxation du marché syrien.

Arrivée le matin depuis Beyrouth, la délégation annonçait vouloir prendre le pouls, alors qu'aucune entreprise française n'a été présente en Syrie durant onze ans, en raison des sanctions financières im-

posées par les États-Unis et l'Union européenne au pays. Certains investisseurs confient néanmoins ne pas être loin de la signature d'un contrat. « Cette visite est clairement une prise de position pour Bureau Veritas », assure Stéphane Gaudechon, vice-président services aux gouvernements et commerce international de l'entreprise du CAC 40, qui n'attend que la levée d'obstacles techniques. Bureau Veritas effectuait avant la guerre 12 millions de chiffre d'affaires par an en Syrie.

Ce mercredi après-midi, l'homme d'affaires a pu échanger, au même titre que des représentants de CMA-CGM, de Thalès, d'Accor et d'Airbus, avec le président syrien, Ahmed al-Charaa, qui a reçu une partie de la délégation au palais présidentiel. « On a le sentiment de parler à des gens qui connaissent très bien les dossiers et qui ont très vite compris les défis. Honnêtement, c'est une surprise », salue Stéphane Gaudechon. Il sourit, avant de glisser : « Ahmed al-Charaa nous l'a dit clairement : "Vous avez intérêt à venir maintenant, parce que si ce n'est pas vous ce sera quelqu'un d'autre." » Nul doute, les Français veulent être dans la course. Une telle délégation en Syrie est une première pour un pays européen. Elle incarne la politique volontariste d'Emmanuel Macron en Syrie, qui était le premier chef d'État occidental à avoir reçu Ahmed al-Charaa à Paris, le 7 mai dernier.

Talal al-Helali, directeur général de l'Autorité syrienne

d'investissement, assure que deux contrats de plusieurs millions de dollars seront signés sous peu avec des entreprises de la délégation. « Certains investisseurs reviendront à Damas lundi prochain pour nous rencontrer à nouveau », glisse celui qui a longtemps vécu aux Émirats arabes unis.

Les besoins d'investissements en Syrie sont estimés à 400 milliards de dollars. « C'est un pari, de revenir en Syrie. Mais si ça fonctionne, il y a des potentiels énormes », note Joseph Dakkak, directeur général de CMA CGM au Liban et chef de la délégation. L'entreprise de Rodolphe Saadé a signé le 1er mai un contrat de 230 millions d'euros pour exploiter et développer le port de Lattaquié durant trente ans. Avec Matière, ce sont les seuls acteurs français aujourd'hui présents en Syrie. « Peut-être que ça ne marchera pas, mais c'est comme au bridge : celui qui ne fait pas la première donne, il ne peut pas gagner, martèle Philippe Matière, président de Matière SAS. Chez nous, il y a du risque raisonné et pas de la trouille, voilà ce qui fait notre différence ». L'entreprise spécialisée dans la construction de ponts en acier modulables a renouvelé avant l'été un memorandum d'une valeur d'environ 150 millions d'euros, pour reconstruire 37 ponts en Syrie - un premier document avait été signé à la suite du tremblement de terre de 2023.

Le volontarisme de Matière SAS se heurte cependant à la question des fonds, qui manquent toujours à l'appel

pour son projet. Le financement est une des inquiétudes principales des entrepreneurs français, alors que les autorités syriennes ne souhaitent pour l'instant faire appel qu'aux dons et rejettent l'emprunt. Les promesses de fonds se multiplient, notamment de la part des pays du Golfe, mais peu se concrétisent. « C'est l'œuf ou la poule : pour que les investissements affluent, il faut qu'il y ait de la stabilité, et inversement, analyse un participant de la délégation. Pour les pays en reconstruction, vient forcément un moment où se pose la question de la dette. » Face à ces interrogations, le ministre syrien des Finances, Mohammad Yasser Barnieh, a évoqué ce mercredi la possibilité d'emprunter, mais « de façon réfléchie ».

D'autres inquiétudes nourrissent encore les réticences des investisseurs. Les transactions financières sont toujours impossibles vers la Syrie. Les accès à l'eau, à l'électricité et à internet sont limités. À cela s'ajoute l'instabilité du pays. En juillet, de violents affrontements ont éclaté à Soueïda, dans le sud du pays, faisant 2 000 morts en une semaine. Un tiers du territoire, riche en pétrole et en gaz, échappe au contrôle des autorités. Ces dernières se veulent malgré tout rassurantes. À la nuit tombée, attablés autour d'une glace au lait, les ministres le promettent aux Français : « La prochaine fois, vous serez deux cents à vouloir nous rendre visite. »

Ekrem Imamoğlu, maire d'Istanbul incarcéré : « Je refuse de croire que la démocratie, la justice et la liberté ne sont plus d'actualité »

Franz Kafka [1883-1924] commence à écrire *Le Procès* à l'été 1914, alors que la première guerre mondiale vient tout juste d'éclater. Le monde entre alors dans une période d'insécurité, de suspicion généralisée et de haine facile dans laquelle la justice, la démocratie, la fraternité et la liberté ne font plus office de valeurs cardinales. Ce n'est pas davantage le cas lors de la parution de l'œuvre, en 1925, et alors que l'avenir, comme le procès que subit Joseph K, semble incertain et opaque, gouverné par des règles arbitraires.

Un siècle plus tard, on tente à nouveau de nous convaincre que la démocratie, la justice et la liberté ne sont plus d'actualité. Je refuse d'y croire.

Nous méritons mieux que cela, et tous les peuples du monde doivent rester solidaires pour défendre nos droits durement acquis au fil des siècles et plus encore, pour préserver la paix. Pour ce faire, la démocratie demeure encore et toujours la meilleure garantie qui soit. En préservant cet idéal et en protégeant les droits humains, c'est à cela qu'œuvrent l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et les Nations unies.

Lire aussi | [« Ce dossier](#)

[est absurde » : Ekrem Imamoğlu, principal opposant à Erdogan en Turquie, jugé pour avoir falsifié son diplôme](#)

Aucune nation ne doit sacrifier son attachement aux valeurs fondamentales pour des bénéfices à court terme. De par son histoire, le peuple français a été pionnier dans la défense de ces principes, auxquels le peuple turc est, lui aussi, profondément attaché.

Le juge chargé du dossier changé

C'est aujourd'hui [d'une cellule solitaire de 12 mètres carrés \[de la prison de Marmara, connue sous le nom de « prison de Silivri », près d'Istanbul\]](#) que j'écris ces lignes, prisonnier à mon tour d'un procès kafkaïen, qui m'accuse d'avoir contrefait un document officiel – en l'occurrence mon diplôme universitaire – et pour lequel je risque jusqu'à huit ans et neuf mois de prison ferme. Léger problème dans ce dossier : le chef d'accusation du procureur ne précise pas quel document officiel aurait fait l'objet de cette prétendue falsification.

Lire aussi | [En Turquie, la répression sans fin des principaux organes d'opposition au pouvoir](#)

Revenons plus de trente-cinq ans en arrière. A

19 ans, j'étais étudiant à l'université américaine de Girne en Chypre du Nord, un établissement affilié à la Southeastern University de Washington. En 1990, j'ai soumis mon dossier à l'université d'Istanbul en sollicitant un transfert, que j'ai obtenu. Après quatre ans d'études à la Business School d'Istanbul, j'ai passé mes examens avec succès et obtenu mon diplôme en 1994.

Le 18 mars, ce document a fait l'objet d'une annulation par l'université d'Istanbul. Le doyen responsable de la faculté concernée a préféré démissionner plutôt que de cautionner cet acte illégal. J'ai intenté un procès à la cour administrative pour contester cette décision. La décision intérimaire de la cour administrative étant en ma faveur, le conseil de la magistrature – dont la majorité des membres est nommée par [le président Erdogan et son parti \[Parti de la justice et du développement \(AKP\)\]](#) – a changé le juge chargé du dossier. En parallèle, le procès pénal pour falsification a débuté, sans qu'aucun rapport ne mentionne de document falsifié. Comme Joseph K. dans le roman de Kafka, j'ignore le crime dont on m'accuse.

Lire aussi | [« Une Turquie stable, démocratique et laïque n'est pas un luxe,](#)

[c'est une nécessité »](#)

Je me rappelle aussi George Orwell [1903-1950] et le monde de 1984 où l'on proclame que « *la liberté, c'est l'esclavage* », « *la guerre, c'est la paix* » et « *l'ignorance, c'est la force* ». Non seulement je me vois privé du diplôme que j'ai obtenu il y a trente et un ans, mais en plus on me menace de plus de huit ans d'incarcération. Si ce diplôme universitaire a été annulé, c'est en réalité pour empêcher ma candidature à la prochaine élection présidentielle [*l'annulation de ce titre universitaire invaliderait la candidature d'Ekrem Imamoğlu à l'élection présidentielle de 2028, puisqu'il est nécessaire de justifier de la validation d'un cycle d'enseignement supérieur pour briguer la présidence de la Turquie*].

Désigné par plus de quinze millions d'électeurs

Mes véritables crimes aux yeux du pouvoir en place sont en réalité [mes trois victoires aux élections municipales](#) – alors que le président Erdogan sait mieux que quiconque que qui gagne Istanbul remporte la Turquie – et le risque majeur que représente ma candidature à la présidentielle de 2028.

Lire aussi | [Turquie : tout](#)



Des portraits de maires emprisonnés, dont celui d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, sont affichés en guise de protestation symbolique avant la séance d'ouverture du 22^e congrès extraordinaire du principal parti d'opposition turc, le Parti républicain du peuple, à Ankara, le 21 septembre 2025. CAGLA GURDOGAN / REUTERS

[comprendre aux poursuites qui visent Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan](#)

La prétendue usurpation de ce titre universitaire n'est pas la seule accusation kafkaïenne à laquelle il me faut faire face : on m'accuse de corruption, et même de terrorisme pour avoir osé présenter des candidats kurdes sur mes listes municipales à Istanbul en 2024. Voilà le système contre lequel nous nous battons.

Le 24 mars, j'ai été [désigné par plus de quinze millions d'électeurs](#) comme leur candidat à la présidence. Notre parti défend une belle vision de l'avenir, à la hauteur de notre beau pays. Une vision démocratique, digne du siècle dans lequel nous vivons, faite de droits et de libertés renforcés, d'une justice indépendante du gouvernement, d'une université qui pense et parle librement, de journalistes libres de critiquer, d'étudiants libres de protester. Une Turquie capable

de s'épanouir économiquement, une fois la confiance en l'Etat de droit rétablie. Une Turquie membre du Conseil de l'Europe depuis près de quatre-vingts ans, qui a intégré l'acquis communautaire dans son droit, et aspire à être un partenaire de confiance.

Lire la tribune | [Ahmet Insel, politiste : « Erdogan a pris la décision d'aller au bout de l'autocratie, quoi qu'il en coûte pour la Turquie »](#)

Voilà ce que nous allons réussir à faire avec le soutien de notre peuple malgré la grandeur des obstacles qui se dressent contre nous. Car notre peuple est un peuple fort, indépendant et attaché à la démocratie depuis plus d'un siècle. Nous allons réussir et surmonter ces procès kafkaïens.

Ekrem Imamoglu est maire de la métropole d'Istanbul depuis 2019.

Dans le Nord-Est syrien, la colère des Kurdes privés d'élections

Ce dimanche, près de 7 000 grands électeurs se rendront aux urnes à travers le pays pour élire le premier Parlement de la Syrie libérée du joug de Bachar el-Assad. Du moins, à l'ouest de l'Euphrate. Sur la rive orientale du fleuve, les Syriens observeront de loin le scrutin sans que personne ne puisse y prendre part. « Nous étions choqués d'apprendre que les élections étaient reportées ici, s'insurge Mahmoud*, habitant de Raqqa. Nous espérons avoir enfin la liberté de choisir des personnes honnêtes qui défendent les intérêts de notre ville. » Le ton du sexagénaire est chargé d'amertume. Le 23 août, Nawwar Nejme, porte-parole de la Haute Commission des élections, a annoncé le report sine die du vote à Raqqa et Hassetché, dans le nord-est du pays, en raison des « défis sécuritaires dans ces gouvernorats ». Les sièges attribués à ces circonscriptions seront vacants jusqu'à ce qu'« un environnement sûr permette le déroulement des élections », a ajouté le politicien.

Depuis la chute de Bachar el-Assad, le 8 décembre, les nouvelles autorités syriennes sont engagées dans un bras de fer avec l'Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES) dominée par les Kurdes, qui contrôle près d'un tiers du territoire syrien depuis la guerre civile. « Le gouvernement de Damas affirme que le scrutin ne peut pas être organisé de façon transparente à Raqqa étant donné les conditions actuelles et je suis d'accord avec eux », poursuit Mahmoud. Le Syrien ne cache cependant pas sa frustration : « En étant privés d'élections, nous avons le sentiment d'être exclus de l'État et du proces-

sus de transition politique. » La nouvelle du report du scrutin accroît le ras-le-bol d'une partie de la population locale à majorité arabe, qui conteste la légitimité de l'administration autonome, et réclame sa réintégration à l'État syrien. « Nous voulons vivre comme les autres Syriens. Des levées de fonds sont organisées dans toutes les villes et les projets de reconstruction se multiplient, nous aussi nous voulons connaître cela », fulmine Mahmoud.

Ahmed* a la vingtaine. Si les élections avaient été organisées ce 5 octobre, il assure qu'il se serait présenté pour faire entendre sa voix. « Enfin, nous n'y aurions pas été autorisés. Les autorités kurdes ont la même idéologie que le parti Baas (parti qui a gouverné la Syrie depuis 1963 à la chute de Bachar el-Assad, NDLR) avec juste un drapeau différent, se reprend-il. D'ailleurs ils nous interdisent de hisser le drapeau syrien, comment voulez-vous qu'ils nous autorisent à voter ? » Bien que décidé par le gouvernement de Damas, il accuse les autorités kurdes d'être responsables du report du scrutin. Il en veut pour preuve les nombreux cas d'arrestations arbitraires documentés, l'absence de liberté d'expression et la répression. Son propre cousin est emprisonné depuis cinq ans par les Forces démocratiques syriennes - FDS, coalition militaire qui contrôle le Nord-Est - officiellement pour son soutien à l'État islamique. Ahmed affirme que ce dernier n'a fait que critiquer l'administration autonome. Il s'arrête un instant, rit ironiquement. « Ils s'appellent les Forces démocratiques syriennes, mais ils n'ont rien de démocratique! ». Il

confie sortir le moins possible de chez lui, de peur d'être arrêté ou enrôlé de force dans les forces armées.

Ce lundi 28 septembre, plus de 500 jeunes, dont des mineurs, auraient été conscrits de force par la police militaire des FDS, selon des témoignages de locaux relayés par des médias arabophones. Cette nouvelle inquiète Abdelahman*, activiste politique, qui redoute une montée des tensions en raison du report des élections et de l'échec des négociations visant à l'intégration de l'AANES dans l'État syrien. Le 10 mars dernier, le président Ahmed al-Charaa a signé avec Mazloum Abdi, le commandant des Forces démocratiques syriennes, un accord d'intégration devant être mis en place d'ici à décembre. Le premier article garantit « les droits de tous les Syriens en matière de représentation et de participation au processus politique. »

Les négociations sont au point mort, malgré la pression des médiateurs américains et français. Les deux camps s'écharpent sur la question de l'intégration des administrations et des FDS, les uns souhaitant la dissolution, les autres appelant à un modèle de gouvernance décentralisé. « Le processus électoral n'est certes pas démocratique : la plupart des gens élus au sein du collège électoral (nommé par un comité pour élire les députés, NDLR) sont des islamiques ou des proches du gouvernement, estime Abdelahman*, activiste politique d'origine arabe. Mais nous voulons tout de même que ces élections soient organisées dans le Nord-Est afin de montrer que la situation peut évoluer. »

D'autres ne partagent pas cet avis. Hélin, étudiante et habitante du Rojava (le nom familier du Kurdistan syrien), souligne l'illégitimité du scrutin. « Ce sont les autorités de Damas qui ont décidé de reporter les élections car elles souhaitent que tout se déroule selon leurs plans, pour consolider leur propre pouvoir, avance la Kurde âgée de 20 ans. Tant mieux qu'elles soient reportées ». L'AANES, de son côté, rejette également fermement le scrutin. « Nous le considérons non transparent et non démocratique. Nous refusons de participer à un tel scrutin tant que les autorités prendront des décisions unilatérales sans prendre en compte toutes les composantes de la société syrienne », fait valoir Abdulkarim Omar, représentant de l'AANES à l'étranger. L'homme au regard perçant déplore notamment que le président Ahmed al-Charaa nomme directement 70 des 210 députés de l'Assemblée du peuple, et regrette le manque d'inclusion de la minorité kurde dans le processus de transition politique.

Le report des élections électorales à Raqqa et Hassetché est symptomatique de négociations infructueuses entre le gouvernement et les autorités kurdes, dont les citoyens sont les premières victimes. À Soueïda, dans le sud du pays, le scrutin a également été ajourné alors que le bastion druze, théâtre de violents affrontements en juillet dernier, échappe au contrôle de Damas et que le dialogue est rompu avec les factions druzes.

A. C. envoyée spéciale dans le Nord-Est syrien

L'Iran estime que la coopération avec l'AIEA «n'est plus pertinente»

L'Iran avait suspendu toute coopération avec le gendarme onusien du nucléaire en juillet après les bombardements de sites nucléaires iraniens en juin par Israël et les États-Unis durant la guerre de 12 jours.

L'Iran a affirmé dimanche que la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) «n'est plus pertinente» avec le retour des sanctions de l'ONU liées au programme nucléaire iranien. «De nouvelles décisions doivent donc être prises et, à mon avis, l'accord du Caire n'est plus pertinent dans la situation actuelle», a déclaré le chef de la diplomatie Abbas Araghchi devant des ambassadeurs étrangers à Téhéran.

Il faisait référence à l'accord conclu le mois dernier entre l'Iran et l'AIEA, pour définir la reprise de leur coopération. L'Iran avait suspendu en juillet toute coopération avec le gendarme onusien du nucléaire après les bombardements de sites nucléaires iraniens en juin par Israël et les États-Unis durant une guerre de 12 jours.

«L'accord du Caire ne peut plus servir de base à notre coopération avec l'AIEA», a estimé M. Araghchi, ajoutant qu'une «décision» concernant la relation entre l'Iran et l'agence «sera annoncée» prochainement.



Le ministre des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi réagit lors d'une réunion au Caire, le 9 septembre 2025. Mohamed Abd El Ghany / REUTERS

Sanctions rétablies

À l'initiative de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, l'ONU a rétabli le 28 septembre ses sanctions contre l'Iran, levées il y a dix ans, liées au programme nucléaire iranien. Téhéran a plusieurs fois averti qu'un retour des sanctions entraînerait une suspension de la coopération avec l'AIEA. Il n'est pas clair dans l'immédiat si l'Iran compte complètement rompre avec l'Agence. Depuis le retour des sanctions onusiennes, un certain nombre de politiques iraniens appellent à une sortie du Traité de non-prolifération (TNP) auquel adhère l'Iran depuis 1970. Le TNP fait obligation aux États signataires

de déclarer et placer leurs matières nucléaires sous le contrôle de l'AIEA.

Bombe atomique pour Téhéran ?

Le programme nucléaire iranien empoisonne de longue date les relations de l'Iran avec les pays occidentaux, États-Unis en tête, qui soupçonnent, avec Israël, ennemi juré du pouvoir iranien, Téhéran de chercher à se doter de la bombe atomique.

L'Iran se défend d'avoir de telles ambitions militaires mais insiste sur son droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour produire de l'électricité. Selon l'AIEA, l'Iran est le seul pays non

doté de l'arme nucléaire à enrichir l'uranium à un niveau élevé (60%), proche du seuil technique des 90% nécessaires à la fabrication de la bombe atomique.

En 2015, France, Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis, Russie et Chine avaient conclu avec l'Iran un accord, prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée des sanctions. Les États-Unis, sous le premier mandat du président Donald Trump, ont décidé en 2018 de s'en retirer et de rétablir leurs propres sanctions. L'Iran s'est affranchi en représailles de certains engagements, en particulier sur l'enrichissement d'uranium.

En Syrie, le processus de désignation du premier Parlement de l'ère post-Assad a débuté

Le futur Parlement dont le mandat, renouvelable, est de deux ans et demi, comptera 140 membres désignés par des comités locaux formés par la commission électorale nommée par M. Al-Charaa, et 70 nommés par le président intérimaire.

Les comités locaux ont commencé, dimanche 5 octobre en Syrie, à désigner une partie des membres du premier Parlement de l'ère post-Assad, dans un processus critiqué pour son manque de démocratie, un tiers des membres étant nommés par le président intérimaire Ahmed Al-Charaa.

La formation de ce Parlement devrait consolider le pouvoir d'Ahmed Al-Charaa, arrivé à la tête d'une coalition islamiste qui a renversé Bachar Al-Assad en décembre 2024, après plus de treize ans de guerre civile.

Les résultats préliminaires devaient être connus dans la foulée, la télévision d'Etat syrienne ayant annoncé que les bulletins commençaient à être comptés à certains endroits. La liste définitive des noms sera annoncée lundi.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, ainsi que celle à majorité druze de Soueïda, théâtre de récentes violences, sont exclues du processus. Trente-deux sièges, sur 210, resteront ainsi vacants à l'issue de cette consultation dans laquelle les femmes sont sous-représentées.

Le futur Parlement dont le mandat, renouvelable, est de deux ans et demi, comptera 140 membres désignés par des comités locaux formés



A gauche, le président intérimaire Ahmed Al-Charaa, dans un bureau de vote où les membres des comités locaux votent pour la désignation du futur Parlement, à Damas, le 5 octobre 2025.

LOUAI BESHARA/AFP

par la commission électorale nommée par M. Al-Charaa, et 70 nommés par le président intérimaire. Selon la commission électorale, 1 578 candidats, dont seulement 14 % de femmes, devront être départagés par près de 6 000 personnes.

Un processus de désignation critiqué

Le processus de désignation est critiqué par des organisations de la société civile qui dénoncent une concentration excessive des pouvoirs entre les mains du président et un manque de représentativité

des composantes ethniques et religieuses du pays.

Dimanche lors d'un discours devant les membres de la commission électorale à Damas, Al-Charaa a insisté sur le caractère « *transitoire* » du processus « *lié aux circonstances que traverse la Syrie* ».

Il avait affirmé en septembre qu'il était impossible pour le moment d'organiser des élections au suffrage direct, arguant notamment que la présence d'un grand nombre de Syriens à l'étranger sans documents en règle compliquait la situation.

Des centaines de milliers de Syriens ont fui la guerre déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, qui a fait plus d'un demi-million de morts. Les nouvelles autorités ont dissous l'Assemblée du peuple, simple chambre d'enregistrement du pouvoir sous le clan Al-Assad pendant des décennies.

Le nouveau Parlement exercera les fonctions législatives jusqu'à l'adoption d'une Constitution permanente et la tenue de nouvelles élections, selon la Déclaration constitutionnelle proclamée en mars.

« Ce ne sont pas des élections, c'est une nomination », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Bassam Al-Ahmad, le directeur exécutif de l'ONG Syriens pour la vérité et la justice, basée à Paris. Dans un communiqué diffusé mi-septembre, 14 ONG ont estimé que le processus permettait au président de

« constituer une majorité parlementaire à partir de personnes dont il garantit la loyauté », ce qui pourrait « saper le principe de pluralisme ».

« Il est normal qu'il y ait des critiques, le gouvernement est nouveau au pouvoir, et la liberté est nouvelle pour

nous », reconnaissait une candidate, Mayssa Halwani, 48 ans, lors d'une réunion de la commission électorale à Damas cette semaine.

Les candidats ne doivent pas être « des partisans de l'ancien régime, ni promouvoir la sécession ou la partition » du pays, selon les règles électorales. « Les élections auraient

pu constituer un nouveau départ politique après la chute de l'ancien régime, mais la marginalisation de nombreuses régions montre que les règles de la participation politique ne sont pas respectées », déplore Nichan Ismaïl, un instituteur de 40 ans du nord-est, sous contrôle kurde.

LE FIGARO

06 octobre 2025

L'Iran affirme espérer une «prochaine» libération de deux otages français

Cécile Kohler et Jacques Paris, 72 ont été arrêtés en Iran le 7 mai 2022 au dernier jour d'un voyage touristique. Ils sont accusés d'espionnage pour le compte d'Israël, ennemi juré du pouvoir iranien. Abdul Saboor / REUTERS

L'Iran a déclaré lundi espérer la libération prochaine d'un couple français détenu depuis 2022, en lien avec la remise en liberté d'une ressortissante iranienne arrêtée en France. Les autorités iraniennes indiquent que la décision est en cours d'examen.

L'Iran a affirmé lundi 6 octobre espérer la libération prochaine d'un couple français détenu à Téhé-

ran depuis 2022 avec la remise en liberté d'une ressortissante iranienne arrêtée en France. Cécile Kohler, 40 ans, et Jacques Paris, 72 ans, ont été arrêtés en Iran le 7 mai 2022 au dernier jour d'un voyage touristique. Ils sont accusés d'espionnage pour le compte d'Israël, ennemi juré du pouvoir iranien.

L'Iran a demandé à plusieurs reprises la libération de [Mahdiah Esfandiari](#), une ressortissante arrêtée en France en février pour avoir fait, selon la justice française, la promotion du terrorisme sur les réseaux sociaux. Téhéran estime qu'elle est injustement détenue. «La décision concernant la libération de ces deux personnes et de

M^{me} Esfandiari est en cours d'examen par les autorités compétentes», a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï, sans toutefois mentionner les noms de Cécile Kohler et Jacques Paris.

«Nous espérons qu'une fois les procédures nécessaires achevées, cela se fera prochainement», a ajouté le porte-parole lors d'un point de presse hebdomadaire à Téhéran auquel a assisté l'AFP.

Un échange approchant de «sa phase finale»

Le 11 septembre, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, avait déclaré à la surprise générale qu'un «accord» visant

à échanger des «prisonniers» français en Iran contre une femme iranienne détenue en France approchait de sa «phase finale».

Paris considère que Cécile Kohler et Jacques Paris sont «retenus comme otages d'État» en Iran. La France a ainsi déposé en mai une requête contre Téhéran devant la Cour internationale de justice (CIJ). Créée en 1948, la CIJ examine les différends entre pays, généralement lorsqu'un État accuse un autre de violer un traité international. La Cour a annoncé le 25 septembre avoir, à la demande de la France, abandonnée l'affaire.

Le cycliste franco-allemand Lennart Monterlos libéré par l'Iran après près de quatre mois de détention

Le jeune homme de 19 ans avait été arrêté en juin, pendant la « guerre de douze jours » entre l'Iran et Israël. Téhéran détient toujours les syndicalistes français Cécile Kohler et Jacques

Le cycliste franco-allemand Lennart Monterlos, détenu en Iran depuis le 16 juin, a été libéré par Téhéran, dimanche 5 octobre. Selon nos informations, ce jeune homme de 19 ans serait sur le point de quitter le territoire iranien pour être rapatrié dans les prochaines heures en France. La justice iranienne a fait savoir lundi matin qu'il avait été acquitté, au début d'octobre, des chefs d'accusation de « *liens avec les services de pays étrangers (la France, l'Allemagne et le régime sioniste [Israël, selon le jargon employé par Téhéran])* ».

Lennart Monterlos avait été arrêté alors qu'il voyageait en Iran à vélo, en plein conflit entre l'Iran, d'un côté, et Israël et les Etats-Unis, de l'autre. Depuis cette « guerre de douze jours », la République islamique, touchée de plein fouet, s'est lancée dans une chasse aux supposés collaborateurs de l'Etat hébreu.

Dans [un entretien accordé au Monde, le 10 juillet](#), le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, avait accusé Lennart Monterlos d'avoir « *commis un délit* », sans fournir davantage de détails sur les charges retenues contre le jeune cycliste. Ses proches, eux, continuent de proclamer son innocence.

L'Iran détient encore un couple de syndicalistes : Cécile Kohler, 41 ans, et son compagnon, Jacques Paris, 72 ans. Tous



Le Franco-Allemand Lennart Monterlos. COLLECTION PERSONNELLE

deux ont longtemps été présentés par les autorités iraniennes [comme des « espions » de la direction générale de la sécurité extérieure française \(DGSE\)](#), avant d'être inculpés, en juin, pour « *espionnage* » au profit du Mossad, le service de renseignement extérieur israélien – des accusations que leurs proches réfutent avec véhémence. Un autre ressortissant français ayant également la nationalité iranienne, dont [Le Monde avait annoncé la détention en juillet](#) sans en dévoiler le nom, a, depuis, été libéré.

« **Echange de prisonniers** » Dans un point presse, lundi 6 octobre, le porte-parole du ministère des affaires étran-

gères iranien, Esmail Baghaei, a confirmé la possibilité d'un échange de prisonniers entre l'Iran et la France. « *Les démarches nécessaires ont été accomplies par le ministère des affaires étrangères. La décision finale relève désormais des autorités compétentes des deux pays. Nous espérons que, compte tenu des préparatifs effectués, cette procédure aboutira le plus rapidement possible* », a-t-il déclaré.

Le 11 septembre, le chef de la diplomatie iranienne avait expliqué qu'un « *échange de prisonniers* » entre l'Iran et la France approchait de « *sa phase finale* », liant ainsi le sort des Français détenus en

Iran à celui de [Mahdieh Esfandiari, une Iranienne placée en détention provisoire en France depuis mars](#) dans le cadre d'une information judiciaire ouverte, à la fin de 2024, pour des faits d'apologie publique en ligne du terrorisme et de provocation en ligne au terrorisme.

Mahdieh Esfandiari, dont Téhéran réclame la libération, avait été interpellée en mars près de Lyon avec deux autres personnes. Installée en France depuis 2018, cette traductrice est soupçonnée par la justice française d'avoir mis sur pied une cellule visant à diffuser des contenus de propagande sur les réseaux sociaux.

Le 24 septembre, le président

de la République française, Emmanuel Macron, avait tenu **des propos encourageants** sur un possible dénouement de l'affaire des Français détenus en Iran, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. « *On a une perspective solide, donc on y travaille. On aura dans les prochaines semaines des clarifications* », avait affirmé le chef de l'Etat à France 24 et Radio France internationale, dans la foulée d'un entretien avec le président iranien, Massoud Pezeshkian. M. Macron a précisé dans un message sur X qu'il a, lors de cette

rencontre, réclamé la libération « *immédiate* » des citoyens français détenus en Iran, qualifiés d'« *otages d'Etat* ».

Fort isolement diplomatique

Ce signe d'espoir est parvenu le jour même où Paris a décidé de renoncer à sa requête déposée en mai contre Téhéran devant la Cour internationale de justice, au sujet du traitement réservé par l'Iran aux ressortissants français. Cette procédure longue et complexe était une épée de Damoclès supplémentaire au-dessus de Téhéran, déjà

confronté à un fort isolement diplomatique depuis le rétablissement des sanctions onusiennes, à la fin de septembre.

Depuis des années, l'Iran est accusé de pratiquer une « *diplomatie des otages* », faisant des Occidentaux une monnaie d'échange.

En juin 2024, **Stockholm avait gracié Hamid Nouri, un ancien procureur adjoint iranien** condamné à la perpétuité pour crime de guerre. En contrepartie, le Suédois Johan Floriderus et l'Irano-Suédois Saeed

Azizi, incarcérés à la prison d'Evin, à Téhéran, avaient été relâchés.

En mai 2023, le travailleur humanitaire belge, Olivier Vandecasteele, arrêté en février 2022 à Téhéran puis condamné à quarante ans de prison pour espionnage, avait été libéré après que la Cour constitutionnelle belge eut validé le transfert vers l'Iran d'un diplomate iranien, Assadolah Assadi, condamné à vingt ans de prison pour l'organisation d'un projet d'attentat contre un meeting d'opposants iraniens en France.

Le Monde

06 octobre 2025

En Syrie, le nouveau Parlement critiqué pour la faible représentation des femmes et des minorités

Selon les résultats annoncés par le porte-parole de la commission, Nawar Najmeh, les femmes ne représentent que 4 % des parlementaires, tandis que les chrétiens obtiennent seulement deux sièges.

Le seul candidat juif n'a pas été élu.

Les membres du premier Parlement de l'ère post-Al-Assad **désignés dimanche en Syrie** ne comptent qu'une très faible proportion de femmes et de représentants des minorités, selon les résultats de cette consultation, critiquée pour son manque de démocratie, annoncés lundi 6 octobre.

Les deux tiers des 210 membres du Parlement ont été désignés par des comités locaux formés par la commission électorale, nommée par le président intérimaire Ahmed Al-Charaa. Le président doit lui-même désigner les 70 députés restants.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, ainsi que celle à majorité druze de Souweïda, dans le Sud, théâtre de ré-

centes violences, ont été exclues du processus pour des raisons de sécurité.

Selon les résultats annoncés par le porte-parole de la commission, Nawar Najmeh, les femmes ne représentent que 4 % des parlementaires, tandis que les chrétiens obtiennent seulement deux sièges. Le seul candidat juif n'a pas été élu.

« Déséquilibre »

Interrogé sur la représentation des minorités, M. Najmeh a reconnu un « *déséquilibre* » : « *la composante chrétienne ne dispose que de deux sièges, une représentation faible au regard de sa proportion dans la population syrienne* », a-t-il dit.

« *La place des femmes dans*

ce Parlement ne reflète pas leur rôle dans la société syrienne ni dans la vie politique, économique et sociale », a-t-il ajouté.

Il a toutefois mentionné que les nominations à venir, par le président, des 70 députés restants « *pourrait compenser* » la sous-représentation de « *certaines composantes* [de la population] ».

Le nouveau Parlement doit tenir sa première séance dans les prochains jours, alors que plusieurs organisations de défense des droits humains estiment que ce processus équivaut à une « *nomination* » décidée par Ahmed Al-Charaa.

Des juristes ont dénoncé les larges prérogatives accordées

au président intérimaire pour composer l'assemblée, chargée de proposer et d'amender les lois, d'approuver les traités internationaux et d'adopter le budget de l'Etat.

Les nouvelles autorités ont dissous l'Assemblée du peuple, simple chambre d'enregistrement du pouvoir sous le clan Al-Assad pendant des décennies.

Le mécanisme de formation du Parlement a aussi suscité des critiques, notamment dans le Nord-Est, où l'administration autonome kurde conteste le partage des pouvoirs orchestré par Damas, et à Souweïda, théâtre en juillet de violences ayant fait plus de 1 600 morts, majoritairement druzes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

The New York Times

Carlotta Gall
Oct. 6, 2025

Syria Chooses a Parliament of Revolutionaries

In the first elections since the Assad regime was ousted, there was no popular vote and women and minorities won few seats. Still, many Syrians saw it as progress toward ending authoritarian rule.

The public was not allowed to vote. Women and minorities fared poorly.

But Syria's first elections since the Assad dictatorship was ousted 10 months ago still generated excitement in the country, where some saw it as another step toward shaking off decades of authoritarian rule.

In voting that began Sunday, local councils are choosing 140 of 210 Parliament members with another 70 to be appointed by President Ahmed al-Shara in the next two weeks. Not surprisingly, results announced on Monday heavily favored men from the country's Sunni Muslim majority who had fought in the yearslong revolution against President Bashar al-Assad.

Women and members of Syria's diverse religious and ethnic minorities won few seats.

That did not dampen the enthusiasm of some Syrians, who welcomed the rise of revolutionaries and the fall of the old regime after a brutal civil war that lasted nearly 14 years. "There is no way they are going to choose someone who was not standing on the front line," said Mona Abu Athan, a female candidate from the capital, Damascus.

Electoral officials released partial results on Monday for 119 of the 140 seats in the



President Ahmed al-Shara visits a polling station in Damascus on Sunday during parliamentary elections. Credit...Louai Beshara/Agence France-Presse — Getty Images

People's Assembly slated to be chosen by the local councils. Another 21 seats were left open for parts of Syria excluded from the initial voting because they are not yet under government control.

Dr. Nawar Najma, spokesman for the electoral committee, said at a news conference announcing the results that officials hope to hold voting in those areas when possible.

Some Syrians, absorbed with daily hardships, said they were unaware of the election or who was running. But in political and activist circles, the formation of a new Parliament

and greater freedoms of speech have awakened a new level of debate and active jostling for political representation in post-Assad Syria.

Of the 119 seats announced, only six went to women and less than a dozen to religious and ethnic minorities.

The results were partly a reflection of the conservative society. But they also indicated the electoral system was set up to favor the Sunni majority and was not designed to ensure fairer and broader representation, said Nabieh Nabhan, a political activist in the coastal city of Tartus.

For some, the election results added to concerns that Syria is entering an era dominated by Sunni nationalism.

The public didn't vote directly because the government said Syria still faces significant administrative challenges. Many people, for example, do not have identification and are displaced.

Mr. al-Shara's government set up an electoral committee to run the process. The committee appointed regional bodies that chose members of local electoral councils; the local councils chose the lawmakers.

Among the winning candidates

is a much-loved doctor who ran a frontline hospital during the civil war in the northwestern province of Idlib. A female author who wrote powerful novels about the war also won a seat.

A number of the successful candidates were people displaced during the civil war to northwestern Syria. They lived in or nearby to the area under Mr. al-Shara's rebel administration in Idlib Province.

Ms. Athan, the candidate from Damascus, who did not win a seat, said the women candidates had failed to strategize as successfully as many of the men did and could not agree on supporting a small number of consensus candidates.

"We are so new to the experience and the men were organized," she said.

Only one Christian was elected. Although minority Christians live mainly in the large cities of Damascus and Aleppo and the province of Hama, none were elected there.

The Kurdish-led region of northeastern Syria and the province of Sweida in the south, dominated by the Druse minority, were excluded from voting because those regions are not under government control.

Mr. al-Shara is expected to even out some of the imbalances in the representation of women and minorities when he appoints 70 more lawmakers in the coming days, election officials said. Whether he does this will be a test of his commitment to make good on his promises of representative government.

The representation of minorities has become an issue of international concern after criticism of the government's handling of several waves of [deadly sectarian violence](#) since it came to power.

Nevertheless, political activists welcomed the parliamentary voting, expecting this legislature to be an improvement after decades when the Parliament was seen as a rubber stamp for the Assad regime.

Mr. al-Shara's government has barred all activity by Assad-era political parties, as well as opposition parties that had worked in exile during the civil war.

Members of local electoral councils vote for a new Syrian Parliament in the city of Aleppo on Sunday. Credit... Mahmoud Hassano/Reuters

Candidates were only allowed to run as individuals. As the vote counts came in, political analysts pored over the results to discern the winners' political leanings.

Abdullah al-Hafi, director of a governance advocacy group known as the Local Administration Councils Unit, said the new Parliament "mirrors the broader Syrian reality," and no single bloc is dominant.

"People are beginning to understand the mechanics of politics and party alliances," he said. "Many areas that were once outside Assad's control have shown that their communities now know how to play the political game."

Muhammad Haj Kadour and Hussam Hammoud contributed reporting.

LE FIGARO

Louise Dugast
06 octobre 2025

Bachar el-Assad hospitalisé à Moscou après une «tentative d'empoisonnement», selon une ONG

L'ancien président syrien [Bachar el-Assad](#), exilé en [Russie](#) depuis la chute de son régime en décembre dernier, a été admis le 20 septembre dans un hôpital près de Moscou dans un «*état critique en soins intensifs*», révèle l'[Observatoire syrien des droits de l'homme](#) (OSDH) dans un rapport daté du 2 octobre. Selon une source russe à l'ONG, le dirigeant déchu a été victime non pas «*d'une simple intoxication alimentaire mais bien d'un empoisonnement*». Après neuf jours de convalescence, il serait sorti

de l'établissement, et son état serait désormais stable.

«*Seul son frère Maher el-Assad avait été autorisé à lui rendre visite pendant son hospitalisation, ainsi que l'ancien secrétaire aux affaires présidentielles, Mansour Azzam*», précise l'organisation. L'empoisonnement aurait eu lieu dans sa villa près de Moscou, hautement sécurisée par les autorités russes. L'hôpital qui l'a accueilli, décrit comme très privé, n'est accessible qu'à des personnalités de la sécurité, de l'armée et du gouvernement russe.

Discréditer le pouvoir russe

Selon le rapport, la tentative d'empoisonnement aurait été planifiée par un ancien officier syrien. L'observatoire affirme que les autorités russes «*n'auraient rien à voir avec cela*», avançant que la tentative d'assassinat pourrait avoir été orchestrée pour discréditer le Kremlin «*incapable de protéger*» ses habitants. Les autorités tous comme les médias russes n'ont pas communiqué sur l'incident.

«*Seul celui qui a commis l'acte sait si l'objectif était d'éliminer Assad ou d'embarrasser le gouvernement russe*», écrit encore l'OSDH. L'ancien pré-

sident se trouve actuellement dans sa villa, entouré de son escorte et de plusieurs personnalités de confiance, sous une protection encore plus stricte.

Ce n'est pas la première fois que Bachar el-Assad, au pouvoir pendant plus de 24 ans, serait victime d'une tentative d'empoisonnement. En janvier dernier, le [tabloïd britannique The Sun](#) avait évoqué une «*tentative d'assassinat*» le laissant «*en difficulté pour respirer*». Cette information n'a cependant jamais été confirmée.

Le Monde 07 octobre 2025

A Alep, en Syrie, deux morts dans des attaques attribuées aux forces kurdes

D'après la télévision d'Etat, un membre des forces de sécurité intérieure, liées aux unités kurdes locales, a été tué, ainsi qu'un civil dans les quartiers à majorité kurde de Cheikh-Maqsoud et d'Achrafieh.

Le gouvernement syrien et l'administration autonome se sont ensuite mis d'accord sur un cessez-le-feu.

Un regain de tensions entre les autorités syriennes et l'administration autonome kurde a entraîné, lundi 6 octobre au soir, la mort à Alep d'au moins deux personnes – dont un civil –, a annoncé la télévision d'Etat. Un peu plus tard, les médias d'Etat ont déclaré que les deux parties s'étaient accordées sur un cessez-le-feu dans les quartiers ciblés par des bombardements, sans qu'aucune autre précision ne soit fournie.

Depuis le renversement de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, Alep, ville située dans le nord de la Syrie, est administrée par les autorités islamistes. Les quartiers Cheikh-Maqsoud et Achrafieh restent, en revanche, contrôlés par des unités kurdes locales liées aux Forces démocratiques syriennes (FDS) et à leurs forces de sécurité intérieure, les Asayiches, bien que les FDS s'en soient officiellement retirées cette année, en avril, dans le cadre d'un accord de désengagement conclu avec le gouvernement.

Selon la télévision El-Akhbariya, citant un responsable sécuritaire, « un membre des forces de sécurité intérieure a été tué et trois autres blessés dans une attaque des FDS contre des barrages de sécurité autour du quartier Cheikh-Maqsoud, à Alep ». La même source a fait état d'un civil tué aussi dans un



Vue du nord de la ville d'Alep (Syrie), le 10 septembre 2024. AFP

bombardement kurde. La chaîne a rapporté que « des dizaines de familles » ont fui les deux quartiers « en raison du pilonnage de la zone par les FDS à l'aide de mitrailleuses lourdes et de mortiers ».

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a, pour sa part, fait état de l'utilisation par les forces gouvernementales de drones explosifs dans ces quartiers à majorité kurde. Selon l'ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, les communications ont été coupées dans ces zones désormais encerclées par des renforts de l'armée syrienne. **Les FDS nient toute attaque**

contre les forces gouvernementales

L'agence de presse officielle SANA a ajouté que plusieurs civils blessés avaient été hospitalisés à Alep après « des tirs de mortier et de mitrailleuses lourdes des FDS ayant visé les quartiers résidentiels ».

Sur Facebook, le gouverneur d'Alep, Azzam Al-Gharib, a appelé les habitants « à rester chez eux ce soir et à s'éloigner autant que possible des zones d'affrontements », ajoutant qu'il œuvrait « avec les parties concernées à une désescalade et à la fin des combats ». Les FDS, bras armé de l'administration kurde qui contrôle des zones du Nord et du Nord-Est syrien, ont nié toute at-

taque contre les forces de sécurité du gouvernement, accusant au contraire des factions pro-Damas d'avoir imposé un siège « étouffant » aux quartiers kurdes et tenté d'y avancer « avec des chars ». Elles ont affirmé que des habitants avaient pris les armes « aux côtés des forces de sécurité intérieure », les Asayiches, pour se défendre.

Les nouvelles autorités syriennes et les FDS ont conclu en mars un accord d'intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales. Mais d'importantes divergences entre les deux parties ont retardé la mise en œuvre de cet accord.

Syrie : des bombardements kurdes à Alep font deux morts

Le gouvernement syrien et l'administration autonome kurde se sont mis d'accord sur un cessez-le-feu dans deux quartiers d'Alep (nord) récemment ciblés par des bombardements qui ont fait au moins deux morts, ont rapporté mardi 7 octobre les médias d'État. Aucune précision n'a été fournie sur les contours de cet accord, qui concerne les quartiers à majorité kurde de Cheikh Maqsoud et Achrafieh.

Au moins un membre des forces de sécurité intérieure et un civil ont été tués lundi soir dans des bombardements attribués aux forces kurdes à Alep, sur fond de regain de tensions entre Damas et l'administration autonome kurde, selon la télévision d'État.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a pour sa part fait état de l'utilisation récente par les forces gouvernementales de drones explosifs dans ces deux quar-

tiers.

Depuis le renversement de Bachar al-Assad en décembre 2024, Alep est administrée par les autorités islamistes. Cheikh Maqsoud et Achrafieh restent contrôlés par des unités kurdes locales liées aux Forces démocratiques syriennes (FDS) et à leurs forces de sécurité intérieure, les Asayech, bien que les FDS s'en soient officiellement retirées en avril dernier dans le cadre d'un accord de désengagement conclu avec le gouvernement.

Un civil tué et plusieurs blessés

Selon l'agence officielle Sana citant un responsable sécuritaire, « un membre des forces de sécurité intérieure a été tué et quatre autres ont été blessés dans une attaque des FDS contre des barrages de sécurité autour du quartier Cheikh Maqsoud, à Alep ».

La même source a fait état d'un civil tué également dans un bombardement kurde, et

de blessés, parmi lesquels des « femmes et des enfants ». La chaîne al-Akhbariya a également rapporté que « des dizaines de familles » ont fui Achrafieh et Cheikh Maqsoud « en raison du pillage de la zone par les FDS à l'aide de mitrailleuses lourdes et de mortiers ».

Selon l'OSDH, les communications ont été coupées dans ces zones désormais encerclées par des renforts de l'armée syrienne. L'agence officielle Sana a ajouté que plusieurs civils blessés ont été hospitalisés à Alep après « des tirs de mortier et de mitrailleuses lourdes des FDS ayant visé les quartiers résidentiels ».

Sur Facebook, le gouverneur d'Alep Azzam al-Gharib a appelé les habitants « à rester chez eux et à s'éloigner autant que possible des zones d'affrontements », ajoutant qu'il œuvrait « avec les parties concernées à une désesca-

lade et à la fin des combats ». Les FDS, bras armé de l'administration kurde qui contrôle des zones du nord et du nord-est syrien, ont nié toute attaque contre les forces de sécurité du gouvernement, accusant au contraire des factions pro-Damas d'avoir imposé un siège « étouffant » aux quartiers kurdes et tenté d'y avancer « avec des chars ».

Elles ont affirmé que des habitants avaient pris les armes « aux côtés des forces de sécurité intérieure » (Assayich, forces de sécurité kurdes) pour se défendre. Les nouvelles autorités et les FDS ont conclu [en mars un accord d'intégration des institutions civiles et militaires](#) de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales.

Mais d'importantes divergences entre les deux parties ont retardé jusqu'ici la mise en œuvre de cet accord.



Marie-Charlotte Roupie
07 octobre 2025

Syrie: cessez-le-feu historique entre les autorités et les Kurdes après des affrontements à Alep

En Syrie, le ministre de la Défense de transition annonce sur X un cessez-le-feu global et immédiat entre les forces du gouvernement et les forces kurdes, après de violents affrontements lundi soir à

Alep, dans le nord de la Syrie.

Tous les axes et positions militaires dans le nord et le nord-est de la [Syrie](#) sont concernés par ce cessez-le-feu, qui doit être appliqué immédiatement.

Ce message publié sur X par le ministre de la Défense du gouvernement de transition semble annoncer la fin d'une escalade de tensions. Le ministre syrien de la Défense, Mourhaf Abou Qasra, a an-

noncé s'être réuni avec Mazloum Abdi et avoir convenu d'un « cessez-le-feu global sur l'ensemble des axes et points de déploiement militaires dans le nord et le nord-est de la Syrie ».

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Lundi soir, de violents combats ont éclaté à Alep, dans les quartiers à majorité kurde d'Achrafieh et de Cheikh Maqsoud, entre forces de sécurité intérieure kurdes et factions armées gouvernementales. Chaque camp se renvoyait, depuis, la responsabilité.

Les semaines passées, déjà, plusieurs incidents sécuritaires avaient jalonné la ligne de démarcation entre la région auto-

nome du nord-est syrien, et les territoires sous contrôle gouvernemental, mettant toujours plus en péril le processus de réunification de la Syrie, initié par un accord signé entre Damas et le nord-est syrien le 10 mars dernier.

Ce qu'il ressort des échanges entre Mazloum Abdi et Ahmed al-Charaa

Ce cessez-le-feu semble donc être de bon augure. Il a été conclu avec le commandant des forces armées kurdes, Mazloum Abdi à Damas, où il a aussi rencontré le président Ah-

med al-Charaa, sous l'égide d'une délégation américaine.

Côté gouvernement syrien, pour résumer leur échange, l'accent est mis sur l'obtention du cessez-le-feu global pour éviter l'embrasement, après les affrontements violents de la veille dans la province d'Alep. Côté Administration autonome du nord-est syrien, les communiqués sont un peu plus prolixes.

D'abord, ils précisent qu'aucun document n'a été signé cette fois-ci. Mais les discussions auraient abordé des points fondamentaux pour les autorités kurdes : la lutte anti-terroriste,

le retour des populations déplacées, mais aussi et surtout : la constitution syrienne sera changée pour mieux protéger les minorités, selon leur communiqué. Il s'agit là d'une de leurs principales demandes face à Damas.

L'intégration des forces armées, annoncé dans l'accord signé en mars dernier, aurait aussi été discuté en détail. L'enjeu est de taille, il s'agit d'unir d'anciens ennemis sous un même étendard. Cette rencontre semble ouvrir la voie à une reprise des négociations qui piétinent depuis sept mois.



07 octobre 2025

En Syrie, le ministre de la Défense annonce un «cessez-le-feu global» avec les Kurdes

Damas a annoncé ce mardi un cessez-le-feu «global» avec les Kurdes dans l'ensemble de la Syrie, après une rencontre entre le président intérimaire Ahmad al-Chareh et le chef kurde Mazloum Abdi. Cet accord fait suite à de violents affrontements nocturnes à Alep, dans le nord du pays, qui ont fait deux morts.

L'annonce du cessez-le-feu est ainsi intervenue après une rencontre entre Ahmad al-Chareh et Mazloum Abdi à Damas, la première depuis juillet, en présence d'émissaires américains, selon une source gouvernementale. Le ministre syrien de la Défense, Mourhaf Abou Qasra, a précisé avoir convenu d'un «cessez-le-feu global sur l'ensemble des axes et points de déploiement militaires dans le nord et le nord-est de la Syrie». Il a ajouté que la mise en œuvre de l'accord

commencerait immédiatement.

Depuis la prise de pouvoir par une coalition islamiste en décembre 2024, des affrontements ont régulièrement opposé les deux parties dans le nord et le nord-est de la Syrie, tandis que l'application d'un accord pour intégrer les forces kurdes à l'armée piétine.

Des affrontements avaient notamment éclaté lundi soir à Alep entre deux quartiers à majorité kurde et les zones tenues par les forces gouvernementales, auxquels un cessez-le-feu local a mis fin à l'aube. Au moins un membre des forces de la Sécurité intérieure et un civil ont été tués dans des bombardements attribués par les médias d'Etat aux forces kurdes présentes dans les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh. Ces deux quartiers sont contrôlés par des unités kurdes locales

liées aux FDS et à leurs forces de sécurité.

Les FDS ont nié toute attaque contre les forces gouvernementales, accusant au contraire des factions pro-Damas d'avoir imposé un siège aux quartiers kurdes et tenté d'y avancer «avec des chars». Elles ont affirmé que des habitants avaient pris les armes «aux côtés» des forces kurdes pour se défendre. Les FDS s'étaient par ailleurs retirées de ces deux quartiers en avril dernier dans le cadre d'un accord de désengagement conclu avec le gouvernement.

Au cours des derniers mois, des combats sporadiques ont aussi opposé les forces kurdes et des forces gouvernementales ou des factions pro-turques qui leur sont affiliées dans d'autres régions du nord de la Syrie. En mars, Damas et les Kurdes avaient signé un accord d'intégration des institutions civiles et militaires

de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales. Mais d'importantes divergences entre les deux parties ont retardé jusqu'ici la mise en œuvre de cet accord. Mardi, le chef kurde Mazloum Abdi a ainsi évoqué à Damas avec le président intérimaire «les mécanismes d'intégration des FDS au sein de l'armée syrienne», selon une source proche des participants.

Les puissantes FDS, qui contrôlent de vastes parties du nord-est syrien, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique en Syrie et sont soutenues par les Etats-Unis qui encouragent également le nouveau pouvoir islamiste à Damas. Les Kurdes réclament un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette le nouveau dirigeant islamiste, qui a renversé Bachar al-Assad en décembre 2024.

The New York Times Oct. 7, 2025

Deadly Clashes Erupt Between Syrian Government Forces and Kurdish Fighters

Tensions have been building over government attempts to bring the Kurdish-led region in northeastern Syria under its authority. Kurdish leaders have so far resisted.

A deadly outburst of fighting in Syria's second largest city, Aleppo, signaled rising tensions between the central government and the Kurdish-led militia that controls much of the country's northeast.

The northeastern region is one of several dominated by a minority group that has refused to submit to government control in the 10 months since Islamist rebels overthrew the dictator Bashar al-Assad.

At least one government soldier and one civilian were killed on Monday night as Syrian military forces traded fire with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, according to the government news agency, SANA. It was one of the most serious outbreaks of violence between the two sides since the new government came to power.

Gov. Azzam al-Gharib of Aleppo said in a Facebook post that government forces had "no intention of any military escalation" in the area. By Tuesday morning the clashes had stopped, and the Syrian defense minister announced a cease-fire after talks between the two sides.

Even before the clashes in Aleppo, Syria's new president, Ahmed al-Shara, had already come under criticism for his handling of violence in two other regions dominated by other minorities. A new conflict with the Kurdish minority could amplify that criticism as Mr. al-Shara tries to unite and rebuild Syria after 13 years of civil war and decades of brutal authoritarian rule.

Government officials have in-

sisted that their administration should maintain a monopoly of force in the country and have grown impatient with the Kurdish-led forces, which have delayed implementing an agreement to join the government.

The fighting broke out on Monday in two Kurdish-controlled neighborhoods of Aleppo, the main city in northern Syria. It was not immediately clear what set it off.

The two neighborhoods, Ashrafieh and Sheikh Maqsoud, mark a front line between government-controlled territory and the area held by the Syrian Democratic Forces, or S.D.F. The neighborhoods are mostly populated by Kurds, who have lived under partial isolation from the rest of the city since rebel forces led by Mr. al-Shara seized control of Aleppo during a lightning offensive that culminated in the Assad regime's ouster last December.

By dawn on Tuesday, the clashes had eased. Hours later, Mazloum Abdi, the S.D.F. leader, arrived in the capital, Damascus, for a meeting with government officials.

A Syrian government soldier in Aleppo on Tuesday. Omar Albam/Associated Press

The defense minister, Maj. Gen. Murhaf Abu Qasra, said after his meeting with Mr. Abdi that the two had agreed on a "comprehensive cease-fire on all fronts and military positions in northern and northeastern Syria" with immediate effect.

The U.S. special envoy to Syria,

Thomas J. Barrack Jr., and Adm. Brad Cooper, the chief of the U.S. Central Command, met with Mr. Abdi on Monday in northeastern Syria and then traveled to Damascus on Tuesday. The Syrian presidency posted photos of them meeting with Mr. al-Shara [on social media](#).

Mr. Abdi has been Washington's main ally in its fight against the Islamic State in Syria since 2014.

Mr. al-Shara and Mr. Abdi had signed an agreement in March, facilitated by American officials, to integrate the Syrian Democratic Forces into the national military. But the agreement has not been implemented, and tensions have been rising over the pressure to move things forward.

Politically, the Syrian government and the Kurdish-led administration of the northeastern region remain at loggerheads. The Kurdish region was excluded from Syria's first parliamentary elections in the post-Assad era this week because it remains outside government control.

The Kurdish administration has criticized the Damascus government's handling of sectarian clashes in other parts of Syria in recent months. Human rights groups have accused forces affiliated with the government of involvement in deadly attacks on Alawites, a religious minority, in two coastal provinces in March and on Druse, another religious minority, in the southern Sweida region over the summer.

Salam Bahadi, a 63-year-old

resident of a government-controlled area bordering the Ashrafieh neighborhood, described the fighting he witnessed late Monday night.

"By midnight, the clashes began to hit our area hard," he said. After the fighting moved away, he said, he heard someone screaming outside.

"I went out to the balcony and saw a person lying on the sidewalk across from my building, injured in his hand and leg," he said. The injured man was a Kurdish civilian from Ashrafieh trying to get out of the fighting zone, he added.

"He told me a sniper had shot him."

Mr. Bahadi said he called for an ambulance, but was told it couldn't reach the area.

"I kept talking to him for over an hour, trying to keep him conscious," he said. Eventually two men from the neighborhood carried the injured man away in a blanket.

A 30-year-old Kurdish woman living in the Sheikh Maqsoud neighborhood said she heard gunfire and mortar explosions for hours throughout the night. She asked not to be named for fear of reprisals from the Kurdish authorities.

She said she took part in a demonstration on the Kurdish side. The protesters asked the government side not to use military force but to resolve things politically. But soon after she returned home, she said, the fighting erupted.



Anne Andlauer
09 octobre 2025

Turquie: dix ans après l'attentat de la gare d'Ankara, les victimes toujours en quête de justice

Dix ans après l'attentat attribué au groupe État islamique qui a fait 104 morts à Ankara, les victimes et leurs familles estiment que justice n'a pas été rendue et que leur statut de victimes n'a même pas été reconnu.

Le 10 octobre 2015, la Turquie subissait **l'attentat le plus meurtrier de son histoire**. Devant la gare d'Ankara, deux hommes se faisaient exploser dans une foule de manifestants réclamant la paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan. L'attentat, qui fit 104 morts et des centaines de blessés, a été attribué au groupe **État islamique**.

Mustafa Dogan y a perdu son fils, Güney, alors âgé de 23 ans. « *Ces dix dernières années, ma douleur n'a fait que grandir. Et ça, c'est à cause du procès. Comme si ce massacre n'était pas un traumatisme suffisant, ce que nous avons vécu au tribunal n'a fait qu'ajouter du trauma-*



Des proches de victimes de la double explosion survenue à la gare d'Ankara le 10 octobre 2015 patientent devant la morgue de l'hôpital, afin de pouvoir organiser les funérailles, au lendemain de l'attaque terroriste.

tisme au traumatisme », confie-t-il.

Beaucoup de familles et de rescapés partagent le sentiment d'avoir été laissés pour compte. D'abord par la justice, qui a condamné neuf personnes à la prison à vie et neuf autres à des peines moindres, mais ne s'est jamais intéressée aux failles du renseignement pointées par des rapports d'experts. Mehtap Sakinci, une avo-

cate dont le mari est mort le 10 octobre, a réclamé en vain que des officiels soient jugés.

Elle déplore aussi ce qu'elle décrit comme un manque d'empathie d'une partie de la société, lié selon elle au fait que les victimes de l'attentat manifestaient au nom de la paix avec le **Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)** : « *La question qu'on m'a le plus posée après, c'est : 'Vous êtes*

kurde ? Non ? Mais alors, vous aimez les Kurdes ? »

Le 10-October aurait dû être pour la Turquie ce que le 11-Septembre est pour les États-Unis. Être perçu comme une attaque contre l'existence de notre pays, les fondements de notre système. Ça n'a pas été le cas. »

Dix ans après, les victimes et leurs familles continuent de réclamer que toute la lumière soit faite.



Oct 9, 2025

Damascus says soldier killed, others injured in clashes with SDF near Tishreen Dam

ERBIL, Kurdistan Region - Syria's defense ministry said on Thursday that one of its soldiers was killed and others were injured in an attack allegedly launched by Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the vicinity of Tishreen Dam, Aleppo province, despite a ceasefire agreement between the two rival sides to end clashes in the volatile region, according to the state media. The SDF confirmed the fight, and blamed Damascus-affiliated groups for initiating it.

Citing a statement from the Syrian defense ministry, state-run al-Ikhbariya TV reported that the SDF forces «targeted Syrian Arab Army positions around the Tishreen Dam east of Aleppo, killing one soldier and wounding others.»

The SD confirmed the skirmish, but blamed Damascus-affiliated groups of initiating the fight by trying to infiltrate into territories under their control, near the dam.

«Our forces immediately engaged the attacking group, leading to direct clashes that resulted in the death of one of the assailants, while the others fled, leaving the body of their comrade at the scene,» the Kurdish-led force said.

The SDF has repeatedly recently accused groups affil-



SDF fighters attend a joint military exercise with US-led coalition forces in Hasakah province in September 2022. AFP file photo

ated with Damascus of attacking the strategic Tishreen Dam.

Tensions between SDF and state-affiliated armed groups have escalated in recent weeks despite a March agreement between SDF chief Mazloum Abdi and Syria's interim President Ahmed al-Sharaa calling for a nationwide ceasefire. Both sides have blamed one another for breaching the deal.

The renewed tensions came two days after a senior delegation from northeast Syria (Rojava), headed by SDF chief Mazloum Abdi met with Syria's interim President Ahmed al-Shaara, in the pres-

ence of senior American officials, a day after clashes erupted between Kurdish-led Internal Security Forces (Asayish) - affiliated with the SDF - and Syrian government forces in northern Aleppo's quarters of Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh. After hours of deadly clashes, the SDF and the Syrian government forces eventually reached a ceasefire early Tuesday.

«Less than 48 hours after the ceasefire was announced, the SDF violated the agreement more than 10 times by targeting army positions on the deployment lines east of Aleppo,» the defense ministry claimed.

Kurdish authorities of north-eastern Syria (Rojava) have already also accused Damascus of breaching the ceasefire deal.

«The armed groups affiliated with the Syrian Interim Government have failed to uphold the ceasefire agreed upon yesterday between us and Damascus, which was meant to bring an immediate end to the fighting in the Sheikh Maqsoud and Ashrafiyeh neighborhoods,» Bedran Ciya Kurd, an adviser to the Kurdish-led Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), wrote in an X post on Wednesday night.

Mahdieh Esfandiari, l'Iranienne détenue en France depuis sept mois pour « apologie du terrorisme », sera jugée en janvier

Elle est considérée par le régime iranien comme une monnaie d'échange contre les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis 2022. Son renvoi devant un tribunal correctionnel pourrait faire avancer les tractations.

Le magistrat chargé de l'enquête concernant une Iranienne suspectée d'avoir établi en France une cellule de diffusion de contenus de propagande sur les réseaux sociaux, dont un certain nombre relevaient, pour la justice, de l'« apologie » et de la « provocation en ligne au terrorisme », a bouclé, mercredi 8 octobre, le règlement du dossier, a appris *Le Monde* de source proche du dossier. Cette affaire sensible est mise en avant par l'Iran comme une possible monnaie d'échange quant au sort des otages français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran dans des conditions très difficiles depuis mai 2022.

La clôture du dossier ouvre la voie à un procès en janvier 2026, a confirmé jeudi au *Monde* le parquet du tribunal judiciaire de Paris, alors que cette affaire faisait l'objet d'une information judiciaire ouverte depuis novembre 2024. Cette confirmation intervient [le jour du retour en France de Lennart Monterlos](#), le cyclotouriste franco-allemand de 19 ans qui avait été arrêté et emprisonné en juin en Iran. Le jeune homme est arrivé jeudi 9 octobre au matin, à l'aéroport de Paris - Charles-de-Gaulle, après avoir été acquitté, il y a quelques jours, par la justice iranienne, des accusations

d'espionnage qui pesaient contre lui.

Mahdieh Esfandiari, 39 ans, avait été interpellée le 28 février, alors qu'elle s'apprêtait à rentrer en Iran. Elle a depuis été placée en détention provisoire et mise en cause en même temps que deux ressortissants français. Lors de la perquisition de son domicile, plus de 2 000 euros en liquide avaient notamment été retrouvés. Née en Iran, elle était arrivée en France comme étudiante, puis avait ensuite développé différentes activités, dont de la garde d'enfant et une entreprise de traduction, d'interprétariat et d'enseignement.

Faux comptes sur Telegram

Chez Maurizio B., autre mis en cause dans ce dossier, également placé en détention provisoire, a notamment été saisi un exemplaire de *Mein Kampf*, le brûlot antisémite d'Adolf Hitler, des livrets de propagande en soutien de l'ancien président de la république islamique d'Iran Ebrahim Raïssi et une arme de poing. Cet ambulancier de métier se présentait comme le compagnon de Mahdieh Esfandiari. Un troisième homme a été interpellé dans cette affaire, mais a été remis en liberté sous contrôle judiciaire depuis le mois d'avril.

Les investigations ont permis de constater que la diffusion des contenus organisée par ce petit groupe, dont Mahdieh Esfandiari était un des piliers, était relativement sophistiquée. En plus de tomber sous le coup de la loi pour

« apologie au terrorisme », elle passait notamment par l'animation de faux comptes sur des chaînes Telegram, eux-mêmes optimisés par le recours à de l'intelligence artificielle et la recherche constante d'engagement de la part de leur communauté.

Les enquêteurs ont pu identifier que Maurizio B. agissait en lien avec le site Egalité et réconciliation d'Alain Soral, idéologue d'extrême droite qui n'a jamais caché ses accointances avec le régime iranien. Entre 2020 et 2024, le site d'Egalité et réconciliation a hébergé une quinzaine d'émissions dont l'ancien ambulancier a été l'un des animateurs principaux, considère la justice.

Le 8 octobre, le juge d'instruction a donc prononcé le renvoi devant un tribunal correctionnel de tous les protagonistes de cette affaire. Ils comparaitront du 13 au 16 janvier 2026 devant la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris pour « apologie d'un acte de terrorisme commis en ligne », « provocation directe en ligne à un acte de terrorisme » et « injure publique en ligne en raison de l'origine, ethnique, nation, race ou religion » ainsi qu'« association de malfaiteurs ». Chacun de ces délits leur fait encourir des peines de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende.

Mandat d'amener

Alain Soral, lui, est renvoyé pour « apologie du terrorisme en ligne » et « association de malfaiteurs ». Mais comme il réside en Suisse et qu'il n'a

pas répondu à la convocation du juge d'instruction, un mandat d'amener a été diffusé à son encontre depuis le mois de juin. Même chose pour un autre homme mis en cause dans ce dossier, Arnaud A., résidant en Suisse, pour qui un mandat d'arrêt international a été diffusé.

La perspective d'un procès permet désormais aux protagonistes de ce dossier, dont Mahdieh Esfandiari, d'avoir un horizon plus précis sur la durée possible de leur détention. En théorie, il ne peut y avoir, en droit pénal français, d'« échange d'otages ». Le sort de Cécile Kohler et de Jacques Paris ne dépend pas uniquement de l'issue de cette audience. Mais, depuis le début de cette affaire, l'Iran cherche à établir un parallèle entre le sort des Français et le traitement réservé à cette femme.

Des déclarations iraniennes ont ainsi été faites alors que le dossier judiciaire de Mahdieh Esfandiari était en phase de règlement. L'information judiciaire a été formellement clause depuis le 8 août et, depuis, un délai légal de deux mois était nécessaire pour que le procureur puisse prendre des réquisitions et que les différentes parties puissent éventuellement formuler des observations. Emmanuel Macron et le ministre des affaires étrangères démissionnaire, Jean-Noël Barrot, ont de leur côté à plusieurs reprises laissé entendre, ces dernières semaines, qu'ils avaient de bons espoirs de voir les otages français libérés prochainement.

The New York Times

Oct. 9, 2025

Iran, a Longtime Hamas Backer, Signals Support for Truce Deal With Israel

With its regional influence vastly diminished in the two years since the Israel-Hamas war began, Iran had a muted response to the new cease-fire agreement.

Iran, a longtime backer of Hamas, signaled its tacit acceptance of the Palestinian militant group's cease-fire deal with Israel, which will include the release of all remaining hostages in Gaza.

As the agreement began taking shape earlier this week, Iran's foreign ministry said Hamas had the right to take its own initiatives. But it warned the group that Israel would continue its "expansionist and racist plans" and might not hold up its end of the deal.

On Thursday, after the first phase of a cease-fire deal was agreed, Iran said it "has always supported any action or initiative aimed at ending the genocidal war" in Gaza, suggesting it supported the agreement.

Iran's diminished regional standing is among the starkest shifts in regional dynamics since the war between Israel and Hamas began two years ago. The country had fostered a constellation of loosely aligned militant groups for decades.

But its ability to project



A domestically built missile on display in the Iranian capital, Tehran, this month. Arash Khamooshi for The New York Times

power across the region has been vastly undercut through a series of setbacks over the past two years.

Israel killed the leadership of the Iran-backed Hezbollah militia in Lebanon. Iran lost another critical regional ally with the overthrow of the dictator Bashar al-Assad in Syria last December. And Israel's 12-day war on Iran — joined by the United States in the final stage — badly bat-

tered the country's nuclear and military facilities.

The country is still reeling from the cost inflicted by the war and is grappling with the dire economic fallout of the United Nations reimposing harsh economic sanctions.

Iran may now be looking for ways to reassert its influence in the Arab world through diplomatic outreach, including with its former Gulf rivals.

Since Israel's attack on a Hamas negotiators meeting in the Gulf nation of Qatar last month, Iran has tried to portray Israel as a greater threat to regional security, and itself as a potential partner.

That effort looked largely stymied by Arab countries flocking to support the new Israel-Hamas deal brokered by President Trump.



Oct 9, 2025

UN criticizes Damascus for excluding Newroz celebrations from Syria's national holidays

ERBIL, Kurdistan Region - Reacting to the exclusion of the Kurdish New Year, known as Newroz from Syria's national celebrations and holidays by President Ahmed al-Sharaa, the United Nations on Wednesday said it is «important» that Damascus authorities ensure that every Syrian «feels included» in the future of the country.

«We are of course aware of the issuance of the presidential decree regarding the public holidays. For us, as I have said many times, it is important that Syrian authorities to ensure that every Syrian regardless of their religion, their ethnicity, feels included in the future of their country,» Stéphane Dujarric, spokesperson for the UN secretary-general, told Rudaw's Namo Abdulla on Wednesday.

Dujarric added that they «reiterate the imperative of supporting a credible, orderly, and inclusive political transition in Syria.»

A presidential decree, dated September 29 and signed by Sharaa, which was published by the Syrian presidency on Sunday, excluded Newroz as a national celebration in Syria. March 21 - the day Newroz celebrations begin - has been designated as a public holiday for Mother's Day instead.

The decree was published on the same day elections were



Stéphane Dujarric, spokesperson for the UN secretary-general. Photo: Screenshot/Rudaw

held in Damascus-held areas to select members of the country's first post-Assad parliament. The process was denounced by many, including Kurdish authorities in north-eastern Syria (Rojava), as being undemocratic, since the new assembly is set to consolidate the power of Sharaa.

Newroz, which marks the first day of spring, is celebrated by millions of Kurds in the Kurdistan Region and Kurdish regions in Turkey, Iran, and Syria. The Kurdish diaspora in the West also celebrate Newroz.

On Newroz eve, bonfires are traditionally lit, often on moun-

tain or hill tops. In the days that follow, Kurds often go on picnics and light bonfires with their families and loved ones to mark the occasion which symbolizes freedom and resistance against tyranny.

Sharaa's announcement came a week after Faysal Yousef, spokesperson for the Kurdish National Council (KNC/ENKS), a Kurdish opposition umbrella group, urged Damascus that the transitional administration must «recognize Newroz». Unofficial numbers estimate Kurds to be between 2-3.5 million, representing roughly about 10 percent of Syria's population.

Under the new leadership, Syria will celebrate 13 holidays, most notably Eid al-Fitr, Eid al-Adha, and the fall of the Assad regime in December.

The new authority in Damascus, which came to power after toppling Assad in December, has been accused of sidelining minorities in its March adopted constitutional declaration and key decision-making bodies. Sharaa's government, however, is cautious when dealing with minorities, as respecting human rights is one of the conditions imposed by the international community for lifting Assad-era sanctions.

The New York Times

Oct. 10, 2025

Iran Lures Transgender Foreigners for Surgery but Forces Operations on Locals

Iran became a pioneer in gender transition operations by forcing procedures on L.G.B.T.Q. Iranians. Desperate for cash, the Islamic republic is hoping to attract trans patients from around the world.

For 40 years Iran has performed more gender transition surgeries than many other nations, largely a result of pressuring gay and gender-nonconforming citizens to undergo unwanted operations or risk the death penalty.

Now, faced with an economy crippled by war and sanctions, the Islamic republic is promoting its expertise to a global audience, hoping to attract transgender foreigners with the promise of inexpensive surgeries packaged with luxury hotel stays and sightseeing tours.

Desperate for foreign investment, Iran's theocratic government has set a goal of generating more than \$7 billion from medical tourism annually, according to [Iranian state news media](#), about seven times as much as it earned last year. That objective has resulted in the proliferation of medical tourism companies, marketing not just nose jobs and hair transplants, but vaginoplasties, mastectomies and penis constructions through glossy English-language websites.

"We handle everything from start to finish, providing the best medical services to ensure a stress-free experience," said Farideh Najafi, the manager of two medical tourism companies, Mabna-



Dr. Shahryar Cohanad, a urologist based in Tehran who has performed around 300 transition surgeries, says tour companies' practices can be unsafe. Arash Khamooshi for The New York Times

Trip and MedPalTrip. "This includes booking hotels, hospitals, transportation and more," she said.

Iran is one of the few places in the Muslim world that allows transgender people to seek gender-affirming care, and even subsidizes it. For many foreigners traveling to Iran for transition surgery, and indeed for many transgender Iranians, these operations can feel lifesaving. But the country's reputation as a pioneer in the field belies the abusive history of the operations and the grim reality for most L.G.B.T.Q. people there.

In Iran, [gay men and les-](#)

[bians can be punished by public flogging and the death penalty.](#) As a result, the [United Nations Human Rights Council found](#), [many gay and lesbian Iranians](#) who are not trans are "pressured into undergoing gender reassignment surgery without their free consent."

Still, the country's cut-rate prices are drawing transgender individuals from as far away as Australia, the United States, Britain and Europe, according to medical tour operators and surgeons. Many more patients, they say, come from neighboring countries, like Iraq, where such treatments are strictly

forbidden.

"In the United States, the cost of surgery is around \$45,000, and in Thailand, it's approximately \$30,000," according to the website of one operator, IranMedTour. "However, the cost of gender confirmation surgery in Iran is lower, with prices less than \$12,000." Other companies advertise procedures at government hospitals for as low as \$4,500.

Sam, 32, a trans man from Orange County, Calif., is currently in Tehran to pursue a hysterectomy and metoidioplasty, a kind of penis-construction surgery. Requesting anonymity to discuss a sen-

sitive medical procedure, he said he was drawn to Iran because he believed the doctors there were “more confident” than those in the United States.

“The goal of these medical tours is probably to portray Iran as a paradise for trans people, which it isn’t,” said Saman Arastu, a transgender Iranian man and actor who chose to undergo so-called top and bottom surgeries. “In my opinion, these are nothing but a show. The situation for trans people is dire.”

While precise figures are unknown, a report by the Home Office of Britain from 2022 found that roughly 4,000 people underwent transition surgery each year in Iran, a figure higher than the combined annual totals in Britain and France. Experts say a vast majority of patients come from inside Iran.

Iran’s experience with transition surgery stems from a fatwa issued in the 1980s by the Ayatollah Ruhollah Khomeini, the founding supreme leader of the Islamic republic, who declared that transgender individuals could gain legal recognition of the gender with which they identified, but only on the condition that they underwent transition surgery.

On the surface that policy inverts what many in the West expect from Iran, where gender norms are so strictly enforced that until recently women were punished for not wearing hijabs in public.

But transgender Iranians and experts say the government’s embrace of surgery in no way correlates to ad-

vocacy for trans people.

Iranians who do not adhere to traditional norms of masculinity and femininity — including trans people who do not want surgery — are subject to violence, extortion or are pressured into operations.

“For the Islamic republic, being trans means you have to go through this surgery — from male to female, female to male,” said [Zara Saeidzadeh](#) of Orebro University in Sweden, a gender scholar who has spent a decade researching trans identity, with a focus on Iran. “If you identify as trans but don’t want to do any form of body modification, then you’re breaking the rules and you are going to be stigmatized and your life is threatened.”

Raha Ajoudani, a 20-year-old trans woman and activist, made the opposite journey that many foreign tourists are making. She fled to Germany from Iran in 2024 to avoid a forced transition surgery and to escape state persecution for her activism. Ms. Ajoudani said that she was detained twice by the authorities in 2022, after an ex-boyfriend collaborated with the Iranian Ministry of Intelligence, to facilitate her arrest. Her family, she added, is routinely hounded to get her to stop her activism.

Raha Ajoudani, 20, in the play “Four Narratives of an Uprising” last month in Frankfurt. Mehdi Fathollahi

“I never wanted to undergo gender reassignment surgery,” Ms. Ajoudani said. “I’ve defined myself outside of this binary. I didn’t want to live according to the gov-

ernmental definition of cultural expectations of being a woman or a man, nor did I submit to Khomeini’s fatwa.”

Surgery is not a guarantee of acceptance or safety. Transgender people in Iran face murder and other forms of violence and harassment.

The tour companies include language to assuage foreigners of those fears in their advertising materials.

Amid glossy before-and-after [photo illustrations](#) of idealized pectorals and breasts, and copy that promises “budget-friendly” procedures, rapid visa approvals and help achieving “a strong feeling of happiness and relief,” the tour companies are also selling patients on what one calls Iran’s “[relatively progressive stance on transgender rights](#).”

Ms. Najafi, the tour manager, conceded that some foreigners feared running afoul of the authorities or the locals, but said that patients traveling with her company had “never had any security issues.”

Transition surgeries are complex operations with a questionable record of safety in Iran. Some activists have likened the country’s gender clinics to “[butcher](#)” shops.

Mr. Arastu taking a walk.

Saghi Ghahraman, who led the Iranian Queer Organization, said that while they believed treatment standards had improved, the change had come at a cost, as many gay people felt forced into operations that were like “experiments.”

A U.N. report on transition

surgeries in Iran from 2015 described botched procedures that led to complications like “severe bleeding, severe infection, scarring, chronic pain and abnormally shaped or located sexual organs.”

Adding to the risks are some tour companies’ promises of rapid procedures, which experts said should involve months of planning. Some [market](#) stay timelines as short as one week.

Dr. Shahryar Cohanad, a urologist in Tehran who has performed around 300 transition surgeries, said the companies’ aim to perform as many procedures as quickly as possible was unsafe.

“From what I know after 35 years of performing surgeries, it’s critical for the surgeon to spend as much time as possible with the patient,” he said.

Eric, a 45-year-old trans man living in Canada who requested anonymity to protect himself and his family from reprisals, said he had sought treatment in Iran because it was cheap. But he acknowledged the tension in seeking treatment in a place where others have it forced on them.

“I have heard a lot, especially among trans women, that because they are gay, and they cannot be gay in Iran, they try to do the surgery,” said Eric. “I’m really sad that gays and lesbians are not recognized in Iran, but on the other hand I’m happy for trans people because they can do what they’re willing to do.”

Ma vie d'ado : « Parfois je réfléchis à ma vie d'avant et je me dis que, si j'avais été adolescente en Syrie, je ne suis pas sûre que je serais toujours en vie »

On n'est pas sérieux quand on a 18 ans... Pas si sûr. « Le Monde » donne la parole à de jeunes gens qui évoquent leurs états d'âme, leurs envies, leurs difficultés.

A 18 ans, Sabah a fui les bombardements en Syrie, vécu en camps de réfugiés, appris le français et connu la difficulté d'être différente à l'adolescence.

Ma famille est heureuse, on a tout, l'école, la santé... On ne peut pas se plaindre. J'habite dans un HLM, dans une petite ville du Lot, qui s'appelle Figeac. J'ai 18 ans et j'ai la vie d'une ado de mon âge, je vais au lycée, je fais du sport, j'aime bien aller au café avec mes amis. Je le précise parce qu'on n'a pas toujours eu tout ça, chez moi. On ne vient pas d'ici, on est kurdes et, avec mes parents, mes trois frères et ma sœur, on est arrivés de Syrie en tant que réfugiés le 17 décembre 2017.

Tout a commencé quand je devais avoir 7 ans. J'étais une petite fille normale, je ne connaissais pas grand-chose à la politique. Dans la ville où je vivais, à Kobané, il y a eu des bombardements et notre immeuble a été touché au milieu de la nuit. Ça a été un choc pour nous, on n'était pas préparés. Je me souviens d'avoir vu du feu, des grenades exploser autour de nous. C'était comme dans les films, on a pris une couette et rien d'autre, on a couru pour s'enfuir. Au lever du soleil, je revois des gens se faire égorger et des femmes se faire enlever. Je ne sais pas comment ça se fait qu'on ait réussi à s'échapper. Tout ça, pour moi, c'est un traumatisme, mais là, j'ai



18 ans et plus j'avance dans le temps, plus j'oublie. C'est un malheur qui nous est arrivé, mais j'essaye de ne pas y penser.

Ce jour-là, on a rejoint à pied la frontière turque, qui n'est pas loin, et on a pu la passer avant d'être accueillis dans des camps. C'était énorme, très organisé avec des lettres de A à Z, comme si ça avait été préparé. On avait une tente blanche pour notre famille, avec presque rien dedans, un matelas, une couverture, un coussin. On nous donnait deux plateaux-repas par jour avec

des olives, du fromage, du concombre, des œufs durs, mais ce n'était pas assez pour toute la famille. On n'avait ni chauffage, ni eau chaude. On allait faire nos besoins dans les toilettes publiques. C'était bizarre parce qu'on avait fui la guerre, on était censés être dans un endroit en sécurité, mais on était entourés de soldats armés qui nous regardaient très mal, les conditions d'hygiène étaient difficiles. On n'arrivait pas à savoir si on était en sécurité ou pas. Ça a duré deux ans. Un jour, mon père a trouvé un travail, on a pu quitter le camp et s'installer

en Turquie. Je ne me souviens plus trop comment ça s'est passé. Je sais qu'on a fait une demande d'asile et qu'au bout d'un an on nous a proposé la France. Mon père a accepté.

Mise à l'écart

Moi, j'espérais partir, même si on laissait une partie de notre famille élargie en Turquie. Honnêtement, je me disais juste qu'on aurait une vie meilleure. Et j'avais raison : à Figeac, on a été accueillis dans une maison avec trois chambres. Il y avait des lits ! Une salle de bains en haut et une autre en

bas ! C'était tout propre ! On n'avait jamais vu ça, nous.

Figeac, c'est comme un petit village. Ce n'est pas comme dans les grandes villes, c'est plus fermé. Moi, quand je suis arrivée, je ne parlais pas français. J'ai été mise en CM1-CM2, avec une maîtresse, Nadine, à qui je pense encore. Elle m'aidait énormément. Le maître qui assurait le CM2, lui, n'essayait pas de m'intégrer à la classe. J'étais mise à l'écart par les autres enfants, donc j'étais tout le temps toute seule, c'était très compliqué de me faire des amis. Mais j'ai progressé rapidement – quand on est jeune, on apprend vite. Paradoxalement, du point de vue de la langue, la France est un pays où on a plus de droits en tant que Kurdes, on peut parler notre langue maternelle dans la rue, partout. Alors qu'en Syrie, en dehors

de chez nous, on ne pouvait pas. Si on le faisait à l'école, on se faisait taper dessus avec une règle. Là-bas, il n'y a pas la liberté d'expression comme en France, ça, mes parents nous l'ont dit.

Au collège, je parlais bien français, il y avait deux ou trois personnes qui m'avaient acceptée, mais pas trop pour rire ensemble, ce n'étaient pas des vrais amis. Je me rends compte qu'on peut être accepté et ne pas être apprécié. Je pense que c'est compliqué d'être intégré quand t'es différent. Je me souviens de cette fille, une Française normale sauf qu'elle ne s'habillait pas comme les autres et elle se faisait tout le temps rejeter. Moi je ne comprends pas ça, pourquoi on rejette, on est tous des humains, on a tous les mêmes valeurs...

Un décalage

Je suis au lycée maintenant, et j'ai des amis. La plupart d'entre eux m'ont posé des questions sur ce que j'ai vécu, beaucoup étaient un peu surpris, car ils ne s'attendaient pas à ça. Ils disent qu'ils ne me voyaient pas comme une fille ayant fui la guerre. Entre eux et moi, je sais qu'il y a un décalage, mais je pense que c'est tout à fait normal, je suis différente, on n'a pas vécu les mêmes choses... Mais je suis quelqu'un de très sociable, je suis proche d'un peu tout le monde dans ma classe, d'ailleurs. On mange souvent ensemble, on va presque tous les jours au café, on fait les fêtes de village autour de chez nous. Parfois, je réfléchis à ma vie d'avant et je me dis que, si j'avais été adolescente en Syrie, ça n'aurait jamais été comme en France, ma fa-

mille et moi on n'aurait jamais eu tout ce qu'on a actuellement. Vu ce qui se passe toujours là-bas, je ne suis pas sûre qu'on serait toujours en vie.

Quand je suis passée au lycée, mes profs au collège étaient contre mon choix d'aller en filière générale, ils ne croyaient pas en moi, mais j'y suis allée quand même. J'ai commencé avec 11,5 de moyenne, puis 12,5, voire 13 en 1^{re}. Là, je suis en terminale littéraire humanités et philosophie, je fais aussi des sciences économiques et sociales et une option droit. Je veux m'orienter vers le social ou le droit ensuite, pour apporter mon aide à ceux qui en ont besoin. Quand on est arrivés avec ma famille, il y a des gens qui nous ont aidés, à l'école, dans nos démarches, dans tout, en fait. Cette aide qui m'a été apportée, je veux la rendre à mon tour. »

LE FIGARO

12 octobre 2025

Nucléaire : l'Iran ne voit «aucune raison» de reprendre les négociations avec les Européens

Que peuvent-ils faire et quel résultat positif de telles négociations pourraient-elles avoir?», s'est interrogé samedi à la télévision d'État le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi.

L'Iran ne voit «aucune raison» de reprendre les négociations sur son programme nucléaire avec les pays européens, a déclaré samedi Téhéran, alors que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont affirmé vendredi leur «détermination» à les relancer. Ces trois pays sont à l'origine du rétablissement le 28 septembre par l'ONU de sanctions internatio-

nales liées au programme nucléaire iranien, levées il y a 10 ans, après l'échec de centaines de négociations avec l'Iran.

«Que peuvent-ils faire et quel résultat positif de telles négociations pourraient-elles avoir?», s'est interrogé samedi à la télévision d'État le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi. «Nous ne voyons vraiment aucune raison de négocier avec eux», a ajouté le ministre. Paris, Londres et Berlin se sont dits vendredi «déterminés à relancer des négociations avec l'Iran» sur son programme

nucléaire «en vue d'un accord global, durable et vérifiable, garantissant que l'Iran n'acquerra jamais l'arme nucléaire», selon un communiqué commun.

Levée des sanctions

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne «devraient d'abord expliquer pourquoi nous devrions négocier à nouveau avec eux», a commenté le chef de la diplomatie iranienne. «Nous avons déjà mené des négociations et étions parvenus à un accord (mais) les États-Unis se sont retirés et les trois pays euro-

péens n'ont pas respecté leurs engagements», a ajouté M. Araghchi.

En 2015, après des années de négociations, France, Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis, Russie et Chine avaient conclu avec l'Iran un accord prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée des sanctions. Les États-Unis, sous le premier mandat de Donald Trump, ont décidé en 2018 de s'en retirer et de rétablir leurs propres sanctions, alors que l'Iran respectait ses engagements selon l'Agence internationale de

l'énergie atomique (AIEA).

Téhéran reproche aux Européens de ne pas avoir empêché le retour de ces sanctions américaines. En représailles,

l'Iran s'est progressivement affranchi de certains engagements, en particulier sur l'enrichissement d'uranium, poussant les trois pays européens à déclencher le processus de

rétablissement des sanctions de l'ONU.

Les pays occidentaux et Israël, ennemi juré du pouvoir iranien, soupçonnent Téhéran de cher-

cher à se doter de la bombe atomique. L'Iran se défend d'avoir de telles ambitions militaires mais insiste sur son droit au nucléaire à des fins civiles.

Le Monde

Hélène Sallon
12 octobre 2025

Syrie : la ligne modérée du président Al-Charaa à l'épreuve du revanchisme sunnite

Enquête Dans un climat d'impunité persistante depuis la chute de Bachar Al-Assad en décembre 2024, la fragile paix promise par le président de transition, Ahmed Al-Charaa, peine à contenir un désir de revanche tenace, que des groupes djihadistes exploitent pour renforcer leur influence.

Entre la bourgade sunnite de Khattab et le village alaouite d'Arzé, que sépare une étendue de pêcheurs dans la campagne de Hama, plane le spectre de massacres confessionnels perpétrés en représailles aux crimes commis par le régime Al-Assad durant la guerre civile en Syrie. A Khat-tab, l'omerta règne sur l'identité du commando responsable de la mort de huit hommes d'Arzé, le 31 janvier. Le 7 mars, alors que la minorité alaouite, dont le clan Al-Assad était issu, était la cible de massacres sur la côte, une autre offensive sanglante dans le village a fait 24 morts, dont deux femmes.

Personne, à Khattab, ne s'en émeut. « *Nous ne savons pas qui a massacré les habitants d'Arzé, mais eux ont fait du tort à tout le monde* », lâche Abdelbassat Tami, 60 ans, l'un des deux *mokhtars* (« édiles ») de la ville. Ici, les habitants ont payé très cher

leur soutien à [la révolution lancée contre Bachar Al-Assad, en mars 2011](#) : 415 morts, 200 disparus et des milliers de déplacés, victimes des milices prorégime.

Aujourd'hui, l'espoir de justice s'est évanoui : les chefs de milice ont fui, en Irak ou au Liban ; des dizaines d'anciens *chabih*as – les nervis du clan Al-Assad – errent dans la région ; parmi une cinquantaine de suspects arrêtés, seuls cinq sont en prison. Le désir de vengeance est palpable, mais peu l'expriment ouvertement, alors que [le président de transition, Ahmed Al-Charaa](#), a promis de poursuivre les responsables des tueries à Arzé, qualifiées d'actes « *criminels* » et « *illégaux* ».

« *La vengeance est naturelle pour ceux qui ont été opprimés*, estime Mohamed Mohand, dit "Abou Jaber". *En l'absence de mécanisme de justice, nous faisons justice nous-mêmes : ce n'est pas de la barbarie*. » Assis à même le sol dans sa modeste maison, retapée depuis son retour d'Idlib avec ses deux épouses et ses cinq enfants, ce cheikh salafiste de 45 ans parle sans vindicte. L'amnistie générale, décrétée à la libération par les nouvelles autorités, l'avait rendu furieux : « *Mais, selon le droit religieux, ne pas la*

respecter serait de la trahison. Et nous soutenons le gouvernement », assure-t-il.

Accusé par des survivants d'Arzé d'avoir participé aux massacres, Abou Jaber nie toute responsabilité dans la tuerie du 31 janvier – revendiquée par un groupe mystérieux, Ansar Al-Sounna (« les partisans de la Sounna ») –, mais il admet avoir pris part à l'assaut du 7 mars. « *Ce sont les alaouites qui ont commencé : ils ont trahi le serment d'amnistie en tuant des hommes de la sûreté générale sur la côte*, justifie le cheikh, doctorant en religion à l'université d'Idlib et vétéran au sein du groupe radical sunnite Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, "Organisation de libération du Levant", aujourd'hui au pouvoir). *Nous sommes donc allés à Arzé et dans d'autres villages avec la sûreté générale. Notre but n'était pas de nous venger, mais d'éliminer les foudloul* [partisans de l'ancienne dictature]. » A ses yeux, tout adulte de plus de 15 ans ayant soutenu le régime déchu était une cible légitime.

« *Faire justice soi-même était une erreur*, juge Mondher Zhouiri, responsable à Hama de la société agricole Iktifah, liée aux autorités. *Nous avons supporté le régime Al-Assad durant cinquante ans. Il faut*

donner le temps aux nouvelles autorités de traduire les criminels en justice. » Cet ingénieur de 42 ans, qui a combattu au sein de HTC, a perdu 30 de ses proches pendant la guerre. « *Depuis la libération, de nombreuses factions revenues sous la houlette des nouvelles autorités ont commis des exactions, mais il ne s'agit pas d'une stratégie d'Etat : ce sont des actes individuels, et nous en poursuivrons les responsables* », précise le vice-gouverneur de Hama, Hassan Hassan, ancien professeur d'histoire de 37 ans, originaire de Khattab.

Violence diffuse

Si Damas a appelé à la retenue, [les massacres de mars](#), qui ont fait [au moins 1 400 morts](#) au sein de la communauté alaouite, ont entaché l'image de modération que voulait donner le président Al-Charaa. Washington et les capitales occidentales lui ont accordé le bénéfice du doute en attendant l'enquête indépendante qu'il a promise, et dont les conclusions ont été rendues le 22 juillet. Dans cette Syrie d'après-guerre, le revanchisme sunnite et la haine confessionnelle alimentent une violence diffuse.

« *Le radicalisme n'est plus*

l'apanage des marges radicales militantes, jadis incarnées par des organisations comme Al-Qaïda, l'organisation Etat islamique [EI] ou leurs affiliés : il migre vers le centre, en proie à une fièvre populiste, analyse Patrick Haenni, auteur, avec Jérôme Drevon, de Transformed by the People. Hayat Tahrir Al-Sham's Road to Power in Syria ("transformé par le peuple, la route vers le pouvoir de HTC en Syrie", Hurst, 2025, non traduit). La nouvelle radicalité est profondément liée à la question de l'Etat, perçu implicitement par beaucoup comme sunnite – d'où une nouvelle glorification du passé omeyyade. Et cette surchauffe identitaire affecte également les éléments du système sécuritaire, que le leadership ne contrôle pas toujours totalement. »

La même dynamique est à l'œuvre dans les massacres commis à l'encontre de la communauté druze, notamment dans la province de Souweïda, en juillet, qui ont fait près de 2 000 morts, toutes parties confondues, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Des membres de factions armées intégrées aux forces de sécurité, mus par des logiques sectaires, y ont participé, ainsi que des tribus bédouines nourrissant d'anciens griefs contre les druzes. « C'est un radicalisme diffus, sans limite idéologique et organisationnelle claire, qui mobilise autour d'un sens radical de la fierté sunnite », écrivent Patrick Haenni et Jérôme Drevon.

Pour la majorité sunnite – fortement éprouvée par la dictature imposée par le clan alaouite des Al-Assad durant plus d'un demi-siècle, et qui a payé le plus lourd tribut durant la guerre –, l'arrivée d'Ahmed Al-Charaa à la tête de l'Etat est perçue comme une revanche de l'histoire. La reconquête du pouvoir s'est accompagnée de l'exaltation du passé glorieux du califat



ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

omeyyade de Damas (661-750) et de son fondateur, le calife Mouawiya Ibn Abou Soufiane, présenté comme un modèle. Au sein de HTC, cet héritage historique et ses symboles – notamment le drapeau blanc orné de la *chahada*, la profession de foi musulmane, inscrite en noir – ont été mobilisés pour louer l'essor d'un nouveau leadership sunnite face à l'axe pro-iranien.

Abou Mohammed Al-Joulani a repris le nom d'Ahmed Al-Charaa au moment de troquer son identité de chef djihadiste pour celle d'homme d'Etat. Son entourage proche, qui a mené la rupture décisive avec Al-Qaïda en 2016, puis la lutte contre l'EI, a rompu avec l'idéal salafiste d'une société strictement encadrée par la charia. Cette mue idéologique s'est traduite par un discours prônant la modération religieuse et politique, valorisant l'appartenance à une nation syrienne inclusive. Cette approche s'accompagne d'une stratégie conciliatrice avec les membres de l'ancien régime et d'une politique de non-conflit avec les pays voisins – y compris avec Israël, malgré des violations répétées dans le Sud syrien.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » | [Syrie : l'enjeu de la justice](#)

« Ici, c'est la Syrie, pas l'Af-

ghanistan – avec tout le respect que j'ai pour l'Afghanistan. Ahmed Al-Charaa cherche à rallier l'intelligentsia, les élites et les modérés », explique Ahmad Zeidan, conseiller média du nouveau président. Selon lui, ce pari a porté ses fruits : « Les gens lui font confiance, il jouit d'une popularité élevée, avec de récents sondages le plaçant autour de 80 %. » « Depuis notre première rencontre en 2015, Ahmed Al-Charaa n'a pas changé, souligne cet ancien journaliste d'Al-Jazira, qui fut proche d'Oussama Ben Laden, chef d'Al-Qaïda jusqu'en 2011. A l'époque, il se démarquait déjà d'Al-Qaïda, du wahhabisme et du confessionnalisme. Jamais, il n'a menacé l'Occident ou l'Amérique. Et il a éliminé l'EI de la province d'Idlib sans recourir au soutien des Occidentaux. »

« Contrôle total sur les djihadistes étrangers »

Alors qu'il dirigeait le Front Al-Nosra, un groupe djihadiste rattaché à Al-Qaïda et considéré à l'époque comme l'une des principales forces rebelles en Syrie, Abou Mohammed Al-Joulani avait confié à Ahmad Zeidan qu'il ne se dévoilait pas complètement auprès de ses hommes, afin de les guider progressivement vers la modération. Il réussit à [les convaincre de rompre avec Al-Qaïda et le djihad in-](#)

[ternational, en 2016](#), pour se consacrer, au sein de HTC, à la gestion de l'enclave rebelle d'Idlib, envisagée comme une étape vers la construction d'un projet national visant à remplacer le régime d'Al-Assad. Pour cela, HTC imposa son hégémonie aux autres factions rebelles, en 2019, et, l'année suivante, engagea une confrontation directe avec Al-Qaïda, l'EI et leurs affiliés.

Pour Ahmad Zeidan, il est certain qu'aujourd'hui encore ses hommes – y compris les chefs de brigade influents et les anciens du Front Al-Nosra – le suivent dans ce projet pour l'Etat syrien. « Sa vraie force est qu'il leur a apporté la victoire en renversant le régime : une fois cet objectif atteint, ils ont oublié les autres considérations, observe le conseiller. C'est une question de pouvoir : que veulent-ils d'autre ? »

Des compagnons de longue date se sont transformés en fervents ambassadeurs de la ligne modérée d'Ahmed Al-Charaa. Parmi les djihadistes étrangers, le plus visible est le cheikh saoudien Mohamed Al-Muhaysini, qui fait l'étalage de ses largesses en soutien à la reconstruction de la Syrie et commente régulièrement la vie politique sur les réseaux sociaux. Cette loyauté est partagée par une majorité des 5 000 combattants étrangers



« Une patrie, une responsabilité partagée », affiché sur une place de la ville d'Idlib, en Syrie, le 4 septembre 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

présents sur le sol syrien. « Le vieux radicalisme des combattants étrangers issus des organisations djihadistes originelles s'étiole », observe Patrick Haenni.

Les 3 000 combattants du Parti islamique du Turkestan, ainsi que la plupart des autres vétérans étrangers, ont coupé les ponts avec le djihad global. Installés en Syrie, souvent mariés avec des Syriennes, ils se sont reconvertis dans les institutions militaires ou le commerce. Leur fidélité a été récompensée par une promesse de naturalisation, qui tarde à se concrétiser en raison des réticences de Washington. « Ahmed Al-Charaa exerce un contrôle total sur les djihadistes étrangers. Leur maintien en Syrie est la meilleure solution, car les pays d'origine peuvent s'appuyer sur lui pour les contrôler plutôt que de risquer leur dispersion », plaide Ahmad Zeidan.

Seule une minorité résiduelle de radicaux persiste. Ceux qui sont allés porter le glaive contre les alaouites et les druzes risquent des poursuites. « Même parmi les opposants à la ligne modérée d'Al-Charaa, beaucoup se désintéressent de la question de l'Etat, précise Patrick

Haenni. Ils se concentrent sur les modes de vie, savent que Damas restera cosmopolite et diverse, ils valorisent Idlib, vue comme leur «Halalistan», où ils vivent en repli communautaire. »

Le cheikh salafiste Abou Malek Al-Talli n'a aucune difficulté à incarner la ligne de modération d'Ahed Al-Charaa, tant qu'il peut pratiquer la prédication (daawa) sur sa terre natale. Après quatorze ans d'exil, il a retrouvé Al-Tall, sa ville sunnite conservatrice, située au nord de Damas, derrière le mont Qassioun, avec ses deux épouses et ses dix enfants. Il avait fait allégeance à Abou Mohammed Al-Joulani quelques mois après avoir été libéré de la prison de Saydnaya, avec d'autres islamistes, par Bachar Al-Assad. Il a combattu dans la Ghouta orientale et sur les hauteurs du Qalamoun avant de prendre des responsabilités plus politiques. Il fut médiateur dans la libération des nonnes de Maaloula, au nord de Damas, en mars 2014, puis actif au sein du gouvernement de salut d'Idlib, mis en place par HTC.

Partisan, à l'époque, de la rupture avec Al-Qaida, il défend aujourd'hui la politique

d'Al-Charaa de non-conflit avec les pays voisins et étrangers, « tout en suivant les principes d'Ahl As-Sounna [fondés sur les pratiques et enseignements du prophète Mahomet] ». L'homme, qui dit prodiguer ses conseils au président, se permet une critique sur la façon qu'a celui-ci de gérer le pouvoir : « Il nomme des gens pas qualifiés : le travers des djihadistes est de centraliser le contrôle entre les mains d'une seule personne, ce qui ne fonctionne pas pour la gestion d'un Etat. » En revanche, il soutient sans réserve sa ligne religieuse : « Nous ne devons pas combattre les autres sectes, c'est un ordre de Dieu. Notre lutte ne doit viser que ceux qui menacent notre honneur et notre religion. »

Les cheikhs « au double visage »

Ces cheikhs « au double visage » exaspèrent le cheikh salafiste Abdelrazaq Al-Mahdi. « Ils perçoivent de nombreux avantages parce qu'ils parlent bien du gouvernement », critique le théologien de 64 ans, qui se présente comme « une voix qui dérange ». Il a pris ses distances avec HTC, en 2019, lorsque celui-ci a imposé son contrôle à Idlib

au détriment des autres factions révolutionnaires : « J'ai dénoncé des cas de torture dans les prisons de HTC. Certaines personnes y sont encore détenues pour leurs opinions. En revanche, Ahmed Al-Charaa se montre très conciliant envers les chabihis et les criminels, auxquels il accorde des amnisties. » Il accuse l'Etat de négliger les combattants qui ont sacrifié leur vie pour la loi islamique et subi de lourdes pertes. Des djihadistes déçus le contactent encore : « Certains, peu nombreux mais influents, n'acceptent pas la ligne de modération des autorités et prônent une voie radicale. D'autres dénoncent la corruption et la reproduction des anciennes méthodes de HTC, telles que les mauvais traitements dans les prisons. » Révulsé par la consommation d'alcool en public et par le fait que des hommes et des femmes se fréquentent hors mariage, le cheikh Al-Mahdi réclame l'application stricte de la charia. Originaire de Zama, au nord-est de Damas, il a déposé une demande pour y ouvrir un institut d'enseignement, bien que le champ religieux, dans la capitale syrienne, ait été laissé par les autorités aux traditionalistes modérés. Sur les 500 mosquées de Damas, environ 30 sont dirigées par un imam salafiste. Le nouveau pouvoir veille à ce que les groupes de prédication ne viennent plus faire de grabuge dans les quartiers, notamment chrétiens.

Le courant traditionaliste a aussi été maintenu à la tête des grandes institutions religieuses de Syrie. La direction de Dar Al-Ifta, le conseil de la fatwa, a été confiée au cheikh Oussama Al-Rifai, également nommé grand mufti de Syrie. Ce théologien de 81 ans, rattaché à l'école traditionnelle acharite, est connu pour son engagement révolutionnaire. Il a aussi été une voix critique de HTC. Le conseil qu'il préside comprend, à parts égales,

des traditionalistes et des salafistes.

A ses côtés officie le cheikh Abd Al-Rahim Atoun, référence religieuse au sein de HTC et aujourd'hui conseiller religieux du président. « *Lui et Mazhar Al-Wais, le ministre de la justice, sont les artisans de la ligne modérée depuis la création du Front Al-Nosra. Ils bénéficient de la confiance des combattants* », loue Ahmad Zeidan. Le cheikh Atoun est perçu comme un homme de synthèse, conciliant les différents courants de pensée. Un effort facilité par les frontières de plus en plus poreuses entre partisans du traditionalisme et d'un salafisme plus modéré en Syrie que dans d'autres pays.

La première fatwa de Dar Al-Ifta a condamné les actes de vengeance perpétrés contre les minorités. « *Je ne vois pas de grandes dissensions au sein de Dar Al-Ifta : les débats existent, mais la prise de décision, en général, est fluide* », note Abdelfattah Al-Bezem, le mufti de Damas. Ce théologien âgé de 80 ans a été reconduit à ce poste qu'il occupait depuis trente-trois ans, ainsi qu'à la direction de Fatah Al-Islam, institution phare de l'islam damascène. « *Certains ont quitté l'institution, car ils soutenaient l'ancien régime, et le conseil d'administration a accueilli de nouvelles personnalités, mais il n'y a pas eu de changement notable* », assure son directeur.

Ce constat n'est pas partagé par tous. « *La stratégie consiste à ne pas changer la direction, mais tous ceux qui sont derrière, en imposant des salafistes durs qui viennent d'Idlib* », estime Feda Al-Madhjoub, un cheikh sunnite de Lattaquié. Ancien doyen de la faculté de charia d'Alep durant la révolution, qu'il a soutenue, cet homme de 57 ans décèle « *un conflit entre ce qui est décrété au sommet de l'Etat et les pratiques sur le terrain. La ques-*

tion est de savoir qui l'emportera ».

Il a été témoin de tentatives, par des cheikhs salafistes, syriens mais aussi égyptiens et saoudiens, de prendre le contrôle, par la force, de mosquées à Lattaquié après la libération : « *L'administration religieuse les a stoppés, car la communauté reste attachée à l'islam traditionnel. Ils se sont alors repliés sur la prédication, et l'Etat laisse faire.* » Ahmad Zeidan défend cette stratégie : « *La Syrie n'est pas une terre de salafisme, mais il y existe des poches qui tentent de se développer. Les réprimer provoquerait une explosion de violence ; si vous les laissez tranquilles et que la société les rejette, ils changeront.* »

A Alep, où la présence salafiste est plus marquée, la communauté soufie est dans l'expectative. Les habituelles processions célébrant la naissance du prophète, prévues le 4 septembre, ont été annulées « *non par ordre officiel, mais du fait des inquiétudes sur les changements en cours* », confie un membre d'une institution locale. Les salafistes considèrent, en effet, cette commémoration comme une hérésie.

Une jeunesse sunnite assoiffée de vengeance

Les mosquées, qui connaissent une forte affluence depuis la fin de la répression du régime Al-Assad, se transforment parfois en lieu de confrontation. En août, dans la ville conservatrice de Hama, un incident a éclaté dans la grande mosquée Mohamed Al-Hamed. « *Mon frère a prononcé un sermon mal interprété par l'assistance : il avait expliqué que la charia interdit la vengeance, mais certains ont cru qu'il rejetait le principe de justice et se sont énervés* », relativise le cheikh Abd Al-Moez Al-Hamed, revenu à Hama à 74 ans, après quarante-quatre années d'un exil précipité par la répression

sanglante menée par le [président Hafez Al-Assad](#) (1971-2000), qui fit au moins 40 000 morts dans la ville, au début des années 1980.

Un témoin offre une lecture différente : « *Certains habitants ont une mentalité proche de l'EI, qui résulte des crimes de l'ancien régime. Heureusement, ils ne sont pas nombreux.* » Les discours radicaux gagnent néanmoins du terrain auprès d'une jeunesse sunnite assoiffée de vengeance et qui s'approprie les symboles de la culture djihadiste, comme les bandeaux religieux. De nouveaux groupes émergent, capitalisant sur le suprématisme sunnite, la haine des minorités et l'imposition de la charia, en menant des attaques à caractère confessionnel dans le but de recruter.

C'est le cas d'Ansar Al-Sounna, qui a revendiqué [l'attentat du 22 juin contre l'église grecque orthodoxe Mar Elias, en banlieue de Damas, causant 25 morts](#). Ce groupe, dont l'emblème est un drapeau blanc frappé du verset « *Combattez les idolâtres* », s'était déjà attribué plusieurs attaques visant la minorité alaouite. Une source interne a affirmé au chercheur Ayman Al-Tamimi, dans un entretien daté du 24 juin, que sa création, par d'anciens membres de HTC et par le groupe qaidiste Hourras Al-Din après la chute du régime Al-Assad, répondait à « *la haine [des nouvelles autorités] envers la loi islamique* ».

« *Ansar Al-Sounna est plus visible sur les réseaux sociaux que sur le terrain. Son idéologie et son mode opératoire suggèrent une proximité avec l'EI* », explique le colonel Mohamed Abdelghani, chargé de la sécurité de la province d'Alep. Désorganisé face aux assauts menés par les nouvelles autorités syriennes, par les forces kurdes dans le Nord-Est syrien et par la coalition internationale, l'EI joue sa survie. Après la chute de

Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, une partie de ses quelque 1 000 combattants ont profité du vide sécuritaire pour se disperser à Damas et dans d'autres grandes villes. Leurs attaques se concentrent dans les zones sous administration kurde, mais plusieurs tentatives d'attentat ont été déjouées à Damas, à Alep et dans le nord de la Syrie, notamment grâce à une meilleure coordination avec Washington.

Selon les experts, le commandement syrien de l'EI est largement infiltré par le MIT (les renseignements turcs) et par HTC. « *L'EI reste une menace, mais la seule force qui peut les gérer, c'est notre gouvernement. Nous connaissons tous les détails les concernant et comment les convaincre* », affirme Ahmad Zeidan, conseiller d'Ahmed Al-Charaa, alors que Damas souhaite reprendre la gestion de ce dossier aux Kurdes. Les djihadistes de l'EI auraient fait de l'élimination du nouveau président syrien une priorité. Pour le ministère de l'intérieur, l'EI est sans aucun doute derrière l'attentat contre l'église Mar Elias, compte tenu de sa complexité et des réseaux logistiques découverts.

« *Ansar Al-Sounna ne dispose pas de réseau logistique propre, et tout mène à des éléments de l'EI dans le désert de la Badiya, abonde un expert, qui a requis l'anonymat. C'est une façade qui permet à l'EI de reprendre des forces sous une autre bannière, afin d'attirer les déçus de ses propres rangs et de HTC.* » « *Ces individus sont dispersés dans la société, sans lien entre eux, agissant plus par quête du pouvoir que par idéologie*, estime le cheikh Feda Al-Madhjoub, de Lattaquié, qui pense que ce phénomène va se développer. *On les reconnaît aux propos radicaux qu'ils tiennent dans leurs zones de confort : les mosquées, les rassemblements de jeunes, les réseaux sociaux.* »

Syrie : accord de principe pour intégrer les forces kurdes à l'armée

Nous sommes parvenus à un accord de principe sur le mécanisme d'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des forces de sécurité intérieure (kurdes) au sein des ministères de la Défense et de l'Intérieur», a déclaré le chef des Kurdes de Syrie à l'AFP.

Le chef des Kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, a annoncé à l'AFP être parvenu à un «accord de principe» avec le pouvoir central à Damas sur l'intégration de ses troupes au sein des forces de sécurité syriennes. Abdi, qui commande les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), a révélé que deux délégations des forces kurdes, militaires et sécuritaires, se trouvaient actuellement à Damas pour discuter de leur intégration.

Le chef kurde avait rencontré la semaine dernière à Damas le président par intérim Ahmad al-Chareh pour tenter de lever les obstacles entravant l'application d'un accord en ce sens conclu en mars. «Ce qui est nouveau dans nos dernières discussions à Damas est la détermination commune et la forte volonté de hâter la mise en œuvre des clauses» de l'accord,

a déclaré Mazloum Abdi, lors d'une interview tard dimanche soir dans une base militaire de la ville de Hassaké (nord-est). «Le plus important est que nous sommes parvenus à un accord de principe sur le mécanisme d'intégration des FDS et des forces de sécurité intérieure (kurdes) au sein des ministères de la Défense et de l'Intérieur», a-t-il ajouté.

Les Kurdes, importante minorité ethnique qui contrôle de vastes étendues du nord-est syrien riches en pétrole et en blé, avaient conclu le 10 mars un accord pour intégrer dans un délai d'un an leurs institutions civiles et militaires au sein du pouvoir central. Ils affirment que les FDS et les forces de sécurité relevant de l'administration autonome kurde comptent quelque 100.000 membres, hommes et femmes. Soutenues par les États-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste État islamique, défait en Syrie en 2019.

«Nous réclamons un système décentralisé en Syrie»

Après avoir renversé Bachar al-Assad et pris le pouvoir en décembre 2024, Chareh avait annoncé la

dissolution de tous les groupes armés et leur intégration à l'État. Abdi a expliqué que «les FDS seront restructurées lors de leur intégration dans la structure du ministère de la Défense», au sein d'unités militaires, et auront un «nouveau nom».

Il a cependant reconnu qu'il existait toujours d'importantes divergences avec Damas. «Nous réclamons un système décentralisé en Syrie, ce qui n'est pas encore accepté, et nous ne sommes pas d'accord à ce sujet», a-t-il dit. «Nous continuons à discuter pour trouver une formule (...) acceptable pour tous».

Le chef kurde a souligné que les deux parties étaient cependant sur la même ligne concernant les points importants, et notamment «l'unité du territoire de la Syrie» et «la lutte contre le terrorisme». «Nous sommes tous d'accord pour que la Syrie ne revienne plus à l'ère des guerres, et que la sécurité et la stabilité règnent», a-t-il assuré.

Il a indiqué avoir demandé lors de sa dernière rencontre avec Chareh «la modification (...) de certaines clauses de la Déclaration constitutionnelle», proclamée en mars, notamment «garantir les droits

du peuple kurde». «La réaction était favorable et nous espérons que cela se fera dans un proche avenir», a-t-il encore dit. Mazloum Abdi a remercié les États-Unis et la France pour avoir facilité les négociations avec Damas. Interrogé sur le rôle de la Turquie, hostile aux FDS, il a estimé que «tout succès des négociations dépendra certainement du rôle de la Turquie», exprimant l'espoir qu'elle adoptera une attitude favorable.

«Leurs revenus doivent être répartis équitablement»

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait exhorté mercredi les Kurdes de Syrie à «achever leur intégration» au sein des institutions syriennes.

Interrogé au sujet du pétrole, Mazloum Abdi a indiqué qu'il n'avait pas encore évoqué cette question avec Damas mais qu'il l'aborderait «lors des prochaines réunions». «Le pétrole et les autres ressources souterraines dans le nord-est de la Syrie appartiennent à tous les Syriens, et leurs revenus doivent être répartis équitablement entre toutes les provinces syriennes», a-t-il dit.

L'Iran juge l'appel à la paix de Trump «en contradiction» avec les agissements des États-Unis

Le ministère des Affaires étrangères considère que la volonté de paix et de dialogue exprimée par le président américain est en contradiction avec le comportement hostile et criminel des États-Unis à l'égard du peuple iranien», a fait savoir le

L'appel à la paix lancé lundi à l'Iran par le président américain **Donald Trump** est «en contradiction» avec les agissements des **États-Unis** qui ont soutenu les bombardements par Israël de sites nucléaires, a réagi mardi le ministère iranien des Affaires étrangères. Lors d'un discours lundi au Parlement is-

raélien, Trump a déclaré que les États-Unis étaient «prêts» à faire la paix avec l'Iran, estimant que ce serait «formidable», quelques mois après son soutien aux bombardements israéliens de sites nucléaires iraniens lors d'une guerre en juin.

«Contradiction»

«Le ministère des Affaires étrangères considère que la volonté de paix et de dialogue exprimée par le président américain est en contradiction avec le comportement hostile et criminel des États-Unis à l'égard du peuple iranien», a fait savoir le ministère iranien dans un

communiqué. Lundi, Trump a assuré que «*ni les États-Unis ni Israël ne nourrissent d'hostilité envers le peuple iranien. Nous voulons simplement vivre en paix.*». «*Même pour l'Iran, la main de l'amitié et de la coopération est tendue*», a-t-il assuré.

Israël avait lancé le 13 juin une campagne de bombardements sans précédent contre l'Iran, tuant de haut gradés et des scientifiques liés au programme nucléaire iranien ainsi que des centaines de civils. L'Iran a riposté avec des missiles et des drones lancés contre Israël. La guerre a duré 12 jours. Sur ordre de Donald Trump, les forces

américaines avaient bombardé le 22 juin trois importants centres nucléaires dans le centre de l'Iran.

«Comment peut-on agresser les zones résidentielles et les installations nucléaires d'un pays en pleine négociation politique, tuer plus d'un millier de personnes, dont des femmes et des enfants innocents, et ensuite revendiquer la paix et l'amitié ?», a enfin lancé mardi la diplomatie iranienne. La guerre de juin avait mis fin à une série de pourparlers indirects menés depuis avril entre les États-Unis et l'Iran sur le programme nucléaire iranien.

«Une attaque inacceptable et ignoble» : en Turquie, un journaliste meurt après son agression

Ses agresseurs ont été arrêtés dimanche, a annoncé la police d'Istanbul. Hakan Tosun était connu pour ses reportages et documentaires sur des luttes pour la protection de l'environnement et la gentrification des quartiers.

Un journaliste turc est décédé lundi soir après avoir été agressé par deux personnes à **Istanbul**, ont rapporté les médias turcs, suscitant la réac-

tion de l'opposition et des associations de journalistes en Turquie qui dénoncent «une mort suspecte». Hakan Tosun, 50 ans, a été retrouvé inconscient après avoir été agressé samedi par deux personnes alors qu'il marchait dans la rue, selon les images de vidéo surveillance diffusées par les médias turcs.

Ses agresseurs ont été arrêtés dimanche, a annoncé la police d'Istanbul. Hakan Tosun

était connu pour ses reportages et documentaires sur des luttes pour la protection de l'environnement et la gentrification des quartiers.

«Hakan Tosun était un journaliste en quête de vérité»

«Cette attaque inacceptable et ignoble n'a pas seulement visé un journaliste, mais aussi la vérité, la liberté de la presse et le droit à l'information», a dénoncé Burhanettin Bulut, vice-président du CHP, principal parti de l'opposition. «Ha-

kan Tosun était un journaliste en quête de vérité et défenseur de la nature et de la vie. Élucider tous les aspects de cette mort suspecte est une exigence de la liberté de la presse et du respect du droit à la vie», a de son côté réagi sur X le parti **prokurde** DEM. L'association des journalistes progressistes a dénoncé «les attaques contre les journalistes devenues monnaie courante» en Turquie et a appelé à «faire la lumière sur ces attaques».

The New York Times Oct. 15, 2025

Putin Welcomes the New Syrian Leader While Still Harboring the Old One

The meeting in Moscow between President Vladimir V. Putin of Russia and President Ahmed al-Shara of Syria showcased the adaptability of two leaders once at odds.

President Vladimir V. Putin of Russia welcomed President Ahmed al-Shara of Syria for talks at the Kremlin on Wednesday, a remarkable scene in a country that is harboring the new Syrian leader's toppled predecessor and enemy, Bashar al-Assad.

The meeting demonstrated a clear desire by both the Russian and Syrian leaders to open a new chapter in relations between Moscow and Damascus. During Syria's 13-year civil war, Mr. Putin backed Mr. al-Assad but ultimately failed to prop him up [when Mr. al-Shara's rebel forces stormed Damascus](#) in December.

For Mr. al-Shara, a former Qaeda operative who for years [led his rebel forces under brutal Russian airstrikes](#) in Syria, the meeting marked a clear victory. Despite having backed Mr. al-Assad in the war, Mr. Putin welcomed Mr. al-Shara in a gilded Kremlin hall, a calculated gesture as Moscow looks to retain



President Ahmed al-Shara of Syria and President Vladimir V. Putin of Russia in Moscow on Tuesday. Bashar al-Assad, the Syrian former dictator whom Mr. al-Shara overthrew, has taken refuge in Russia. Pool photo by Alexander Zemlianichenko

its longstanding military bases in Syria.

The summit also demonstrated Mr. Putin's agility as a geopolitical tactician and his willingness to shift messaging drastically to suit Russia's interests. Mr. Putin, like American leaders, for years denounced Mr. al-Shara's rebel faction as a terrorist group. But in opening remarks on Wednesday, Mr.

Putin elided that history and underscored decades of friendly relations between Moscow and Damascus, dating back to 1944.

"During this time, relations between Syria and Russia have always been exclusively friendly," Mr. Putin said. "We in Russia have never had any relations with Syria that were tied to

our political circumstances or special interests. Throughout these decades, we have always been guided by one thing: the interests of the Syrian people."

Mr. al-Shara thanked the Russian leader for welcoming him to Moscow and expressed an openness to reboot relations between their nations.



oct 15, 2025

KDP President Barzani urges unity among Kurds in Syria, in meeting with ENKS leadership

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani on Wednesday received a delegation from the Kurdish National Council (ENKS/KNC) in northeast Syria (Rojava), discussing a series of pressing issues, including the need for maintaining Kurdish unity amid tensions between Damascus and Rojava authorities.

«Opinions were exchanged about the region's political situation and latest developments in Syria,» read a statement by Barzani Headquarters.

In the meeting, President Barzani stressed the need for Kurdish unity, and urged the ENKS, which is a coalition of opposition parties, to strengthen «the bases of social peace and co-existence with Arabs and other components in Syria.»

ENKS has close ties with the KDP.

Barzani has repeatedly called on Syrian Kurds to join forces to defend their rights and put aside their differences, through several meetings he held with the opposition ENKS and ruling Syrian Democratic Forces (SDF) - the US-backed force which is the de facto army of the Kurdish-held Rojava.



KDP President Masoud Barzani (C) in a meeting with the leadership of the the Kurdish National Council (ENKS/KNC) in Erbil on Wednesday, October 15, 2025. Photo: Barzani HQ

On March 10, SDF chief Mazloun Abdi and Syrian Interim President Ahmad al-Sharaa signed a landmark deal aiming to integrate «all civil and military institutions» in Rojava - including the SDF - under the command of the Syrian state, and to enforce a «ceasefire across all Syrian territory.»

While the US-backed accord has been partially implemented, a key sticking point lies in differing interpretations of the term «integration.» The Kurdish-led forces seek to join the Syrian military as a unified bloc, while Damascus has insisted on individually absorbing and assimilating

Kurdish fighters into the national army.

Earlier this month, Abdi led a high-profile delegation to hold talks with Sharaa in Damascus. The talks followed deadly clashes that erupted in Kurdish areas of Aleppo between the Kurdish-led Internal Security Forces (Asayish) - an affiliate of the SDF - and armed militants reportedly linked to Damascus.

Najeeb Ghabban, an advisor to Syrian Foreign Minister Asaad al-Shaibani told Rudaw earlier this week in an interview that Damascus is open to the Kurdish push for decentralization, an initiative

made by the ENKS.

«From what I understand, the Kurdish side wants the highest possible level of decentralization - potentially federalism. That idea was initially proposed by the Kurdish National Council, which was our ally during our opposition [to the Assad regime]. Decentralization covers a broad spectrum, from limited powers to full confederation,» Ghabban said.

In early February, the ENKS announced its withdrawal from a coalition of Syrian revolutionary forces, saying the revolution was «over,» following the ouster of Bashar al-Assad in December.



oct 15, 2025

Kirkuk voters voice frustration, skepticism ahead of Iraqi elections

ERBIL, Kurdistan Region - Many residents of disputed Kirkuk say they have lost faith in Iraq's political class ahead of the November parliamentary elections, voicing frustration over corruption, neglect, and unfulfilled promises in a province where ethnic divisions and land disputes continue to shape politics.

As part of Rudaw's election coverage, the network's program *Who is Stronger* (Ke Baheza in Kurdish) captures spontaneous reactions and reflections from potential voters across Iraq. In an area near the historic Kirkuk Citadel, north of the city, Rudaw spoke to dozens of residents to hear their thoughts on the elections, nearly two weeks into the start of campaigning for the vote.

"None of them owns up to their provinces, none of them is doing it for a Kurdish cause. All of it is for their pockets," an elderly Kurdish man told Rudaw's Hevidar Ahmed, while playing dominoes with his friends.

"I am very upset... with all of them [political parties]," he added, expressing his disappointment with the parties' record of service in the province.

The federal elections are seen as particularly significant for Kirkuk, with the potential to shift the balance of power between Kurdish, Arab, and Turkmen factions vying for control of the multi-ethnic, oil-rich province. Campaigning often centers on communal rhetoric rather than policy platforms. The outcome could



The Peshmerga statue in Kirkuk. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

shape the long-stalled implementation of Article 140 of the Iraqi constitution, which outlines a process for normalization and a referendum to determine whether Kirkuk will join the Kurdistan Region or remain under Baghdad's administration.

Political deadlock has long paralyzed the province's governance, with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Kurdistan Democratic Party (KDP), and Arab and Turkmen parties divided over the governorship and key administrative posts.

"Everyone wants money. If they pay, we will vote; if they do not pay, we will not vote," said another person.

In a recent interview with Rudaw, former Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi warned that the upcoming

elections would be heavily influenced by the misuse of state resources and vote-buying, suggesting that financial power, rather than popularity, would determine outcomes.

"Not just for money - I will not sell my Kurdishness for the whole world," a young man contested. "How can one sell his language [identity]?"

"I will vote for whoever is just for the Kurdish people," a middle-aged man said, but he noted that "so far, nothing has been done for Kirkuk city."

Political impasse has left Kirkuk's provincial council unable to convene regularly, and administrative vacancies have hindered public services, leaving many neighborhoods in limbo.

"I want the Kurdish people to hold their heads high... they

[the PUK and KDP] are strong," said another man. "To everyone, gather your votes. Do not waste your votes - you will be guilty on the day of judgment."

After months of wrangling, the PUK assumed the governor's post in August 2024 after a disputed vote in Baghdad, where a coalition of PUK, Arab, and Christian council members appointed Rebwar Taha on the party's ticket. The session was boycotted by the KDP and the Turkmen Front, who deemed it illegal, though the Iraqi Presidency later confirmed the appointment. His predecessor, Rakan al-Jabouri, had served as acting governor from 2017, after the Iraqi federal government retook Kirkuk from Kurdish forces, until his disqualification from the upcoming elections over corruption-related lawsuits.

"The PUK is stronger in Kirkuk - we will get 60 seats!" a tea seller shouted, prompting cheers from his customers, who sat beneath PUK posters.

"We will not vote for Arabs at all, that is out of the question," said an elderly customer, explaining that many voters have fixed loyalties that remain unchanged regardless of party performance.

"You want the truth? Mr. Rebarwar [Taha, governor of Kirkuk] has done service for us. By God, he is a top-grade governor," another man responded.

"What has the PUK done?"

the elderly man countered.

"What has the KDP done [for us]?" the other man responded.

Disputed lands in Kirkuk

The village of Palkana in Kirkuk's Sargaran subdistrict has been a flashpoint for recurring land disputes between Kurdish farmers and Arab settlers, particularly since Iraqi federal forces retook the province in 2017. The tensions trace back to the Baath regime's Arabization policies of the 1970s, which transferred ownership of Kurdish and Turkmen lands to Arab settlers.

"I swear to God, they [the

Iraqi army] do not take our side," an Arab resident of Palkana told Rudaw. "If a Kurd comes to me with proof that the land is his, I will hand it over and leave immediately. But he does not have anything [proof of ownership]."

Iraq's land restitution law, passed in February, aims to reverse Baath-era seizures of over 300,000 dunams from Kurdish and Turkmen owners in Kirkuk and other disputed areas. However, its implementation has stalled as the Council of Ministers has yet to issue the required regulations. As a result, Kurdish farmers continue to face obstruction, lawsuits, and arrests by the Iraqi army.

"Whoever has weapons is the one who is powerful," a Kurdish man said, overlooking fields they claim ownership to.

Another agreed, saying Arabs and the Iraqi army hold power in the area. "But we can win through elections, and we will prove that we are stronger."

The group of Kurdish men said the Iraqi army recently warned them not to work on their farmland.

"Our allegiances are to political parties, not our nationality," another man said. "If Kurds are united, no one can defeat us, only God [can]."

LE FIGARO

15 octobre 2025

Iran: exécution de trois hommes pour vols à main armée

L'Iran a procédé mercredi à l'exécution de trois hommes, condamnés pour des vols à main armée, perpétrés notamment dans la capitale Téhéran, a indiqué l'organe de presse du pouvoir judiciaire.

L'Iran applique la peine capitale pour plusieurs

crimes et procède au plus grand nombre d'exécutions après la Chine, selon des organisations de défense des droits humains comme [Amnesty International](#). «*La peine de mort contre trois braqueurs ayant commis des vols à main armée à Téhéran et dans d'autres villes du pays a*

été appliquée mercredi matin», a rapporté Mizan Online.

Le pouvoir judiciaire a expliqué qu'ils ont été condamnés pour moharebeh («*guerre contre Dieu*» en persan), indiquant que les trois hommes avaient commis 14 vols en avril 2024. Les condamnés

ont été pendus, a précisé l'agence de la justice du pays.

Début octobre, le pouvoir judiciaire avait annoncé l'exécution de six membres d'un groupe reconnu coupable d'[attaques «terroristes»](#) dans la province du Khouzestan dans le sud du pays.

The New York Times

Nicole Tung
Oct. 15, 2025

Syria's New Leaders Are Talking to Russia, a Former Enemy

President Ahmed al-Shara is making his first trip to Moscow, which backed the regime his rebels overthrew. Both sides have reasons to put the past aside.

Russian military vehicles near Hmeimim, Syria, in August. Moscow still has an air base in the area, despite the overthrow last year of its ally Bashar al-Assad.

New York Times reporters spent weeks in Syria visiting former Russian bases and reporting from Hmeimim, Tartus and Damascus.



Russian military vehicles near Hmeimim, Syria, in August. Moscow still has an air base in the area, despite the overthrow last year of its ally Bashar al-Assad.

The shops in the Syrian town of Hmeimim — hair salons, kebab stalls, a mechanic's garage — have signs in Russian. But most of them were shuttered on a recent morning.

Soldiers from the nearby Russian air base don't visit anymore, a cafe owner said.

Ten months after the fall of its ally, the authoritarian president Bashar al-Assad, Russia's influence is barely visible in Syria. Most of its troops are gone, and the bases and investment projects built up during its decade-long intervention are largely abandoned.

The new president,

Ahmed al-Shara, who led the Islamist rebel force that overthrew the Assad regime and upturned Russia's interests in the region, allowed Moscow to maintain a small footprint in Syria rather than chasing it out completely.

On Wednesday, he was [making his first visit to Moscow](#) as president to meet with President Vladimir V. Putin, his former nemesis.

"With al-Shara, we are clearly seeing pragmatism over ideology," said Asli Aydintasbas, a senior fellow at the Brookings Institution in Washington. "There is no reason for al-Shara to make another enemy, as he is trying to survive in this geographic region."

For many Syrians, including the former rebels who now run the country and one-time refugees back home after many years, there is no love lost for Russia. It propped up Mr. al-Assad's brutal dictatorship for decades and entered the 13-year civil war directly, [unleashing deadly bombing raids](#) on Syrian towns and villages.

In previous contacts with Russian officials, Syria's Islamist leaders have asked that Mr. al-Assad, who has taken refuge in Moscow, be extradited for a war crimes trial and that Russia pay war reparations.

But Syria, under pressure from neighbors and larger powers, [faces many security and econ-](#)

[omic challenges](#) that could motivate Mr. al-Shara to seek compromises. His priorities are to negotiate [an end to international sanctions](#) and ease the nation's crippling poverty, while preventing outside interference as he consolidates power and secures Syria's borders.

Russia has made clear that it wants to maintain its air bases in Syria — the one at Hmeimim and a smaller one in the northeastern city of Qamishli — and to continue to use the port of Tartus on the Mediterranean coast, analysts said.

Together, they provide Russia with its only stop-over points in the eastern

Mediterranean for planes and ships traveling to and from Africa.

Unloading cement at Tartus, Syria. The port and two air bases in the country provide Russia with its only stopover points for planes and ships traveling to and from Africa.

Refitting a cargo ship at Tartus. According to analysts, Russia has made it clear that it wants to continue to use the port on the Mediterranean coast.

Officials at the Syrian Foreign Ministry declined requests for comment on the government's plans for its relations with Russia. But political analysts and politicians in Syria said that Moscow was in no position to make demands.

"The reality is Russia continues to remain in Syria with a big, purple black eye," said Ms. Aydinbas, the Brookings Institution fellow.

Russian personnel have to give prior notice of their movements to the Internal Security Service of Syria and are only allowed to travel under escort, according to Syrian security officers guarding checkpoints near Hmeimim and Tartus.

Russia once controlled the naval base at Tartus, but now it can only use a single berth when the Syrians allow it, said Abed

al-Thalji, an independent Syrian analyst based in Europe. A Russian submarine that had docked at Tartus now stays in Algeria and Libya, he said. And military vessels that escort Russian shipments to Syria anchor off Egypt, added Mr. al-Thalji, who tracks maritime traffic.

After canceling Russia's contract to manage the Tartus port, the Syrian government this summer signed a deal with Dubai Ports World, which agreed to invest \$800 million in the facility, Ahmed Khalil, who has been the port's general manager since December, said in an interview.

Business at the port has started to take off since President Trump [lifted most of the U.S. sanctions](#), Mr. Khalil said.

"All the quays are busy and we have ships waiting to come inside," he said. There were signs of ongoing Russian trade with Syria. Rolls of Russian steel were among the goods stacked at quays that New York Times reporters saw during a visit in August.

Unloading steel from Russia at the port in Tartus.

Dockworkers in Tartus taking a break.

Russia has also provided Syria with much-needed oil and grain at near-giveaway prices, according to several analysts.

Syria needs Russia on its side at the U.N. Security Council for important security and political matters. For one, Mr. al-Shara and his interior minister are still on a U.N. sanctions list targeting members of Al Qaeda and the Islamic State, Mr. al-Thalji said. Another is enforcement of the Disengagement Treaty, which created a buffer zone along the Golan Heights and which [Israel has breached](#) by occupying Syrian territory since December.

Since Mr. al-Assad's ouster, Israel has [repeatedly bombed Syrian military facilities](#), concerned that the old regime's weapons could fall into the hands of parties that are hostile to it. Israel is also suspicious of the country's new Islamist leaders and has carried out airstrikes on the Defense Ministry building in central Damascus in July.

Under the Assad regime, Russian forces helped patrol Syria's southern border along the Golan Heights. Diplomats have raised the possibility of Russia's returning to that role to ease tensions between Israel and the new government.

After months of quiet contacts, Russia sent a senior-level delegation headed by Deputy Prime Minister Alexander Novak, Mr. Putin's top energy strategist, to Damascus in September to recalibrate relations.

Refitting the defunct cargo ship in Tartus. There were still signs at the port recently of Russian trade with Syria.

Unloading Russian coal at Tartus. Moscow has also provided Syria with much-needed oil and grain at near-giveaway prices, according to several analysts.

Mr. Novak was welcomed by Maher al-Shara, a brother of the president who speaks Russian and is married to a Russian woman. Maher al-Shara is believed to be responsible for Russian affairs in the office of the presidency. After Mr. Novak's visit, a delegation from the Syrian Defense Ministry visited a Russian air defense training facility.

It is not clear whether any deals are on the table.

But Ms. Aydinbas said that President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, a close ally of the Syrian president, would most likely advise him, based on experience, to balance the risks of upsetting Western partners by drawing closer to Russia against the security and economic gains that could result.

"It's the Erdogan playbook of balancing acts among great powers and opening up possibilities for a small country," she said.

Abdel Latif Rachid, président de l'Irak : « La crise du camp d'Al-Hol est un problème mondial »

Dans une tribune au « Monde », le chef de l'Etat irakien expose les mesures prises par son gouvernement pour rapatrier les ressortissants détenus dans la prison à ciel ouvert située dans le nord-est syrien, réservée aux anciens djihadistes et à leurs familles. Dans le cadre de l'évacuation du camp, il exhorte les autres pays concernés à prendre leurs responsabilités.

Le 26 septembre, l'Irak a convoqué une conférence de haut niveau sur le camp d'Al-Hol, en marge de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations unies [à New York]. Ce n'était pas une formalité, mais un appel clair à assumer une responsabilité partagée et urgente face à l'une des crises humanitaires et sécuritaires les plus graves et les plus négligées aujourd'hui.

Le camp d'Al-Hol, situé dans le nord-est de la Syrie, demeure un environnement fragile et à haut risque. Il abrite 30 000 personnes soupçonnées d'affinités avec l'Etat islamique, dont des femmes et des enfants d'anciens combattants de l'organisation djihadiste, originaires de plus de 60 pays. Le danger que représentent ces milliers d'individus ne saurait être sous-estimé. C'est en même temps un foyer de radicalisation, une catastrophe humanitaire et un rappel vivant de l'incapacité de la communauté internationale à gérer les conséquences de la guerre, du terrorisme et du déplacement forcé.

L'Irak ne le sait que trop bien. Les blessures de l'occupation

brutale de Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] et de sa terreur sont encore vivaces. Entre 2014 et 2017, on estime que 95 000 à 115 000 personnes – civils et combattants – ont été tuées en Irak. Bien que le premier ministre Haïder Al-Abadi ait proclamé la victoire militaire sur Daech en 2017, nous savons que les sociétés post-conflit restent vulnérables à l'extrémisme, tandis que l'Etat s'efforce de combler les lacunes persistantes en matière de services publics et de reconstruire la stabilité.

Menace sécuritaire

L'histoire nous a montré ce qui se passe lorsque des crises comme celle d'Al-Hol ne sont pas résolues. Des camps de personnes déplacées d'après-guerre en Europe aux crises de réfugiés au Rwanda et au Zaïre [aujourd'hui République démocratique du Congo], nous avons vu comment la négligence et l'inaction internationales peuvent transformer un déplacement temporaire en menace sécuritaire permanente. C'est pourquoi l'Irak n'a pas attendu que d'autres agissent.

Nous avons pris des mesures décisives, souvent difficiles, pour rapatrier nos citoyens depuis Al-Hol, selon un processus coordonné intégrant des volets sécuritaires, humanitaires et juridiques. A ce jour, l'Irak a rapatrié 4 915 familles, soit 18 830 individus, d'Al-Hol vers le Centre de l'Espoir, consacré à la prise en charge des personnes rapatriées. Parmi eux, 3 407 familles, soit 12 557 per-

sonnes, ont déjà été réintégrées à leurs communautés d'origine. Nous avons également accueilli 3 206 détenus transférés par les Forces démocratiques syriennes, dans le cadre d'un effort national intensif pour clore ce chapitre douloureux.

Derrière chaque chiffre se cache une personne, une vie bouleversée par le conflit, désormais intégrée à notre effort collectif de réhabilitation et de réintégration. Notre plan national global de rapatriement comprend un accompagnement psychologique, l'éducation, la formation professionnelle et la réconciliation communautaire, coordonnés par quatre groupes techniques spécialisés associant institutions irakiennes et partenaires internationaux. Ce modèle est un cadre reproductible pour d'autres pays confrontés à des défis similaires. De plus, l'Irak soutient les efforts logistiques des pays entreprenant des rapatriements et se tient prêt à fournir une assistance à toute nation confrontée à ce processus complexe.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : la crise d'Al-Hol n'est pas le fardeau de l'Irak, ni de la Syrie, seuls. C'est un problème mondial. Et s'il est mal géré ou ignoré, ses conséquences résonneront bien au-delà de nos frontières. Certains pays ont commencé à rapatrier leurs ressortissants, mais beaucoup hésitent encore, invoquant des obstacles politiques ou juridiques. Pendant ce temps, des enfants grandissent dans des camps insalubres et sans loi, souvent radicalisés en « lionceaux de Daech ». Des femmes restent

piégées. Des extrémistes complotent et recrutent. Des organisations humanitaires crédibles ont également signalé des cas d'abus sexuels impliquant des enfants. Chaque retard est une opportunité perdue et un risque accru.

Empêcher la résurgence du terrorisme

La conférence de haut niveau a constitué un appel pressant à l'action collective. L'Irak est prêt à travailler avec tout partenaire régional ou international. Des acteurs tels que l'Office des Nations unies de lutte contre le terrorisme, ainsi que la majorité des Etats membres présents, ont salué l'initiative irakienne et exprimé leur soutien à des solutions urgentes. Mais la bonne volonté ne suffit pas. Cet élan doit se traduire par des actions plus rapides et plus larges. Ceux qui restent encore en retrait doivent s'avancer et prendre leur place à la table. Notre objectif est clair : fermer Al-Hol et les camps similaires, empêcher la résurgence du terrorisme et offrir espoir et dignité à ceux qui souffrent depuis trop longtemps.

Nous ne nous faisons aucune illusion : la réintégration et la réconciliation ne sont ni simples ni rapides. De nombreuses personnes et communautés concernées continuent de porter des blessures qui nécessitent un accompagnement patient et de long terme. Mais l'Irak connaît le coût de l'inaction et est déterminé à ne pas répéter les erreurs du passé. A ceux qui nous ont épaulés dans la lutte contre Daech, nous demandons au-

jourd'hui de se tenir à nos côtés pour une paix durable. Le rapatriement est une responsabilité partagée. Le monde doit affronter cette

crise non pas avec peur ou indifférence, mais avec détermination et coopération.

La tragédie d'Al-Hol ne doit

pas devenir une tache indélébile sur notre conscience collective. Au contraire, grâce à la solidarité et aux valeurs partagées, elle peut devenir

une histoire d'unité et de rédemption internationales. L'Irak fait sa part. Nous appelons les autres pays concernés à en faire autant.

Le Monde

16 octobre 2025

Otages français en Iran : le Quai d'Orsay dénonce la condamnation « arbitraire » de Cécile Kohler et Jacques Paris

Le ministère des affaires étrangères a réagi jeudi à la condamnation des deux derniers otages français détenus en Iran, à vingt ans et à dix-sept ans de prison, notamment pour espionnage. Les familles des otages alertent sur leur « épuisement ».

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis mai 2022, « ont été arbitrairement condamnés » par la justice iranienne, a dénoncé jeudi 16 octobre le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Pascal Confavreux. « Tous deux ont été arbitrairement condamnés avant-hier [mardi] à de très lourdes peines de prison », a-t-il déclaré lors d'un point presse. « Les motifs d'inculpation, quels qu'ils soient, sont totalement infondés », a-t-il ajouté, en demandant « leur libération immédiate ».

Cécile Kohler et Jacques Paris, inculpés notamment pour espionnage au profit des services de renseignement français et israélien, **ont été respectivement condamnés** à vingt et dix-sept ans de prison mardi.

Alerte de leurs proches

Plus tôt dans la journée, les familles de Cécile Kohler et Jacques Paris alertaient sur la situation de leurs proches,



Noémie Kohler (au centre), sœur de Cécile Kohler qui est détenue en Iran depuis 2022, s'exprime aux côtés de ses avocats lors d'une conférence de presse à Paris, le 16 octobre 2025. THOMAS SAMSON / AFP

dont « la survie » est désormais en jeu, selon elles. Elles ont aussi exhorté l'Etat français à les faire libérer immédiatement. « Chaque jour de détention qui passe engage la responsabilité de l'Etat français sur la survie de Cécile et Jacques », a estimé Noémie Kohler, sœur de Cécile, lors d'une conférence de presse.

La jeune femme a confié avoir échangé brièvement mardi avec eux, « pendant huit minutes en visio » sous haute surveillance. « C'était un appel de détresse », a-t-elle confié. « Ils m'ont dit

qu'ils étaient épuisés ». Ils sont « à bout de forces », a-t-elle poursuivi, ajoutant que sa sœur lui a clairement dit qu'elle ne pourrait endurer encore « trois mois ou même quelques semaines de détention ».

De son côté, Anne-Laure Paris, fille de Jacques Paris, a souhaité se faire « la porte-parole de son épuisement, de son désespoir, de sa détresse et de sa colère ». « Mon père m'a dit : "Je regarde la mort en face" », a-t-elle rapporté. L'avocate de la famille Kohler, M^e Chirinne Ardakani, a souligné que leur

détention était l'une des plus longues infligées à des Français dans le monde, après celle d'Ingrid Betencourt en Colombie entre 2002 et 2008. « **Rupture de confiance avec les autorités françaises**

Les proches des deux détenus ont par ailleurs estimé qu'il y avait « une rupture de confiance avec les autorités françaises qui ont retiré leur plainte auprès de la Cour internationale de justice ». La CIJ avait annoncé le 25 septembre avoir abandonné, à la demande de la France, une requête contre l'Iran au sujet de la détention de Cécile

Kohler et Jacques Paris qui sont, selon Paris, « *retenus comme otages d'Etat* ».

« *Nous ne savons toujours pas où ils sont détenus depuis leur transfert forcé en juin* », pendant « *la guerre de douze jours* » avec Israël, s'est également indignée Noémie Kohler. Les proches ont aussi confirmé l'annonce de la condamnation à dix-sept ans de prison pour Jacques Paris, et à vingt ans pour Cécile Kohler. L'agence du pouvoir judiciaire iranien avait annoncé le verdict mardi, mais n'avait communi-

qué aucun détail sur l'identité des deux condamnés.

Interrogé sur ces critiques, le porte-parole du Quai d'Orsay a affirmé : « *S'il y a quelque chose dont il ne faut absolument pas douter, c'est la pleine et entière et mobilisation à tous les niveaux de l'Etat pour obtenir leur libération immédiate (...)* Nous sommes, à tous les niveaux, extrêmement mobilisés ».

« Manipulation »

Interrogés sur une possible issue pour les deux Français, Téhéran ayant évoqué un

possible échange de prisonniers, les avocats des familles ont semblé en douter.

« *Tout cela participe d'une manœuvre de manipulation. Le but recherché est certainement d'atteindre les personnes et de faire pression sur la France* », a réagi M^e Martin Pradel, avocat des familles, rappelant que Jacques Paris et Cécile Kohler sont considérés comme « *des otages d'Etat* ».

Depuis une dizaine d'années, l'Iran multiplie les arrestations de ressortissants occidentaux, notamment français, les

accusant le plus souvent d'espionnage, afin de les utiliser comme monnaie d'échange pour relâcher des Iraniens emprisonnés dans des pays occidentaux ou afin d'obtenir des gages politiques. Au moins une vingtaine d'Occidentaux seraient détenus, selon des sources diplomatiques.

Arrêtés en mai 2022 au dernier jour d'un voyage touristique, Cécile Kohler et son compagnon, Jacques Paris, sont officiellement les deux derniers Français détenus en Iran.

The New York Times

Oct. 16, 2025

The Vanishing Act: How Assad's Top Henchmen Fled Syria, and Justice

As Syria's regime collapsed, the world's eyes were on Bashar al-Assad's getaway flight. Behind him, officials key to his brutal rule made a mass exodus, virtually undetected.

Not long after midnight on Dec. 8, 2024, dozens of people gathered in the darkness outside the military section of the Damascus International Airport. Carrying whatever they could pack, they piled into a small Syrian Air jet.

Only an hour earlier, they were part of an elite cadre that formed the backbone of one of the world's most brutal regimes. Now, in the wake of President Bashar al-Assad's sudden fall and escape from the country, they were fugitives, scrambling with their families to flee.

Among the passengers was **Qahtan Khalil**, director of Syria's air force intelligence, who was **accused of** being directly responsible for one of the **bloodiest massacres** of

the country's 13-year civil war.

He was joined by **Ali Abbas** and **Ali Ayyoub**, two former ministers of defense facing sanctions for human rights violations and atrocities carried out during the conflict.

There was also the military chief of staff, **Abdul Karim Ibrahim**, **accused of** facilitating torture and sexual violence against civilians.

The presence of these and other regime figures was recounted to The New York Times by a passenger and two other former officials with knowledge of the flight.

As a whirlwind rebel offensive encroached on the Syrian capital, Mr. al-Assad's furtive flight out of Damascus earlier that

night took his innermost circle by surprise and became the symbol of his regime's stunning fall.

His henchmen quickly followed suit. In a matter of hours, the pillars of an entire system of repression had not simply collapsed. They had vanished.

Some caught flights. Others rushed to their coastal villas and roared away on luxury speed boats.

Some fled in convoys of expensive cars, as rebels at freshly installed checkpoints unwittingly waved them on. A few hid out in the Russian Embassy, which assisted in their escapes to Moscow, Mr. al-Assad's most important ally.

To the thousands of Syrians who lost loved ones, or were

tortured, imprisoned or displaced by the Assad regime, their homeland had become a crime scene from which the top suspects disappeared en masse.

Ten months after the regime's collapse, a nation shattered by war not only faces the immense challenge of rebuilding, but also the daunting task of scouring the globe to find and hold to account the people who committed some of the worst state-sponsored crimes of this century.

Former rebel fighters and Syria's fledgling government are trying to locate them through informants, computer and phone hacks, or clues gathered from abandoned regime headquarters. Prosecutors in Europe and **the United States** are building or revisiting cases.

And Syrian civil society groups and United Nations investigators are collecting evidence and witnesses, preparing for a future in which they hope justice can be served.

Their targets are some of the most elusive people in the world. Many of them wielded immense power for decades, yet remained public enigmas: Their real names, ages and, in some cases, even appearances were unknown.

The dearth of information has repeatedly led to inaccuracies in media reports, and on sanctions and law enforcement lists. It likely has helped some of the regime's most notorious bad actors evade Syrian and European authorities since Mr. al-Assad's fall.

The Means to Disappear

Over the past several months, a Times reporting team has been working to fill in the blanks about 55 of these regime officials' roles and true identities, all former high-ranking government and military figures who appear on international sanctions lists and are linked to the deadliest chapters of Syria's recent history.

The investigation has involved everything from tracing digital trails and family social media accounts, to scouring abandoned properties for old phone bills and credit card information.

Reporters interviewed dozens of former regime officials, many of whom spoke on condition of anonymity for their safety, as well as Syrian human rights lawyers, European law enforcement, civil society groups and members of the new Syrian government. They visited dozens of abandoned villas and businesses connected to regime figureheads, and reconstructed some of their escape routes.

The current whereabouts of many of these [55 former key](#)



Scenes from December 2024 of destruction in Damascus after a 13-year civil war that left half a million people dead. David Guttenfelder / The New York Times

[officials](#) who enabled Mr. al-Assad's dictatorship remain unknown, but among the dozen The Times has found, their fates vary widely.

Mr. al-Assad himself is in Russia and appears to have cut off contact with most of his formal circle, according to former Syrian officials, relatives and associates.

[Maher al-Assad](#), who was second only to his brother Bashar in power over regime-era Syria, has been spending time living a life of exiled luxury in Moscow, along with some of his former senior commanders, like [Jamal Younes](#), according to accounts by regime-era officials and business associates in contact with them, as well as [video evidence](#) verified by The Times.

Maher al-Assad, second only to his brother Bashar in power over regime-era Syria.

Others, like [Ghiath Dalla](#), a brigadier general whose forces were involved in violent repression of protests, are among several former officers plotting sabotage from Leba-

non, according to ex-military commanders, who also shared text message exchanges with The Times. Mr. Dalla is coordinating with former regime leaders like [Suhail al-Hassan](#) and [Kamal al-Hassan](#) from Moscow, the same commanders said.

Some officials have struck murky deals to remain in Syria, according to an ex-military commander and people working with the new government. And one official, [Amr al-Armanazi](#), who oversaw Mr. al-Assad's chemical weapons program, was discovered by Times reporters to still be living in his own home in Damascus.

Keeping track of such a large group of figures poses a massive challenge for those seeking justice. There are criminal cases to build and the daunting task of finding a way to actually prosecute such cases.

But at the heart of this challenge lies the question of how best to coordinate global search efforts for people who don't want to be found.

Many of them had easy access to government offices that enabled them to obtain genuine Syrian passports with fake names, according to former employees and regime figures. That, in turn, enabled them to obtain passports to Caribbean countries, they said.

"Some of these individuals have purchased new identities by acquiring citizenship through real estate investments or financial payments. They use these new names and nationalities to hide," said Mazen Darwish, head of the Syrian Center for Media and Freedom of Expression, a Paris-based group at the forefront of justice efforts on Syria.

"These people have the financial means to move freely, to buy new passports, to disappear."

The mass exodus began late on the night of Dec. 7, 2024, after a moment of stark realization.

For hours, several of Mr. al-Assad's top aides waiting near his office in the presidential palace had confidently fielded

calls from their colleagues and relatives, several regime-era officials in contact with them that night said. The palace officials assured them the president was there, hashing out a plan with his military and Russian and Iranian advisers to confront the advancing rebel forces.

But that plan never materialized. And neither did Mr. al-Assad.

Realizing he was gone, the senior aides quickly tracked him to his home, according to three former palace officials. Shortly after, guards outside the president's house informed them Russian officials had whisked Mr. al-Assad away in a convoy of three S.U.V.s, along with his son and personal assistant. According to the former palace aides, the only officials the president would summon to flee with him were two financial advisers. Mr. al-Assad would need their help, two regime insiders later explained, to access his assets in Russia.

The erstwhile president and his entourage got on a jet that flew them to Hmeimim, a coastal air base controlled by Russia, which had been his most critical backer in the war.

When they learned of the flight, the abandoned aides began frantically calling security officials and loved ones. The rebels had reached the suburbs of Damascus, and there was not a moment to lose.

"He's gone," was all that one senior aide said when he called a close relative, recounting that night to The Times. The aide ordered his family to pack their bags and go to the defense ministry in the capital's central Umayyad Square.

There, the senior aide and his family joined several other security officers who had gathered with their families, and

linked up with Mr. Khalil, the air force intelligence director. Mr. Khalil had arranged an escape flight, the one transporting many high-ranking officials, to Hmeimim. The plane, a Yak-40 private jet, left the Damascus airport around 1:30 a.m. on Dec. 8, a passenger, who was one of the former palace officials, said.

Satellite imagery analysis comports with this, showing that a Yak-40 was on the tarmac in Damascus in the days prior, vanishes on the night in question and seems to have reappeared at Hmeimim soon after.

Satellite images captured the movement of a Yak-40 aircraft leaving Damascus. Planet Labs

The passengers who packed into the plane "were freaking out," the former palace official recalled. The flight is only 30 minutes, he said, "but that night, it felt like we were flying forever."

In another part of the city, Mr. al-Assad's brother Maher, head of Syria's feared 4th Division, was rushing to arrange his own escape. He called a family friend and one of his business cronies, according to two close associates. Maher al-Assad urged the men to leave their houses as quickly as possible and wait outside. Shortly after, he careened up the street in his car, then sped off with them to catch his own flight.

The Syrian-controlled airport in Hmeimim, where at least five of the Syrian officials being investigated by The Times landed, is connected to a military base used by Russia.

For years, Russian military forces were critical to Bashar al-Assad's ability to crush the armed rebellion against his rule. In return, Moscow controlled strategic ports and bases on the Mediterranean, and gained access to lucrative

phosphate mining and fossil fuel deals.

The Russians have now played a similarly critical role in the escape of Mr. al-Assad — and many of his top henchmen. Witnesses at Hmeimim in the early morning hours described a night of chaos as the ousted officials escaped.

People headed into the Russian base carrying bags packed with cash and gold, according to two witnesses. Stripped-off Syrian military uniforms were strewn everywhere, they said.

Some of the officials rushed to regroup with one another, and spoke to Russian officers who would shuttle them on jets to Moscow in the coming hours and days, according to three former officials.

Many family members of the regime figures instead chose to be driven to their coastal homes near the base.

Swiping Safes, Dodging Ambushes

Back in Damascus, some 3,000 members of the General Intelligence services were still inside the sprawling security compound in the capital's southwest, unaware that regime elites had already fled. They nervously waited on high alert under their director, [Hosam Louka](#) — an official who oversaw mass detention and systemic torture.

One of Mr. Louka's senior officers described him as someone extremely deferential to Mr. al-Assad. "He wouldn't even move an ashtray from here to there without asking Bashar for permission," he said.

The officer recalled that they had been ordered to ready themselves for a counterattack. The order never came.

A friend of Mr. Louka said he repeatedly called the intelli-

gence director that night for updates, and was always reassured that there was nothing to fear. Then, at 2 a.m., he said, Mr. Louka hurriedly answered the phone only to say he was packing to flee.

An hour later, Mr. Louka's officers entered his office to discover he had abandoned them without uttering a word — and that, on his way out, Mr. Louka had ordered the intelligence service's accountant to open the headquarters safe, according to one of Mr. Louka's officers present at the time. Mr. Louka then took all the cash inside, an estimated \$1,360,000. Three former regime officials say they believe Mr. Louka has since made it to Russia, though The Times has not yet verified their account.

In that same security compound, Kamal al-Hassan, another high-ranking former official, also raided his office headquarters. He took a hard drive as well as the money inside his administrative office's safe, according to a friend and a senior regime-era figure in contact with one of Mr. al-Hassan's deputies. Kamal al-Hassan, far left, pictured at a conference on Syria in Astana, Kazakhstan in 2023. Mr. al-Hassan oversaw some of the intelligence branches most notorious for torturing detainees. Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan

Mr. al-Hassan, the head of military intelligence, [is accused](#) of overseeing mass arrests, torture and the execution of detainees.

His escape did not go as smoothly as the others. Mr. al-Hassan was wounded in a gunfight with rebels as he attempted to leave his home in a Damascus suburb formerly known as Qura al-Assad, or "Assad's Villages," an area where many regime elites lived in lavish villas. He fled by hiding from house to house, the

friend and regime-era official said, before eventually making his way to the Russian Embassy, which took him in.

The Times contacted Mr. al-Hassan through an interlocutor, who spoke to him by phone, but he would not divulge his location or agree to an interview. He did, however, recount his escape under fire, and said that he was sheltered at “a diplomatic mission,” before departing Syria.

Another official who sought refuge at the Russian Embassy was the retired national security director [Ali Mamlouk](#), who helped orchestrate the system of mass arrest, torture and disappearance that was emblematic of five decades of Assad rule.

According to both a friend who said he had been in touch with him, and a relative, Mr. Mamlouk only learned of the regime collapse from a phone call around 4 a.m. As he attempted to join other officials fleeing to the airport, his convoy of cars was attacked by what the sources described as an ambush.

Though it was unclear who attacked him, they said he would have had many enemies.

As an intelligence director not only for Mr. al-Assad, but the dictator’s father and predecessor, Hafez, he knew the government’s secrets.

“He was the black box of the regime — not just since the days of Bashar, since the days of Hafez,” one of his friends said. “He knew everything.”

Mr. Mamlouk managed to get away unscathed and raced to the Russian Embassy, according to three people familiar with his escape.

Mr. Mamlouk and Mr. al-Hassan hunkered down there until Russian officials arranged a guarded convoy to get them to the Hmeimim base. Both men later reached Russia, the three people told The Times.

Close Encounters

Several ex-regime figures said that, in an effort to minimize the regime’s resistance, there was a tacit understanding that rebel commanders would turn a blind eye to most Assad loyalists fleeing toward Syria’s Mediterranean coast, home of the Alawite minority sect to which Mr. al-Assad belonged, and where the Assad regime had recruited many of its security forces.

But it is unlikely such leniency would have been granted to the former Maj. Gen. [Bassam Hassan](#). Few from Mr. al-Assad’s inner circle were more feared than Mr. Hassan, accused of a litany of crimes, including coordinating the regime’s chemical weapons attacks to the kidnapping of the American journalist Austin Tice.

Yet Mr. Hassan managed to escape undetected, despite sleeping through the first hectic hours of the regime’s fall. He was alerted sometime before 5 a.m., when one of his top commanders roused him from sleep, according to three people familiar with his story. Mr. Hassan quickly arranged a convoy of three cars carrying his wife, adult children and

bags stuffed with money, according to two of the people familiar with his story. He was so concerned about an attack that he had his wife and children ride in different cars, one associate said, to avoid the entire family being struck at once.

When their convoy approached the city of Homs, about 100 miles north of Damascus, rebels waved down the first car, an S.U.V., and forced Mr. Hassan’s wife and daughter out. They were ordered to leave everything, even their purses, inside the vehicle, according to a witness.

The rebels, apparently satisfied with their loot, paid no mind as the women got into the second car, joining one of the Assad regime’s most notorious henchmen.

The rebels had a scant chance of recognizing him. Bogus photos of Mr. Hassan have long circulated in the media. Even the United States and British governments do not use the right name or birth year for Mr. Hassan in their sanctions documents. The Times has obtained and verified perhaps the only recent photograph of Mr. Hassan.

A rare photo of Bassam Hassan, a key figure in the Assad regime.

Having cleared the checkpoint, Mr. Hassan eventually made his way to Lebanon and then Iran with the help of Iranian officials, according to interviews with officials from the Assad regime, Lebanon and the U.S.

He has since returned to Beirut as part of a deal to provide information to American intelligence officials. Associates said he had been spending his time at cafes and fancy restaurants with his wife. When reached on a Lebanese WhatsApp number, he declined to give an interview.

A Bitter Reality

For the tens of thousands of Syrians who were victims of the Assad regime, the pursuit of justice looks aimless.

It remains an open question whether the current government, under the former Islamist leader Ahmed al-Shara, has the capacity, or the will to aggressively pursue Assad officials accused of war crimes — that would, in turn, put some of his own officials’ alleged crimes under the spotlight, too.

And with foreign powers long divided over the war in Syria and the uprising against its former dictator, there is little hope for an international tribunal either.

For those fighting to ensure the regime’s crimes are not allowed to fade into history, a bitter reality remains: Mr. al-Assad’s top enforcers are still living large, and still one step ahead of their pursuers.

“Assad’s men are drinking whiskey and playing cards in Moscow, or they are lounging in some Emirati villa,” a friend of several top-ranking regime officials said. “They have forgotten about any place that was called Syria.”

Syrie : Ahmed Al-Charaa à Moscou pour relancer la coopération avec la Russie sur de nouvelles bases

Le président de transition, Ahmed Al-Charaa, et Vladimir Poutine ont délibérément occulté les dossiers contentieux, comme le sort de l'ex-dictateur Bachar Al-Assad, réfugié à Moscou.

Mercredi 15 octobre, l'ancien dictateur syrien Bachar Al-Assad et l'homme qui a provoqué sa chute, le président de transition, Ahmed Al-Charaa, se trouvaient tous deux à Moscou. Le premier y vit en exil, avec sa famille, sous la protection de son allié russe, depuis le 8 décembre 2024. Le second, un djihadiste repent et ancien chef rebelle, qui se pose désormais en homme d'Etat pragmatique, est venu ouvrir un nouveau chapitre avec le président russe, Vladimir Poutine, au nom des « *liens historiques anciens* » entre la Syrie et la Russie et des « *intérêts communs* » entre les deux pays.

MM. Al-Charaa et Poutine, ennemis durant la guerre civile syrienne (2011-2024), ont délibérément occulté le passé pour engager des pourparlers sur des dossiers stratégiques : le sort de Bachar Al-Assad, le maintien des bases russes en Syrie et le renforcement de la coopération sécuritaire et économique. « *Nous respectons tous les accords précédents et cette grande histoire. Nous essayons de restaurer et de redéfinir la nature de*

ces relations afin que la Syrie puisse jouir de son indépendance, de sa souveraineté, ainsi que de son unité et de son intégrité territoriales », a déclaré, magnanime, le président syrien.

M. Al-Charaa ne s'est pas formalisé lorsque son hôte a présenté le rôle de la Russie en Syrie sous un jour plus que favorable, passant sous silence la stratégie de la terre brûlée menée par l'armée russe pour écraser les rebelles, dépeints en « *terroristes* » par Moscou, dans le cadre de son intervention militaire en Syrie en soutien à Bachar Al-Assad à partir de 2015. « *Au cours de toutes ces décennies, nous avons toujours été guidés par une seule chose : les intérêts du peuple syrien. Nous avons vraiment des liens très profonds avec le peuple syrien* », a déclaré Vladimir Poutine.

Annulation de contrats

Le président syrien s'est également abstenu de réclamer publiquement que Moscou lui livre l'ancien dictateur syrien pour qu'il soit jugé pour ses crimes présumés contre les Syriens. Il est peu probable

que la Russie, qui s'enorgueillit de pouvoir protéger ses alliés étrangers, accède à cette demande. Lundi, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a réaffirmé que Moscou a offert à Bachar Al-Assad et à sa famille l'asile pour « *des raisons purement humanitaires* », car « *lui et sa famille ont été confrontés à l'extermination physique* ».

Au lancement de l'offensive qu'il a menée contre le régime d'Al-Assad, fin novembre 2024, Ahmed Al-Charaa avait établi des contacts avec les autorités russes pour s'assurer qu'elles n'interviennent pas à nouveau pour sauver le dictateur syrien. Devenu président, et partisan d'une politique d'apaisement et de diversification des partenariats avec ses voisins et partenaires étrangers, M. Al-Charaa n'a pas remis en cause la présence russe en Syrie, essentielle pour la projection d'influence russe au Moyen-Orient, et stratégique pour Damas.

Alors que le président syrien a parié sur l'ouverture avec les Etats-Unis et l'Europe, pour obtenir la réintégration de la Syrie dans le giron occidental et la le-

vée des sanctions internationales, d'anciens contrats liant la Syrie à la Russie ont été annulés et la pression a été mise par Damas sur les bases russes : la base aérienne de Hmeimim et son installation navale à Tartous, sur la côte. L'annulation du contrat d'exploitation de la société russe Stroytransgaz au port syrien de Tartous, désormais confié à la société émiratie DP World, a affecté la position militaire de la Russie en mer Méditerranée et ses opérations en Afrique.

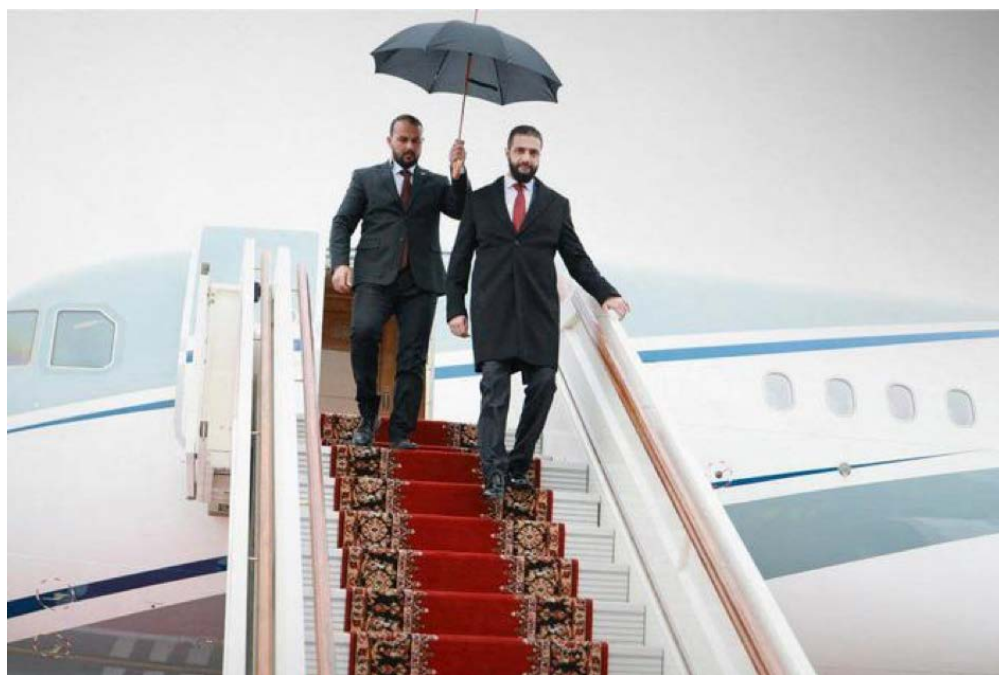
Reconstruire l'armée syrienne

L'impératif économique et la menace de fragmentation du pays, après les affrontements meurtriers qui ont opposé les forces gouvernementales syriennes à la minorité alaouite en mars, puis à la communauté druze en juillet, ont décidé Ahmed Al-Charaa à privilégier le compromis avec Moscou. Le président syrien veut non seulement s'assurer que Moscou ne joue pas un rôle déstabilisateur en Syrie, en soutenant les responsables de l'ancien régime et leurs partisans, mais il cherche également à obtenir son

soutien pour empêcher les ingérences israéliennes dans le Sud syrien.

L'Etat hébreu, qui a étendu le territoire qu'il occupe au pied du plateau du Golan, côté syrien, réclame l'élargissement de la zone démilitarisée et l'ouverture d'un corridor humanitaire vers la province druze de Souweïda, dont il se pose en protecteur. A l'image des patrouilles menées par la Russie dans le Sud syrien sous le régime d'Al-Assad, la question du redéploiement de la police militaire russe en tant que garante contre de nouveaux empiètements israéliens dans le Sud syrien est évoquée, selon des sources citées par l'agence Reuters. Israël n'y est pas opposé, considérant la présence russe comme un moyen de maintenir la Syrie fragmentée et de réduire l'influence croissante de la Turquie.

Le président syrien espère également que la Russie pourra aider la Syrie à reconstruire son armée. *« Compte tenu de ses liens étroits avec la région et du soutien soviétique puis russe apporté depuis des décennies à l'infrastructure militaire syrienne, il serait facile pour Moscou de rétablir son soutien militaire à Damas si le nouveau gouvernement le demandait, l'équipement militaire syrien restant en grande partie de fabrication russe »*, écrit la spécialiste Anna Borshchevskaya, dans [une note](#) pour le Washington Institute for Near East Policy.



Ahmed Al-Charaa, président syrien de transition, lors de son arrivée à Moscou, le 15 octobre 2025. - / AFP

Bases russes pérennisées

Ahmed Al-Charaa a, par ailleurs, besoin de s'assurer l'appui de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies, dont elle est un membre permanent. Mardi, les Etats-Unis ont présenté aux Etats membres une proposition pour retirer Ahmed Al-Charaa et son ministre de l'intérieur, Anas Khattab, de la liste onusienne des individus sanctionnés pour leurs liens avec des organisations terroristes, Al-Qaida et l'organisation Etat islamique.

La promesse faite par le président Al-Charaa d'honorer les accords passés entre Damas et Moscou suggère que les deux principales bases que la Russie détient sur la côte syrienne, en plus d'une présence à l'aéroport de Kamechliyé, dans le nord-est du pays, pourraient être

pérennisées. Ces deux bases, seuls avant-postes militaires officiels de la Russie en dehors de l'ancienne Union soviétique, ont permis à Moscou d'étendre son influence militaire en Afrique. Lundi, Sergueï Lavrov a évoqué l'idée de les utiliser comme plateformes logistiques pour acheminer de l'aide à l'Afrique.

Après la rencontre entre MM. Al-Charaa et Poutine, qui a duré deux heures et demie, selon des médias russes, les délégations se sont rencontrées pour discuter de la livraison d'aide humanitaire à Damas, ainsi que de projets dans les domaines de l'énergie, des transports, du tourisme, de la santé et de la culture. Aux côtés des ministres des affaires étrangères et de la défense, était également présent, côté syrien, le frère du président, Maher Al-Charaa. L'homme, qui a appris le russe durant

ses études de médecine en Russie et a épousé une ressortissante russe, joue un rôle actif dans les relations avec Moscou.

La Russie veut sécuriser ses intérêts économiques et énergétiques en Syrie, notamment dans les hydrocarbures, les phosphates et les télécommunications. *« Il y a des gisements [pétroliers] qui nécessitent d'être développés, d'autres en sommeil, et de nouveaux gisements. Nous sommes prêts également à participer »*, a déclaré le vice-ministre russe, Alexandre Novak, cité par l'agence RIA Novosti. Ahmed Al-Charaa espère, lui, obtenir l'aide de la Russie pour la reconstruction de la Syrie, ainsi que des concessions économiques, notamment sur la reprise des livraisons de blé à des conditions favorables et des compensations pour les dommages de guerre.

En Turquie, « même après deux décennies d'Erdogan, personne ne s'attendait à une telle escalade dans l'arbitraire »

Six mois après l'incarcération d'Ekrem Imamoglu, principal rival du président turc, la mobilisation ne faiblit pas. Des rangs de l'opposition aux étudiants dissidents, ses soutiens dénoncent une justice instrumentalisée et une répression sans précédent.

Une fois encore, il a assisté à l'audience. Comme à chaque fois, Hüseyin a pris sa voiture pour faire les deux bonnes heures de trajet qui séparent son domicile du centre pénitencier de Silivri, en lointaine banlieue d'Istanbul. Et, comme à chaque fois, ce cinquantenaire aux yeux bouffis de fatigue, qui préfère rester anonyme, a réussi à se glisser dans les travées du tribunal pour voir arriver Ekrem Imamoglu sous les acclamations de la foule, toujours aussi dense. En chœur avec les autres, il a scandé à tue-tête devant les juges, auditionnant pour la énième fois le maire de la mégapole du Bosphore : « *Président Imamoglu !* »



Les portraits du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, et d'autres responsables politiques actuellement en détention, lors du congrès extraordinaire du Parti républicain du peuple, à Ankara, le 21 septembre 2025. ADEM ALTAN / AFP

Voilà plus de six mois que le rival le plus dangereux du président, Recep Tayyip Erdogan, a été incarcéré. Six mois qu'il a été désigné par sa formation, le principal parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), candidat à la présidence du pays et qu'il croule sous les procédures. Une dizaine de procès auraient été engagés contre lui, personne ne sait très bien. Même ses avocats et soutiens les plus fervents, comme Hüseyin, ont du mal à tenir un décompte précis.

« *Faire de la politique aujourd'hui en Turquie, c'est ça : courir les procès pour ceux qui ne sont pas encore der-*

rière les barreaux », résume-t-il. Au total, dix-huit maires CHP ont été jetés en prison. Plusieurs centaines d'élus, de conseillers municipaux et collaborateurs les ont rejoints au cours des derniers mois. Quatre-vingt-dix rien qu'ici, à Silivri.

En plus des enquêtes pour corruption, fraudes et insultes, Ekrem Imamoglu est accusé, ce vendredi 26 septembre, d'avoir « *cherché à influencer un procès* ». Pour cette seule affaire, il risque jusqu'à quatre ans de détention et une peine inéligibilité, réclamés par le

procureur. Lui paraît en forme. Donnant l'impression de s'adresser davantage au public qu'au juge, l'édile évoque dans sa longue plaidoirie la colère, la tristesse et la lassitude du pays devant toute cette « *instrumentalisation de la justice* ». Et ajoute : « *Nous n'avons pas peur !* » L'audience est renvoyée au 12 décembre.

Hüseyin y sera. « *Bien sûr, l'appréhension de voir un jour la police débarquer chez soi est réelle*, dit-il. *Mais nous sommes tous encore tellement sous le choc. Même après*

deux décennies d'Erdogan, personne ne s'attendait à une telle escalade dans l'arbitraire. » Le malaise, depuis l'arrestation d'« *Ekrem* », assure-t-il, est de plus en plus palpable au sein de l'opinion publique.

« **Cette colère ne va pas s'éteindre** »

Les sondages montrent que seule une minorité croit que la justice agit de manière indépendante, comme l'affirme le président. Sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), stagne en

deuxième position derrière le CHP, une première depuis son arrivée au pouvoir, en 2002. Et la cote d'Ekrem Imamoglu n'a cessé de monter. Près de 24 millions de signatures ont été récoltées pour exiger sa libération et des élections anticipées, a annoncé sa formation début octobre. *« Cette colère ne va pas s'éteindre, même s'il est évidemment impossible de mobiliser le pays comme dans les premières semaines qui ont suivi son incarcération »*, souffle Hüseyin.

Lui-même se présente comme un *« petit »* conseiller municipal d'arrondissement de la rive asiatique. Fraîchement élu en 2024, il dit avoir été peu actif au sein du CHP avant la vague d'arrestations. Mais depuis, Hüseyin n'arrête pas, toute la semaine, occupé à faire tourner la machine municipale, les réunions, les commissions et les mobilisations. Au début, il a passé ses nuits dans les bureaux de la mairie d'Istanbul. Comme le chef du parti, Özgür Özel, et des dizaines d'autres, il craignait que le pouvoir intervienne et nomme un administrateur judiciaire pour diriger la municipalité. *« Ils ne l'ont pas fait, mais les procès ont commencé à pleuvoir sur le parti. Ils veulent que le CHP devienne une coquille vide. Ils s'en prennent même désormais au maire d'Ankara. »*

Aujourd'hui, plus personne ne dort dans le bâtiment, devenu le symbole figé du bras de fer entre le pouvoir et l'opposition. L'aile administrative fonctionne comme en temps normal. *« Vous vous rendez compte, la mairie tient debout malgré l'arrestation de tous ces cadres »*, glisse l'élu, non sans fierté.

Et maintenant ? Hüseyin n'a pas de réponse. Il n'a pas le temps de se rendre aux meetings organisés chaque week-end dans une ville de province par Özgür Özel, mais il participe à ceux qui ont lieu tous les mercredis dans un quartier différent d'Istanbul : *« Je suis à chaque fois surpris par le nombre de personnes toujours présentes. »* Le 1^{er} octobre, ils étaient plusieurs dizaines de milliers sur la place Fevzi-Çakmak à Küçükçekmece pour écouter le patron du CHP dénoncer le *« coup d'Etat du 19 mars »* et louer *« cette lutte en cours, qui viendra à bout de ceux qui tentent de s'accrocher au pouvoir par l'oppression »*. Il s'agissait de son 58^e meeting, depuis mars.

Maintenir un cap

Ulas, de son nom d'emprunt, était, lui, présent à celui de Kadiköy, un mercredi de septembre. Etudiant de 21 ans en sciences humaines à l'université Galatasaray, membre du mouvement étudiant de gauche Sol Genç, il reconnaît que le CHP n'était pas sa tasse de thé jusqu'à l'arrestation du maire. Depuis, il porte sur lui un autre regard, notamment grâce à la façon de son leader et à sa capacité à maintenir un cap sous la tempête.

« En fait, on n'a pas d'autre choix », explique-t-il. L'avenir du pays, son système électoral, éducatif, médiatique, sa crise économique et sociale aussi, l'environnement et les terres accaparées par le pouvoir, tout y passe : *« C'est tout le système qui est détraqué, les gens s'appauvrissent, le régime contrôle toutes les institutions, et maintenant il veut mettre la main sur le principal parti. Comment voulez-vous que la colère*

ne monte pas ? » Ulas sourit à l'évocation des mouvements de sa génération, la Gen Z au Bangladesh ou au Népal qui ont emporté des gouvernements que l'on croyait indéboulonnables. *« Bien sûr que cela nous motive »*, assure-t-il, persuadé qu'ici aussi *« il y aura une fin »*.

Lui-même a prononcé un discours sur une tribune lors d'une manifestation organisée à Istanbul, fin mars. Comme les autres porte-voix étudiants ayant pris la parole à visage découvert, Ulas s'est ensuite caché pendant plusieurs semaines, dormant chaque soir dans un lieu différent. La police est bien venue chez lui, comme chez les autres. *« Je me suis présenté devant le juge lorsque cela s'est un peu relâché. Les procès, eux, courent toujours. »* Au total, 1 900 personnes, en grande majorité des étudiants, ont été arrêtées au plus fort de la mobilisation.

Mise au pas de toute voix critique

« Personne ne s'habitue à l'autocratie », lâche-t-il, dénonçant ce qu'il qualifie de *« grande injustice »*. Il ne s'agit pas seulement d'Ekrem Imamoglu, ni seulement de la Turquie. Il s'agit, selon lui, d'une course mondiale pour défendre la démocratie. *« Avec nos mobilisations, nous avons rendu l'air plus respirable, il faut continuer. »*

A Trabzon, au bord de la mer Noire, fief à la fois ultranationaliste et traditionnel de l'AKP, le leader Özgür Özel s'est adressé à une foule nombreuse rassemblée sur la place centrale de la ville. C'était un dimanche de juillet,

un jour de grand beau temps. De sa voix grave, il a mis en garde : *« Si nous reculons d'un seul pas, ils ramèneront ce pays cent ans en arrière. Si nous disons un mot de moins, ils réduiront tout le monde au silence. »*

Erdal, comme les autres, a applaudi. Ingénieur, marié, un enfant, lui-même ancien électeur de l'AKP et aujourd'hui soutien du CHP, il se dit surpris et même impressionné par l'endurance de l'opposant. Lui, c'est le clientélisme et la mainmise sur les rouages de l'économie qui l'ont éloigné du parti d'Erdogan. La mise au pas aussi *« toujours plus systématique »*, comme il dit, de toute voix critique : *« Il y a peu, lors d'une soirée arrosée, un proche a dit un peu fort tout le mal qu'il pensait de Bilal Erdogan, le fils du président, pressenti pour devenir son successeur. Il a été dénoncé, il a comparu et pris plusieurs années avec sursis. Comment peut-on justifier cela ? »*

Sur la place noire de monde, il se souvient avoir croisé des supporters de son équipe fétiche, le club de Trabzonspor. *« La période à venir s'annonce difficile, peut-être même encore plus sombre que ces derniers mois, assure Erdal, mais il y a aujourd'hui partout des personnes qui pensent qu'il faut faire quelque chose. »* Même ici, dans cette place forte de l'AKP. Pour la première fois, lui et ses amis ne se sont pas rendus au meeting de Recep Tayyip Erdogan, organisé dimanche 12 octobre, au Palais des sports de la ville.

Syrie : un accord trouvé entre les Forces kurdes et Damas pour l'intégration dans l'armée

Les négociations se déroulaient depuis le mois de mars. C'est un tournant politique et militaire important estime le commandant en chef kurde, Mazloum Abdi. Il prône également la mise sur pied d'un système qui permette le partage de l'autorité entre le centre et les provinces au sein d'une Syrie unifiée.

Le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS qui regroupe notamment les YPG et YPJ kurdes, basées dans le Nord-Est syrien), Mazloum Abdi, a annoncé qu'il était parvenu à « un accord de principe » sur un « mécanisme d'unification » lors de négociations avec le gouvernement de Damas. Il a déclaré à l'Associated Press qu'il s'agissait d'un tournant politique et militaire important après des mois d'impasse.

Le 10 mars, Abdi, [avait signé un accord historique avec le président syrien par intérim, Ahmed al-Sharaa](#). Cet accord vise à placer toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie (Rojava), y compris les FDS, sous le contrôle de l'État et à instaurer un cessez-le-feu national. Les négociations pour la mise en œuvre de l'accord se poursuivent depuis cette date, non sans mal.

« Nous disposons de dizaines de milliers de soldats et de forces de sécurité intérieure », a fait savoir Mazloum Abdi. « Ces forces rejoindront l'armée nationale non pas individuellement, en petits groupes, mais en unités militaires constituées selon les règles fixées par le ministère de la Défense. »

Abou Omar al-Idlibi, haut



Un portrait brisé du président syrien Bachar al-Assad, dans un bâtiment de la Direction de la sécurité politique du régime syrien à la périphérie de la ville centrale de Hama, après la prise de la zone par les forces anti-gouvernementales, le 7 décembre 2024. © OMAR HAJ KADOUR / AFP

commandant des Forces démocratiques du Nord – une composante des FDS – a expliqué au site kurde Rudaw que les forces soutenues par les États-Unis « intégreront les formations de la nouvelle armée syrienne. Elles seront intégrées en trois formations militaires (des unités, N.D.L.R.) et plusieurs brigades indépendantes, dont une brigade des Unités de protection des femmes », les YPJ. Il a ajouté : « Néanmoins, la véritable essence de ces forces – et la mission pour laquelle elles ont été fondées – restera

profondément enracinée dans notre conscience et dans notre engagement indéfectible à défendre notre peuple et notre patrie. »

Renforcer la stabilité

Mazloum Abdi a souligné l'expérience de ses troupes avant de mettre en avant des arguments plus politiques. « Notre combat contre Daech, qui dure depuis plus de dix ans, a démontré que nos soldats ont acquis une expérience significative. Cette expérience contribuera au renforcement

de l'armée syrienne », a-t-il déclaré.

Plus tôt dans la semaine, Abdi avait annoncé que conformément au dernier accord entre les FDS et Damas, les forces antiterroristes affiliées aux FDS seront déployées dans d'autres régions de la Syrie pour aider le gouvernement intérimaire à combattre l'État islamique (ISIS).

Il a insisté sur le fait que la mise en œuvre de l'accord conclu avec le gouvernement de Damas en mars renforce-

rait la stabilité dans tout le pays après 14 ans de guerre civile. Le chef des FDS a fait remarquer que les attaques de type sectaire perpétrées à Soueïda en juillet (dans le djebel druze) et à Lattaquié (dominée par la communauté alaouite) en mars ont suscité l'inquiétude des populations du nord-est, ajoutant : « Si

un système garantissant l'égalité des droits pour tous les Syriens n'est pas mis en place, de tels incidents risquent de se reproduire. »

Ce qui pose directement la question de la structure de l'État et du type de régime. « Nous prônons le partage de l'autorité entre le centre et

les provinces au sein d'une Syrie unifiée. Il ne s'agit pas d'une séparation, mais d'un modèle de gouvernance équitable. Selon l'accord, toutes les institutions civiles, économiques et militaires du nord et de l'est de la Syrie seront intégrées à la structure centrée sur Damas. »

Reste une inconnue : comment la Turquie va-t-elle réagir ? Mazloum Abdi se veut optimiste. « Si les Syriens parviennent à un accord, la Turquie n'aura aucune excuse pour intervenir. Nous avons également constaté qu'Ankara a récemment fait preuve d'une certaine souplesse sur cette question », assure-t-il.



Pascal Maillard
17 octobre 2025

Il faut mettre un terme à l'insupportable persécution de Pinar Selek

Les atteintes à la liberté académique se multiplient partout dans le monde à mesure que prospèrent les régimes illibéraux et autoritaires. Elles se propagent partout où des idéologues d'extrême droite répandent le confusionnisme, remettent en cause les fondements des sciences et nous font entrer dans l'ère de la post-vérité. C'est le cas de façon caricaturale en Argentine ou aux États-Unis, dont les présidents respectifs font la chasse aux universitaires critiques et détruisent méthodiquement des pans entiers de la recherche scientifique ; mais c'est le cas aussi dans de nombreux autres pays, en Europe et ailleurs.

Dans un tel contexte, en Turquie, le long combat de

Pinar Selek pour défendre une recherche libre et intègre, soucieuse de dire le vrai sur le monde, est exemplaire. Pour avoir refusé en 1998 de livrer les noms des Kurdes sur lesquels elle enquêtait dans le cadre de ses recherches, la sociologue turque est persécutée par la justice de son pays depuis 27 ans. Torturée, puis emprisonnée pendant deux années, contrainte à l'exil en 2009, elle a affronté avec un courage exceptionnel la violence politico-judiciaire du pouvoir turc qui a fabriqué des preuves contre elle, produit des faux témoignages et fait annuler à quatre reprises [les acquittements](#) dont elle avait bénéficié.

Maîtresse de conférences à l'Université Côte-d'Azur,

l'écrivaine et sociologue, qui a désormais la nationalité française, continue d'être sous le coup d'une condamnation à la prison à perpétuité et d'un mandat d'arrêt international qui l'empêche de se déplacer en-dehors du territoire français, alors même que ses objets de recherche ont une dimension internationale. Constituant une atteinte directe à sa liberté de recherche, cette persécution à distance n'a que trop duré.

Alors que la sixième audience du cinquième procès contre Pinar Selek se déroulera à Istanbul le 21 octobre prochain, une importante mobilisation de soutien se développe, avec une délégation nombreuse qui se rendra en Turquie, pendant que l'Université

d'Aix-Marseille [accueillera toute la journée la sociologue](#), entourée d'universitaires, de juristes et de militant.es des droits humains, engagé.es pour que justice soit enfin rendue à notre collègue.

Nos associations de défense de la liberté académique se tiennent aux côtés de Pinar Selek et lui apportent tout leur soutien. Elles demandent au gouvernement français d'agir auprès des autorités turques afin qu'elles mettent un terme à l'insupportable persécution à son égard. Elles invitent nos collègues à s'engager dans les comités de soutien à Pinar Selek et à [faire un don](#) pour les frais impliqués par l'organisation de la solidarité internationale.

The New York Times

Oct. 17, 2025

Iran Extends Internet Clampdown Beyond Wartime

Since its brief June war with Israel, Iran has throttled internet traffic and jammed GPS, making day-to-day tasks online a struggle and prompting Iranians' fears of greater surveillance.

Throughout its 12 days of war with Israel in June, Iran enforced a near-total internet blackout on its people, saying that it was a necessary security measure to stop Israeli infiltration.

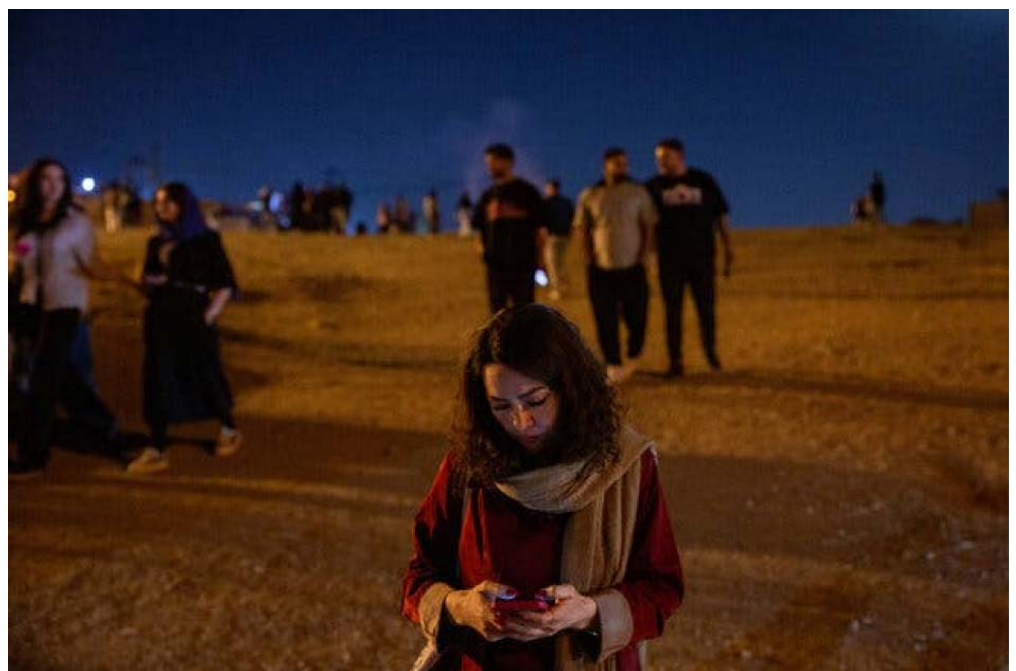
Though the authorities have since technically lifted the blackout, internet activists, tech entrepreneurs and rights monitors say that a wartime chokehold on the web remains, leaving many Iranians still in the dark.

Digital rights experts say that internet speeds have been slowed, [online traffic](#) has been curtailed and geolocation positioning services, or GPS, are jammed. The use of [satellite internet tools](#) like Starlink, which could allow users to bypass such blocks, has been criminalized.

The partial shutdown has left Iranians struggling to communicate with one another and the outside world. Compounding Iran's international isolation, the [United Nations recently reimposed sanctions](#) on its nuclear program.

The internet restrictions have had profound implications for ordinary Iranians. Since the war, simple tasks like finding directions, ordering a taxi or paying for groceries online have become an hourslong saga.

Abbas, a 71-year-old businessman, eventually gave up on his phone's online direc-



Checking a phone in Tehran. Simple tasks like ordering a taxi have become an hourslong saga. Arash Khamooshi for The New York Times

tions as he tried to find a friend's house in the city of Karaj.

"I kept driving in circles," said Abbas, who asked to withhold his last name out of fear of reprisal for speaking to foreign media, adding that he was not alone in his frustration. "Everybody is lost."

Officials from Iran's Ministry of Information and Communications Technology did not respond to requests for comment on internet restrictions. But a June [article](#) by the news agency Tasnim, which is linked to Iran's Revolutionary Guards, said that "internet restrictions are necessary in wartime for defense against the enemy."

Sattar Hashemi, the information minister, has publicly acknowledged GPS jamming, saying it was intended to stop Israel from flying drones in Iran. The authorities have also told the state media that internet controls are necessary to prevent the spread of Israeli [disinformation and cyberattacks](#).

Curbing the internet will have limited impact on Israeli intelligence, said Amir Rashidi, director of digital rights and security at the Miaan Group, a U.S.-based rights organization focused on the Middle East. He said Iran was already deeply [infiltrated by Israeli operatives](#).

Israel demonstrated the ex-

tent of its intelligence on Iran during the brief June war, when the military [killed a string of top generals and nuclear scientists](#) in their homes, knocked out air-defense systems and forced the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, into hiding.

The Islamic Republic has partly censored the internet since 2005, with social media sites like Facebook or Instagram blocked across the country. It has also temporarily shut down internet access in parts of the country before, in response to large-scale antigovernment protests.

After Israel attacked Iran's nuclear and military sites in

June, the Iranian authorities severed public access to websites and online messaging platforms, except for state-run or government-approved networks. They also blocked internet-based calls, along with international phone calls and text messages, making it almost impossible for Iranians to reach loved ones abroad.

Digital rights activists say the recent shutdown has been far reaching and seemingly open-ended, and signals a growing wariness among Iranian officials since the war about allowing open internet access.

After the fighting ended in June, it emerged that Israel had used [mobile phones and online tools](#) to track the bodyguards of Iran's leaders and nuclear scientists. Internet activists inside Iran and abroad argue that the authorities are exploiting those security concerns to curb the [relative social and political freedoms](#) that the web offers, not least as an outlet for criticizing the government.

The shutdown also gave Iran a long sought-after opportunity to shift its internet model closer to that found in China, by imposing the use of domestic versions of international apps for everything from messaging to shopping, analysts say.

WhatsApp, an international messaging app, has been temporarily banned in Iran before, but Iranians have often used virtual private networks, or VPNs, to circumvent those restrictions.

During the fighting in June, when Iran heavily restricted internet access, international apps such as WhatsApp



Many Iranians once used VPNs — virtual private networks — to circumvent restrictions. But those are increasingly difficult to reach in the country. Arash Khamooshi for The New York Times

were blocked and many VPNs became inaccessible, according to Mr. Rashidi of Miaan. That forced Iranians to switch to using local platforms like Bale, a messaging app, which many had long avoided because of surveillance concerns.

"Iran's entire goal for decades now was to isolate people as much as possible onto the domestic network," said Fereidoon Bashar, the director of a Toronto-based tech firm, ASL19, which makes VPN software for the Iranian market.

Since the war, VPN use has largely been restored, but most are domestically made platforms, which experts say could be subject to surveillance and monitoring by the authorities.

The use of VPNs had been so widespread that Iranians were some of the most prolific users of Instagram, despite its official ban. And senior of-

ficials — including Ayatollah Khamenei — frequently release statements on platforms like X, which is also banned.

The extent of the recent crackdown, however, has broken many Iranians' will to get around the restrictions.

Internet censors have cut off many tools that were once used to access the internet, said Saeed Souzangar, a tech entrepreneur based in Tehran. "I am a tech expert and, right now, I am connected with immense difficulty."

The censorship has hurt Iranian businesses at a time of severe economic crisis.

Amirhossein, a 38-year-old in the IT department of a food distributor, said some employees had resorted to manually checking inventories rather than relying on online systems. He asked not to be

identified by his full name out of concerns about talking to foreign media.

In August, 100 companies signed a letter demanding that the government lift internet restrictions.

In response, Iran's authorities passed a law imposing a "tiered internet" system, in which businesses, academics and journalists can receive access to faster internet than general users. Wary of previously strong resistance to the project, however, the government has put the system in place slowly.

Cybersecurity experts like Mr. Rashidi of Miaan warned that such measures were gradually eroding most Iranians' access to unfettered internet. With each shutdown, the restrictions have worsened, he said, adding, "This is the new norm."

La Turquie se cherche un rôle dans l'après-guerre à Gaza

Le régime d'Ankara, qui a participé aux négociations de cessez-le-feu à Charm El-Cheikh, est disposé à déployer des troupes dans l'enclave palestinienne, dans le cadre de la force de stabilisation prévue par le plan Trump. Une perspective qui inquiète l'Etat hébreu.

Ces derniers jours, on l'a vu partout. Au premier rang, à table, aux côtés du maître des cérémonies, Donald Trump, pour la signature à Charm El-Cheikh, en Egypte, lundi 13 octobre, de la déclaration visant à consolider le cessez-le-feu à Gaza. Sur scène, en plein milieu de la photo de groupe, réunissant la vingtaine de chefs d'Etat venus en Egypte. Là aussi, à portée de bras du milliardaire américain, qui n'a pas tari d'éloges sur son « *ami le président Erdogan, un homme coriace, mais qui a toujours été là quand on avait besoin de lui* ».

Le chef de l'Etat turc peut sourire. Lui qui cherche depuis longtemps à impliquer de manière plus directe et plus visible la Turquie dans les négociations de paix sur l'enclave palestinienne a fini par placer son pays au cœur du groupe de travail sur Gaza et sa reconstruction. Au point que son ministre de la défense, Hulusi Akar, a annoncé, la veille du sommet, que l'armée turque était prête à prendre part « *à toute mission* » qui lui sera assignée dans le cadre du mécanisme lié au cessez-le-feu. Comprendre : participer activement à la force de stabilisation internationale censée être déployée sur le terrain, et ce malgré les réticences exprimées par Israël.

Si l'implication d'Ankara dans les négociations sur Gaza a été plus ou moins formelle

ces derniers mois, celle-ci a changé de nature et de dimension après la réunion organisée entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan, le 25 septembre, à la Maison Blanche. Le président turc a déclaré, début octobre, que son hôte américain lui avait demandé, au cours de leur échange, de convaincre le Hamas d'accepter son plan de cessez-le-feu. La proposition valait blanc-seing.

Ankara entretient des relations étroites avec le Hamas, dont les responsables de la branche politique partagent leur temps entre la Turquie et le Qatar depuis 2006, année de la victoire électorale des islamistes aux législatives palestiniennes. A de nombreuses reprises, le président Erdogan, lui-même connu pour sa proximité avec d'anciens dirigeants et des figures affiliées aux Frères musulmans, a salué le Hamas comme « *un mouvement de résistance* ». La Turquie est le seul Etat membre de l'OTAN à ne pas considérer ce parti comme une organisation terroriste.

Spécialistes pour la recherche des corps

Même si les autorités réfutent toute présence officielle du Hamas sur leur sol, la Turquie, tout comme le Qatar, est devenue de facto une base pour ses hauts responsables. Deux fois seulement, les dirigeants turcs leur ont demandé de faire profil bas et

de quitter discrètement le territoire : après l'attaque du 7 octobre 2023 en Israël, et dans les jours qui ont suivi la frappe de l'Etat hébreu à Doha, le 9 septembre. Ankara veille à ne pas transformer la présence du Hamas en Turquie en un front ouvert avec Israël, alors que les relations entre les deux pays ont atteint leur niveau le plus bas.

Avec le feu vert de Washington, Ankara s'est investi de tout son poids dans le dossier gazaoui. A peine quelques jours après la réunion à la Maison Blanche, le chef du service de renseignement turc (MIT), Ibrahim Kalin, s'est rendu au Qatar pour discuter du [plan en 20 points de Trump](#) avec les responsables du Hamas. Selon le journal progouvernemental *Hürriyet*, c'est là que l'ancien proche conseiller diplomatique et porte-parole d'Erdogan aurait persuadé ses dirigeants d'accepter la proposition de cessez-le-feu formulée par Washington.

Puis, le 8 octobre, le patron des services secrets turcs a participé aux négociations de Charm El-Cheikh, sur l'arrêt des combats et le sort des otages, aux côtés des médiateurs égyptiens, qataris et américains. Ibrahim Kalin est un véritable atout pour le président turc. Réputé pour sa maîtrise des dossiers, ses liens réguliers avec l'émissaire américain Steve Witkoff, ainsi que pour ses contacts directs avec les dirigeants du

Hamas au Qatar et certaines personnalités à Gaza, il est capable de faire bouger les lignes.

Avec ses équipes et celles du ministre des affaires étrangères, Hakan Fidan, il a développé une approche équilibrée de la scène politique palestinienne, cultivant des relations à la fois avec le Hamas et l'Autorité palestinienne rivale. Côté israélien, Ibrahim Kalin connaît le chef du Mossad (service de renseignement extérieur israélien), David Barnea, l'ancien chef du Shin Bet (service de renseignement intérieur du pays) Ronen Bar, et le conseiller à la sécurité nationale, Tzachi Hanegbi. Il est également resté en contact, selon le site d'information israélien *Ynet*, avec Irit Lillian, ancienne ambassadrice d'Israël en Turquie.

« *Nous serons présents à Gaza pour veiller au respect de l'accord* », a déclaré le maître espion turc. Il a également annoncé que la Turquie prévoyait d'envoyer des centaines de travailleurs dans l'enclave pour aider à la reconstruction. Une manière de poser les premières pierres d'un édifice dont on ignore encore l'architecture définitive. Jeudi, Ankara a annoncé envoyer des spécialistes pour participer aux recherches des corps ensevelis dans les ruines, « *y compris ceux des otages* ». Quelque 80 de ces secouristes habitués des terrains difficiles, notamment

des tremblements de terre, se trouvent déjà sur place, selon les autorités turques.

Net changement

Selon *Ynet*, des responsables israéliens ont reconnu qu'Ankara avait exercé, ces derniers jours, une forte pression sur les dirigeants du Hamas. « [Ibrahim] Kalin m'a donné l'assurance que la guerre était terminée », a déclaré Khalil Al-Hayya, le négociateur en chef du mouvement palestinien. Le changement est net par rapport à la situation qui prévalait sous l'ancienne administration américaine. Le président Joe Biden avait refusé d'inclure Ankara

dans les négociations en raison de ses relations tendues avec Washington et des objections israéliennes.

Bien que ce veto ait été levé, l'Etat hébreu reste sur ses gardes, comme l'ont rapporté de nombreux observateurs. Un déploiement de troupes turques dans une zone aussi tourmentée, en face de l'armée israélienne, ne serait pas une mince affaire. Les relations étroites entre Ankara et le Hamas, ainsi que l'entente entre Erdogan et Trump pourraient peser dans les négociations des prochaines phases du plan Trump.

« Les Israéliens s'inquiètent

de l'influence croissante de la Turquie, mais les Américains n'y prêtent guère attention, estime l'analyste politique Selim Koru. Cela tient en grande partie au succès d'Ibrahim Kalin et de Hakan Fidan, ainsi qu'à leur position à Washington. Je suppose qu'ils ont su gagner la confiance des hauts responsables de la sécurité américaine à un moment où la confiance envers les Israéliens semble s'effriter. »

Il reste à voir jusqu'où les négociateurs sont prêts à aller. Le gouvernement turc a jusque-là toujours défendu l'idée que le Hamas devait conserver un rôle politique, liant le désarmement du mou-

vement islamiste à la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Cette position contredit la feuille de route de Trump, qui prévoit de priver le Hamas de tout rôle politique et militaire et de lui retirer l'essentiel de son arsenal. Dans quelle mesure les émissaires d'Ankara seront disposés à faire pression sur les islamistes pour les convaincre de se mettre en retrait ? Les exécutions sommaires, perpétrées dans Gaza par les combattants au drapeau vert, depuis le retrait partiel de l'armée israélienne, offrent une idée des difficultés à venir.



18 octobre 2025

En Iran islamique, une station de métro en l'honneur de la Vierge Marie

Figure vénérée dans la chrétienté mais aussi l'islam, la Vierge Marie y est représentée les yeux fermés en train de prier, entourée d'une colombe, sur un bas-relief dans les couloirs de la station Maryam Moghaddas («Sainte-Marie» en persan).

Sur le bord du quai, une autre oeuvre montre son fils Jésus Christ semblant veiller sur les voyageurs.

La Vierge Marie bénéficie en Iran d'un respect unanime qui favorise le rapprochement entre croyants. Maryam est aussi l'un des prénoms féminins les plus répandus en Iran.

«Chaque élément visible dans cette station est fait pour que, lorsque l'on y passe, on comprenne que l'objectif est de

respecter les autres religions, et en particulier le christianisme», déclare à l'AFP Tina Tarigh Mehr, l'artiste à l'origine des oeuvres.

«Cet oiseau (la colombe blanche) est un symbole du Saint-Esprit. L'olivier est un symbole de paix et d'amitié», souligne-t-elle, lors d'une visite organisée pour la presse samedi, avant une ouverture prochaine au public de la station.

Dans la République islamique, vaste pays multiculturel, l'islam chiite, dont le clergé ne bannit pas la représentation des figures sacrées, est la religion d'Etat officielle.

La Constitution reconnaît toutefois l'islam sunnite, le zoroastrisme, le judaïsme et le christianisme comme cultes minoritaires, dont chacun a un repré-

sentant au Parlement iranien.

Le christianisme était présent dans cette partie du monde bien avant l'essor de l'islam lors de la conquête arabe de la Perse au VII^e siècle après J.C.

- Femme et «pureté» -

«Cette station rappelle la femme divine qui a éveillé le monde par sa pureté», avance le maire de Téhéran, Alireza Zakani.

L'édifice a été pensé pour «mettre en valeur la coexistence des religions divines à Téhéran», a-t-il écrit sur le réseau social X.

Le nombre officiel de chrétiens vivant en Iran n'est pas connu mais diverses sources l'estiment à entre 130.000 et 1 million. A Téhéran, la cathédrale Saint-Sarkis, de l'Eglise apostolique

arménienne, en est un des symboles les plus visibles.

Elle se situe à proximité de la nouvelle station dédiée à la Vierge Marie, dont les travaux ont débuté il y a dix ans.

La première ligne de métro en Iran a été mise en service en 1999 à Téhéran, ville de plus de 10 millions d'habitants connue pour ses embouteillages.

La capitale iranienne compte environ 160 stations de métro.

Plusieurs sont réputées pour leur finesse artistique, savant mélange d'architecture moderne et d'éléments persans traditionnels.

L'Iran affirme ne plus être tenu par les « restrictions » liées à son programme nucléaire, après l'expiration de l'accord signé en 2015

L'accord signé en 2015 par l'Iran, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie et la Chine, qui visait à encadrer les activités nucléaires de la République islamique en échange de la levée des sanctions de l'ONU, a pris fin le 18 octobre.



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, à Téhéran, le 5 octobre 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

L'Iran a déclaré, samedi 18 octobre, ne plus être tenu par des « restrictions » concernant son programme nucléaire, jour de l'expiration de l'accord international conclu il y a dix ans, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA).

Signé en 2015 par l'Iran, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie et la Chine, cet accord visait à encadrer les activités nucléaires de la République islamique en échange de la

levée des sanctions de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui pesaient fortement sur son économie. Sa date d'expiration avait été fixée au 18 octobre 2025, soit dix ans exactement après l'entérinement du texte par l'ONU, par la résolution 2231.

Malgré ses démentis, l'Iran est soupçonné par les Occidentaux et Israël, son ennemi juré, de développer secrètement l'arme atomique. Désormais, « toutes les dispositions [de l'accord], y compris

les restrictions prévues pour le programme nucléaire iranien et les mécanismes connexes, sont considérées terminées », a écrit la diplomatie iranienne dans un communiqué publié à l'occasion de l'expiration du pacte.

L'accord plafonnait l'enrichissement d'uranium par l'Iran à 3,67 % et prévoyait une stricte supervision de ses activités nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), gendarme onusien du nucléaire.

En 2018, les Etats-Unis, sous le premier mandat du président Donald Trump, s'étaient retirés de l'accord et avaient rétabli leurs sanctions contre l'Iran. En représailles, l'Iran s'était progressivement affranchi de certains engagements contenus dans l'accord.

Bombardements israéliens et américains

Selon l'AIEA, l'Iran est ainsi le seul pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir l'uranium à un niveau élevé (60 %), proche du seuil technique de 90 % nécessaire à la fabrication de la bombe atomique. L'Iran a, en outre, suspendu en juillet toute coopération avec l'AIEA après une guerre de douze jours déclenchée par des bombardements israéliens sans précédent contre les installations nucléaires en Iran.

Les Etats-Unis ont également mené des frappes contre certaines installations en Iran durant cette guerre. En représailles, l'Iran a lancé des missiles et des drones contre Israël. Le conflit a mis fin à une série de pourparlers indirects menés depuis avril entre les Etats-Unis et l'Iran sur le programme nucléaire iranien.

A l'initiative de la France, du

Royaume-Uni et de l'Allemagne, l'ONU a rétabli fin septembre ses sanctions contre l'Iran, levées il y a dix ans. L'expiration de l'accord nucléaire rend les sanctions « nulles et non avenues », a estimé le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, dans une lettre adressée samedi à l'ONU. Les trois

pays européens reprochent notamment à l'Iran son manque de coopération avec l'AIEA et demandent une reprise des négociations avec les Etats-Unis.

« Les efforts de l'Iran pour relancer les échanges [avec l'AIEA] ayant abouti à l'accord du Caire ont également été

sabotés par les actions irresponsables des trois pays européens », ajoute la diplomatie iranienne. Elle fait référence à l'accord conclu en septembre entre l'Iran et l'AIEA pour définir la reprise de leur coopération. « L'Iran exprime fermement son engagement en faveur de la diplomatie », a-t-elle poursuivi.

Le programme nucléaire iranien empoisonne de longue date les relations de l'Iran avec les pays occidentaux. L'Iran se défend de chercher à acquérir la bombe atomique, mais insiste sur son droit à disposer du nucléaire à des fins civiles, notamment pour produire de l'électricité.



20 octobre 2025

« Continue à rêver ! » : l'Iran provoque Trump et annonce que ses sites nucléaires sont encore opérationnels

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré lundi que le président américain Donald Trump, dont le pays a mené en juin avec Israël des bombardements contre l'Iran, « rêve » s'il pense avoir détruit les sites nucléaires iraniens

C'est bien, continue à rêver ! », a lancé le dirigeant iranien, en référence aux nombreuses affirmations de M. Trump selon qui le programme nucléaire iranien aurait été « totalement détruit ».

Les Etats-Unis ont bombardé le 22 juin le site souterrain d'enrichissement d'uranium de Fordo, au sud de Téhéran, et des installations nucléaires à Isphahan et Natanz (centre).

L'étendue précise des dégâts n'est pas connue.

Mais le président américain assure depuis plusieurs mois que les sites ont été « anéantis ».

« Nous avons largué 14 bombes sur les principales

installations nucléaires. Comme je l'avais dit au début, elles ont été anéanties et cela a été confirmé », a insisté Donald Trump, lors d'un discours lundi dernier au Parlement israélien.

« Quand nous avons détruit leur capacité nucléaire, ils ont cessé d'être la brute du Moyen-Orient », a encore affirmé le président américain lors d'une interview diffusée dimanche par la chaîne Fox News.

« En quoi l'Amérique se soucie-t-elle que l'Iran possède une industrie nucléaire ? », s'est interrogé lundi Ali Khamenei lors d'une rencontre à Téhéran avec des sportifs.

« Qui es-tu pour dire qu'un pays doit ou ne peut pas

avoir (le droit) au nucléaire ? », a-t-il ajouté, à l'adresse de Donald Trump.

Iran et Etats-Unis, autrefois de proches alliés sous la monarchie Pahlavi, ont rompu leurs relations diplomatiques après la Révolution islamique en 1979 et une prise d'otages à l'ambassade américaine.

Les deux pays sont depuis quatre décennies à couteaux tirés.

Ils avaient toutefois entamé en avril des négociations, par l'intermédiaire du sultanat d'Oman, sur le programme nucléaire de l'Iran.

Elles ont été interrompues lorsque Israël a lancé le 13 juin une attaque surprise contre l'Iran, qui a provoqué

une guerre de 12 jours. Les Etats-Unis s'étaient joints à ces frappes.

Durant la guerre, Israël a mené des centaines de frappes sur des sites nucléaires et militaires iraniens et tué des scientifiques liés au programme nucléaire de l'Iran.

L'Iran a riposté avec des tirs de missiles et de drones sur le territoire israélien.

Israël, ennemi juré du pouvoir iranien, et les pays occidentaux soupçonnent l'Iran de vouloir se doter de la bombe atomique. Téhéran, qui se défend vigoureusement d'avoir de telles ambitions militaires, affirme développer le nucléaire pour des besoins civils.

The New York Times

Oct. 20, 2025

Leaked Wedding Video Tarnishes Hard-Line Iranian Official

Rear Adm. Ali Shamkhani oversaw a brutal crackdown on women, but traditional notions of Islamic morality were little on display at his daughter's wedding.

He is one of Iran's most senior defense and national security officials and a confidant of the supreme leader. Until recently, he oversaw nuclear talks with the United States and has also shepherded the enforcement of strict Islamic rules on women and girls and ordered violent crackdowns on protesters.

Now, however, Rear Adm. Ali Shamkhani is embroiled in a type of scandal seldom seen among the Islamic Republic's top echelon. He is accused of leading a double life: preaching piety in public but practicing an altogether different lifestyle with his family.

On Saturday, a [video of his daughter's wedding](#) taken last April was leaked, and it quickly went viral online. In the video, Admiral Shamkhani is seen walking his daughter down the aisle into a wedding hall. The bride, Setayesh, is wearing a low-cut, strapless dress that shows her cleavage, and the admiral's wife is wearing a similarly revealing blue lace evening gown with bare back and sides. Other women in the video are not wearing the hijab.

The video of his daughter's wedding has touched a nerve among Iran's political class and the public for many reasons.

It is a display of exuberant wealth when most Iranians are struggling to get by and many young people can't afford to get married; it shows disregard for conservative Islamic values;

and it depicts Western-style wedding traditions, with the father walking the bride down the aisle instead of the Iranian practice of the bride and groom entering together.

On Monday, a reformist-leaning newspaper, Shargh, ran a front-page photograph of Admiral Shamkhani. "Buried Under Scandal," read the headline. The evening before, political pundits and a group of veterans from Iran's war with Iraq said in a discussion on the Clubhouse app that he must resign from all official roles and make a public apology.

Amir Hossein Mosalla, a journalist and editor of a political publication in Iran, [said on social media](#) that the video showed that "the regime officials themselves have no belief in their own laws that they support, they only want to make people's lives miserable."

Admiral Shamkhani is not just any Iranian official. He is currently the representative of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, to a newly created National Defense Council. Until July, he spent a decade as the secretary of Iran's Supreme National Security Council, a role that gave him formidable power and influence over national and foreign policies. He is also a former defense minister who once commanded both the navy and the Revolutionary Guards naval forces.

The United States imposed sanctions on Admiral

Shamkhani in 2020 and has [gone after his sons](#). Admiral Shamkhani and his sons own and operate a vast shipping empire, with oil tankers and fleets, that helps transfer oil from Iran and Russia to China. Critics have long accused him of profiting from the sanctions that have strained Iran's economy and brought hardship to ordinary people.

During Israel's 12-day war with Iran in June, the Israelis tried to assassinate Admiral Shamkhani. A missile strike destroyed his penthouse apartment in a luxury high-rise in northern Tehran. Admiral Shamkhani has said that rescue workers found him buried under the rubble.

Admiral Shamkhani reacted to the wedding controversy with a [post](#) on Monday on his official account on X, writing: "Bastards, I'm still alive!" Iranian news media reported that when he was asked at a funeral about his reaction, he reiterated the message he posted on social media.

The Tasnim news agency, which is affiliated with the Revolutionary Guards, criticized Admiral Shamkhani. "There is no doubt that the lifestyle of officials in the Islamic Republic must be defensible," it said. But it also said that publishing a private video was not ethical.

Some of Admiral Shamkhani's supporters say that he is a victim of a smear campaign by political rivals and that the wed-

ding was a private event, and segregated by sex.

But some analysts noted that the Islamic Republic had not hesitated to enforce its rules on the private lives of its citizens, dictating not just how they dress and act in public, but also raiding weddings and house parties that it does not deem Islamic.

"It's hypocrisy in its purest form," said Omid Memarian, an Iran expert at DAWN, a Washington-based research organization that focuses on American foreign policy in the Middle East.

In 2022, Admiral Shamkhani was leading Iran's National Security Council when a nationwide uprising convulsed Iran. Women were taking to the streets and burning their head scarves, outraged over the death of a 22-year-old accused by the morality police of violating the hijab rule.

One lawmaker reported going to Admiral Shamkhani and asking what should be done if the protesters did not retreat from the streets. "We will attack them until they return home," he recounted Admiral Shamkhani as saying.

Addressing the wedding video on social media on Monday, one Iranian women's rights activist, Ellie Omidvari, recalled the hundreds killed in the protests, some of them newlyweds.

"Their bride is in a palace, our bride is buried under the ground," [she said](#).

La Syrie annonce avoir saisi 12 millions de pilules de captagon

Il s'agit de la plus importante prise depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad et l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa. Le trafic de cette amphétamine de synthèse illégale était devenu durant la guerre civile l'une des principales sources de revenus de l'Etat syrien.

Environ 12 millions de pilules de captagon ont été saisies près de Damas par les forces de l'ordre syriennes, a annoncé, lundi 20 octobre, le ministère de l'intérieur syrien. Cette saisie constitue l'une des plus importantes depuis que l'autorité transitoire a pris le pouvoir, à la fin de l'année 2024.

A la suite d'une « surveillance et d'un suivi précis d'un ré-

seau de contrebande tentant de faire passer de grandes quantités de stupéfiants à l'étranger », les forces de sécurité ont saisi « environ 12 millions de comprimés de captagon dans la région d'Al-Dumayr », a déclaré le général de brigade Khaled Eid, directeur du département de lutte contre les stupéfiants, dans un communiqué du ministère. Le chef du réseau a été arrêté lors de l'opération,

selon M. Eid. Les drogues confisquées seront détruites.

Le captagon, amphétamine de synthèse illégale, était devenu la principale exportation de la Syrie pendant la guerre civile déclenchée en 2011. Il constituait une source majeure de financement illicite pour le pouvoir sous Bachar Al-Assad, qui avait transformé le pays en narco-Etat. Depuis la chute du tyran sy-

rien, les nouvelles autorités ont signalé de nombreuses saisies importantes de captagon à travers le pays. Cependant, les pays voisins continuent de signaler l'interception de grandes cargaisons.

La drogue a inondé la région, poussant les pays voisins à réclamer au Liban et à la Syrie de renforcer leurs efforts pour combattre ce trafic.



21 octobre 2025

Reconstruction de la Syrie: une opération à 216 milliards de dollars, selon la Banque mondiale

Selon un rapport de la Banque mondiale publié ce mardi 21 octobre, le coût estimé de la reconstruction de la Syrie s'élève à au moins 216 milliards de dollars. Toutes les régions de la Syrie sont concernées par les destructions, mais à des degrés différents.

« Les défis à venir sont immenses, mais la Banque mondiale est prête à travailler aux côtés du peuple syrien et de la communauté internationale pour soutenir la reprise et la reconstruction », a déclaré Jean-Christophe Carret, di-

recteur de la division Moyen-Orient de la Banque mondiale. L'institution souligne que ces treize années de conflit ont « dévasté l'économie syrienne, avec un PIB réel en baisse de près de 53% entre 2010 et 2012 ».

C'est sans surprise les zones où les combats ont été les plus violents qui sont les plus touchées et nécessitent le plus de moyens. Le défi de la reconstruction concerne donc particulièrement le nord-ouest de la Syrie, théâtre de nombreuses violences, notamment dans la région d'Alep. Pour

reconstruire la ville et sa région, ravagées par des années de guerre – notamment entre les forces arabes syriennes, l'armée syrienne libre et les Kurdes –, la Banque mondiale estime qu'il faudrait mettre 64 milliards de dollars sur la table.

Viennent ensuite les provinces de Damas, de Homs ou encore de Raqqa, au nord, ancien bastion de l'organisation État islamique. Au total, selon le rapport, ce sont donc 216 milliards de dollars qui seraient nécessaires pour reconstruire la Syrie.

Les infrastructures comme les voies de communication représentent près de la moitié du total des dépenses à engager, suivies par les bâtiments résidentiels. Cet objectif de reconstruction est devenu la priorité d'Ahmed al-Charaa. Le président de transition syrien chiffre, lui, à 1 000 milliards d'euros le budget nécessaire pour reconstruire son pays. Les autorités syriennes ont déjà signé des accords d'investissements avec l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.

Mohammed Chia Al-Soudani, le « bâtisseur » qui veut préserver la fragile stabilité de l'Irak

Le premier ministre irakien s'efforce de tenir son pays à l'écart des tensions régionales, à l'approche des élections législatives du 11 novembre.

Candidat à un deuxième mandat, il veille à donner des gages à l'administration Trump pour qu'elle empêche Israël de s'attaquer aux milices chiites pro-Iran sur le territoire irakien.

Avec une grue de chantier pour emblème, et « *L'Irak d'abord* » pour slogan, le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, se présente en bâtisseur aux élections législatives du 11 novembre. Après trois ans de mandat, durant lesquels l'Irak a renoué avec la stabilité et vu fleurir les grands chantiers, le parti de ce responsable chiite de 55 ans est favori dans les intentions de vote avec son alliance électorale, la Coalition pour la reconstruction et le développement, mais lui-même n'est pas assuré de réunir une majorité sur son nom pour être reconduit pour un deuxième mandat.

« Notre projet de développement et de reconstruction donne la priorité à l'Irak, aux espoirs et aux aspirations des Irakiens (...). Nous ne souhaitons pas agir comme mandataires de qui que ce soit. L'Irak ne sera pas un champ de bataille pour des conflits », plaide le premier ministre auprès de journaux étrangers, dont *Le Monde*. Depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, en octobre 2023, le responsable chiite veille à maintenir l'équilibre entre ses partenaires rivaux, les Etats-Unis et l'Iran, pour éviter que le conflit ne s'étende à l'Irak, après avoir gagné le Liban, la Syrie, l'Iran et le Yémen. « Il est important pour les pays



Mohammed Chia Al-Soudani, dans sa résidence à Bagdad, le 21 octobre 2025. CHARLES THIEFAINE POUR « LE MONDE »

de la région de parvenir à la stabilité et à la paix. La base du problème est la question palestinienne. Sans solution, la région restera instable et les incidents se multiplieront. (...) Le peuple palestinien doit pouvoir décider de son avenir », poursuit M. Al-Soudani, qui a apporté son soutien au plan de Trump pour Gaza. Avec l'Iran, le premier ministre irakien plaide pour une reprise des négociations sur le dossier nucléaire, estimant que la politique de « *pression maximale* » du président américain est « *contre-productive* ».

« L'Iran est un pays important et influent, qui doit être traité avec respect et à travers un dialogue direct », estime-t-il.

Relations avec Washington au beau fixe

Alors que la guerre qui a opposé Israël à l'Iran, en juin, a donné lieu à des violations de l'espace aérien irakien par l'aviation israélienne, et qu'existe la crainte d'une nouvelle offensive israélienne, le gouvernement Al-Soudani veille à donner des gages à l'administration Trump pour qu'elle

empêche l'Etat hébreu de s'attaquer aux milices chiites pro-Iran sur le territoire irakien. Le premier ministre irakien s'est évertué à convaincre, d'une part, Washington et les puissances régionales de l'importance de la stabilité de l'Irak pour la région et, d'autre part, les factions chiites pro-Iran de rester à l'écart du conflit régional.

Les relations avec Washington, qui vient de nommer l'homme d'affaires d'origine irakienne Mark Savaya comme envoyé spécial pour l'Irak, sont jugées

au beau fixe. Néanmoins, l'administration Trump multiplie les pressions pour réduire l'influence de l'Iran et de ses affidés locaux en Irak. Mardi 21 octobre, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a rappelé, lors d'un échange téléphonique avec Mohammed Chia Al-Soudani, « l'urgence de désarmer les milices soutenues par l'Iran qui sapent la souveraineté de l'Irak ». Réunies au sein des unités de la Mobilisation populaire, une coalition de milices qui a été institutionnalisée durant la guerre contre l'organisation Etat islamique (EI, 2014-2017), elles ont acquis un poids politique et économique important.

Le premier ministre irakien fait valoir que son programme électoral « comprend le désarmement et le dialogue national pour éliminer toute justification au port d'armes ». « Nous encourageons toutes les factions à s'intégrer dans les institutions de l'Etat ou à s'engager dans la vie politique », ajoute-t-il. Ces partis-milices, qui ont porté Mohammed Chia Al-Soudani au pouvoir en octobre 2022, se présentent en ordre dispersé aux législatives du 11 novembre. A l'exception d'une minorité de factions radicales, qui seraient tentées de soutenir Téhéran dans une guerre contre Israël, une majorité s'est embourgeoisée et donne la priorité à la stabilité de l'Irak pour conserver ses postes politiques et préserver ses intérêts économiques.

La décision prise, mi-octobre, par le Trésor américain de sanctionner des entités financières et commerciales liées aux deux milices irakiennes proches de l'Iran Kataeb Hezbollah et Asaïb Ahl al-Haq, les accusant d'aider le régime iranien à contourner les sanctions américaines, à faire de la contrebande d'armes et à se livrer à des activités de corruption, a été mal perçue à Bagdad. « Notre relation avec les Américains doit être fondée



Le monument les « Mains de la victoire », à l'entrée de la « zone verte », quartier ultrasécurisé de Bagdad, le 21 octobre 2025. CHARLES THIEFAINE POUR «LE MONDE

sur la base du partenariat et non de décisions prises de façon unilatérale. (...) L'Irak a fait d'importants progrès pour réformer son système financier. (...) Si nous avons été informés de ces violations, nous aurions mené une enquête », fait valoir Mohammed Chia Al-Soudani.

Retrait des forces de la coalition contre l'EI

Dans le but de réduire les tensions entre Washington et les milices pro-Iran, et d'envoyer le signal de la restauration de la souveraineté irakienne, le dirigeant irakien avait acté avec la précédente administration américaine, en 2024, la fin de la coalition internationale de lutte contre l'EI d'ici à la fin de 2026. Les pays membres de la coalition poursuivront leurs missions d'appui et de formation aux forces de sécurité irakiennes sous un format bilatéral. Le groupe djihadiste, qui s'était emparé d'un tiers de l'Irak et de la Syrie en 2014, avant d'être défait en 2019, « ne représente plus une me-

nace significative à l'intérieur de l'Irak », estime M. Al-Soudani. Quelque 400 à 500 combattants, selon la défense irakienne, survivent dans des poches résiduelles à la frontière avec la Syrie et dans le nord-est du pays. Le calendrier de retrait des forces de la coalition a été revu après la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad, en décembre 2024, face aux craintes que l'EI ne profite du vide sécuritaire en Syrie pour se réorganiser. Des troupes sont maintenues sur la base Al-Asad (ouest), à l'aéroport de Bagdad et dans la base d'Al-Harir, au Kurdistan irakien. M. Al-Soudani confirme qu'un petit contingent de conseillers militaires et personnels de sécurité américains – dont une unité de 250 à 350 hommes à Al-Asad – restera en Irak pour assurer la surveillance de la frontière avec la Syrie, en coordination avec les forces américaines qui y sont stationnées dans la base d'Al-Tanf. Une coopération sécuritaire a été amorcée avec les nouvelles autorités de Damas, en matière

de lutte contre le terrorisme et contre le trafic de drogue, un défi devenu prioritaire pour l'Irak.

Le pragmatisme dont fait preuve Bagdad avec Damas s'inscrit dans une politique de pacification des relations avec les voisins régionaux, pour régler les contentieux diplomatiques et favoriser l'intégration économique régionale, notamment avec la Turquie et les pays du Golfe. Cette politique, associée à la stabilité retrouvée de l'Irak et aux réformes amorcées par le gouvernement, se traduit par un intérêt plus marqué des entreprises golfigues et occidentales pour le marché irakien. L'enjeu pour l'Irak est de développer son secteur privé afin de créer des emplois pour les jeunes, alors que 60 % des 46 millions d'Irakiens ont moins de 25 ans. « Nous avons fait la transition de la guerre vers la stabilité. Nous devons désormais entrer sur le chemin du développement », plaide Hussein Allaoui, un conseiller du premier ministre.



22 octobre 2025

L'Iran annonce la libération conditionnelle d'une de ses ressortissantes en France

Servira-t-elle de monnaie d'échange ? Les autorités iraniennes ont annoncé mercredi 22 octobre «la libération conditionnelle» d'une ressortissante iranienne, Mahdiah Esfandiari, arrêtée en France en février pour avoir fait l'apologie du terrorisme sur les réseaux sociaux. Le parquet de Paris a confirmé sa remise en liberté sous contrôle judiciaire, ordonnée par le tribunal correctionnel de Paris, contre l'avis du ministère public. Cette procédure l'oblige notamment à pointer au commissariat et lui interdit de quitter le territoire jusqu'à son procès, prévu du 13 au 16 janvier 2026.

Mahdiah Esfandiari fait partie d'un échange discuté entre la

France et l'Iran pour obtenir la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris, deux Français détenus en Iran depuis mai 2022 et que Paris considère comme des «otages d'Etat». Dans un communiqué, le ministère iranien des Affaires étrangères s'est «félicité de la décision du juge français d'une mise en liberté sous contrôle judiciaire pour Mme Esfandiari». L'Iran «poursuivra ses efforts» jusqu'à ce qu'elle «puisse rentrer au pays», ajoute le texte.

Mahdiah Esfandiari, traductrice et diplômée de l'Université de Lyon, vivait en France depuis 2018. Téhéran estime qu'elle est injustement détenue. «Le procureur s'est ri-

goureusement opposé» à cette libération, évoquant «le risque de fuite, mais il n'a pas été suivi», a précisé Me Nabil Boudi l'avocat de l'Iranienne. Mais «le tribunal a suivi notre démonstration et considéré que la détention provisoire avait été bien trop longue au regard des faits reprochés», a-t-il ajouté. La femme de 39 ans «attend avec impatience» d'être jugée pour pouvoir s'expliquer. «Nous sommes satisfaits, elle va enfin pouvoir préparer sa défense», a poursuivi Nabil Boudi.

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris ont été inculpés en Iran notamment pour espionnage au profit des services de renseignement français et israélien, des accusa-

tions réfutées par leurs proches. Le couple a été condamné à de lourdes peines cumulées de respectivement 20 et 17 ans de prison, selon un communiqué de la justice iranienne diffusé la semaine dernière, qui ne mentionnait pas leur identité.

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, avait déclaré le mois dernier qu'un accord visant à échanger des prisonniers français en Iran contre une Iranienne détenue en France approchait de sa «phase finale». Lundi, Téhéran a affirmé que les deux pays avaient «la volonté» de résoudre cette affaire.



oct 22, 2025

Damascus reopens road to Aleppo's Kurdish neighborhood

ERBIL, Kurdistan Region - The Syrian interim government on Wednesday reopened the main road linking Aleppo's Kurdish neighborhood of Ashrafiyah to the rest of the city following the visit of a delegation from Damascus.

The Kurdish Internal Security Forces (Asayish), which con-

trols the neighborhood, said on Wednesday that the reopening of the road, which was closed recently following renewed skirmishes between Asayish and state-affiliated forces, is "part of implementing the provisions of the signed agreements."

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), which in-

cludes Asayish, has signed two agreements with the transitional government in March and April regarding the status of Ashrafiyah and Sheikh Maqsood, another Kurdish neighborhood in the city.

A delegation from Damascus visited the two neighborhoods on Tuesday.

"The visit aimed to follow up on the implementation of the

agreement's terms and to strengthen cooperation and joint coordination," said Asayish, referring to the April agreement, which focuses exclusively on the two neighborhoods.

As part of the agreement, Asayish and Damascus swapped hundreds of prisoners.



oct 22, 2025

Iraq, Turkey to sign water MoU soon

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein told Rudaw on Monday that his Turkish counterpart Hakan Fidan is set to visit Iraq to sign a memorandum of understanding (MoU) on water, adding that Baghdad expects Ankara to release more water.

Hussein visited Ankara on October 10 and held meeting with Turkish officials. His delegation included Iraq's water officials.

«We reached an understanding that they would release some water to the Euphrates and some to the Tigris for 50 days, because it's predicted that after 50 days winter will begin and rain and snow will fall, and the situation will change. But we reached another long-term understanding about how to deal with and manage water. We have reached an understanding with the Turkish government and Turkish companies that they will manage water in Iraq,» Hussein told Rudaw.

«We will sign a memorandum of understanding. When I return, I expect Hakan Fidan, the Foreign Minister, to come to Iraq so we can both sign this memorandum,» he added. The memorandum covers



Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein speaking to Rudaw on October 20, 2025. Photo: Rudaw

key water management strategies: building dams in Iraq, recycling wastewater, collecting rainwater, managing groundwater, and desalinating seawater—tasks Turkish companies will handle due to their expertise. It's a strategic agreement. In the short term, Turkey will release more water to Iraq over the next 50 days.

Iraq depends heavily on the Tigris and Euphrates rivers, both originating in Turkey. However, large Turkish dam projects, including the Southeastern Anatolia Project (GAP), have significantly reduced water flow to Iraq, worsening drought, desertification, and

environmental degradation. Currently, Iraq receives less than 40 percent of its historical water share.

While Iraq's water crisis is driven by climate change, declining rainfall, poor resource management and upstream damming by Turkey and Iran, the absence of comprehensive water-sharing agreements with these neighbors leaves Iraq vulnerable to unilateral upstream actions that threaten its water security.

PKK-Turkey peace process

The Kurdistan Workers' Party (PKK) and Turkey have publicly been en-

gaged in peace talks for about a year.

The PKK declared a unilateral ceasefire after its founder, Abdullah Ocalan, who has been jailed since 1999, released a message in February calling on the group to end its decades-long armed struggle against the Turkish state. On July 11, a group of PKK fighters burned their weapons in Jasana Cave in Sulaimani province in a symbolic disarmament as part of the peace process. A Turkish parliamentary commission is now formulating the legal foundations for peace with the PKK.

Hussein said that Turkey informed



oct 22, 2025

UN say aware of media reports on removal of Kurdish language in Afrin

ERBIL, Kurdistan Region - Farhan Haq, the deputy spokesperson of the secretary-general of the United Nations, said on Tuesday that they are aware of media reports about the removal of Kurdish language from school curriculum in Syria's Afrin city.

"We cannot confirm those reports, although we're aware

of the media reports on this. What I can tell you is that the Secretary General strongly believes in the right of people everywhere in the world to speak the languages that they choose to speak and to learn all the different languages of those areas. So we want to make sure that the basic language rights of people are protected," Haq told Rudaw

during a press briefing.

Some media outlets have reported that the interim authorities have removed Kurdish language from the curriculum. It remains unclear why the Syrian authorities made such a decision.

Afrin is a Kurdish enclave in northwest Syria. In 2018, Sy-

rian militia groups backed by Turkey seized control. Thousands of people fled their homes and most are residing in the nearby Shahba region. International organizations have recorded numerous human rights violations committed by armed groups against Afrin's remaining Kurdish population.

Le Monde

22 octobre 2025

Iran annonce la « libération conditionnelle » en France de sa ressortissante Mahdiah Esfandiari

Cette ressortissante iranienne avait été arrêtée en France en février et était détenue pour « apologie du terrorisme ». Elle a été placée sous contrôle judiciaire, ce qui lui interdit de quitter le territoire jusqu'au procès au fond, prévu en janvier 2026.

Les autorités iraniennes ont annoncé, mercredi 22 octobre, « la libération conditionnelle » d'une ressortissante iranienne, Mahdiah Esfandiari, **arrêtée en France en février pour avoir fait l'apologie du terrorisme** sur les réseaux sociaux. *Le Monde* a pu confirmer, de sources concordantes, cette remise en liberté avec placement sous contrôle judiciaire, ordonnée par le tribunal correctionnel de Paris, contre l'avis du ministère public. Le contrôle judiciaire l'oblige

notamment à pointer au commissariat et lui interdit de quitter le territoire jusqu'au procès au fond, prévu du 13 au 16 janvier 2026.

Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères iranien s'est « félicité de la décision du juge français d'une mise en liberté sous contrôle judiciaire pour M^{me} Esfandiari ». Il « poursuivra ses efforts » jusqu'à ce qu'elle « puisse rentrer au pays ».

Mahdiah Esfandiari, 39 ans,

est traductrice et diplômée de l'université de Lyon. Elle vivait en France depuis 2018 et avait été interpellée le 28 février, alors qu'elle s'apprêtait à rentrer en Iran. Elle a depuis été placée en détention provisoire et mise en cause en même temps que deux ressortissants français. Téhéran estime qu'elle est injustement détenue.

Préparer sa défense

Contacté par l'Agence France-Presse, l'avocat de M^{me} Es-

fandiari, M^e Nabil Boudi, a confirmé avoir obtenu mercredi auprès du tribunal correctionnel de Paris le placement sous contrôle judiciaire de sa cliente. Ce qui lui interdit de quitter le territoire français.

« Le procureur s'est rigoureusement opposé » à cette libération, évoquant « le risque de fuite, mais il n'a pas été suivi », a-t-il précisé. « Le tribunal a suivi notre démonstration et considéré que la détention provisoire avait été bien trop longue au regard

des faits reprochés », a ajouté l'avocat. M^{me} Esfandiari ne s'est pas exprimée sur le fond des faits qui lui sont reprochés, et « attend avec impatience » d'être jugée pour pouvoir s'expliquer. « Nous sommes satisfaits, elle va enfin pouvoir préparer sa défense », a-t-il poursuivi.

Cette affaire sensible est mise en avant par l'Iran comme une possible monnaie d'échange quant au sort des otages français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran dans des conditions très difficiles depuis mai 2022. En théorie, il ne peut pourtant y avoir, en droit pénal français, d'« échange d'otages ». Le sort de Cécile Kohler et de Jacques Paris ne dépend pas uniquement de l'issue de cette audience, même si l'Iran cherche à établir un parallèle entre le sort des Français et le traitement réservé à cette femme.



Manifestation de soutien à Mahdiah Esfandiari, devant l'ambassade de France à Téhéran, le 21 octobre 2025. MAJID ASGARIPOUR VIA REUTERS

Les Français Cécile Kohler et Jacques Paris ont été inculpés en Iran notamment

pour espionnage au profit des services de renseignement français et israélien ; des ac-

cusations réfutées par leurs proches.

LE FIGARO

Paul de Breteuil
23 octobre 2025

Iran : la robe de mariée de la fille d'un haut dignitaire embarrasse la république islamique

Ce mariage à l'occidentale contraste avec le rigorisme iranien, alors que le régime envisagerait de mobiliser 80.000 nouveaux agents de la police des mœurs pour faire respecter le code vestimentaire islamique.

Depuis vendredi dernier, la vidéo d'un mariage enflamme les réseaux sociaux iraniens. La mariée, Fatima Shamkhani, y apparaît en robe décolletée, au bras de son père Ali Shamkhani, haut conseiller du Guide suprême Ali Khamenei et ancien secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale. Alors que la république islamique impose aux femmes un code vestimentaire strict, ces images passent

mal auprès de l'opinion iranienne.

Une fuite explosive

Selon *Iran International*, une chaîne de télévision anglo-iranienne suspectée de proximité avec le gouvernement saoudien, les images auraient fuité le 17 octobre 2025. Le mariage, cependant, aurait eu lieu dès avril 2024. Des opposants au régime iranien, dont la journaliste et militante américano-iranienne, Masih Alinejad, ont largement relayé l'extrait de la cérémonie.

Une séquence montre Fatima Shamkhani vêtue d'une robe

de mariée blanche sans bretelles, décolletée, avec un voile transparent, au bras de son père. Enfin, la mère de la mariée porte une robe bleue décolletée. Les nombreuses invitées visibles à l'écran ne portent pas de hijab.

Un mariage à l'occidentale qui contraste avec le rigorisme habituel du régime, alors que l'Iran envisagerait de mobiliser 80.000 nouveaux agents de la police des mœurs pour faire respecter le code vestimentaire islamique. Une mesure que le secrétaire à Téhéran de la promotion de la vertu et de la répression du vice, Rouhollah Momen-Nasab, a annoncée à la presse iranienne jeudi 16 octobre.

Depuis la Révolution islamique de 1979, les femmes iraniennes ont en effet l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics. Or, elles sont de plus en plus nombreuses à braver les injonctions des autorités. La mémoire de Mahsa Amini, morte en détention en septembre 2022 pour infraction au code vestimentaire, est toujours vive dans l'opinion iranienne. Outre la polémique liée à la robe de mariée, une partie des Iraniens s'irrite du faste de la cérémonie, eu égard à l'inflation qui frappe le pays, notamment en raison des sanctions internationales. « Pour ces gens-là », écrit le média réformateur, *Fararu*, « Ali Shamkhani n'est

pas différent d'un acteur de cinéma. Écrasés sous une inflation débridée et insupportable, les citoyens qui regardent la fille de Shamkhani se marier dans un hôtel de luxe ne peuvent que s'indigner».

Le principal intéressé, Ali Shamkhani, a réagi laconiquement sur X. «Bande de salauds, je suis toujours en vie», a-t-il répondu à ses détracteurs. Un message rédigé en hébreu, façon de charger Israël, qu'il accuse implicitement d'avoir orchestré la fuite.

D'autres officiels iraniens ont également commenté la situation. Selon [des médias](#) proches du gouvernement iranien, le président du Conseil d'information du gouvernement, Elias Hazrati, a réagi publiquement

à la diffusion de l'extrait. «Il faut être vigilant, car l'objectif principal de cette guerre médiatique est de créer de la méfiance et du désespoir dans la société, et non de critiquer ou de corriger le comportement des individus», aurait-il déclaré lors d'une réunion politique dans la province de Qazvin. Affaire à suivre.

REPORTAGE - Depuis deux ans, plus de 4 millions d'Afghans installés dans ces pays frontaliers de l'Afghanistan, parfois depuis des décennies, ont été renvoyés dans leur pays.

ENTRETIEN - Couronné de la palme d'or à Cannes pour *Un simple accident*, choisi pour représenter la France aux Oscars, le réalisateur signe un long-métrage incisif et courageux.

Rencontre avec ce grand maître du septième art iranien, lors de son passage à Paris.

DÉCRYPTAGE - Produits dans notre pays et présentés dans les grands festivals, de nombreux réalisateurs ont émergé ces derniers mois dans l'Hexagone. Un courant qui se confirme.

CRITIQUE - Récompensé sur la Croisette au printemps dernier, le film de l'Iranien Jafar Panahi représentera la France à l'Oscar du meilleur film international.

REPORTAGE - Jeudi soir, place de la Nation, se tenait un rassemblement de soutiens pour les deux ressortissants français, toujours détenus en Iran. Famille, collègues, bénévoles ou

politiques, tous semblent partager une même amertume. Son crime ? Avoir rédigé des slogans sur un mur de la capitale. À 42 ans, la prisonnière politique Somayeh Rashidi est morte à cause d'un déni de soins médicaux derrière les barreaux. Les défenseurs des droits humains sont sous le choc.

ENTRETIEN - La photographe et vidéaste Shirin Neshat met en scène *Aïda* à l'Opéra de Paris. Une œuvre dont elle se sent proche et qui, pour elle, résonne cruellement avec l'actualité.

DÉCRYPTAGE - Les pays occidentaux sont déçus du manque de coopération de Téhéran sur l'inspection de ses sites nucléaires.

Le Monde

24 octobre 2025

En Turquie, la justice déclare infondée une plainte pour des allégations d'achats de voix lors d'un congrès du principal parti d'opposition

Le Parti républicain du peuple a toujours rejeté ces accusations et accuse le gouvernement d'utiliser le pouvoir judiciaire pour mener un « coup d'Etat politique »

Un tribunal d'Ankara a rejeté, vendredi 24 octobre, une plainte pour des allégations d'achats de voix lors d'un congrès du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) en 2023. Ces poursuites menaçaient d'invalidier l'élection de l'actuelle direction du CHP et d'aboutir à la nomination d'un administrateur désigné par l'Etat à la tête du parti.

La décision des juges, qui ont

déclaré la plainte infondée, [a été accueillie par des applaudissements dans la salle d'audience](#), a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP).

L'avocat du CHP, Caglar Caglayan, s'est félicité d'une décision « résultant de l'Etat de droit ». « Puisse-t-elle être bénéfique pour tous », a-t-il déclaré à la presse à l'issue de l'audience. L'avocat du plaignant, un ancien maire

CHP, a annoncé sa volonté de faire appel de la décision du tribunal d'Ankara.

« A l'heure où les notions de droit et de justice sont vidées de leur substance, cette décision (...) est la bienvenue pour notre démocratie », a réagi sur X le porte-parole du CHP, Deniz Yücel.

Les marchés, sensibles aux soubresauts politiques en Turquie, ont aussi réagi favo-

rament : le BIST100, indice vedette de la Bourse d'Istanbul, progressait fortement (+ 4,45 %) peu après midi (11 heures à Paris).

Cible d'une vaste offensive judiciaire

Le CHP, sorti large vainqueur d'élections locales en 2024, nie depuis le début ces accusations, et reproche au gouvernement d'utiliser le pouvoir judiciaire pour mener à bien

un « coup d'Etat politique ».

Pour tenter de consolider sa direction, le CHP avait organisé un congrès extraordinaire le 21 septembre, au cours duquel Özgür Özel, actuel dirigeant du parti, avait été ré-élu.

Le CHP, fondé par le père de la République turque, Mustafa Kemal, dit Atatürk, est la cible depuis un an d'une vaste offensive judiciaire. Sa figure la plus populaire, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, est incarcéré depuis mars pour corruption – une accusation qu'il rejette. Vendredi, une nouvelle enquête, cette fois pour espionnage, a été ouverte contre lui.

L'arrestation de M. Imamoglu, vu comme le plus sérieux rival du président Recep Tayyip Erdogan, avait provoqué de nombreuses réactions internationales et suscité une



Özgür Özel, le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), salue ses partisans lors d'un rassemblement en faveur du peuple palestinien, à Istanbul, le 24 septembre 2025. DILARA SENKAYA / REUTERS

contestation inédite en Turquie depuis 2013. Plus d'une dizaine d'autres

maires CHP d'arrondissements d'Istanbul et de villes turques ont également été ar-

rêtés et incarcérés depuis un an, la plupart pour corruption ou terrorisme.

Le Monde

Madjid Zerrouky
25 octobre 2025

En Syrie, le pouvoir aux prises avec les djihadistes étrangers

Les affrontements entre les autorités syriennes et les djihadistes français retranchés dans le camp de Harem témoignent des difficultés du nouveau régime à intégrer ces groupes étrangers dans les nouvelles institutions sécuritaires du pays et au sein de la société.

Des Français assiégés par les nouvelles forces de sécurité syriennes, retranchés avec femmes et enfants dans un camp adossé à la frontière turque ; des échanges de tirs ; des heures de négociations et un cessez-le-feu en trompe-l'œil. Un bain de sang aura été évité de peu quand, au terme de trente-six heures de crise, les autorités de Damas et des djihadistes français dirigés par Omar Omsen (Diaby de

son vrai nom), un prédicateur niçois de 50 ans, sont parvenus à un accord, jeudi 23 octobre, pour mettre fin à leurs combats près de la localité de Harem, où il avait établi sa base, selon les chefs de la sécurité de la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays.

[La police paramilitaire avait encerclé le camp des djihadistes français dans la nuit du 21 au 22 octobre](#) avec l'in-

tention d'arrêter Omar Omsen, officiellement accusé d'avoir enlevé et de détenir une fillette, elle-même de nationalité française, à la suite d'une plainte déposée par sa mère auprès d'une cour islamique de la région. C'est la première fois, depuis leur arrivée au pouvoir en décembre 2024, que les nouveaux maîtres du pays, menés par l'ancien djihadiste Ahmed Al-Charaa, assumaient publiquement une confrontation

armée avec des combattants étrangers et, au passage, d'anciens compagnons d'armes.

Dans un communiqué, le commandant des forces de la sécurité intérieure de la province d'Idlib, le général Ghassan Bakir, a précisé que les autorités avaient demandé à Omar Omsen de se livrer, mais que ce dernier avait refusé et s'était « retranché ». Puis il l'a accusé de tirer sur

les forces gouvernementales et d'« *utiliser les civils comme boucliers humains* ».

Un des principaux recruteurs d'étrangers en Syrie

Invoquant une « *trahison* », le groupe dirigé par Omar Omsen assure que les services de sécurité syriens ont coordonné leur raid avec les renseignements français afin de livrer, à terme, son chef à Paris. Les autorités françaises, qui se sont abstenues de commenter ces incidents, n'en ont pas moins toujours gardé un regard attentif sur les activités du djihadiste et des quelque 70 combattants français qui continuent à graviter autour de lui. Lesquels comptent parmi les derniers survivants des plus de 1 500 volontaires venus depuis l'Hexagone guerroyer, puis mourir sur les champs de bataille de la guerre civile syrienne, à partir de 2012, enrôlés en majorité dans les rangs de l'organisation Etat islamique (EI). Les « Français d'Idlib » et leur chef avaient, eux, fait le choix de prêter allégeance aux frères ennemis de l'EI : le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, qui deviendra Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), le groupe d'Al-Charaa, aujourd'hui au pouvoir à Damas.

Originaire de la région de Nice, dans laquelle il était arrivé à l'âge de 5 ans, le Franco-Sénégalais a longtemps été considéré comme un des principaux recruteurs d'étrangers en Syrie, pays vers lequel il a organisé plusieurs dizaines de départs de Français grâce à des campagnes de recrutement très actives sur les réseaux sociaux. **Il avait lui-même quitté la France pour rejoindre les lignes de front et les combattants djihadistes** qui ont afflué pour combattre l'ancien régime de Bachar Al-Assad, à l'été 2013, et avait fondé dans le nord-ouest du pays la « brigade des étrangers » (« Firqat al-Ghouraba »). Brouillé de-



Des forces de sécurité syriennes à Idlib, en Syrie, le 16 juillet 2025. OMAR ALBAW / MIDDLE EAST IMAGES VIA AFP

puis avec HTC, dont il refusait la tutelle, puis tombé en disgrâce, il ne sortait plus depuis trois ans du petit camp de Harem de crainte d'être arrêté.

« *Depuis le premier jour de l'après-Bachar Al-Assad, la place des mouhadjiroun [“émigrants”, les djihadistes étrangers dans la terminologie islamiste] dans la nouvelle Syrie est une question sensible mais transparente* », explique une source sécuritaire, qui assure que le nouveau pouvoir a, dès le départ, fixé des règles en affirmant qu'il ne permettrait pas que le territoire syrien serve de sanctuaire à des combattants tentés de mener des attaques contre des pays tiers, voisins ou lointains, et qu'il entendait s'assurer un monopole du port et de la possession des armes dans le pays. « *Cela passe par l'intégration des combattants qui le souhaitent dans les nouvelles institutions sécuritaires et armées de l'Etat et à leur réinsertion dans la société en règle générale* », ajoute la source.

Processus d'intégration

Sous la pression américaine dès les lendemains de la chute

du régime d'Al-Assad, en décembre 2024, la nouvelle administration a engagé un processus d'intégration de ces étrangers dans des brigades nouvellement créées au sein de l'armée. Washington estimait qu'il était préférable de garder ces combattants au sein d'un projet étatique plutôt que de les en exclure, au risque de les voir se disperser dans la nature. Les Américains posaient néanmoins comme condition que ces djihadistes ne soient pas installés à des postes de haut niveau dans la structure gouvernementale. Pragmatique et désireux de changer radicalement son image auprès de l'Occident, le président par intérim et ancien djihadiste Ahmed Al-Charaa avait lui-même rompu avec la nébuleuse Al-Qaïda, dès 2016, et renoncé au djihad global.

Signe, pourtant, d'un certain embarras au sein du pouvoir face aux tentatives de contrôle des groupes djihadistes toujours constitués, les autorités syriennes s'en tiennent officiellement à la thèse d'un fait divers qui a mal tourné dans l'affaire d'Omar Omsen et du camp de Harem. Le conseiller médias du président par intérim syrien a ainsi affirmé, sur

le réseau social X, que les affrontements étaient survenus « *parce que ces individus ont refusé de se soumettre à la loi* ». « *La question n'a rien à voir avec leur statut de combattants étrangers* ». « *Un Syrien qui agirait de la même manière serait traité de la même façon* », a-t-il insisté : « *La Syrie d'aujourd'hui est un Etat de droit, et chacun doit respecter les lois et règlements en vigueur* ».

Refus de se soumettre totalement

« *Omar Omsen et ses troupes s'obstinaient à refuser tout dialogue avec l'Etat* », explique un editorialiste proche du pouvoir à Damas, où l'on accuse les djihadistes français d'avoir créé un petit réduit qui obéissait à ses propres règles, allant jusqu'à dénier aux autorités un droit de regard sur les armes qu'ils détiennent. « *Ils viennent quand même d'ouvrir le feu sur nos forces...* », ajoute la source sécuritaire, qui rappelle le passif du Français avec HTC, dont il défiait l'autorité dans la région d'Idlib avant même que le groupe islamiste syrien prenne le pouvoir. Le Niçois a ainsi passé plus d'un an et demi en détention, entre

The New York Times

Oct. 26, 2025

Turkey Offered to Help in Postwar Gaza. Israel Isn't About to Say Yes.

As a guarantor of the cease-fire, Turkey is keen to play a role in Gaza's future, seeing political and economic benefits. Israel is having none of it.

Turkey has emerged as a key actor in solidifying the initial cease-fire in the Gaza Strip and hopes to leverage its powerful military, its experienced construction firms and its relationship with Hamas to play a role in the territory's future.

But Israel is staunchly opposed.

President Recep Tayyip Erdogan helped press Hamas to accept the cease-fire, making Turkey a key guarantor. But throughout the war, he has harshly criticized Israel and stood by Hamas, which Turkey does not consider a terrorist organization as Israel and other countries do.

As the war escalated, Mr. Erdogan cut off diplomatic relations and trade with Israel. He routinely calls the war a genocide and has compared Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel to Adolf Hitler.

During Vice President JD Vance's visit to Israel this week, reporters asked Mr. Netanyahu whether he would allow Turkish security personnel to play a role in postwar Gaza. "I have very strong opinions on that," he responded. "You want to guess what they are?"

Mr. Vance has said that the United States would not force anything on Israel "when it comes to foreign troops," but suggested that Turkey could play a "constructive role."

What Turkey could bring to the table



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, at a conference devoted to ending the war in Gaza, this month in Sharm el-Sheikh, Egypt. Kenny Holston / The New York Times

This month, Mr. Erdogan said that Turkey would "meticulously monitor the word-for-word implementation" of the cease-fire deal and participate in on-the-ground enforcement and rebuilding.

"We will support the reconstruction activities with the international community to put Gaza back on its feet," he said.

Turkey's foreign minister, Hakan Fidan, said last week that Turkish officials had helped monitor the initial cease-fire. He added that before Turkey could decide whether to participate in a proposed international stabilization force for Gaza, its

structure and rules of engagement had to be defined.

On Thursday, a spokesman for the Turkish Defense Ministry told reporters that the ministry was ready to help "protect the peace with its experience from previous peace missions." The duties of a stabilization force, he added, could include aid delivery, security patrols, border monitoring and the protection of civilian infrastructure.

Why Israel objects to Turkish involvement

Israel has many reasons to distrust Turkey's intentions in Gaza, given its longstanding political support for Hamas.

Israeli officials worry that Turkey wants to help the militant group survive in Gaza, rather than assist in dismantling it.

"If you want to have peace, if you want Hamas to disappear," then Turkey could not play a role in Gaza, Amichai Chikli, a minister in Mr. Netanyahu's government, said in an interview.

"Turkey supports Hamas," he said. "That's a very simple equation."

Of course, it was Turkey's relationship with Hamas that enabled Mr. Erdogan's government to press its leaders to agree to the cease-fire. "That is how ultimately Turkey

came to sit at that table,” said Sinan Ulgen, director of Edam, an Istanbul-based research institution. “It is based on its relationship with Hamas, not on its relationship with Israel.”

Israel is also wary of Turkish aid efforts in Gaza. In 2010, an independent Turkish aid group organized a flotilla carrying aid to Gaza, which Israel had blockaded since 2007, after Hamas came to power. Israeli commandos raided it and nine activists were killed aboard the Mavi Marmara ship, prompting international condemnation. Israel accused the flotilla activists of supporting Hamas.

People waving Palestinian and Turkish flags as the Mavi Marmara returns to Istanbul in

2010 after being stormed by Israeli commandos months earlier. Burhan Ozbilici/Associated Press

On a visit to Israel this week, Secretary of State Marco Rubio said that an international stabilization force in Gaza would have to be made up of “countries that Israel’s comfortable with.”

Gallia Lindenstrauss, an expert on Israeli-Turkish relations at the Institute for National Security Studies in Tel Aviv, said that having Turkish troops in proximity to Israeli soldiers could be risky: “What would happen if there would be an accidental clash?”

Ms. Lindenstrauss said that Israel doubts whether the Turks seek a role “to imple-

ment the cease-fire as written or to influence the situation on the ground in ways that they want and also to have more leverage against Israel.”

What Turkey wants in Gaza

Politics, both at home and abroad, underpin Turkey’s motivation to seek a role in post-war Gaza, analysts say.

“There is broad support among the public for Turkey taking a role in the stabilization and eventually the reconstruction of Gaza,” Mr. Ulgen said. “It also allows Erdogan to continue to uphold his image as an influential leader at the international level, which plays well with his domestic constituency.”

Ahmet Kasim Han, a professor of international relations at Beykoz University in Istanbul, said Turkey was also seeking a role for its construction companies to help rebuild Gaza, if someone else pays for it.

Mr. Erdogan’s government also envisions a political role for Hamas in Gaza’s future, Mr. Han said.

“Turkey wants Hamas to remain relevant and it realizes that the only way for Hamas to remain relevant is for it to give up its arms,” he said, adding that he was skeptical that Hamas would heed Turkey’s call. “Neither Turkey nor anyone else can force Hamas to do that.”



26 octobre 2025

Le PKK annonce le retrait de ses forces de Turquie et appelle à la réintégration politique

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a confirmé qu’il «mettait en œuvre le retrait de toutes ses forces à l’intérieur de la Turquie», 25 combattants, hommes et femmes, ayant déjà été déplacés vers le nord de l’Irak, où se trouvent les bases de la guérilla.

L’annonce, rapportée par les médias turcs citant des sources au Kurdistan irakien, représente une nouvelle étape dans le processus entamé en décembre 2024, lorsque le PKK a déclaré son démantèlement et la fin de sa lutte armée de 40 ans contre l’État turc, un conflit qui a fait environ 45 000 morts.

Cette décision fait suite à l’appel lancé par Abdullah Öcalan, le fondateur et dirigeant emprisonné du PKK, qui, en février de cette

année, a appelé de sa prison à «la paix et à une société démocratique».

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l’Union européenne, a souligné que cette décision était le résultat de ce qui avait été convenu lors de son 12e congrès en mai, qui a officiellement ratifié la fin de la lutte armée.

En juillet, des dizaines de guérilleros avaient matérialisé cet engagement en brûlant leurs armes lors d’une cérémonie symbolique de désarmement dans la province de Souleimaniye, au Kurdistan irakien.

Exigences à l’égard du gouvernement

Le communiqué du PKK appelle le gouvernement turc à promulguer «sans délai» les lois nécessaires pour garantir la réintégration de ses membres dans la société turque et leur permettre de participer aux processus politiques et démocratiques du pays.

La guérilla met également en garde contre les menaces que représentent les tensions actuelles au Moyen-Orient : «Les conflits et les guerres qui se déroulent au Moyen-Orient en sont venus à menacer sérieusement l’avenir de la Turquie et des Kurdes», déclare le PKK.

Ankara a pris plusieurs mesures dans le cadre de ce processus de paix, notamment la création d’une commission parlementaire avec une large participation des

partis politiques turcs, chargée de proposer les mesures législatives demandées par la guérilla.

Bien que cette annonce soit considérée comme historique, de nombreux analystes la jugent largement symbolique, étant donné que le PKK ne dispose plus de forces significatives sur le territoire turc.

Elle reste toutefois un geste politique important à quelques jours de la rencontre prévue mardi entre le président Recep Tayyip Erdogan et une délégation du parti de gauche pro-kurde DEM, qui a joué un rôle clé dans les négociations entre Abdullah Öcalan et le gouvernement turc.

En Syrie, dans le camp de Roj, le sort suspendu des femmes de djihadistes

Quelque 2 100 femmes ayant rejoint l'organisation Etat islamique sont détenues dans le camp de Roj, dans le nord-est de la Syrie.

En cette fin d'octobre, le ciel au-dessus du camp de Roj est d'un bleu pâle, sans le moindre nuage pour atténuer la chaleur persistante. Sur cette étendue désertique du nord-est syrien, le Rojava, tout près des frontières turque et irakienne, un haut mur fraîchement érigé confirme ce que beaucoup redoutaient : le camp, sous l'autorité des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance dominée par les Kurdes, abrite les familles de djihadistes venus du monde entier rejoindre l'organisation Etat islamique (EI), lors de la guerre en Syrie, durant les années 2010, avant d'être capturés. Roj est là pour durer. Et ce, malgré l'accord signé le 10 mars entre le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, et le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, prévoyant l'intégration progressive des institutions de cette région autonome du nord-est de la Syrie dans l'Etat syrien.

A terme, les nouvelles autorités de Damas, arrivées au pouvoir après [la chute, en décembre 2024, de Bachar Al-Assad](#), doivent reprendre le contrôle des camps et des prisons de la région, où sont détenus environ 9 000 membres présumés de l'EI et leurs familles.

Mais ici, à Roj, où vivent quelque 2 100 femmes avec leurs enfants, rien ne laisse penser qu'un tel transfert de pouvoir soit en préparation. « Rien n'a été fait, à ce stade,



William Keo pour « Le Monde »

pour que le contrôle soit transféré à d'autres », explique Javré, 30 ans, une Kurde du Rojava, responsable de la sécurité du camp, qui préfère taire son nom de famille. « Ceux qui [selon l'accord du 10 mars] sont censés reprendre les camps et les prisons sont eux-mêmes d'anciens membres de Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique] ou des mercenaires », poursuit-elle, faisant allusion au passé du président Al-Charaa, autrefois lié à Al-Qaïda, ainsi qu'à d'autres forces radicalisées affiliées aux nouvelles autorités syriennes.

Tentatives de fuite

Parmi les familles étrangères encore présentes à Roj, environ 110 sont françaises, composées de femmes, mais en grande majorité d'enfants. Beaucoup ont déjà été rapatriées vers la France. Le dernier transfert, le 16 septembre, concernait trois femmes et dix enfants. Dans cette mer de tentes blanches et bleues, l'éventualité d'une reprise du contrôle par Damas réjouit certaines détenues. « Depuis l'accord du 10 mars, certaines

femmes nous disent ouvertement qu'elles veulent rejoindre les territoires tenus par le HTC [Hayat Tahrir Al-Cham, le groupe du président Al-Charaa, aujourd'hui dominant à Damas]. Ces dernières semaines, nous avons eu davantage de tentatives de fuite [pour rejoindre ce territoire]. Certains ex-détenus, notamment ceux ayant fui du camp d'Al-Hol [qui abrite des membres présumés de l'EI] et ayant rejoint les groupes djihadistes, contactent les femmes ici pour les encourager à faire de même [pour poursuivre le djihad] », ajoute Javré.

Fatima (un prénom d'emprunt), 50 ans, mère et grand-mère, entièrement voilée, refuse catégoriquement un retour en France. « Beaucoup de femmes, françaises ou issues d'autres nationalités, sont parties autour de moi. Moi, je veux vivre libre en Syrie [une fois que Damas aura repris le contrôle de Roj] », lâche-t-elle sans hésitation. Comme beaucoup de femmes du camp, elle suit l'actualité grâce à une télévision et une parabole installées dans sa tente.

Elle sait que 47 Français soupçonnés d'appartenir à l'EI ont été remis à l'Irak durant l'été pour y être jugés pour des crimes commis sur place au milieu des années 2010. Elle assure que cette perspective ne l'inquiète pas. « Je n'ai aucun lien avec ce pays-là », dit-elle en répétant : « Je veux être libre, ici, en Syrie. »

Amira (un prénom d'emprunt), 29 ans, est plus nuancée. Elle refuse, pour l'instant, son rapatriement en France, craignant que ses deux enfants, une fille de 9 ans et un garçon de 7 ans, soient placés non pas chez leur grand-tante, mais en famille d'accueil, puis envoyés dans des centres de déradicalisation. « J'ai peur que mes enfants ne m'oublient, qu'ils ne comprennent pas qui je suis, ni pourquoi je suis venue ici, non pas de mon plein gré, mais parce que mes parents ont décidé de rejoindre Daech en 2014 », confie-t-elle.

Les idées « trop cruelles » de l'EI

Ces derniers, pratiquants, ne l'avaient jamais forcée à suivre

la religion. Mais un oncle très religieux a, dit-elle, « *retourné le cerveau* » de son père, entraînant toute la famille jusqu'à Tall Abyad, une ville du nord de la Syrie, où elle est mariée à un combattant. « *Mon mari n'était pas strict. Avec lui, je regardais sur YouTube des vidéos pour apprendre l'anglais et le turc* », raconte la jeune femme. Au cours de l'entretien, Amira laisse apparaître un piercing sur sa lèvre inférieure, à droite. « *Je l'ai fait ici* », sourit-elle. « *Avant, à Al-Hol [où elle a été détenue pendant quatre ans], les sœurs [membres de l'EI] ne nous laissaient pas faire ce genre de choses.* » Elle en a un autre, au nombril, qu'elle a fait en accord avec son mari.

L'homme, dont Amira préfère taire la nationalité, a été tué après la [bataille de Baghouz, ultime bastion de l'EI tombé en 2019](#). Le père d'Amira est porté disparu depuis. Blessée, la jeune Française s'est rendue aux forces kurdes avec ses enfants et se retrouve enfermée au camp d'Al-Hol,

dans des conditions qu'elle décrit comme « *très dures* ». « *À Al-Hol, il y a eu des meurtres. J'avais peur pour mes enfants* », confie-t-elle. Une tentative d'évasion lui a coûté 17 000 dollars (14 600 euros), une somme versée par ses beaux-parents, et lui a valu sept mois de prison hors du camp. Aujourd'hui, dans sa tente propre et bien rangée à Roj, elle donne à ses enfants des cours d'anglais, de français et d'arabe. « *L'école, ici, deux heures par jour, ne sert à rien*, soutient Amira. *Je préfère les instruire moi-même. Je ne veux pas qu'ils finissent comme les autres enfants du camp, sans éducation.* » Elle qui lit « *beaucoup pour s'évader* » vient de terminer *Le Guêpier*, une nouvelle d'Agatha Christie, emprunté dans la médiathèque du camp.

Les idées de l'EI, « *trop radicales, trop cruelles* », responsables de « *beaucoup d'injustices* », elle les rejette désormais. Si elle s'enveloppe toujours dans une longue abaya ne laissant voir que

ses yeux, c'est par crainte du regard des voisines. « *Ici, les femmes parlent trop. Si l'une d'entre nous ne se couvre pas assez, elles peuvent s'en prendre à ses enfants. Une fois sortie d'ici, je garderai juste un voile sur mes cheveux. Je me débarrasserai de toutes ces couches* », assure-t-elle. La possibilité d'un transfert vers l'Irak l'effraie. « *Là-bas, ce serait pire. J'en suis certaine* », glisse-t-elle.

Nouvelle génération

Parmi les Françaises de Roj, selon l'avocate Marie Dosé, qui défend plusieurs familles de djihadistes, se trouvent deux sœurs de 18 et 20 ans qui demandent à être rapatriées en France. Mais leur requête est restée lettre morte. « *Ces enfants paient pour les crimes de leurs parents*, déplore l'avocate. *La France a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme et par d'autres juridictions. Pourtant, elle persiste dans l'arbitraire et fait le choix conscient de l'inhumanité en sacrifiant ces enfants.* »

Dans les allées de Roj, on croise de jeunes garçons, désormais presque adultes. Jusqu'en 2023, une fois majeurs, ils étaient systématiquement transférés dans des centres de déradicalisation ouverts dans le Rojava. Faute de place, ils restent désormais dans le camp. Selon les décomptes des autorités du camp de Roj, environ 50 jeunes hommes de 18 à 20 ans y vivent encore. Ces dernières évoquent aussi des cas de viols. Mais les victimes et leurs familles refusent de porter plainte, par peur d'être stigmatisées. « *Le plus dangereux, c'est cette nouvelle génération, bercée depuis l'enfance dans cette idéologie* », alerte Hokmiya Ibrahim, coprésidente de l'administration du camp de Roj. « *Nous faisons ce que nous pouvons avec nos moyens pour contenir le problème, mais nous n'y pouvons pas grand-chose* », assure-t-elle, constatant son impuissance face à ce défi et invitant la communauté internationale à intervenir.

Le Monde

26 octobre 2025

Le PKK annonce le retrait de ses forces de Turquie vers le nord de l'Irak, une étape-clé dans un processus de paix

Après plus de quarante ans d'un conflit meurtrier entre le PKK et le gouvernement turc, le groupe armé a annoncé sa dissolution et s'est engagé dans un processus de désarmement et de paix avec les autorités turques.

Dans un [communiqué](#) publié par l'agence de presse Firat, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé, dimanche 26 octobre, lors d'une cérémonie dans le nord de l'Irak qu'il retirait toutes ses forces de Turquie vers le nord de l'Irak. « *Nous mettons en*

œuvre le retrait de toutes nos forces à l'intérieur de la Turquie », avec 25 combattants, hommes et femmes, se trouvant déjà dans le nord de l'Irak, déclare le PKK dans son communiqué. La Turquie a salué cette annonce, y voyant des « *résultats concrets* » des efforts visant

à mettre fin à un conflit de quatre décennies.

Un dirigeant du mouvement kurde, Devrim Palu, a affirmé à l'Agence France-Presse (AFP) que la libération du chef historique emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, était une condition « *cruciale* »

pour le succès du processus de paix. Il a ajouté qu'avec ce retrait le PKK cherchait à préserver la paix en empêchant des « *provocations* ».

A la suite de discussions indirectes entamées en octobre 2024, le PKK, considéré comme terroriste par Ankara,

a annoncé en mai sa dissolution, répondant à un appel en ce sens de son chef historique, après plus de quatre décennies de combat contre les forces turques.

Défendre les droits des Kurdes en Turquie par la voie démocratique

Le PKK appelle la Turquie à prendre les mesures juridiques nécessaires à la poursuite du processus de paix et à per-

mettre à l'intégration de ses militants dans la vie politique. « *Les mesures juridiques et politiques voulues par le processus* » et les lois « *nécessaires à la participation à la vie politique démocratique doivent être mises en place sans délai* », ajoute le PKK dans sa déclaration.

Le PKK dit désormais vouloir défendre les droits de la minorité kurde en Turquie par la voie démocratique, comme

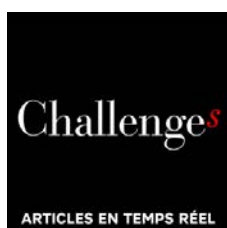
l'a demandé M. Öcalan, figure tutélaire du mouvement malgré ses années de détention, lors de son « *appel à la paix* », en février.

Détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, Abdullah Öcalan avait appelé le 27 février son mouvement à se dissoudre, saisissant un processus lancé par les autorités d'Ankara depuis octobre.

Selon le président turc, Recep

Tayyip Erdogan, ces violences ont fait 50 000 morts, dont 2 000 soldats et causé des milliards de dollars de pertes à l'économie turque.

Une commission parlementaire turque chargée de préparer un cadre légal au processus de paix a commencé ses travaux en août. Et M. Öcalan a été autorisé en septembre, pour la première fois depuis six ans, à rencontrer ses avocats.



27 octobre 2025

Le PKK annonce le retrait de ses combattants de Turquie vers le nord de l'Irak

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a déclaré dimanche qu'il retirait ses combattants de Turquie vers le nord de l'Irak dans le cadre d'un processus de désarmement qu'il coordonne avec le gouvernement, et a pressé Ankara à prendre des mesures concrètes pour faire avancer la transition vers la paix.

Le PKK, qui mène une insurrection contre l'État turc depuis 1984, a décidé en mai de se désarmer et de se dissoudre après l'appel

à la fin de la lutte armée lancé par son chef emprisonné, Abdullah Öcalan. Les combats ont fait plus de 40.000 morts.

En juillet, le groupe, désigné comme organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne, a commencé à déposer ses armes lors d'une cérémonie organisée dans une grotte du nord de l'Irak, une étape symbolique mais significative vers la fin de quatre décennies de lutte armée.

Dans un communiqué

publié dimanche du nord de l'Irak, le PKK a déclaré qu'il avait décidé de retirer tous ses combattants afin de jeter les bases de ce qu'il appelle une «vie libre, démocratique et fraternelle», tout en faisant passer les processus de désarmement et d'intégration à une nouvelle phase.

Cette décision montre l'engagement du PKK dans le processus et le gouvernement turc doit prendre sans délai des mesures «juridiques et politiques», a-t-il ajouté.

Ankara doit ouvrir la voie à la transition du PKK vers une «politique démocratique» par le biais de lois sur l'intégration.

Le PKK est basé dans le nord de l'Irak après avoir été repoussé bien au-delà de la frontière sud-est de la Turquie ces dernières années. L'armée turque frappe régulièrement les bases du PKK dans la région et y a établi plusieurs avant-postes militaires. (Version française Kate Entringer)

Turquie : dans un geste d'apaisement, le PKK annonce déplacer ses forces de Turquie vers le nord de l'Irak

Dimanche, le Parti des Travailleurs du Kurdistan a appelé Ankara à prendre « sans délai » les mesures juridiques nécessaires pour sauver le processus de paix lancé il y a un an.

Une page est peut-être, de nouveau, en train de se tourner en Turquie. Après avoir déclaré un cessez-le-feu le 1^{er} mars, consenti à sa propre dissolution en mai, brûlé une trentaine de fusils, en juillet, pour marquer une première phase de désarmement, après quatre décennies de guerre, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé, dimanche 26 octobre, qu'il retirait ses unités de Turquie et les déplaçait vers le nord de l'Irak. Un geste symbolique mis en scène par une cérémonie à la frontière irakienne : plusieurs dizaines de journalistes ont pu assister à l'arrivée, à pied, de 25 femmes et hommes en armes qui venaient de quitter le territoire turc.

Dans son communiqué lu sur place, le PKK a appelé Ankara à prendre « sans délai » les mesures juridiques nécessaires pour sauver le processus de paix lancé il y a un an avec la main tendue de Devlet Bahçeli, chef du Parti d'action nationaliste (MHP), pilier d'extrême droite de la coalition gouvernementale du président turc, Recep Tayyip Erdogan, aux députés du parti prokurde DEM. Exigeant à plusieurs reprises d'accélérer les négociations et la mise en place de lois garantissant « les libertés et l'intégration démocratique » des membres du

PKK dans la société turque, le texte souligne que « le processus traverse une phase extrêmement importante et critique ». Il précise : « Nous procédons au retrait de toutes nos forces en Turquie, qui présentent un risque de conflit à l'intérieur des frontières turques et sont vulnérables à d'éventuelles provocations. »

Aucun chiffre concernant ces troupes n'a été avancé par le PKK. Selon plusieurs sources, le nombre d'unités en armes sur le sol turc est aujourd'hui limité. Celui-ci s'est constamment réduit depuis l'échec de l'insurrection déclenchée dans une dizaine de villes du Sud-Est turc, à l'été 2015, qui s'est soldée par des destructions massives et le passage de régions entières sous occupation militaire. Il se limiterait à quelques hommes, une centaine, guère plus, soit quatre ou cinq cellules dormantes. Suffisamment toutefois pour maintenir une certaine pression. Le gros des troupes étant, lui, juste de l'autre côté de la frontière.

Répression sans cesse accrue

Si cette dernière action spectaculaire du PKK a surpris par son timing, l'annonce d'un nouveau geste d'apaisement alimentait les rumeurs depuis plusieurs semaines, tant les négociations avec le gouver-

nement semblaient parvenues au point mort. La commission parlementaire créée en août, chargée de préparer un cadre légal au processus de paix et de lancer les travaux qui devront décider du sort d'Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK emprisonné depuis 1999 sur l'île d'Imrali (au large d'Istanbul), a certes multiplié rencontres et consultations, mais sans donner l'impression d'avancer.

Aucune proposition sur la question kurde ni gage d'ouverture concrète n'est venue de l'exécutif. A Ankara, on parle d'une loi « temporaire » ou « transitoire », mais sans réelle ouverture démocratique. Au contraire, la répression sans cesse accrue à laquelle le pouvoir recourt ces derniers mois pour museler l'opposition laisse présager peu de changements.

Le parti présidentiel, par la voix de son porte-parole, Ömer Çelik, a salué l'annonce du PKK, y voyant des « résultats concrets » des efforts visant à mettre fin à un conflit ayant fait plus de 40 000 morts, majoritairement kurdes. Le vice-président, Cevdet Yılmaz, a affirmé qu'il s'agissait d'« un pas important dans la bonne direction », soulignant que l'objectif principal restait l'« élimination de tous les éléments de l'organisation terroriste ». Le mi-

nistre de la justice, Yılmaz Tunç, a déclaré dans un communiqué que « les conclusions de la commission créer[ai]ent une feuille de route solide pour le renforcement de l'unité nationale [turque] ». Et d'ajouter, sur un ton plus lyrique : « Grâce à la coordination et à l'harmonie parfaites de nos institutions étatiques, à la détermination de notre chère nation et au fondement de la justice que constitue l'Etat de droit, nous sommes plus proches que jamais de notre idéal d'une Turquie sans terrorisme. »

Selon les médias turcs, une délégation du DEM doit rencontrer, pour la troisième fois, le président Erdogan, le 30 octobre. Elle se rendra ensuite sur l'île d'Imrali pour s'entretenir également de nouveau avec M. Öcalan. Les 51 membres de la commission parlementaire doivent se réunir jeudi.

A Bagdad, les réactions officielles étaient moins enthousiastes. La commission des relations étrangères a averti, dimanche, que le déplacement des combattants du PKK de Turquie vers l'Irak constituait une menace pour la sécurité nationale et risquait d'entraîner le pays dans des conflits régionaux.

A Souweïda, dans le sud de la Syrie, Druzes et Bédouins enfermés dans la haine

Reportage — Plusieurs centaines de membres des deux communautés ont été faits prisonniers durant les affrontements qui les ont opposées, en juillet. Trois mois plus tard, la majorité sont toujours retenus captifs, ce qui envenime le conflit.

Trois petits lits simples, une kitchenette et des colis d'aide alimentaire. Voilà tout ce qu'il reste à Abir Al-Turki, son fils Yazen et son frère Samer. Depuis qu'ils ont fui Rasas, leur village de la province à majorité druze de Souweïda, le 17 juillet, pendant les affrontements qui ont opposé les forces gouvernementales aidées de tribus bédouines aux factions druzes de Souweïda, les autorités syriennes les ont relogés dans l'un des hôtels situés près du mausolée chiite de Sayyida Zeinab, dans le sud de Damas, avec 5 000 autres Bédouins de Souweïda.

Le dénuement n'est rien face au tourment que connaît Abir Al-Turki depuis ce jour. Le 17 juillet, sept de ses proches – dont sa mère âgée – ont été enlevés par une centaine d'assaillants. « *Ce sont nos voisins druzes qui nous ont attaqués. Nous n'avons offert aucune résistance, nous n'avions pas d'armes*, dit cette employée d'école de 42 ans. *Certains disaient vouloir nous protéger mais les adolescents étaient durs. Ils disaient : "Tuez tous les Bédouins que vous voyez".* »

Abir Al-Turki et son fils de 20 ans ont réussi à fuir. Une fois en sécurité, elle a appelé le cheikh Hamza Hamza, le chef druze de Rasas, qu'elle avait reconnu parmi les as-



ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

saillants. « *Il partageait le couvert avec mon père à l'époque. Je l'ai supplié de me dire où sont mes proches. Il n'a pas répondu*, déplore-t-elle. *Je ne comprends pas. Je sais qu'une partie de nos voisins druzes refusent cela mais ils ne peuvent pas tenir tête aux autres.* » Déplacée de force comme 50 000 Bédouins de Souweïda, Abir Al-Turki ne voit plus d'avenir avec ses anciens voisins druzes. « *Tant qu'il reste des Druzes armés, on ne se sentira pas en sécurité pour rentrer. On a tout perdu. Où est la justice ?* », demande la mère de famille.

Les canaux de communication sont coupés

Aucune demande de rançon ne leur est parvenue. Les noms des otages ont été communiqués au Croissant-Rouge syrien. « *Nous ne savons pas s'ils sont vivants ou morts. Les autorités n'aident pas alors que quand elles trouvent des otages druzes détenus par les Bédouins, elles les libèrent*, déplore Abir Al-Turki. *La seule façon de libérer des personnes enlevées*

est d'enlever des Druzes en retour pour les échanger. Je ne veux pas envoyer mes enfants enlever quelqu'un, avoir du sang sur les mains, pour libérer nos proches. Ce ne sont pas nos valeurs. »

Depuis les affrontements de juillet, qui ont fait 2 000 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les autorités de Damas ont perdu le contrôle de Souweïda. La ville, encerclée par les forces gouvernementales et approvisionnée par des convois humanitaires, est sous le contrôle du cheikh Hikmat Al-Hijri, le chef spirituel druze de Syrie, et de factions druzes qui veulent faire sécession et se rapprocher d'Israël par un couloir humanitaire. En août, ils ont créé un organe gouvernemental, le Conseil juridique suprême, et une autorité militaire, la Garde nationale.

Le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, a eu beau reconnaître, en septembre, que « *des erreurs ont été commises par toutes les parties : la communauté druze, les Bédouins et même l'Etat lui-même* », les canaux de

communication avec les autorités druzes de facto sont coupés. La feuille de route, annoncée le 17 septembre, par la Syrie, les Etats-Unis et la Jordanie, pour permettre le retour des Druzes et des Bédouins déplacés, un processus de justice et de réconciliation, et la reconstruction des villages détruits, a été rejetée par le cheikh Al-Hijri, qui n'a pas été consulté.

Des demandes de rançon

L'absence de communication entre les deux parties empêche la résolution du dossier des prisonniers faits dans les deux camps. L'établissement même de leur nombre est un casse-tête. Les estimations vont jusqu'à 900 disparus. Des observateurs indépendants ayant requis l'anonymat ont pu confirmer la détention d'environ 200 personnes dans les deux camps, dont au moins un quart ont été libérés. Les autorités syriennes ont libéré plusieurs dizaines de combattants et de civils druzes qu'elles détenaient. Les forces gouvernementales sont également intervenues pour libé-

rer des civils druzes que re-tenaient des familles bédouines, en vue de les échanger contre leurs proches faits prisonniers.

Le 9 octobre, le gouverneur de Souweïda, Moustapha Al-Bakour, a ainsi indiqué que les combattants tribaux ont relâché 55 des 110 prisonniers druzes qu'ils détenaient. Il a affirmé qu'aucun des 300 membres de tribus bédouines retenus par les factions druzes n'a été libéré et que le sort de 50 membres des forces de sécurité demeure inconnu. Les factions proches du cheikh Al-Hijri détiendraient, selon les observateurs indépendants, au moins une trentaine de membres des forces gouvernementales et des tribus. Des Bédouins seraient également aux mains d'autres factions druzes.

« On ne sait pas à qui parler pour négocier car le cheikh Al-Hijri ne contrôle pas tous les groupes, les criminels et les trafiquants de drogue. Des chefs de tribus, à Deraa et en Jordanie, essaient d'intercéder mais Hikmat Al-Hijri refuse toute communication »,

dit Mohamed Al-Turki, un cousin d'Abir Al-Turki. Réfugié chez un proche dans la province de Deraa depuis que les factions druzes ont attaqué son village, Rajm Al-Zeitoun, le 17 juillet, le cheikh Saud El-Nimr est l'un des médiateurs. Il a réussi à faire libérer plusieurs membres de sa tribu, qui compte 25 000 membres à Souweïda, en faisant jouer ses relations chez les Druzes. « Certaines familles bédouines ont reçu des demandes de rançon, avec des vidéos et parfois un ultimatum de vingt-quatre heures pour payer », dit Mohamed Al-Turki. Le jeune homme montre la vidéo d'un homme druze qui menace d'exécuter deux membres d'une même famille si la rançon n'est pas payée. « Il a déjà exécuté trois autres membres de la famille. C'est difficile d'estimer qui est encore vivant ou déjà mort, dit-il. Si on avait eu des armes et le soutien de l'Etat, cela ne serait pas arrivé. Si le gouvernement nous laisse faire, demain, on leur règle leur compte. »

« Il y a eu trop de sang »

Lina (le nom a été modifié par souci de sécurité), une

sexagénaire druze, et ses proches, ont été libérés à la faveur d'un échange contre des prisonniers bédouins. Désormais loin de Souweïda, elle vit encore dans la terreur, trois mois après sa libération. Le 18 juillet, alors que son mari et son fils étaient partis en ville, elle a été enlevée avec sa belle-mère, trois de ses petits-enfants en bas âge et la fille d'un voisin, par une vingtaine d'hommes qui ont pris d'assaut sa maison, dans un village proche de Souweïda. « Ils avaient l'accent bédouin de Deraa », se souvient-elle.

Laissant derrière eux la maison en flammes, les assaillants ont emmené les six prisonniers à l'arrière d'un pick-up vers la province de Deraa. « Ils nous ont vendus deux fois à des familles bédouines. Ils nous ont dit qu'on était des dollars sur pattes », affirme Lina. Ils ont été détenus trois jours dans une tente installée dans un hangar, puis revendus à d'autres Bédouins qui les ont enfermés dans une pièce. « Les femmes ne nous parlaient pas. Quand les hommes entraient, ils nous insultaient : "C'est votre faute

et celle d'Hijri." Ils nous disaient avoir brûlé Souweïda et tué tout le monde. Les enfants étaient terrifiés et nous aussi », poursuit Lina.

Le 25 juillet, les six femmes et enfants ont été échangés contre sept prisonniers bédouins, par la médiation du frère de Lina, et emmenés à Damas. « Il reste de 200 à 300 personnes portées disparues dans notre village. On ne sait pas s'ils sont morts ou s'ils sont prisonniers », dit la sexagénaire. Elle parle, chaque jour, à ses parents, à son fils et à un frère restés à Souweïda. « La route est trop dangereuse pour les rejoindre. Des gangs enlèvent et tuent », poursuit Lina. « J'ai tout perdu en un jour, toute ma vie. Mon mari a été tué. Il y a eu trop de sang. Dans ma famille, 76 personnes ont été tuées, ajoute-t-elle, se disant psychologiquement fragile, comme ses petits-enfants. Je ne vais pas pardonner facilement. Eux disent qu'ils vont nous tuer. Nous étions deux communautés qui vivions ensemble, maintenant, je suis pessimiste sur l'avenir. »



27 octobre 2025

Turquie : le PKK a achevé la première phase du processus de paix

En mai, face à l'annonce de la dissolution du PKK, Recep Tayyip Erdogan saluait déjà « une étape importante vers l'objectif d'une Turquie débarrassée du terrorisme ». Ce lundi 27 octobre, au lendemain de l'annonce du retrait des combattants Parti des travailleurs du Kurdistan du sol turc, une nouvelle

étape du processus de paix a été franchie.

« La décision du PKK de se retirer de Turquie et l'annonce de nouvelles mesures en faveur du désarmement sont des résultats concrets des progrès réalisés sur la feuille de route pour une Turquie sans terrorisme », a salué le

porte-parole de l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdoğan.

« La première étape du processus est terminée », a déclaré de son côté Tuncer Bakırhan, le vice-président du principal parti prokurde DEM, avant d'ajouter se projeter désormais sur une « deuxième phase, à savoir les étapes ju-

ridiques et politiques », comme l'avait dit le PKK la veille. Plus qu'un point d'étape, le représentant du DEM estime que le retrait des combattants vers l'Irak marque « un moment charnière de l'histoire turque » qui « ouvre la voie à une solution et à la paix ».

En parallèle du retrait des

forces combattantes et du désarmement, «des dispositions juridiques doivent être prises [...] Il ne doit pas s'agir uniquement de dispositions techniques, mais aussi d'éléments constitutifs de la paix», a souligné Tuncer Bakirhan, exhortant les députés turcs à «agir avec responsabilité». Selon lui, le Parlement turc

doit désormais «faciliter et développer ce processus» de paix initié il y a un an par Ankara pour mettre fin à quatre décennies de guérilla.

D'après Recep Tayyip Erdogan, le conflit entre le PKK et les forces de sécurité turques a fait depuis 1984 quelque 50 000 morts dont 2 000 sol-

datés et causé des milliards de dollars de pertes à l'économie turque.

À la suite de discussions indirectes entamées en octobre 2024, le PKK, considéré comme terroriste par Ankara, a annoncé en mai sa dissolution, répondant à un [appel en ce sens d'Abdullah Öcalan](#),

son chef historique, emprisonné depuis 1999. Au mois de juillet, dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, des combattants du PKK avaient brûlé leur fusil en signe de premier pas vers un désarmement total du mouvement politique.



October 28, 2025

PKK withdrawal from Turkey 'glorious step': AKP lawmaker

ERBIL, Kurdistan Region - A lawmaker from Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) on Tuesday told Rudaw the Kurdistan Workers' Party's (PKK) decision to withdraw its fighters from Turkish territory was a "glorious step" in the ongoing peace process between Ankara and the Kurdish group.

"The [PKK's] step, of withdrawing its forces [from Turkish territories], is a very warm and glorious step. This comes after calls from the [Turkish] prime minister, parliament speaker, and other officials. When one looks at the situation, they see that new history is being written," AKP parliamentarian Suna Kepolu Ataman told Rudaw in an interview.

The Kurdish rebel group on Sunday announced that it had begun pulling its fighters from Turkey into the Kurdistan Region as



Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters attend a ceremony in Mount Qandil on October 26, 2025. Photo: Rudaw

part of what it described as a transition toward peace and disarmament, following more than four decades of conflict with the Turkish state.

"Based on the 12th Congress decisions, we are carrying out the withdrawal of all our forces within Turkey's borders... to the Medya Defense Areas, based on Leader Abdullah

Öcalan's approval," the PKK said in a statement read during a press conference near its headquarters on Mount Qandil.

The event featured 25 armed PKK fighters - including three commanders and eight women - who had recently crossed from Turkey.

Ankara, which has battled the PKK since 1984 in a conflict that has claimed around 40,000 lives - mostly Kurdish fighters - has welcomed the group's withdrawal.

Ataman expressed confidence that this round of peace efforts would not fail, saying "this time, in parliament and outside

parliament, all parties are working with warm hearts to advance it.”

“In the Turkish parliament, a commission has been established to serve Kurdish-Turkish brotherhood,” she added, noting that the body brings together representatives from across the political spectrum. “They are all together in that commission. This is a sign that everyone wants this issue resolved.”

The referenced commission includes members of the AKP and its governing ally, the Nationalist Movement Party (MHP), whose leader Devlet Bahçeli helped launch the process by calling on jailed PKK

founder Ocalan to announce his group’s dissolution.

The entity also includes lawmakers from the main opposition Republican People’s Party (CHP) and the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy (DEM) Party, which has acted as a mediator in the talks, along with several smaller Kurdish parties.

Ataman said the commission will play a key role in shaping the legal and political framework for the next stages of the process.

“Undoubtedly, after this

step, several laws and guidelines must be issued - that is the responsibility of parliament and the government,” she said, emphasizing the importance of inclusive dialogue.

“One must listen to all parties. When you don’t listen to everyone, you cannot reach a solution,” she added, stressing that “when it becomes clear who the main interlocutor of this solution is - which is Abdullah Ocalan - undoubtedly, he must be listened to.”

Importantly, the DEM Party, which has been acting as a facilitator for the peace talks and has met

Ocalan several times in Imrali Prison near Istanbul, said Monday that the peace process has entered “a brand new phase” following the PKK’s withdrawal.

The move follows a February call by Ocalan urging his followers to dissolve the organization and lay down their arms. The PKK formally renounced its armed struggle in May and, in July, symbolically burned a cache of weapons in the Kurdistan Region’s eastern Sulaimani province.

Hiwa Jamal contributed to this report.



28 octobre 2025

L’ouest de la Turquie secoué par un séisme de magnitude 6,1

Un tremblement de terre de magnitude 6,1 a secoué l’ouest de la Turquie pendant la nuit. L’Agence turque de gestion des catastrophes n’a pas fait état de victimes.

Un séisme de magnitude 6,1 a été enregistré ce lundi dans la ville de Sındırgı, dans l’ouest de la Turquie. Survenu à 22h48 heure locale, les secousses ont été également ressenties dans

d’autres grandes villes, dont Istanbul et Izmir. Selon l’Afad, la secousse s’est produite à une profondeur de 5,99 kilomètres.

Selon un premier bilan des autorités, aucune victime n’est à déplorer, mais 22 personnes ont été transportées dans les hôpitaux les plus proches, blessés par les secousses. 3 bâtiments et un magasin de deux étages se sont effondrés.

Ce n’est pas la première que cette région du pays subit ce genre de catastrophe naturelle. En août dernier, un séisme de la même magnitude a tué une personne et blessé 29 autres à Sındırgı et ses alentours.

Related

Séisme majeur de 7,4 aux Philippines : l’alerte tsunami levée

Grèce : fort séisme de 5,2

sur l’échelle de Richter en mer Égée

La Turquie est traversée par plusieurs failles qui ont causé de nombreux drames par le passé. Le sud-est du pays a subi un violent tremblement de terre en février 2023 qui a fait au moins 53 000 morts et dévasté Antakya, l’ancienne ville antique d’Antioche.

La Turquie risque de perdre toute une partie de sa jeunesse, ni employée, ni scolarisée, ni en formation

Plusieurs rapports ont mis en lumière le décrochage vertigineux de l'enseignement supérieur turc et, en corollaire, celui de toute une génération, un tiers des 18-24 ans n'étant ni employés, ni scolarisés, ni en formation.

Lorsque Recep Tayyip Erdogan a annoncé début octobre, à Ankara, au cours de la cérémonie d'ouverture de l'année académique, qu'une réforme visant à « simplifier les programmes universitaires » allait être mise en place en réduisant « de quatre à trois années la durée des études pour obtenir un diplôme », les observateurs ont eu une relative peine à croire que le président avait annoncé que l'approfondissement dorénavant de la « pratique et la recherche », le milieu enseignant s'est demandé si le chef de l'Etat allait détailler les filières académiques concernées. En vain. Quand il a enfin assuré que « grâce à ces réformes, le système d'enseignement supérieur turc sera à la fois plus performant et mieux aligné sur les normes internationales », chercheurs, scientifiques et étudiants se sont simplement tus.

Il faut dire que les dernières enquêtes incitent à un certain scepticisme. En quelques semaines, plusieurs rapports ont mis en lumière le décrochage vertigineux de l'enseignement supérieur turc et, en corollaire, celui de toute une génération de jeunes. Coup sur coup, une série d'études statistiques d'Eurostat puis le rapport annuel sur l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont venus



Des étudiants travaillent dans une bibliothèque d'Istanbul, en Turquie, le 8 septembre 2017. YASIN AKGUL / AFP

dresser un tableau calamiteux : sous la forme d'une compilation implacable de données brutes issues d'une quarantaine de pays, ce dernier document fait apparaître à quel point la Turquie risque, sans véritable changement de cap, de perdre tout un pan de sa jeunesse.

42 % de jeunes femmes hors de tout circuit

Le rapport révèle que 32 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans en Turquie ne sont ni employés, ni scolarisés, ni en formation, soit un taux qui place le pays juste derrière l'Afrique du Sud, et correspond à plus du double de la moyenne observée parmi les membres de l'OCDE. L'écart entre les hommes et les

femmes y est patent, avec 42 % de jeunes femmes hors de tout circuit.

La Turquie se classe également dernière parmi les 33 pays d'Europe, selon les données d'Eurostat, en matière d'emploi des jeunes diplômés universitaires, avec seulement 63,5 % d'entre eux ayant un travail. Encore plus frappant, la Turquie est le seul pays où le taux de chômage des diplômés universitaires dépasse le taux de chômage général. Une anomalie statistique que le Tedmem, un centre de recherche affilié à l'association turque à but non lucratif Turkish Education Association (TED), explique, en partie, par les déséquilibres structurels entre les systèmes éducatif et économique du pays.

En cause, l'expansion rapide ces dernières années de l'enseignement supérieur sans que la qualité de la diffusion du savoir soit améliorée, ce qui a entraîné un décalage entre les compétences des diplômés et les besoins du marché du travail. Décalage encore plus flagrant en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques, où le taux de diplômés en Turquie est relativement faible.

A cela s'ajoute le fait que les dépenses publiques consacrées à l'éducation ont diminué, la part du budget national allouée passant après 2018 de 12,9 % à un peu plus de 10 % ces dernières années. Le développement des établissements reste principalement le fait d'investissements

privés ou semi-privés. Par élève, la Turquie dépense 3 473 euros dans l'enseignement primaire et secondaire et 9 324 euros dans le supérieur, contre des moyennes dans l'OCDE à 11 652 euros et 18 471 euros.

Enfin, le salaire des enseignants, déjà parmi les plus bas, manque de progressivité. Les professeurs chevronnés ne gagnent que 29 % de plus que les nouveaux embauchés, alors que dans la plupart des pays de l'OCDE, le différentiel avoisine les 60 %.

Plus de 1 million d'enfants sur le marché du travail

A cette succession de don-
nées cliniques, s'est ajoutée ces derniers jours une histoire tragique. Celle de Mustafa Eti, 16 ans, décédé sur son lieu de travail, une briqueterie à Tekirdag, à l'ouest d'Istanbul, en pleine nuit. Le jeune homme avait allumé un bidon pour se réchauffer. Sa mort, survenue le 21 octobre et révélée par le site d'information indépendant Bianet, a rappelé l'extrême précarité en Turquie des enfants travailleurs.

Soixante-huit d'entre eux ont perdu la vie en 2025, selon le réseau de surveillance en santé et sécurité au travail ISIG.

La plateforme, dans son rapport annuel, avait rappelé que le nombre d'enfants de 15 à 17 ans sur le marché du travail était passé de 16,2 % en 2020 à 24,9 % en 2024, selon les propres données de TurkStat, l'Insee turc. Soit près de 1 million d'enfants travailleurs. Et même bien plus si l'on y ajoute les 504 000 enfants ayant rejoint le marché

du travail dans le cadre des centres de formation professionnelle (Mesem), mais aussi ceux travaillant sans être déclarés ou encore ceux qui ont moins de 15 ans.

Dans ses vœux, le président Erdogan précisait bien qu'« une université doit être à l'avant-garde de la société ». Et puis ceci : « Elle doit guider et développer des solutions aux problèmes actuels. Dans le cas contraire, elle ne remplit pas sa mission première. »

The New York Times Oct. 30, 2025

Hundreds of Thousands Have Fled Their Homes in Syria's Rocky Transition

More than 400,000 Syrians have been displaced in the year since the civil war ended, according to the United Nations, driven by a mix of sectarian violence, acts of revenge and property disputes.

When Syria's nearly 14-year civil war ended last year with the ouster of dictator Bashar al-Assad, many Syrians rejoiced at the chance to finally return to the homes and lands they had abandoned.

The war had displaced more than half the country's population, as millions fled to other countries and many more sought safer ground within their own borders.

But now, the country's rocky transition to new leadership has brought fresh waves of displacement, driven by acts of revenge, sectarian violence, decades-old property disputes and [Israeli occupation](#) of land in southern Syria.

Between December 2024 and July 2025, more than 430,000 people in Syria were newly displaced, according to the United Nations. No single

group among the country's diverse religious and ethnic communities has been spared the turmoil, which stretched across multiple regions.

The biggest displacements were in the southern province of Sweida, where [deadly clashes](#) broke out in the summer. The fighting initially pitted the Druse, a religious minority that dominates Sweida, against their Bedouin neighbors.

When violence erupted in early July in Sweida's provincial capital, Reem al-Hawaren, a Bedouin resident of a nearby village, said she watched fearfully for more than a week. Old tensions between the Druse and the Bedouins, who descend from nomadic tribes, soon spiraled into [bloodshed](#). The violence quickly drew in forces aligned with the government in Damascus and took on a more sectarian tone.

The Bedouins, like Syria's new leaders, are part of the country's Sunni Muslim majority.

The Druse militias that control Sweida Province have defied [government efforts to integrate](#) them into the national military and bring the whole province under the authority of the country's new leaders. That is part of a broader effort by the government to reunite the entire country after the fractures of the civil war, which carved Syria up into multiple zones of control.

As the clashes in Sweida's provincial capital raged, Ms. al-Hawaren said that her own village, al-Shahba, about 10 miles away, was calm. Like Sweida, al-Shahba also had a mixed population of Druse and Bedouins.

Everything changed on the morning of July 17, when Druse gunmen climbed onto the roof of a building near her

home and called out for all Bedouin residents to leave within the hour, according to Ms. al-Hawaren, 43, and her husband, Muhammad, 42.

She and her family fled to a relative's home where they hunkered down in terror for three days, she said. Then, the Syrian Red Crescent evacuated her family members and hundreds of other Bedouins on buses.

They ended up outside the capital, Damascus, where they have been for months. Despite the dangers they faced during the violence, she said they are desperate to return home. "On what basis did they force us to leave our homes?" Ms. al-Hawaren, a civil servant who works with the local water authority, said of the Druse gunmen. "It's my home, my land. Of course I'm going to return."

From the hotel on the outskirts of Damascus where she and her family are now sheltering, Ms. al-Hawaren said there were terrifying moments when Druse gunmen ordered her and her neighbors to leave their homes. Moments after, she said, they heard a spray of gunfire.

Only later did she find out that six of her family members, including her 85-year-old mother-in-law and 7-year-old niece, Taj, had been killed, she and her husband said.

More than 1,300 people were killed in the violence, according to the Syrian Network for Human Rights, nearly 400 of them civilians — mostly Druse. Another monitoring group put the toll even higher.

Other waves of violence like the one in Sweida, several driven by sectarian tensions, have forced tens of thousands of Syrians to leave their homes since the transition of power in December of last year. Disputes over land and property ownership also account for some of the displacement.

More than 12 million out of Syria's prewar population of 23 million were displaced internally or externally during the civil war, according to the U.N. refugee agency. Since Mr. al-Assad's ouster, at least 2.8 million of them have returned, according to the [United Nations](#).

In some of the land disputes, people trying to reclaim property have tried to evict current residents, according to U.N. officials, local police and rights groups.

While some of these disputed lands were seized during the civil war, other property fights go back decades.

Many of the cases stem from the Assad regime's practice of expropriating land from certain communities and giving it to members of other groups that were more favored, such



Syrians fleeing sectarian violence across a river into Lebanon in March. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

as the Alawites — a religious minority that the Assad family belongs to.

Now, many Alawites feel vulnerable.

In late August, hundreds of Alawites fled the Damascus suburb of al-Soumariya after they were told by security forces that someone from the governor's office would come to inspect property ownership deeds and a subsequent raid, according to local residents and the Syrian Observatory for Human Rights, a British-based war monitoring group.

The day after the town was notified about the inspection of deeds, groups of armed men affiliated with the new government raided homes and briefly detained local residents, according to a local official and a resident, who requested anonymity because they feared retribution.

In the days that followed, the governor of Damascus Province, Maher Marwan Idlibi, told state media that what happened in al-Soumariya was the result of decades of illegal land seizures and corrupt real estate deals by the Assad regime.

Mr. Idlibi urged people to leave the matter to the relevant authorities who can adjudicate property ownership and cautioned residents not to take matters into their own hands "lest chaos arise," according to state media.

One 32-year-old Alawite woman, who asked not to be identified for fear of retribution, said she and other residents had prepared their property documents in case of inspections. They were told a government committee would come. Instead, they were surprised when the armed forces arrived.

Nearly two dozen officers dressed in military uniforms, some of them masked, came to her neighborhood. She said they broke through her door and dragged her out by her hair, hurling sectarian insults at her and her brothers.

The only reason she has not joined her neighbors in leaving is because she has no money and nowhere to go, she said. The Information Ministry, asked about the allegations of violence and verbal abuse, said al-Soumariya residents "were residing on state-owned

land unlawfully" and were notified through the official civilian authority. It added that security forces got involved after fights broke out between residents and there were no reports of violence by the forces.

In the southern province of Quneitra, near Israel's border, Israeli forces [invaded](#) Syrian towns days after the regime was ousted last December.

Since then, Israel has expanded its occupation of the area, destroying homes and displacing civilians, according to local officials and [Human Rights Watch](#).

"Israel's military forces operating in Syria should not have a free hand to seize homes, demolish them, and drive families out," said Hiba Zayadin, a senior Syria researcher with Human Rights Watch.

Local officials and residents said that at least dozens of families had been displaced as a result.

Israel has described the incursions as temporary measures to protect its own security.



Washington Kurdish Institute
Est. 1996

Yousif Ismael
October 30, 2025

Honoring Dr. Najmaldin Karim on the Fifth Anniversary of His Passing

Today marks five years since the passing of Dr. Najmaldin Karim. On this solemn anniversary, we remember the life of a remarkable man who devoted himself to serving others. As someone who served as the Director of the Washington Kurdish Institute (WKI), the organization he founded, I write with deep respect and gratitude to honor his memory and legacy. Dr. Karim was not only our founder; he was our mentor, our advocate, and a shining example of what committed leadership looks like. His absence continues to be felt, but his vision remains a guiding force for all of us.

Dr. Najmaldin Karim was a man of many talents and unwavering conviction. He was a distinguished neurosurgeon, a lifelong activist for the Kurdish cause, and a respected public servant who served as the Governor of Kirkuk from 2011 to 2017. Above all, he was a patriot devoted to the dignity and rights of his people. Those who knew him admired his integrity, courage, and tireless advocacy on behalf of Kurds and all who face injustice. On this fifth anniversary of his passing, we celebrate every aspect of his extraordinary life: physician, leader, human rights advocate, and champion of Kurdish self-determination.

Born in 1949 in Kirkuk, Dr. Karim showed early signs of a deep calling to heal and to stand up for what is right. As a medical student at Mosul University, he became active in the Kurdish student union, where he spoke out for the rights of his community. After receiving his medical degree in 1972, he joined the Kurdish

Peshmerga resistance as a young doctor, treating wounded fighters and civilians who suffered under oppression. During this period, he also served as a personal physician to General Mustafa Barzani, an experience that solidified his lifelong commitment to the Kurdish struggle for freedom. These early chapters of his life reveal his essence clearly: a healer who was unafraid to fight for justice.

Following the collapse of the Kurdish revolution in 1975, Dr. Karim left Iraq and began a new life in the United States. There he completed his neurosurgery residency at George Washington University and later practiced at Johns Hopkins Hospital, becoming highly respected in the medical community. Even with a demanding career, his dedication to his homeland never wavered. After long shifts in the operating room, he would continue working late into the night to spread awareness of Kurdish issues. He balanced two missions at once: saving lives and advocating for the rights of the Kurdish people.

His work in the diaspora soon made him a national figure among Kurdish communities worldwide. He co-founded the Kurdish National Congress of North America in the early 1990s and served as its president for many years, helping unify Kurdish voices and bringing international attention to their struggle. In 1996, he founded the WKI: an organization devoted to advancing human rights, democracy, and cultural understanding for Kurds everywhere. Through conferences, publications, and diplomacy, he ensured that

Kurdish issues reached policymakers and the global public at a critical moment in history.

Dr. Karim excelled in educating leaders and building lasting relationships across political and cultural divides. His advocacy helped ensure that tragedies such as the Anfal genocide were recognized internationally and that Kurdish rights remained an important subject in Washington and other world capitals. He worked not for recognition but for results, and the results he achieved shaped policy and changed lives.

After decades abroad, Dr. Karim returned to Kurdistan determined to help rebuild his homeland. He was elected to the Iraqi Parliament in 2010 and became Governor of Kirkuk the following year. His tenure came during a period of immense turmoil, yet he remained committed to strengthening public services, improving infrastructure, and ensuring that every resident of Kirkuk: Kurdish, Turkmen, Arab, and Christian, felt represented and protected. His efforts earned him widespread respect and genuine affection in a region too often defined by division.

In 2017, when the Kurdistan Region held its historic independence referendum, Dr. Karim stood firmly with his people in their right to self-determination. That principled stance brought political consequences, including his unlawful removal from office, but he never strayed from what he knew was right. He always made decisions rooted in the belief that the Kurdish people deserved the power to shape

their own future.

During his final year, while battling illness, Dr. Karim continued to assist those leading the Kurdish cause, offering guidance and encouragement whenever possible. He passed away on October 30, 2020 in Washington, D.C., surrounded by his beloved family. The profound grief that followed, both in Kurdistan and across the global Kurdish diaspora, reflected the magnitude of his impact. He was laid to rest in the land he loved, his body wrapped in the flag of Kurdistan. He had expressed his wish that one day he be reburied in his hometown of Kirkuk when it is free once more. His love for Kirkuk and for Kurdistan endured even in his final wishes.

For all of us at the WKI, Dr. Karim's legacy continues to serve as a compass. He showed us how one person can make a difference through resilience, knowledge, and moral clarity. In every program we lead and every voice we raise for justice, we carry forward his example. He believed in peaceful advocacy, educated activism, and the power of truth.

On this fifth anniversary, we honor Dr. Najmaldin Karim by renewing our dedication to the causes he championed throughout his life. His work as a physician inspires us to heal and uplift our communities. His example as a governor and public servant motivates us to act with fairness, courage, and loyalty to the people we serve. His steadfast belief in Kurdish self-determination strengthens our resolve to continue working toward a future where the

Kurdish nation can live freely and peacefully.

Though five years have passed, his influence remains strong. We miss his wisdom, his presence, and his passionate voice. Yet we find

comfort in knowing that the seeds he planted continue to grow in the hearts and minds of the Kurdish people and their allies. His life remains a powerful testament to hope, leadership, and perseverance. Dr. Najmaldin Karim will

forever be remembered as a healer, a leader, and a patriot. His name has become inseparable from the ongoing pursuit of justice and freedom for the Kurdish people. As we commemorate this anniversary, we not only mourn his

loss but also celebrate the enduring legacy he left behind. May his example continue to inspire future generations, and may his dream of a free, just, and peaceful Kurdistan be realized.

Le Monde

Nicolas Bourcier
31 octobre 2025

L'Allemagne et le Royaume-Uni renforcent leurs liens militaires avec la Turquie, malgré la dérive autoritaire du pouvoir

L'achat pour une valeur de 9 milliards d'euros de 20 avions Eurofighter à Londres et les déclarations du chancelier allemand sur une coopération sécuritaire « plus étroite », lors de sa visite en Turquie, signent le retour en grâce d'un pays aux prises avec une situation démocratique dégradée.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a de quoi se réjouir. Alors que les autorités d'Ankara entraînent, jour après jour, la Turquie dans une dérive autoritaire où la criminalisation guette à chaque instant toute voix d'opposition, le chef de l'Etat a reçu coup sur coup ses homologues britannique et allemand sans qu'on ait entendu une seule fois une remarque de ses hôtes sur la dégradation démocratique du pays. Mieux, en moins d'une semaine, Keir Starmer et Friedrich Merz ont érigé, chacun à leur manière, la deuxième puissance de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en matière d'effectifs en nouveau partenaire militaire privilégié, indispensable non seulement pour défendre le flanc sud-est de l'Europe, mais aussi pour contenir les crises régionales.

Lundi, le premier ministre britannique a signé, dans la capitale turque, un accord de vente d'une valeur de 9 milliards d'euros de 20 avions de chasse

Eurofighter de type Typhoon destinés à moderniser la flotte turque. Et, jeudi 30 octobre, ce fut au tour du chancelier allemand de venir concrétiser en grande pompe une coopération « plus étroite dans le domaine des politiques de sécurité ». Friedrich Merz ajoute même vouloir « voir la Turquie dans l'Union européenne [UE] ».

Il y a deux semaines, lors de sa première visite à Ankara, le ministre des affaires étrangères allemand, Johann Wadepuhl, avait de fait laissé entendre que Berlin souhaitait mettre l'accent sur les points communs plutôt que sur les divergences. Il avait déclaré que la Turquie était « un partenaire stratégique dans tous les domaines de notre politique étrangère et un bon ami ». « Nous voulons globalement un programme positif », a-t-il ajouté.

Approche pragmatique

Dès sa prise de fonctions comme chancelier, en mai, Friedrich Merz n'avait laissé aucun

doute sur son intention de redéfinir les rapports de l'Allemagne avec Ankara. « *La Turquie protège une zone du territoire de l'OTAN dont l'importance stratégique ne saurait être sous-estimée. C'est pourquoi la Turquie est pour nous un partenaire extrêmement précieux et important au sein de l'OTAN* », avait-il déclaré lors d'une conférence de presse, ajoutant qu'il ferait « *tout ce qui était en [son] pouvoir pour renforcer ce partenariat* ».

Difficile d'assumer plus clairement la nouvelle approche pragmatique de Berlin envers Ankara, après des années de tensions durant lesquelles l'Allemagne exprimait ouvertement ses inquiétudes sur l'agressivité militaire du régime turc en Méditerranée, les atteintes aux libertés et la dérive autoritaire de Recep Tayyip Erdogan. Signe de l'investissement personnel du chancelier dans la redéfinition de cette relation, c'est la première fois que Friedrich Merz voyage accompagné de son épouse, Charlotte, lors

d'une visite bilatérale.

Ce n'est pas non plus un hasard si la question des avions de combat Eurofighter, sur lesquels l'Allemagne dispose d'un droit de veto concernant les exportations en tant que co-constructeur, a été levée juste avant l'arrivée de Friedrich Merz. Ces avions servent à la « *défense collective* » de l'OTAN, a expliqué Berlin avant le voyage, rompant ainsi avec une position longtemps défendue, consistant à refuser toute livraison d'armement à une puissance non démocratique ou en conflit ouvert.

Désormais, Berlin souhaite même qu'Ankara participe au programme européen d'armement SAFE, malgré les résistances d'Athènes. Le chancelier est conscient que le président turc a accumulé des leviers d'influence considérables dans tous les dossiers les plus sensibles de la politique allemande : Gaza, l'Ukraine, la sécurité orientale de l'OTAN, mais aussi la question politiquement

très sensible des migrants venus de Syrie, alors qu'Ankara joue, depuis 2016, un rôle de garde-frontière de l'Europe.

Les questions commerciales devraient également permettre de graisser les rouages, tandis que l'industrie allemande cherche des marchés alternatifs à la Chine et aux Etats-Unis. Lors de sa visite en Turquie, Johann Wadephul s'était d'ailleurs déclaré en faveur d'avancées concrètes pour faciliter les échanges avec l'UE : « *Nous voulons une actualisation de l'union douanière. Nous voulons une libéralisation des visas. Nous voulons un agenda positif.* »

Accord de vente des Eurofighter

C'est sous ce même signe de la *realpolitik* que s'est déroulée la visite de Keir Starmer à Ankara. Venu signer l'accord de vente des Eurofighter, le dirigeant travailliste s'est gardé d'évoquer le cas du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, incarcéré depuis mars, bien que son arrivée en Turquie coïncidait avec une audition au tribunal de cet opposant politique au président Erdogan. Le Britannique n'a pas non plus critiqué la dérive autocratique du dirigeant turc, préférant saluer un « *jour historique* » pour les deux pays. Londres a insisté,

lundi soir, sur les « *20 000 emplois sécurisés* » par la vente des Typhoon, dont un tiers de la fabrication et de l'assemblage s'effectue dans des usines britanniques, entre Edimbourg, Bristol et Warton, dans le Lancashire.

Au lendemain de son retour, Keir Starmer s'est rendu dans l'usine BAE Systems de Warton, qui emploie 6 000 personnes et n'avait pas reçu de nouvelles commandes depuis 2017. « *Hier, nous avons signé cet accord, car vous êtes exceptionnels, car grâce à vous nous avons gagné ce marché contre d'autres pays qui étaient en compétition* », a-t-il assuré. Le dirigeant a ajouté espérer

que la livraison des 20 avions « *ne sera pas une commande ponctuelle* », Ankara ayant évoqué l'achat de 40 Eurofighter Typhoon.

En fin de visite, jeudi, lors de la conférence de presse accordée au palais présidentiel d'Ankara, un journaliste allemand a posé une question sur le sort de l'opposant Ekrem Imamoglu. Le chancelier Merz a dit avoir « *fait part de [sa] préoccupation* ». Le président turc a tenu à expliquer plus longuement : « *Quelle que soit votre position, si vous bafouez l'Etat de droit, les autorités judiciaires, dans un Etat de droit, doivent prendre les mesures nécessaires.* »

FINANCIAL TIMES

Raya Jalabi
Oct 26 2025

Syria's revival stalls under sanctions and red tape

The nascent government's ambitious plans are yet to ignite, with banks and manufacturers under heavy strain

After hours of presentations on the nascent Syrian government's economic plans, a visiting German businessman on Monday declared himself "very" impressed. "I thought they'd be pitching us on rubble-clearing projects. Instead, we're hearing about the Damascus metro and 20-year housing plans," he said at a dinner with foreign businesses, government officials and local business elites at the Four Seasons in Damascus. But, in a sign of the challenges facing President Ahmed al-Sharaa's ambitious administration, the businessman is not yet ready to invest. "It is still too early", he said, to take the risk as Syria struggles with lingering sanctions, chronic instability, and

patchy rule of law. Since toppling the Assad regime last December, Sharaa has zoned in on economic recovery as the key to stabilising the country. But reversing the ruinous effects of 14 years of civil war is easier said than done. Sharaa has nimbly courted international legitimacy, leading the EU and US to lift most sanctions. He has pivoted towards the free market, beginning the complex dismantling of decades of Assad-era socialism. And his government has signed memoranda of understanding worth billions with foreign partners. People in Sharaa's close orbit say he often goes late into the night debating microscopic details of economic initiatives with ministers — and encouraging

them to "go bigger". But progress has been halting, not least due to bouts of sectarian fighting that have undermined the international community's faith in Sharaa, who has struggled to assert control over the entire country. The US Congress is yet to fully repeal sanctions, stifling foreign investment. Much of Assad's kleptocratic bureaucracy and labyrinthine laws remain in place. And the vast majority of Sharaa's MOUs (memorandum of understanding) are yet to materialise into actual deals. The World Bank sees the economy growing just 1 per cent this year — although government officials privately suggest it will be higher — with GDP currently at half of 2010 levels and two-thirds of

Syrians still below the poverty line.

The business community largely celebrated Assad's fall, liberated from state-sponsored shakedowns and cronies who cannibalised industries. But sentiments are now more varied. Excited by the prospect of free markets and foreign investment, some businesses that moved operations abroad under Assad are now returning home. Mazen Derawan, chair of processed meat and canning company Amana Foods, said he has brought some facilities back from Jordan and Turkey, doubling the company's number of Syrian employees to 400. Though he has some reservations about the new authorities, Derawan

said “the environment is a million times better”. “We feel safer now to invest and expand,” he added. But his zest for free markets isn’t shared by many others in Syria’s manufacturing industry. Once protected against foreign goods by Assad’s trade barriers, companies now struggle to compete with cheaper, less regulated Turkish and Chinese imports. In some cases, the government has acquiesced to manufacturers’ pleas to resume statist protections. But it has been loath to make sweeping moves against goods from key regional allies such as Turkey, some industrialists said.

Some are downsizing investments in the sector, which was once a key pillar of Syria’s economy.

“As things stand, manufacturing is not a long-term, sustainable industry,” said Mounzer Nazha, chair of the family-run Nazha Investment Group (NIG), which includes 18 companies across multiple Syrian industries. NIG, which owns two of Damascus’ hand-

ful of luxury hotels, plans to focus on tourism and reconstruction instead.

The hotel “business is up and down, depending on the security situation,” Nazha said, “but we anticipate a huge influx of tourism in the next few years.”

The country’s banking system is also on the brink, squeezed by war, sanctions and the collapse of neighbouring Lebanon’s financial sector — all of which has eroded its lending capacity.

Companies find it near-impossible to obtain loans, one banker said. “Businessmen are complaining this has been freezing trade, making them dependent on [informal] money exchangers,” he said.

Companies are finding it equally difficult to raise funds or buy equipment abroad because of over-compliance tied to enduring US sanctions.

“European banks and businesses still won’t touch us because we are in Syria, even in industries exempt from

sanctions like food and medicine,” said Derawan.

Businessmen also complain about the government’s opacity and about corruption — their *bête noire* under Assad — creeping back in. One prominent industrialist said that under Assad, officials would shake down his factories once a month. “Now, it’s once a week and there’s more of them.” Key decisions on economic files, public assets and investment contracts are taken by an opaque council run by Sharaa’s brother Hazem and an old Lebanese-Australian associate from the president’s time leading the Hayat Tahrir al-Sham (HTS) rebel group. Companies blame either a lack of expertise or intentional opacity for a pattern of companies and individuals linked to HTS winning public tenders and investment contracts. And the council has made financial settlements with some of Assad’s former cronies, government officials and people familiar with the matter said. Some officials and people in Sharaa’s orbit defend such practices as

necessary during an exceptional transition period, where laws have yet to be rewritten since a parliament is not yet in place. The Ministry of Information told the Financial Times it rejected the allegations of opacity, saying there were “clear legal procedures for contracts, tenders and licensing”, with investment opportunities open to all. It said a committee responsible for reclaiming state assets had not yet finalised financial settlements with a select few “corrupt tycoons” linked to Assad. Back at the Four Seasons, businesspeople who thrived under Assad sat next to officials from the new government linked to HTS — a once unimaginable tableau that reflects the pragmatism of the moment. “In this room are industry heads who represent at least \$12bn,” said another banker. “The government needs them and their businesses right now to grow the economy. But they probably shouldn’t get too comfortable — there’s new blood coming in.”

Les dépêches de l'afp de'octobre 2025

01 octobre 2025

Autriche : condamnation d'une jihadiste rapatriée de Syrie

Vienne, 1 oct 2025 (AFP) — Une jihadiste autrichienne a été condamnée mercredi à deux ans de prison avec sursis, après son rapatriement en mars d'un camp de détention syrien, pour avoir appartenu à l'organisation État islamique (EI).

Âgée de 28 ans, elle avait plaidé coupable des accusations d'appartenance à une organisation terroriste et à un groupe criminel, faisant des «aveux complets», a déclaré une porte-parole du tribunal de Salzbourg à l'AFP.

Elle risquait entre un et dix ans de prison ferme mais son implication dans des crimes n'a pas été démontrée, selon

l'accusation. Elle n'avait pas d'antécédents judiciaires et était mineure au moment de son départ.

Le tribunal a ordonné qu'elle soit soumise à un suivi psychologique et participe à un programme de déradicalisation.

Le verdict est définitif, les deux parties ayant renoncé à faire appel.

Alors adolescente, Maria G. avait quitté l'Autriche en 2014 pour gagner la Syrie et avait épousé un combattant de l'EI, donnant naissance à deux enfants avec un soutien financier et logistique de l'EI.

Capturée en 2019, elle avait été placée en détention en 2020 par les forces kurdes dans le camp de Roj avec ses deux fils. L'Autriche avait accepté de rapatrier les mineurs mais seuls. Leur mère avait refusé un tel scénario.

En 2024, la justice avait estimé, au nom de «l'intérêt supérieur de l'enfant», qu'elle devait être rapatriée en même temps que ses enfants. Leur père était mort.

En mars, tous les trois étaient retournés en Autriche et elle avait pu rester libre.

Une autre femme, rapatriée en même temps qu'elle, avait été mise en détention et ses

enfants avaient été placés.

Elle aussi avait été condamnée à deux ans de prison avec sursis, en avril.

En août 2019, deux orphelins respectivement âgés de 18 mois et trois ans rapatriés avaient été remis à leur grand-mère après un test de parenté.

Puis deux autres enfants, dont la mère avait accepté de se séparer, sont rentrés en Autriche en 2022.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

01 octobre 2025

Irak: les forces américaines et alliées réduisent leur présence (Pentagone)

Washington, 1 oct 2025 (AFP) — Les forces américaines et alliées ont commencé à réduire leur présence en Irak, a annoncé mercredi le Pentagone, allégeant les effectifs d'une mission lancée il y a plus de dix ans pour lutter contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Après des mois de discussions, Washington et Bagdad s'étaient mis d'accord l'an dernier sur un calendrier de retrait progressif d'Irak des troupes de la coalition internationale, créée en 2014 pour aider les forces locales à reprendre des territoires saisis par l'EI dans

ce pays et en Syrie voisine.

La coalition devait avoir quitté les bases sur le territoire de l'Irak fédéral d'ici septembre 2025 et au Kurdistan autonome, dans le nord du pays, d'ici septembre 2026.

«Cette réduction reflète notre succès conjoint dans la lutte contre l'EI et marque un effort en vue de passer à un partenariat de sécurité durable entre les Etats-Unis et l'Irak», a déclaré dans un communiqué le porte-parole du Pentagone, Sean Parnell.

«Le gouvernement américain

continuera à se coordonner étroitement avec le gouvernement irakien et les membres de la coalition pour assurer une transition responsable», a-t-il ajouté.

Un haut responsable de la Défense a déclaré aux journalistes que les Etats-Unis étaient «en train de faire la transition» et qu'au final il y aurait «moins de 2.000 soldats (américains) en Irak au total», une «majorité d'entre eux» devant être basés à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien.

«Il n'y a tout simplement pas besoin de soldats américains

en Irak fédéral pour mener une mission contre l'EI. L'Irak est tout à fait capable de le faire lui-même», a ajouté ce responsable, qui s'exprimait sous couvert d'anonymat.

Les troupes à Erbil seront «concentrées sur la Syrie», a-t-il ajouté, la coalition internationale devant continuer pendant un an ses opérations dans ce pays, à partir du Kurdistan irakien.

En avril, le Pentagone avait annoncé réduire de moitié la présence militaire américaine en Syrie.

Le haut responsable a remarqué que le nombre de soldats américains présents en Syrie avait «diminué» et n'était plus de 2.000, mais s'élevait encore à «plus de 900», sans se montrer plus précis.

La prise de contrôle de pans entiers de l'Irak et de la Syrie par l'EI à partir de 2014 avait déclenché l'intervention de cette coalition.

La défaite de l'EI a été pro-

clamée en 2017 en Irak et en 2019 en Syrie, mais la coalition est restée dans ces deux pays pour lutter contre des cellules jihadistes qui continuent d'y mener des attaques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

02 octobre 2025

«Rejoins l'AKP ou tu seras jeté en prison» : l'opposition turque en étail

Ankara, 2 oct 2025 (AFP) — Sous la pression des autorités turques, de plus en plus de maires et élus d'opposition rallient le parti au pouvoir AKP du président Recep Tayyip Erdogan.

Depuis les élections locales de mars 2024 largement remportées par le CHP, premier parti d'opposition, une soixantaine de mairies tenues par différentes formations d'opposition sont passées aux mains de l'AKP (islamo-conservateur), dont sept au cours des deux derniers mois.

Dans la majorité des cas, les municipalités ont changé d'affiliation en suivant leur maire, démissionnaire pour rejoindre le parti au pouvoir, à l'image de la maire d'Aydin (ouest), Özlem Cercioğlu, dont le ralliement à l'AKP a été annoncé lors d'une cérémonie par le président turc en personne.

Pour le CHP social-démocrate, ces ralliements illustrent la pression qui s'est abattue sur le parti dont de nombreux élus ont été arrêtés pour «terrorisme» ou «corruption», ce qu'ils nient, tel le populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan, emprisonné depuis mars.

«Rejoins l'AKP ou tu seras jeté en prison. Voilà ce qu'ils disent!» a dénoncé en août le

président du CHP Özgür Özel.

«La seule raison pour laquelle j'ai été arrêté et suspendu de mes fonctions est mon refus de céder aux pressions pour rejoindre l'AKP», a de son côté accusé le maire CHP de Bayrampasa - un des 39 districts d'Istanbul -, Hasan Mutlu, détenu depuis mi-septembre pour «corruption».

- «Forcés à démissionner» -

«Les maires le constatent, il n'est pas nécessaire de commettre une infraction pour être emprisonné en Turquie. On force les gens à témoigner contre eux», assure à l'AFP le vice-président du CHP Murat Bakan. «Certains maires, aux convictions plus solides et plus combatifs, résistent. Mais d'autres, par peur, préfèrent changer de parti plutôt que de se retrouver en prison».

«La principale motivation de l'AKP est de conserver son pouvoir et de nous priver des opportunités de gouvernance locale qui, selon eux, nous apportent le soutien des électeurs. Ils veulent accaparer autant de mairies que possible», estime aujourd'hui M. Bakan.

Cette tendance existait déjà après les élections municipales de 2019, quand les maires de dizaines de municipalités remportées par le

parti pro-kurde DEM, dans le sud-est du pays, ont été invalidés et remplacés par des administrateurs issus de l'AKP.

Le CHP dénonce aussi des pressions sur les élus pour changer la composition des conseils municipaux.

Sitki Keskin, conseiller du district de Cukurova à Adana (sud), dont le maire CHP Zeydan Karalar est emprisonné depuis juillet, affirme à l'AFP que les tensions apparaissent quand l'opposition et l'AKP se retrouvent face à face au sein d'un conseil municipal.

«Dans certaines localités dont les maires ont été arrêtés et destitués, des conseillers ont été forcés à démissionner afin de céder la majorité des sièges à l'AKP qui pèsera ainsi sur la désignation d'un maire adjoint», affirme-t-il.

«L'objectif est de neutraliser l'opposition», explique à l'AFP la politologue Sinem Adar, du Centre d'études appliquées sur la Turquie, basé à Berlin.

«Avec ces ralliements, l'AKP tente également d'insinuer l'idée que le parti est toujours populaire puisque ces maires délaissent le CHP pour le rejoindre. Or la popularité de l'AKP est en baisse constante depuis 2015», ajoute-t-elle.

«Nos frères et sœurs qui ont rejoint nos rangs (...) jugent que l'AKP est le parti idéal pour servir la nation. Cela nous réjouit. Je suis convaincu que de nouveaux ralliements surviendront», s'est félicité mi-septembre le président turc.

«Mais cette stratégie ne marche pas, au contraire. Notre résistance consolide l'ensemble de l'opposition», affirme Murat Bakan.

Parallèlement aux pressions judiciaires qui visent à évincer le président du CHP par une procédure toujours en cours, la «guerre sur plusieurs fronts» que le pouvoir mène contre l'opposition devrait se poursuivre, estime Sinem Adar.

«L'AKP est arrivé au bout de sa capacité à se réformer, d'où le recours à la répression», poursuit-elle.

«Si des élections libres avaient lieu, les chances de l'AKP seraient très minces. Nous sommes pris dans un tourbillon. Tant que le CHP continue de résister, cet antagonisme se complique encore davantage», avance l'analyste.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 octobre 2025

Syrie: début du processus contesté de désignation du premier Parlement post-Assad

Damas, 5 oct 2025 (AFP) — Les comités locaux ont commencé dimanche en Syrie à désigner une partie des membres du premier Parlement de l'ère post-Assad, dans un processus critiqué pour son manque de démocratie, le tiers des membres étant nommés par le président intérimaire Ahmad al-Chareh.

La formation de ce Parlement devrait consolider le pouvoir d'Ahmad al-Chareh, qui a renversé à la tête d'une coalition islamiste en décembre 2024 Bachar al-Assad, mettant fin à plus de treize ans de guerre civile.

A Damas, un journaliste de l'AFP a vu des dizaines de membres des comités locaux faire la queue devant la bibliothèque nationale de Syrie.

Les résultats préliminaires devaient être connus dans la foulée, la télévision d'Etat syrienne ayant annoncé que les bulletins commençaient à être comptés à certains endroits. La liste définitive des noms sera annoncée lundi.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, ainsi que celle à majorité druze de Soueida, théâtre de récentes violences, sont exclues du processus. Trente-deux sièges, sur 210, resteront ainsi vacants à l'issue de cette consultation dans laquelle les femmes sont sous-représentées.

Le futur Parlement dont le mandat, renouvelable, est de deux ans et demi, comptera 140 membres désignés par des comités locaux formés par la commission électorale nommée par M. Chareh, et 70 nommés par le président intérimaire.

Selon la commission électorale, 1.578 candidats, dont seulement 14% de femmes, devront être désignés par près de 6.000 personnes.

- «Pas des élections» -

«Je soutiens le pouvoir et je suis prêt à le défendre, mais ce ne sont pas de véritables élections», affirme Louay al-Arfi, ancien fonctionnaire à la retraite.

«C'est une nécessité de la phase de transition, mais nous voulons des élections directes» par la suite, ajoute cet homme de 77 ans, installé dans un café du centre de Damas.

Les nouvelles autorités ont dissous l'Assemblée du peuple, simple chambre d'enregistrement du pouvoir sous le clan Assad pendant des décennies.

Le nouveau Parlement exercera les fonctions législatives jusqu'à l'adoption d'une Constitution permanente et la tenue de nouvelles élections, selon la Déclaration constitutionnelle proclamée en mars.

Ahmad al-Chareh avait affirmé en septembre qu'il était impossible pour le moment d'organiser des élections au suffrage direct, arguant notamment que la présence d'un grand nombre de Syriens à l'étranger sans documents en règle compliquait la situation.

Des centaines de milliers de Syriens avaient fui le pays lors de la guerre civile déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie et qui a fait plus d'un demi-million de morts.

La consultation de dimanche est critiquée par des organisations de la société civile qui dénoncent une concentration excessive des pouvoirs entre les mains du président et un manque de représentativité des composantes ethniques et religieuses du pays.

Dans un communiqué mi-septembre, 14 ONG ont estimé qu'elle permettait au président de «constituer une majorité parlementaire à partir de personnes qu'il choisit lui-même ou dont il garantit la loyauté», ce qui pourrait «saper le principe de pluralisme sur lequel repose tout processus démocratique véritable».

«On peut appeler ce processus comme on veut, mais ce n'est pas des élections, c'est une nomination», a déclaré à l'AFP Bassam al-Ahmad, le directeur exécutif de l'ONG «Syriens pour la Vérité et la

Justice», basée à Paris.

- «Marginalisation» -

«Il est normal qu'il y ait des critiques, le gouvernement est nouveau au pouvoir, et la liberté est nouvelle pour nous», reconnaissait une candidate, Mayssa Halwani, 48 ans, lors d'une réunion de la commission électorale à Damas cette semaine.

Les candidats ne doivent pas être «des partisans de l'ancien régime, ni promouvoir la sécession ou la partition» du pays, selon les règles électorales.

«Les élections auraient pu constituer un nouveau départ politique après la chute de l'ancien régime, mais la marginalisation de nombreuses régions montre que les règles de la participation politique ne sont pas respectées», déplore Nichan Ismaïl, un instituteur de 40 ans du nord-est, sous contrôle kurde.

Ce processus «ne respecte pas les règles de base de la démocratie», abonde 200 kilomètres au sud Bourhan Az-zam, 48 ans, un militant de la ville de Soueida, aux mains des formations druzes, elle aussi exclue.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 octobre 2025

La Syrie désigne les membres du premier Parlement post-Assad, sous les critiques

Damas, 5 oct 2025 (AFP) — Des comités locaux ont désigné dimanche en Syrie une partie des membres du premier Parlement de l'ère post-Assad, dans un processus critiqué pour son manque de démocratie, le tiers des membres étant nommés par le président intérimaire Ahmad al-Chareh.

La formation de ce Parlement devrait consolider le pouvoir d'Ahmad al-Chareh, arrivé à la tête d'une coalition islamiste ayant renversé Bachar al-Assad en décembre 2024, après plus de treize ans de guerre civile.

Les résultats préliminaires devaient être annoncés dans la soirée, la commission électorale ayant indiqué que «le scrutin était terminé et que le dépouillement était en cours». La liste définitive des noms sera annoncée lundi.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, ainsi que celle à majorité druze de Soueida, théâtre de récentes violences, sont exclues du processus. Trente-deux sièges, sur 210, resteront ainsi vacants à l'issue de cette consultation dans laquelle les femmes sont sous-représentées.

Le futur Parlement dont le mandat, renouvelable, est de deux ans et demi, comptera 140 membres désignés par des comités locaux formés par la commission électorale nommée par M. Chareh, et

70 nommés par le président intérimaire.

Selon la commission électorale, 1.578 candidats, dont seulement 14% de femmes, devront être désignés par près de 6.000 personnes.

- «Pas des élections» -

Le processus de désignation est critiqué par des organisations de la société civile qui dénoncent une concentration excessive des pouvoirs entre les mains du président et un manque de représentativité des composantes ethniques et religieuses du pays.

Dimanche lors d'un discours devant les membres de la commission électorale à Damas, Ahmad al-Chareh a insisté sur le caractère «transitoire» du processus «lié aux circonstances que traverse la Syrie».

Il avait affirmé en septembre qu'il était impossible pour le moment d'organiser des élections au suffrage direct, arguant notamment que la présence d'un grand nombre de Syriens à l'étranger sans documents en règle compliquait la situation.

Des centaines de milliers de Syriens ont fui la guerre déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, qui a fait plus d'un demi-million de morts.

Les nouvelles autorités ont dissous l'Assemblée du

peuple, simple chambre d'enregistrement du pouvoir sous le clan Assad pendant des décennies.

Le nouveau Parlement exercera les fonctions législatives jusqu'à l'adoption d'une Constitution permanente et la tenue de nouvelles élections, selon la Déclaration constitutionnelle proclamée en mars.

«Ce ne sont pas des élections, c'est une nomination», a déclaré à l'AFP Bassam al-Ahmad, le directeur exécutif de l'ONG «Syriens pour la Vérité et la Justice», basée à Paris.

Dans un communiqué mi-septembre, 14 ONG ont estimé que le processus permettait au président de «constituer une majorité parlementaire à partir de personnes dont il garantit la loyauté», ce qui pourrait «saper le principe de pluralisme».

«Je soutiens le pouvoir et je suis prêt à le défendre, mais ce ne sont pas de véritables élections», affirme Louay al-Arfi, ancien fonctionnaire à la retraite. «C'est une nécessité de la phase de transition, mais nous voulons des élections directes» par la suite, ajoute cet homme de 77 ans, installé dans un café du centre de Damas.

- «Marginalisation» -

«Il est normal qu'il y ait des critiques, le gouvernement est nouveau au pouvoir, et la liberté est nouvelle pour nous»,

reconnaît une candidate, Mayssa Halwani, 48 ans.

Les candidats ne doivent pas être «des partisans de l'ancien régime, ni promouvoir la sécession ou la partition» du pays, selon les règles électorales.

«Les élections auraient pu constituer un nouveau départ politique après la chute de l'ancien régime, mais la marginalisation de nombreuses régions montre que les règles de la participation politique ne sont pas respectées», déplore Nichan Ismail, un instituteur de 40 ans du nord-est, sous contrôle kurde.

Dans un message publié sur X dimanche soir, Badran Ciya Kurd, responsable de l'administration autonome kurde dans le nord-est, a estimé que le processus électoral «vise à légitimer une autorité provisoire qui ne représente pas l'ensemble du peuple, au risque d'accentuer les divisions et la fragmentation du pays».

Ce processus «ne respecte pas les règles de base de la démocratie», abonde 200 kilomètres au sud Bourhan Az-zam, 48 ans, un militant de la ville de Soueida, aux mains des formations druzes, elle aussi exclue.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 octobre 2025

Parlement syrien: les femmes et les minorités sous-représentées

Damas, 6 oct 2025 (AFP) — Les membres du premier Parlement de l'ère post-Assad désignés dimanche en Syrie ne comptent qu'une très faible proportion de femmes et de représentants des minorités, selon les résultats annoncés lundi de cette consultation, critiquée pour son manque de démocratie.

Les deux tiers des 210 membres du Parlement ont été désignés par des comités locaux formés par la commission électorale nommée par le président intérimaire Ahmad al-Chareh. Le président doit lui-même désigner les 70 députés restants.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, ainsi que celle à majorité druze de Soueïda, dans le sud, théâtre de récentes

violences, ont été exclues du processus pour des raisons de sécurité.

Selon les résultats annoncés par le porte-parole de la commission, Nawar Najmeh, les femmes ne représentent que 4% des parlementaires, tandis que les chrétiens obtiennent seulement deux sièges. Le seul candidat juif n'a pas été élu.

Interrogé sur la représentation des minorités, M. Najmeh a reconnu un «déséquilibre»: «la composante chrétienne ne dispose que de deux sièges, une représentation faible au regard de sa proportion dans la population syrienne», a-t-il indiqué.

«La place des femmes dans ce Parlement ne reflète pas leur rôle dans la société sy-

rienne ni dans la vie politique, économique et sociale», a-t-il ajouté.

Il a toutefois indiqué que «le tiers des sièges que le président doit encore nommer pourrait compenser certaines composantes sous-représentées».

Le nouveau Parlement doit tenir sa première séance dans les prochains jours, alors que plusieurs organisations de défense des droits humains estiment que ce processus équivaut à une «nomination» décidée par Ahmad al-Chareh.

Des juristes ont dénoncé les larges prérogatives accordées au président intérimaire pour composer l'assemblée, chargée de proposer et d'amender les lois, d'approuver les traités internationaux et d'adopter le

budget de l'Etat.

Les nouvelles autorités ont dissous l'Assemblée du peuple, simple chambre d'enregistrement du pouvoir sous le clan Assad pendant des décennies.

Le mécanisme de formation du Parlement a aussi suscité des critiques, notamment dans le nord-est, où l'administration autonome kurde conteste Damas sur le partage des pouvoirs et à Soueïda, théâtre en juillet de violences ayant fait plus de 1.600 morts, majoritairement druzes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 octobre 2025

Syrie: cessez-le-feu entre les autorités et les Kurdes après des affrontements à Alep

Damas, 7 oct 2025 (AFP) — Damas a annoncé mardi un cessez-le-feu «global» avec les Kurdes dans l'ensemble de la Syrie, après une rencontre entre le président intérimaire Ahmad al-Chareh et le chef kurde Mazloum Abdi, au lendemain d'affrontements à Alep, dans le nord du pays, qui ont fait deux morts.

Depuis la prise de pouvoir par une coalition islamiste en décembre 2024, des affrontements ont opposé les deux parties dans le nord et le nord-est de la Syrie, tandis que l'application d'un accord pour intégrer les forces kurdes à l'armée piétine.

L'annonce du cessez-le-feu est intervenue après une rencontre entre Ahmad al-Chareh et Mazloum Abdi à Damas, la première depuis juillet, en présence d'émissaires américains, a indiqué une source gouvernementale à l'AFP.

Le ministre syrien de la Défense, Mourhaf Abou Qasra, a annoncé s'être réuni avec Mazloum Abdi et avoir convenu d'un «cessez-le-feu global sur l'ensemble des axes et points de déploiement militaires dans le nord et le nord-est de la Syrie».

Il a ajouté que la mise en oeuvre de l'accord commen-

cerait immédiatement.

Des affrontements avaient éclaté lundi soir à Alep entre deux quartiers à majorité kurde et les zones tenues par les forces gouvernementales, auxquels un cessez-le-feu local a mis fin à l'aube.

Au moins un membre des forces de la Sécurité intérieure et un civil ont été tués dans des bombardements attribués par les médias d'Etat aux forces kurdes présentes dans les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh.

Ces deux quartiers sont contrôlés par des unités

kurdes locales liées aux FDS et à leurs forces de sécurité, les Assayich.

- Fuite de civils -

«Nous avons eu peur et nous avons décidé ce matin de quitter notre maison à Cheikh Maqsoud», a affirmé à l'AFP Sinan Rajab Bacha, un habitant de 67 ans joint au téléphone.

«Nous avons vu un grand nombre de familles fuir Cheikh Maqsoud et Achrafieh», a-t-il ajouté, précisant que les entrées des deux quartiers étaient bloquées et seule la sortie autorisée aux habitants.

Les FDS ont nié toute attaque contre les forces gouvernementales, accusant au contraire des factions pro-Damas d'avoir imposé un siège aux quartiers kurdes et tenté d'y avancer «avec des chars».

Elles ont affirmé que des habitants avaient pris les armes «aux côtés» des forces kurdes pour se défendre.

Les FDS s'étaient retirées des deux quartiers en avril dernier dans le cadre d'un accord de désengagement conclu avec le gouvernement.

Des combats sporadiques ont opposé les forces kurdes et des forces gouvernementales

ou des factions proturques qui leur sont affiliées dans d'autres régions du nord de la Syrie au cours des derniers mois.

En mars, Damas et les Kurdes avaient signé un accord d'intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales.

Mais d'importantes divergences entre les deux parties ont retardé jusqu'ici la mise en oeuvre de cet accord.

Mardi, M. Abdi a évoqué à Damas avec le président intérimaire «les mécanismes d'intégration des FDS au sein

de l'armée syrienne», selon une source proche des participants.

Le Commandant militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom), l'amiral Brad Cooper, et l'émissaire américain Tom Barrack, assistaient à la réunion en tant que médiateurs, selon cette source.

Les puissantes FDS, qui contrôlent de vastes parties du nord-est syrien, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique en Syrie et sont soutenues par les Etats-Unis qui encouragent également le nouveau pouvoir islamiste à Damas.

Les Kurdes réclament notamment un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette le nouveau dirigeant islamiste, qui a renversé Bachar al-Assad en décembre 2024.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, avaient été exclues par le pouvoir central de la consultation qui s'est tenue dimanche pour désigner un Parlement transitoire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 octobre 2025

Pour la première fois, une Française sera jugée à Paris pour génocide

Paris, 7 oct 2025 (AFP) — Sonia Mejri, revenante de Syrie, va devenir la première Française à être jugée pour le crime de génocide devant la cour d'assises de Paris, après la non-admission du pourvoi de cette femme qui conteste avoir réduit en esclavage une adolescente yazidie au printemps 2015.

Selon des sources proches du dossier à l'AFP, Mme Mejri, 36 ans, sera non seulement la première revenante française de Syrie à comparaître en France pour génocide sur les Yazidis, minorité ethno-religieuse kurdophone, mais aussi la première Française à être jugée, de manière générale, pour ce crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité.

Sonia Mejri sera également jugée pour d'autres infractions terroristes et pour complicité de crimes contre l'humanité.

Elle comparaitra détenue devant la cour d'assises spéciale

de Paris, à une date encore indéterminée.

«L'innocence de ma cliente sera prononcée par les juges du siège», lors du procès, a réagi l'un de ses avocats, Nabil Boudi.

Un juge d'instruction antiterroriste parisien avait initialement ordonné en septembre 2024 ce procès pour Abdelnasser Benyoucef, un émir du groupe Etat islamique (EI), et son ex-épouse Sonia Mejri, les soupçonnant d'avoir réduit en esclavage, au printemps 2015, une Yazidie âgée de 16 ans.

M. Benyoucef «savait qu'en acquérant» l'adolescente «et en la soumettant à un enfermement, à des viols répétés et à des privations graves, il participait à l'attaque dirigée par l'EI contre la communauté yézidie», avait justifié le magistrat.

Sonia Mejri était présentée comme «garante de l'enfer-

mement» de la jeune Yazidie: elle détenait la clef de l'appartement et portait, selon l'ordonnance de mise en accusation consultée par l'AFP, une arme pour la dissuader de fuir.

Il lui était notamment reproché «des atteintes graves à l'intégrité physique et psychique» de cette adolescente, soumise à son domicile «à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction» de sa communauté.

- «Plan concerté» -

Mais la cour d'appel de Paris avait partiellement infirmé en janvier ce renvoi, estimant plusieurs victimes nécessaires pour retenir le crime de génocide.

«Les magistrats de la cour d'appel n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les charges, c'est dire la fragilité et la faiblesse de l'accusation», a souligné Me Boudi.

En mai, la Cour de cassation avait au contraire considéré que l'on pouvait bien être poursuivi pour génocide en ne s'en prenant qu'à un seul membre d'un groupe faisant l'objet d'un plan concerté tendant à sa destruction totale ou partielle».

La chambre de l'instruction a fini par avaliser début juillet ces poursuites pour génocide, avant le feu vert définitif en cassation le 1er octobre.

Les violences sexuelles ont été utilisées par les jihadistes de l'EI comme des armes pour briser la résistance des Yazidis et instaurer un climat de peur généralisé. En atteste notamment l'instauration de marchés aux esclaves sexuelles.

La parole de la victime est au coeur de ce dossier. Son avocat, Romain Ruiz, n'a pas souhaité faire de commentaires à ce stade.

Retrouvée par les enquêteurs, elle a affirmé avoir été sé-

questrée pendant plus d'un mois au printemps 2015 en Syrie, et n'avoir pu ni boire, ni manger, ni se doucher sans l'autorisation de Sonia Mejri.

Elle accusait aussi cette dernière de l'avoir violentée et d'avoir été au courant que son mari la violait quotidiennement.

Son témoignage faisait écho à de nombreux rapports d'associations décrivant la stratégie

de l'EI pour s'attaquer aux Yazidis: marchés aux esclaves, instauration d'un «département des butins de guerre»...

Sonia Mejri avait elle contesté toute infraction liée à la jeune Yazidie: son ex-mari en était le «propriétaire», avait-elle déclaré au cours de l'enquête, et elle n'avait «aucun droit» sur elle.

«La Licra se satisfait» de la

tenue de ce procès, a précisé Ilana Soskin, avocate de l'association.

«Les accusations ne sont ni faibles ni fragiles: elles sont fondées, factuelles, et juridiquement solides», a abondé sa consœur Inès Davau, pour l'ONG Free Yezidi Foundation, estimant que face à «l'impunité persistante», «il est temps que justice soit rendue».

Visé par un mandat d'arrêt et

préssumé mort depuis 2016, Abdelnasser Benyoucef devrait lui être jugé par défaut comme auteur de génocide et de crimes contre l'humanité et pour des infractions terroristes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 octobre 2025

Syrie: deux morts dans des bombardements kurdes à Alep (média d'Etat)

Damas, 6 oct 2025 (AFP)

— Au moins un membre des forces de sécurité intérieure et un civil ont été tués lundi soir dans des bombardements attribués aux forces kurdes à Alep dans le nord syrien, sur fond de regain de tensions entre Damas et l'administration autonome kurde, a indiqué la télévision d'Etat.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a pour sa part fait état de l'utilisation par les forces gouvernementales de drones explosifs dans les quartiers à majorité kurde de Cheikh Maqsoud et Achrafieh.

Depuis le renversement de Bachar al-Assad en décembre 2024, Alep est administrée par les autorités islamistes.

Cheikh Maqsoud et Achrafieh restent contrôlés par des unités kurdes locales liées aux Forces démocratiques syriennes (FDS) et

à leurs forces de sécurité intérieure, les Asayech, bien que les FDS s'en soient officiellement retirées en avril dernier dans le cadre d'un accord de désengagement conclu avec le gouvernement.

Selon la télévision al-Akhbariya, citant un responsable sécuritaire, «un membre des forces de sécurité intérieure a été tué et trois autres blessés dans une attaque des FDS contre des barrages de sécurité autour du quartier Cheikh Maqsoud, à Alep».

La même source a fait état d'un civil tué également dans un bombardement kurde.

La chaîne a également rapporté que «des dizaines de familles» ont fui Achrafieh et Cheikh Maqsoud «en raison du pilonnage de la zone par les FDS à l'aide de mitrailleuses lourdes et de mortiers».

Selon l'OSDH, les communications ont été coupées dans ces zones désormais encerclées par des renforts de l'armée syrienne.

L'agence officielle Sana a ajouté que plusieurs civils blessés ont été hospitalisés à Alep après «des tirs de mortier et de mitrailleuses lourdes des FDS ayant visé les quartiers résidentiels».

Sur Facebook, le gouverneur d'Alep Azzam al-Gharib a appelé les habitants «à rester chez eux ce soir et à s'éloigner autant que possible des zones d'affrontements», ajoutant qu'il oeuvrait «avec les parties concernées à une désescalade et à la fin des combats».

Les FDS, bras armé de l'administration kurde qui contrôle des zones du nord et du nord-est syrien, ont nié toute attaque contre les forces de sécurité du gouvernement, accusant au contraire des factions

pro-Damas d'avoir imposé un siège «étouffant» aux quartiers kurdes et tenté d'y avancer «avec des chars».

Elles ont affirmé que des habitants avaient pris les armes «aux côtés des forces de sécurité intérieure» (Assayich, forces de sécurité kurdes) pour se défendre.

Les nouvelles autorités et les FDS ont conclu en mars un accord d'intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales.

Mais d'importantes divergences entre les deux parties ont retardé la mise en oeuvre de cet accord.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 octobre 2025

Syrie: Erdogan exhorte les Kurdes à «achever leur intégration»

Istanbul, 8 oct 2025 (AFP)

— Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a exhorté mercredi les Kurdes de Syrie à «achever leur intégration», au lendemain de l'annonce d'un cessez-le-feu entre les forces gouvernementales syriennes et des combattants kurdes du nord du pays.

Depuis la prise de pouvoir par une coalition islamiste en décembre 2024, des affrontements ont opposé les deux parties dans le nord et le nord-est de la Syrie, faisant encore deux morts lundi à Alep, alors que l'application d'un accord pour intégrer les forces kurdes

à l'armée syrienne piétine.

Mais Damas a annoncé mardi un cessez-le-feu «global» avec les Kurdes après une rencontre entre le président intérimaire, Ahmad al-Chareh, et le chef kurde Mazloum Abdi en présence d'émissaires américains.

«Les Forces démocratiques syriennes (bras armé des Kurdes syriens, NDLR) doivent tenir leurs promesses. Elles doivent achever leur intégration à la Syrie», a déclaré le président Erdogan à un groupe de journalistes à bord de son avion, au retour d'un

voyage à l'étranger, selon des propos transmis mercredi par la présidence turque.

Le 10 mars, Damas et les Kurdes avaient signé un accord d'intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde dans les institutions nationales, mais d'importantes divergences entre les deux parties ont retardé jusqu'ici sa mise en oeuvre.

Soutien du pouvoir à Damas, la Turquie partage une frontière de plus de 900 km avec son voisin syrien et maintient des troupes dans le nord de

son territoire depuis des années au nom de sa lutte contre des combattants kurdes qu'elle qualifie de «terroristes».

De 2016 à 2019, la Turquie a lancé trois offensives dans le nord de la Syrie contre les Unités de protection du peuple kurde (YPG), l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS,) et le groupe Etat islamique (EI).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 octobre 2025

Syrie: accord de principe pour intégrer les forces kurdes à l'armée, selon leur chef

Hassaké (Syrie), 13 oct 2025 (AFP)

— Le dirigeant des Kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, a annoncé dans un entretien à l'AFP être parvenu à un «accord de principe» avec le pouvoir central à Damas sur l'intégration de ses troupes au sein des forces de sécurité syriennes.

M. Abdi, qui commande les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), a révélé que deux délégations des forces kurdes, militaire et sécuritaire, se trouvaient actuellement à Damas pour discuter de leur intégration.

Le chef kurde avait ren-

contré la semaine dernière à Damas le président par intérim Ahmad al-Chareh pour tenter de lever les obstacles entravant l'application d'un accord en ce sens conclu en mars.

«Ce qui est nouveau dans nos dernières discussions à Damas est la détermination commune et la forte volonté de hâter la mise en oeuvre des clauses» de l'accord, a déclaré Mazloum Abdi, lors d'une interview tard dimanche soir dans une base militaire de la ville de Hassaké (nord-est).

«Le plus important est que nous sommes parvenus à

un accord de principe sur le mécanisme d'intégration des FDS et des forces de sécurité intérieure (kurdes) au sein des ministère de la Défense et de l'Intérieur», a-t-il ajouté.

Les Kurdes, importante minorité ethnique qui contrôle de vastes étendues du nord-est syrien riches en pétrole et en blé, avaient conclu le 10 mars un accord pour intégrer dans un délai d'un an leurs institutions civiles et militaires au sein du pouvoir central.

Ils affirment que les FDS et les forces de sécurité relevant de l'administration autonome kurde comptent

quelque 100.000 membres, hommes et femmes.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

- Divergences -

Après avoir renversé Bachar al-Assad et pris le pouvoir en décembre 2024, M. Chareh avait annoncé la dissolution de tous les groupes armés et leur intégration à l'Etat.

M. Abdi a expliqué que «les FDS seront restructurées lors de leur intégra-

tion dans la structure du ministère de la Défense», au sein d'unités militaires, et auront un «nouveau nom».

Il a cependant reconnu qu'il existait toujours d'importantes divergences avec Damas.

«Nous réclamons un système décentralisé en Syrie, ce qui n'est pas encore accepté, et nous ne sommes pas d'accord à ce sujet», a-t-il dit. «Nous continuons à discuter pour trouver une formule (..) acceptable pour tous».

Le chef kurde a souligné que les deux parties étaient cependant sur la même

ligne concernant les points importants, et notamment «l'unité du territoire de la Syrie» et «la lutte contre le terrorisme».

«Nous sommes tous d'accord pour que la Syrie ne revienne plus à l'ère des guerres, et que la sécurité et la stabilité règnent», a-t-il assuré.

Il a indiqué avoir demandé lors de sa dernière rencontre avec M. Chareh «la modification (..) de certaines clauses de la Déclaration constitutionnelle», proclamée en mars, notamment «garantir les droits du peuple kurde».

«La réaction était favorable

et nous espérons que cela se fera dans un proche avenir», a-t-il encore dit.

M. Abdi a remercié les États-Unis et la France pour avoir facilité les négociations avec Damas.

Interrogé sur le rôle de la Turquie, hostile aux FDS, il a estimé que «tout succès des négociations dépendra certainement du rôle de la Turquie», exprimant l'espoir qu'elle adoptera une attitude favorable.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait exhorté mercredi les Kurdes de Syrie à «achever leur intégration» au sein des institutions syriennes.

Interrogé au sujet du pétrole, M. Abdi a indiqué qu'il n'avait pas encore évoqué cette question avec Damas mais qu'il l'aborderait «lors des prochaines réunions».

«Le pétrole et les autres ressources souterraines dans le nord-est de la Syrie appartiennent à tous les Syriens, et leurs revenus doivent être répartis équitablement entre toutes les provinces syriennes», a-t-il dit.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 octobre 2025

La Turquie condamnée par la CEDH pour la détention d'une responsable kurde

Strasbourg, 14 oct 2025 (AFP) — La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné mardi la Turquie pour la détention à partir de fin 2016 d'Aysel Tugluk, une responsable politique kurde.

L'institution basée à Strasbourg condamne la Turquie à verser 16.000 euros de dommages et intérêts à Mme Tugluk, pour violation de son droit à la liberté et de sa liberté d'expression notamment.

Aysel Tugluk, née en 1965, est une ancienne membre

de la direction du parti pro-kurde HDP.

Elle avait été arrêtée en décembre 2016 pour appartenance à une organisation terroriste, la justice turque pointant ses activités au sein du DTK, une structure que les autorités turques considèrent comme liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Placée en détention provisoire, elle avait été condamnée en 2018 à une

peine de 10 ans de prison, puis libérée en octobre 2022 pour raisons de santé, pour cause de démence.

La cour basée à Strasbourg a considéré que son placement en détention provisoire était injustifié et constituait une violation de son droit à la liberté.

«Aucune des décisions à propos du placement et du maintien en détention provisoire de la requérante ne contient de preuve qui pourrait indiquer un lien clair entre ses actes et les faits pour lesquels elle a

été arrêtée», relèvent les juges.

Elle condamne également la Turquie pour violation de sa liberté d'expression, notant que «le placement et le maintien en détention provisoire de la requérante sur la base de ses déclarations revient à une entrave à l'exercice de sa liberté d'expression».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 octobre 2025

Irak: un candidat aux législatives tué dans l'explosion de sa voiture (source sécuritaire)

Bagdad, 15 oct 2025 (AFP)

— Un candidat aux prochaines élections législatives en Irak a été tué mercredi dans la province de Bagdad dans l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture, a-t-on appris auprès d'une source sécuritaire.

«Une bombe a explosé sous la voiture de Safaa al-Mashhadani, membre du conseil provincial de Bagdad et candidat au Parlement. Il a été tué sur le coup et trois de ses gardes du corps gravement blessés», a indiqué cette source, s'exprimant sous cou-

vert d'anonymat.

Les élections législatives sont prévues le 11 novembre. Safaa al-Mashhadani est le premier candidat à ces élections à être tué.

Selon la source sécuritaire, l'attaque s'est produite mercredi à l'aube à Tarmiyé, à environ 40 kilomètres au nord de la capitale Bagdad. Safaa al-Mashhadani se présentait sous l'étiquette d'une coalition sunnite menée par l'homme d'affaires Khamis al-Khanjar et le président du Parlement, Mahmoud al-Mashhadani.

Cette coalition a condamné un «crime lâche», voyant dans cet attentat «une extension de l'approche d'exclusion et de trahison menée par les forces des armes incontrôlées et du terrorisme, qui cherchent toutes à faire taire les voix nationales libres».

Le Parlement irakien, composé de 329 membres, est dominé par une coalition de partis chiites pro-iraniens.

Les élections de novembre sont les sixièmes organisées depuis l'invasion américaine en 2003 qui a renversé le dic-

tateur Saddam Hussein.

Selon le système de partage du pouvoir en vigueur depuis, la fonction de Premier ministre, actuellement occupée par Mohammed Chia al-Soudani, revient traditionnellement à un musulman chiite, celle de président à un Kurde et celle de chef du Parlement à un musulman sunnite.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 octobre 2025

Syrie: cinq employés du ministère de la Défense tués dans une attaque contre un bus (responsable)

Damas, 16 oct 2025 (AFP)

— Une attaque contre un bus circulant dans l'est de la Syrie a tué jeudi cinq employés du ministère de la Défense, a indiqué à l'AFP un responsable du ministère.

«Un engin explosif a explosé au passage d'un bus transportant des gardes d'une installation pétrolière affiliés au ministère de la Défense, tuant cinq d'entre eux et blessant treize autres personnes dont des civils», a indiqué cette source requérant l'anonymat.

Selon la télévision d'Etat, l'explosion a eu lieu sur la route entre les villes de Deir Ezzor et Mayadeen, située à environ 50 km l'une de l'autre dans

l'est de la Syrie, près de la frontière avec l'Irak.

Aucun groupe n'a revendiqué dans l'immédiat cette attaque, mais selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, ses auteurs sont «probablement des cellules de l'organisation Etat Islamique (EI)».

L'EI s'était emparé en 2014 de vastes territoires en Syrie avant d'être défait en 2019 par les forces kurdes syriennes aidées de la coalition internationale antijihadiste. Le groupe conserve néanmoins des cellules dormantes dans

les zones désertiques et mène encore des attaques.

Durant la guerre civile syrienne, qui avait débuté en 2011, les forces de l'EI avaient mené de nombreuses attaques similaires sur des autocars pour cibler les forces de l'ex-dirigeant Bachar al-Assad.

Depuis que des forces islamistes menées par Ahmed al-Chareh ont chassé du pouvoir Bachar al-Assad en décembre 2024, les attaques jihadistes dans les territoires sous contrôle du pouvoir central ont diminué.

En mai dernier, les jihadistes de l'EI ont néanmoins reven-

diqué leur première attaque contre les nouvelles forces syriennes, fatale selon l'OSDH à un membre des forces armées.

Le mois suivant, les autorités avaient accusé l'EI d'être à l'origine d'une attaque contre une église orthodoxe de Damas qui avait fait 25 morts et plus de 60 blessés. Mais c'est Saraya Ansar al-Sunna, un groupuscule extrémiste sunnite peu connu qui a revendiqué l'attaque.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 octobre 2025

Irak: attaque contre le bureau d'un candidat aux législatives, deux blessés

Bagdad, 18 oct 2025 (AFP)

— Des hommes armés ont tiré samedi avant l'aube sur le bureau d'un candidat sunnite aux législatives irakiennes, faisant deux blessés, trois jours après l'assassinat d'un autre candidat, a indiqué une source de sécurité.

L'attaque contre le bureau du candidat Mouthanna al-Azzawi s'est produite dans la région de Youssoufia, à 25 km au sud de la capitale Bagdad, a déclaré cette source à l'AFP. Elle a blessé deux gardes du corps et les assaillants ont pris la fuite.

M. Azzawi, membre du Conseil provincial de Bagdad, a «condamné fermement l'attaque lâche» sur sa page Fa-

cebook. «Ces actes ne nous empêcheront pas de continuer à servir notre peuple.»

«Les agresseurs seront punis pour leurs actes tôt ou tard», a ajouté le candidat, membre d'une coalition de petits partis et de personnalités sunnites présidée par Mouthanna al-Samarraï.

Mercredi, le candidat Safaa al-Mashhadani, qui était également membre du conseil provincial de Bagdad, a été tué dans l'explosion d'un engin explosif placé sous sa voiture à Tarmiya, à 40 km au nord de la capitale.

Il se présentait aux législatives sous l'étiquette de l'une des plus grandes coalitions sun-

nites participant aux élections du 11 novembre et dirigée par Khamis al-Khanjar et le président du Parlement Mahmoud al-Mashhadani.

Cette coalition avait dénoncé un «crime lâche» commis selon elle dans le cadre de «la politique d'exclusion et de trahison menée par des forces armées incontrôlées qui cherchent à faire taire les voix nationales libres».

Le Premier ministre d'Irak, pays à majorité chiite, Mohamed Chia al-Soudani, a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'attentat contre Safaa al-Mashhadani et l'arrestation de ses auteurs.

Le Parlement irakien,

composé de 329 membres, est dominé par une coalition de partis chiites pro-iraniens.

Les élections de novembre sont les sixièmes organisées depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003 qui a renversé le président Saddam Hussein.

Selon le système de partage du pouvoir en vigueur depuis, la fonction de Premier ministre revient traditionnellement à un musulman chiite, celle de président à un Kurde et celle de chef du Parlement à un musulman sunnite.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 octobre 2025

Sixième renvoi du procès de la sociologue franco-turque Pinar Selek

Istanbul, 21 oct 2025 (AFP)

— Le procès fleuve par contumace de Pinar Selek, sociologue franco-turque accusée de «terrorisme», a été renvoyé mardi pour la sixième fois par un tribunal d'Istanbul, ont annoncé ses proches à l'AFP.

La prochaine audience aura lieu le 2 avril 2026, ont indiqué ses avocats à son comité de soutien et à l'intéressée, réfugiée en France, qui a pris la parole depuis Marseille (sud).

La justice turque poursuit la chercheuse, spécialiste des mouvements féministes

kurdes, depuis 27 ans et a déjà prononcé quatre acquittements.

«Le procès est reporté au 2 avril à 9H45 (6H45 GMT)», a confirmé Pinar Selek mardi devant son comité de soutien par visioconférence, précisant que «la demande d'emprisonnement à vie et le mandat d'arrêt international» qui la visent sont maintenus.

«Ils pensent me fatiguer mais ils n'arriveront pas à éteindre les lucioles. Le pouvoir (turc) est en train de perdre», a-t-elle ajouté, annonçant qu'elle espérait suivre la prochaine audience depuis les locaux

de la Ligue des droits de l'homme à Paris.

Comme la dernière fois, le 25 avril, l'audience a été refermée à peine ouverte et Pinar Selek a confié craindre la lassitude des médias après de si nombreux acquittements et renvois d'audiences.

Le tribunal avait alors affirmé attendre une réponse d'Interpol, l'organisation internationale de police criminelle, à sa demande d'extradition.

Or, selon l'avocat de Mme Selek, Me Akin Atalay, «Interpol a bien refusé le mandat d'arrêt mais la cour ne l'a pas

pris en compte».

Pinar Selek a été arrêtée en Turquie en 1998 pour ses travaux sur la communauté kurde, puis accusée d'être liée à une explosion qui avait fait sept morts au bazar aux épices d'Istanbul.

Libérée fin 2000, elle est d'abord restée à se battre en Turquie avant d'être poussée à l'exil en avril 2009. Elle se dit convaincue d'être arrêtée dès son arrivée si elle rentre en Turquie.

En juin 2024, l'accusation a ajouté une nouvelle pièce au dossier en accusant la chercheuse d'avoir participé à un

événement organisé en France par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK, considéré comme

un mouvement terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, est interdit en Turquie, mais s'est engagé depuis près d'un an dans un proces-

sus de désarmement et de paix avec les autorités turques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 octobre 2025

La Turquie nomme un ambassadeur à Damas

Istanbul, 24 oct 2025 (AFP) — La Turquie a nommé vendredi un ambassadeur en Syrie dont elle appuie les nouvelles autorités parvenues au pouvoir en décembre 2024, a rapporté l'agence étatique Anadolu.

Le ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan a désigné son vice-ministre, Nuh Yilmaz, pour représenter son pays à Damas, indique l'agence citant des sources diplomatiques.

La Turquie était restée jusqu'à présent représentée chez son voisin par un simple chargé d'affaires.

Cette nomination d'un proche du ministre est interprétée comme un signal diplomatique important.

Ankara et Damas avaient rompu leurs relations diplomatiques sous la présidence de Bachar el-Assad dont la Turquie a appuyé le renversement, après plus d'une décennie de guerre meurtrière.

Depuis décembre, les deux pays resserrent leurs liens et leur coopération, économique et militaire.

M. Fidan avaient été l'un des premiers responsables étrangers à féliciter le président

syrien par intérim Ahmad al-Chareh.

Mais Ankara reste préoccupée par la présence des Forces démocratiques syriennes (SDF) et des militants kurdes à sa frontière.

Originaire d'Istanbul, né en 1974, M. Yilmaz est un diplomate chevronné, numéro deux du ministère depuis mai 2024, selon le ministère.

Il a été auparavant conseiller principal du ministre puis directeur du Centre de recherche stratégique (SAM) du ministère des Affaires étrangères d'août 2023 à mai 2024.

Comme M. Fidan, il vient de l'agence nationale du Renseignement, maîtrise l'anglais pour avoir assuré plusieurs fonctions à Washington et avoir enseigné aux Etats-Unis.

Les deux pays partagent plus de 900 km de frontière et la Turquie a accueilli jusqu'à 5 millions de réfugiés sur son sol.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 octobre 2025

Le premier procès en France lié au génocide des Yazidis en Syrie se tiendra en mars 2026

Paris, 24 oct 2025 (AFP) — Une première en France concernant le génocide de la minorité religieuse Yazidie: un jihadiste français, présumé mort en Syrie, sera jugé par défaut en mars 2026 à Paris pour génocide et crimes contre l'humanité.

Dix ans après les faits concernés, entre août 2014 et courant 2016, le procès de ce jihadiste, Sabri ESSID, organisé devant la cour d'assises du 16 au 20 mars, sera le «premier (...) en France concernant

le génocide des Yazidis en Syrie», a déclaré une source judiciaire à l'AFP.

Deux juges d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal de Paris avaient ordonné en octobre 2024 que cet homme né en 1984 à Toulouse soit jugé pour génocide, crimes contre l'humanité et complicité de ces crimes commis en Syrie au préjudice notamment de quatre femmes yazidies et de leurs sept enfants.

Les investigations ont révélé que Sabri ESSID «a acheté plusieurs captives yazidies» avec leurs enfants à des membres de l'organisation jihadiste Etat islamique (EI), notamment en vue, s'agissant des femmes, «d'en disposer sexuellement», soulignaient les magistrats dans leur ordonnance de mise en accusation, que l'AFP a pu consulter.

Les Yazidies, privées d'eau, de nourriture, de soins et de liberté comme leurs enfants,

ont raconté «les viols répétés» commis avec «violence et brutalité» par Sabri ESSID, qui les traitait «comme une marchandise sexuelle».

- «L'horreur aux mains de Daesh» -

«Ce premier procès en France portant sur le génocide des Yazidis était très attendu par mes clientes, qui ont subi l'horreur aux mains de Daesh. Elles se sont tournées vers la justice française en espérant que leurs voix seraient en-

tendues, et que justice leur soit rendue», a déclaré à l'AFP Me Clémence Bectarte, côté parties civiles.

Sabri Essid est présumé mort depuis 2018. Aucune preuve officielle de son décès n'ayant été apportée, la justice française reste compétente pour le juger par défaut.

Le jihadiste français s'est rendu en zone irako-syrienne début 2014, où il a été rejoint par sa femme, leurs trois enfants et le fils de cette dernière, né d'une précédente union.

Il figure dans une vidéo de propagande de l'EI diffusée

le 10 mars 2015, dans laquelle il poussait son beau-fils, âgé de 12 ans, à exécuter un otage palestinien d'une balle dans la tête.

Deux autres personnes, Abdelnasser Benyoucef, émir de l'EI également présumé mort, et son ex-compagne Sonia Mejri, revenue en France, doivent également être jugées pour génocide et crimes contre l'humanité. Ce procès pourrait suivre, probablement en 2027.

- Première en Allemagne -

Sonia Mejri, accusée d'avoir réduit en esclavage une adolescente yazidie au printemps

2015, ce qu'elle conteste, sera la première femme française à être jugée, de manière générale, pour le crime de génocide, passible de la réclusion à perpétuité.

Les Yazidis, une minorité kurdeophone adepte d'une religion pré-islamique, présente dans le nord de l'Irak et de la Syrie, ont été victimes d'exactions dans les zones contrôlées par les jihadistes de l'EI, telles que des viols, enlèvements, esclavage et traitements inhumains.

En pointe sur ces dossiers, l'Allemagne, où vit une importante diaspora yazidie,

avait déjà organisé le premier procès au monde en lien avec ce génocide.

Un tribunal de Francfort (ouest) avait condamné en novembre 2021 à la perpétuité le jihadiste irakien Taha Al-Jumailly, reconnu coupable d'avoir durant l'été 2015 à Falloujah, en Irak, laissé mourir de soif une fillette yazidie de cinq ans qu'il avait réduite en esclavage avec sa mère.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 octobre 2025

Kurdes tués à Paris fin 2022: un témoin présumé conteste le refus de sa demande d'asile

Paris, 30 oct 2025 (AFP) — Un ressortissant turc, témoin présumé lors de l'assassinat en 2022 de trois Kurdes à Paris, a contesté jeudi devant une juridiction spécialisée le rejet de sa demande d'asile, qui l'a placé sous le coup d'une mesure d'expulsion du territoire français.

Ercan Ekin, lui-même kurde, dit avoir assisté à la tuerie de la rue d'Enghien, une déclaration «corroborée par la balistique et par absolument tous les éléments de l'enquête», a indiqué à l'AFP son avocat David Andic.

William Malet, cheminot à la retraite de 72 ans, a reconnu avoir ouvert le feu devant un centre culturel du Conseil démocratique kurde (CDK-F), le 23 dé-

cembre 2022. L'été dernier, il a été renvoyé aux assises pour avoir tué trois personnes, dont la combattante du PKK Emine Kara, et avoir fait trois blessés.

Partie civile dans l'information judiciaire, Ercan Ekin, bénévole au CDK-F, a raconté au juge d'instruction en décembre 2024 qu'il faisait la vaisselle derrière le comptoir le jour des faits quand il a entendu des coups de feu, selon des documents consultés par l'AFP. Il dit avoir vu le tireur monter les marches du centre et les trois victimes mortellement blessées.

Il était resté caché 20 à 25 minutes, selon son récit, et avait développé par la suite «un état de stress post-traumatique de forte

intensité» et «un épisode dépressif», d'après un rapport d'examen psychiatrique daté de mars 2025.

L'Office de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) a, au printemps 2025, refusé la demande d'asile de M. Ekin en jugeant «peu crédibles ses assertions» quant à sa présence rue d'Enghien le jour du drame, d'après la décision consultée par l'AFP.

M. Ekin a par la suite reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

En France depuis quatre ans et demi, M. Ekin a fait appel de la décision de l'Ofpra jeudi devant la Cour nationale du droit d'asile, lors d'une audience à huis clos.

Le CNDA communiquera son délibéré le 6 novembre, a indiqué Me Andic.

A la suite de la fusillade, interrogé par la presse kurde, M. Ekin avait émis l'hypothèse d'une complicité du gouvernement turc dans la tuerie, l'exposant à «la prison et des traitements inhumains et dégradants» s'il retournait en Turquie, d'après l'avocat.

M. Malet a été renvoyé aux assises pour assassinats et tentatives d'assassinats en raison de la race, mais les juges d'instruction ont écarté la qualification terroriste, au grand dam des parties civiles.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 octobre 2025

Iran: la peine de mort d'une militante commuée en 30 ans de prison (avocat)

Téhéran, 30 oct 2025 (AFP)

— La justice iranienne a commué la peine de mort prononcée contre une militante ouvrière accusée d'appartenance à un groupe kurde interdit, en une peine de 30 ans de prison, a annoncé son avocat.

«Par décision de l'honorable chef du pouvoir judiciaire, la peine capitale de Mme Sharifeh Mohammadi a été commuée en une peine de prison de premier degré, soit 30 ans», a indiqué l'avocat Amir Raisian, mercredi sur le réseau X.

«Nous continuons à demander l'annulation de sa condamnation et son acquittement du chef de rébellion», a-t-il ajouté.

Mme Mohammadi, 46 ans, avait été condamnée à mort en juillet 2024 pour «baghi» (rébellion), aux côtés des militantes Pakhshan Azizi et Varisheh Moradi, selon des organisations de défense des droits humains.

Arrêtée à Rasht, dans le nord de l'Iran, elle était accusée d'appartenir au parti Komala,

un groupe sécessionniste kurde basé en Irak et considéré par Téhéran comme une organisation terroriste.

En octobre 2024, la Cour suprême iranienne avait annulé sa condamnation à mort et ordonné un nouveau procès.

Les autorités iraniennes accusent les groupes kurdes d'Irak d'avoir attisé les manifestations de masse déclenchées par la mort, en septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22

ans décédée après son arrestation pour non respect du code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Ces manifestations, parmi les plus importantes depuis la révolution islamique de 1979, avaient fait des centaines de morts, dont plusieurs dizaines parmi les forces de sécurité.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 octobre 2025

Répression accrue en Iran depuis la guerre de juin (mission d'enquête de l'ONU)

Nations unies (États-Unis), 30 oct 2025 (AFP)

— L'Iran a encore accru la répression depuis la guerre contre Israël en juin, a dénoncé jeudi une commission d'enquête de l'ONU, s'inquiétant notamment des violations des droits des minorités et des journalistes.

«Depuis mars de cette année, nous avons récolté des données montrant une nouvelle détérioration des droits humains en Iran», a déclaré Sara Hossain, présidente de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits en Iran, créée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU en 2022.

Et la répression ayant suivi les frappes israéliennes de juin «a encore restreint l'espace civique, sapé les procé-

dures et érodé le respect du droit à la vie», a-t-elle ajouté devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Elle a en particulier attiré l'attention sur le sort de 21.000 personnes arrêtées par les autorités iraniennes lors de cette guerre de douze jours entre l'Iran et Israël.

«Selon des informations crédibles, cela incluait des avocats, des défenseurs des droits, des journalistes, et même des utilisateurs des réseaux sociaux qui avaient simplement publié des contenus sur les hostilités», a-t-elle assuré.

«La répression des minorités ethniques et religieuses sous le prétexte de sécurité nationale s'est également intensifiée», a déclaré Sara Hossain.

«Notre enquête montre également que le gouvernement iranien désactive continuellement les cartes SIM des journalistes», a-t-elle ajouté.

Et «la répression n'est pas circonscrite aux frontières de l'Iran. Nous avons reçu des informations indiquant que plus de 45 journalistes dans sept pays font face à des menaces graves pour avoir couvert les événements en Iran», a-t-elle insisté.

«Ce regain de répression n'est pas un événement isolé mais reflète plutôt une tendance récurrente», a-t-elle ajouté.

Elle a ainsi comparé la situation actuelle à la répression des manifestations de 2022 liées à la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée pour avoir

prétendument enfreint la règle vestimentaire stricte imposée aux femmes. Des événements qui avaient conduit à la création de cette mission de l'ONU.

Sara Hossain s'est d'autre part inquiétée de l'augmentation des exécutions dans le pays.

«Selon des informations crédibles, plus de 1.200 personnes ont été exécutées depuis le début de l'année, dépassant le total de 2024 qui était déjà un record en Iran» depuis 2015, a-t-elle déclaré.

La mission s'est également penchée sur les frappes israéliennes meurtrières sur la prison d'Evine.

«Notre enquête préliminaire montre que les frappes israé-

liennes ont touché des bâtiments civils dans le complexe de la prison, ne constituant pas des cibles militaires légitimes, et que les frappes étaient probablement inten-

tionnelles», a-t-elle indiqué.

Les autorités iraniennes, elles, pourraient ne pas avoir pris «les mesures raisonnables pour protéger les dé-

tenus», évacués après les frappes et dont les familles n'ont parfois pas eu de nouvelles pendant des semaines.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.